VILLE DE SCHILTIGHEIM

# CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026

## ORDRE DU JOUR

| | |
|---|---|
| 1 | INSTALLATION D'UNE CONSEILLÈRE MUNICIPALE SUITE À DÉMISSION |
| 2 | FEUX EN FRANCE : SOUTIEN AUX COMMUNES SINISTREES |
| 3 | APPROBATION DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DU 26 MAI ET DU 23 JUIN 2026 |
| 4 | MISE À JOUR DE LA COMMISSION DE L'ANIMATION LOCALE |
| 5 | MISE À JOUR DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AUPRÈS DES ORGANISMES EXTÉRIEURS |
| 6 | ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR |
| 7 | DÉMOCRATIE LOCALE ET PROXIMITÉ : LES AMBITIONS ET LA DÉMARCHE DE LA VILLE |
| 8 | CRÉATION DES POSTES D'ADJOINTS DE QUARTIER |
| 9 | ELECTION DES ADJOINTS DE QUARTIER |
| 10 | INDEMNITÉS DE BASE - ADJOINTS DE QUARTIER |
| 11 | MAJORATION DES INDEMNITÉS DES ADJOINTS DE QUARTIER |
| 12 | DÉSIGNATION D'UNE REPRÉSENTANTE DE LA VILLE DE SCHILTIGHEIM AU SEIN DU COLLÈGE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA CPTS COSEN |
| 13 | ADHESION DE LA VILLE AU RÉSEAU NATIONAL DES BUDGETS PARTICIPATIFS (RNBP) |
| 14 | AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EFFECTIFS |
| 15 | RAPPORT RELATIF AU DÉBAT SUR LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE DES AGENTS TERRITORIAUX PRÉSENTÉ AU CONSEIL MUNICIPAL |
| 16 | REVISION REGIME INDEMNITAIRE DES EMPLOIS FONCTIONNELS SUITE A LA REFORME DU 10 JUIN 2026 |
| 17 | DÉCISION MODIFICATIVE N°1 DE 2026 |
| 18 | RÉVISION N°2 DES CRÉDITS DE PAIEMENT : DÉCISION MODIFICATIVE N°1 DE 2026 |

| | |
|---|---|
| 19 | STATIONNEMENT PAYANT - CRÉATION D'UNE TARIFICATION SOLIDAIRE POUR L'ABONNEMENT RÉSIDENT |
| 20 | DEMANDE DU FONDS DE CONCOURS ANNUEL MÉTROPOLITAIN POUR LES SALLES DE SPECTACLE |
| 21 | DEMANDE DU FONDS DE CONCOURS ANNUEL MÉTROPOLITAIN POUR LES ÉCOLES DE MUSIQUE DE L'AGGLOMÉRATION |
| 22 | MISE A DISPOSITION GRATUITE DE LA SALLE DU BRASSIN AU PROFIT DE L'AMICALE DU PERSONNEL DE LA VILLE DE SCHILTIGHEIM POUR L'ORGANISATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE |
| 23 | RENONCIATION DE L'APPLICATION DE TARIFS DE LOCATION DU BRASSIN AU PROFIT DE L'ASSOCIATION DU THÉÂTRE ALSACIEN DE SCHILTIGHEIM |
| 24 | RENONCIATION DE L'APPLICATION DE TARIFS DE LA BRIQUETERIE AU PROFIT DE L'ORCHESTRE D'HARMONIE DE SCHILTIGHEIM |
| 25 | ACCEPTATION D'UN MÉCÉNAT DE LA FONDATION DU CRÉDIT MUTUEL POUR LA LECTURE |
| 26 | ACCEPTATION D'UN MÉCÉNAT DE LA FÉDÉRATION DU CRÉDIT MUTUEL DU CENTRE EST EUROPE |
| 27 | ADHESION A L'ASSOCIATION INTERBIBLY |
| 28 | MISE EN PLACE DU DISPOSITIF ' CARTE CEZAM ' POUR LA SAISON CULTURELLE |
| 29 | MISE EN PLACE DU DISPOSITIF "CARTE ACCÈS CULTURE" POUR LA SAISON CULTURELLE |
| 30 | MISE EN PLACE DU DISPOSITIF "VYV AVANTAGE" POUR LA SAISON CULTURELLE |
| 31 | ATTRIBUTION DE BOURSES BAFA |
| 32 | ACTUALISATION ET MODIFICATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES OUVERT ET PÉRENNE GOP) |
| 33 | CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIF A LA COORGANISATION DE SPECTACLES ENTRE LES SAISONS CULTURELLES DES VILLES DE BISCHHEIM ET DE SCHILTIGHEIM |
| 34 | REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET DROITS DE PLACE - MODIFICATION DU RÈGLEMENT |
| 35 | CRÉATION D'UNE MISSION DE GARDE PARTICULIER SUR LE BAN COMMUNAL DE LA VILLE DE SCHILTIGHEIM |
| 36 | COMMUNICATION - RÉSULTATS ATLAS DE LA BIODIVERSITÉ |
| 37 | COMMUNICATION - RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PROGRAMME DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE DE L'ANNÉE 2025 |
| 38 | LISTE DES DÉCISIONS PRISES EN VERTU DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LA DÉLIBÉRATION DU 28 MARS 2026 |

39 MOTION PRÉSENTÉE PAR MONSIEUR ANTOINE SPLET - POUR PERMETTRE L'ENCADREMENT DES LOYERS DANS L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

40 QUESTION ORALE PRÉSENTÉE PAR MONSIEUR DERA RATSIAJETSINIMARO - REPERCUSSIONS DE L'AUDIT FINANCIER DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG SUR LE DEVENIR DU SITE HEINEKEN

41 QUESTION ORALE PRÉSENTÉE PAR MONSIEUR MARC BAADER POUR LE GROUPE ' SCHILTIGHEIM FIERE ET POPULAIRE ' - SITE HEINEKEN-FRICHE ESPERANCE

42 QUESTION ORALE PRÉSENTÉE PAR MADAME MARIE-THÉRÈSE FRENO - CANICULES À RÉPÉTITION

43 QUESTION ORALE PRÉSENTÉE PAR MONSIEUR MARTIN HENRY - DES QUESTIONS SUR LA POLITIQUE DE LA PETITE ENFANCE

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 36 | 38 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE094 - INSTALLATION D'UNE CONSEILLÈRE MUNICIPALE SUITE À DÉMISSION

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

L'article L. 270 du Code électoral stipule que « *le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit* ».

Suite à démission, un poste de Conseiller municipal est ainsi devenu vacant et doit être pourvu par le candidat venant immédiatement après le dernier élu de la liste « Schilick en commun ».

Le suivant de la liste « Schilick en commun » : Madame Christelle KOCH AL-AHMAD a fait connaître son accord pour intégrer le Conseil municipal de Schiltigheim.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L.270 du Code électoral ;*
*Vu l'article L 2121-4 du Code général des collectivités territoriales, portant sur les démissions des membres du Conseil municipal ;*
*Vu la délibération du 28 mars 2026 relative à l'installation du Conseil municipal ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

**PREND ACTE** de la démission de Monsieur Stéphane HUSSON, Conseiller municipal délégué au développement économique, au commerce et à l'artisanat, en date du 22 juillet 2026 ;

**PREND ACTE** de l'installation de Madame Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Prend acte**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-3995-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 36 | 38 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE095 - FEUX EN FRANCE : SOUTIEN AUX COMMUNES SINISTREES**

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

Balayant les records exceptionnels de l'été 1976, l'été qui s'achève n'est pas un pic isolé mais une nouvelle normalité prévisible et récurrente. C'est le résultat du dérèglement climatique de notre planète provoqué par l'activité humaine et documenté de longue date par la communauté scientifique depuis le rapport Meadows du club de Rome de 1972 et le rapport du GIEC de 1990. L'été 2026 est le plus chaud jamais enregistré en France. Des vagues caniculaires successives ont frappé le pays dès juin provoquant 7 300 décès excédentaires dans le pays. Les alsaciennes et alsaciens ont vécu 48 jours de fortes chaleurs ces trois derniers mois. Au-delà de l'impact grave sur l'environnement et la biodiversité, ces évènements climatiques extrêmes, par leur impact sur la société humaine, nous obligent. Notre santé publique, notre sécurité alimentaire et notre accès à l'eau sont en danger. Les inégalités sociales et de santé se creusent et les populations les plus vulnérables sont les plus exposées.

En tant que commune, nous sommes en première ligne et nous devons impérativement adapter notre territoire et nos services publics afin que le quotidien des habitantes et habitants reste non seulement vivable mais agréable. Nous devons également répondre aux urgences et nous montrer solidaires des communes qui sont d'ores et déjà exposées à des sinistres d'une extrême gravité.

Les incendies en France ont ravagé près de 115 000 hectares, et nécessité l'évacuation de nombreuses communes, provoquant une catastrophe humaine, sociale, environnementale et économique. Jusqu'à 3 300 soldats du feu avec renforts de tous les départements ont été mobilisés pour protéger la population.

Nous rendons hommage à ces équipes courageuses de professionnels et de bénévoles qui ont mis leurs vies en danger au service des autres.

Face à ce drame, l'AMF (Association des Maires de France), en partenariat avec la Protection civile a appelé les communes et les intercommunalités de France métropolitaine et d'Outre-mer à apporter, au plus vite, un soutien financier aux opérations d'urgence en cours ou en préparation, ainsi qu'à la longue phase d'accompagnement nécessaire.

Sensible aux dégâts matériels que cette catastrophe d'une ampleur exceptionnelle engendre, la commune de Schiltigheim tient à apporter son soutien et sa solidarité aux communes impactées.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L1111-1 du CGCT,*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

**DECIDE** de l'octroi d'une subvention d'un montant de 2 000 euros à la Protection civile ;

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont prévus au Budget : fonction 020 / nature 65748 ;

**AUTORISE** Madame La Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**Prend acte**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4163-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 36 | 38 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE096 - APPROBATION DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DU 26 MAI ET DU 23 JUIN 2026**

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

Les procès-verbaux des séances des Conseils municipaux du 26 mai et du 23 juin 2026 ont été établis et transmis pour approbation à l'ensemble des membres de l'Assemblée.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu les articles L.2121-23, R.2121-9 et L.2541-1 du Code général des collectivités territoriales ;*
*Vu l'article 24 du règlement intérieur ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

**APPROUVE** les procès-verbaux des séances du 26 mai et du 23 juin 2026.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-3910-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

**République Française**

Département du Bas-Rhin

**Commune de Schiltigheim**

# Procès-verbal

## Séance du 26 mai 2026

L'an 2026, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal de la commune de Schiltigheim s'est réuni, sous la présidence de Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire, en session ordinaire.

**Présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, Mme Frédérique LAAS, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Sont absents et ont donné procuration :**
M. Raphaël HYVERNAUD a donné procuration à M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**A été nommé secrétaire :**
Mme Shéhrazade BOUYAHIA.

**Madame la Maire**

Bonsoir à toutes et à tous, ravis de vous accueillir et d'accueillir, vous le verrez dans la salle, les étudiants du CUEJ qui sont en Master 1 et qui viennent s'inspirer pour leur couverture plus tard en presse quotidienne régionale. Merci d'être là et on va essayer d'être au mieux de notre forme pour vous donner une belle image de conseil en collectivité.

Je vais laisser notre directeur général des services procéder à l'appel nominal.

*[Appel nominal réalisé par Marc Faivre]*

Bien, je vous remercie. Mesdames et Messieurs, avant de commencer ce Conseil, je souhaite vous proposer une légère évolution de notre manière de conduire cette séance. L'objectif étant de rendre nos conseils municipaux un peu plus fluides, sans bien entendu retirer à la qualité de nos échanges ni aux droits de chacun.
Concrètement, à mesure que nous avancerons dans l'ordre du jour, ma proposition est d'annoncer les délibérations et je vous inviterai à indiquer si vous souhaitez qu'une délibération fasse l'objet d'une présentation ou d'une lecture préalable avant le vote. En l'absence de demande, on procédera directement au vote par délibération, les délibérations ayant été transmises en amont et pour beaucoup déjà présentées ou examinées dans le cadre des temps préparatoires.
Cette organisation devrait nous permettre de concentrer notre temps sur les points qui appellent réellement des explications, des échanges ou des débats. C'est bon pour vous ? Très bien.

Je vous propose de désigner notre secrétaire de séance, notre benjamine Madame Shéhrazade Bouyahia, est-ce que vous en êtes d'accord ?

**Madame Shéhrazade Bouyahia**

Bonsoir tout le monde, oui je suis d'accord, merci Madame la Maire.

**Madame la Maire**

Un grand merci.

Avant d'ouvrir notre séance, je souhaiterais prendre un instant pour évoquer un sujet qui nous tient à cœur. Le mois de juin est celui des visibilités.
La ville de Schiltigheim a fait le choix de s'engager de manière assumée parce que la lutte contre toutes les discriminations et la défense de l'égalité sont des engagements pleinement inscrits dans les valeurs de la République et de notre collectivité. Il nous apparaissait important que cet engagement puisse trouver sa place ici aussi. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité donner la parole en amont de notre ordre du jour à Monsieur Michael Nguyen, Conseiller délégué en charge de la lutte contre les discriminations et de l'égalité des genres afin qu'il présente la démarche portée par la ville lors de ce mois des visibilités et pour la suite.

**Monsieur Michael Nguyen**

Bonsoir à tous et à toutes,

Madame la Maire, mes chers collègues,

Le 17 mai 1990, l'Organisation mondiale de la santé retirait l'homosexualité de la liste des maladies mentales. À l'occasion du mois de fierté, la Ville de Schiltigheim réaffirme son engagement visant à garantir l'égalité de traitement, à lutter contre les discriminations et à assurer la dignité et la sécurité de toutes et tous dans l'espace public tout comme dans l'accès aux services municipaux, elle affirme la volonté que tous les habitants et les habitantes fassent pleinement partie de la ville, sans distinction, et participent à enrichir sa vie collective.

Cette démarche s'inscrit d'abord dans un contexte de discrimination persistante et préoccupante en France.

Selon le dernier rapport de SOS homophobie publié le 11 mai dernier, entre 1700 et près de 5000 situations de LGBTphobie ont été recensées en 2025.
Près de 40% d'entre elles ont lieu dans l'espace public et un guet-apens homophobe est recensé tous les 4 jours. Ces violences prennent des formes très concrètes : insultes, harcèlements psychologiques, agressions physiques. Et produisent des conséquences durables sur les parcours de vie : isolement, rupture familiale, précarité professionnelle, détresse psychologique parfois extrême, avec des risques de suicide plus élevés chez les personnes concernées, notamment les jeunes, et concernent tous les milieux sociaux, tous les territoires et traversent tous les espaces, de l'école au travail, au sein de la famille, sur les réseaux sociaux ou dans les loisirs, ce sont donc des vies qui se rétrécissent sous le regard et le jugement des autres.

À l'échelle internationale, les droits des personnes LGBTQIA+ sont également inégaux ou remis en cause. En Europe, les thérapies de conversion existent encore dans certains États, malgré leur remise en cause persistante par de nombreuses ONG engagées dans la défense des droits humains.
Une initiative citoyenne européenne a récolté plus de 1 200 000 signatures et un vote du Parlement européen en faveur de leur interdiction ont eu lieu car considérés comme des actes de torture visant à corriger des choses qui ne devraient jamais être à corriger.

Au Sénégal, les personnes LGBTQIA+ font encore l'objet de violences institutionnelles, des peines pouvant aller jusqu'à 15 ans de prison et font face à des formes de répression particulièrement fortes, assimilables au lynchage public.
Dans le même temps, des avancées existent, comme en Pologne où les villes de Varsovie et de Wroclaw ont procédé ce mois-ci à la transcription de mariages entre personnes de même sexe conclus à l'étranger. Ces 2 derniers exemples illustrent que, malgré des contextes contrastés, les pouvoirs publics locaux ont un rôle réel à jouer dans l'amélioration et la garantie des droits.

Dans ce contexte, la ville de Schiltigheim agit d'abord par des actes visibles et symboliques.
Le 13 mai, elle a installé le drapeau LGBTQIA+ sur le fronton de l'hôtel de ville.
Le 17 mai, elle a apporté un message institutionnel de soutien sur ses réseaux sociaux à la Journée internationale de lutte contre l'homophobie, la biphobie, la transphobie. Le logo de la ville a été mis aux couleurs du drapeau et une campagne de sensibilisation sera déployée dans les bâtiments municipaux et les panneaux d'affichage en ville au cours de la mi-juin.

Elle accompagne également des initiatives culturelles et associatives qui participent à la visibilité et à la reconnaissance des parcours LGBTQIA+.
L'accueil à la Briqueterie du cabaret queer Madame Arthur mondialement reconnue, le spectacle annuel de la chorale Pelicanto et une sélection thématique proposée par la médiathèque Frida Kahlo tout au long du mois de juin à travers un présentoir d'ouvrages dédié aux visibilités et aux identités LGBTQIA+, la culture est pleinement assumée comme un levier d'égalité, de connaissance et d'émancipation.

Au-delà de ces actions visibles, la ville engage une politique structurelle de lutte contre les discriminations LGBTQIA+ dans le champ de ses compétences de prévention, sensibilisation et d'égalité d'accès aux services publics. D'abord, la ville mettra en place un pilotage dédié de ce plan d'action avec la désignation d'un élu en charge de la lutte contre les discriminations. Elle agira au sein même de la collectivité pour prévenir les discriminations en formant et en sensibilisant les agents et agentes à l'accueil inclusif, à la lutte contre les stéréotypes, à la construction d'un environnement de travailleurs respectueux et bienveillant.

Dans le même cadre, elle entamera une réflexion pour veiller à ce que les démarches administratives respectent pleinement la vie privée en limitant les données connectées au strict nécessaire, puisqu'il s'agit d'une revendication portée de longue date par les associations œuvrant dans ce champ, elle

améliorera la visibilité des ressources existantes en mettant à disposition dans les équipements publics et les centres sociaux des informations et des contacts associatifs, comme des numéros de soutien psychologiques et poursuivra le soutien aux initiatives culturelles et artistiques qui participent à la visibilité et à l'égalité des droits.
Elle développera également des actions de prévention et de sensibilisation auprès du grand public, des associations, des clubs sportifs et des acteurs économiques afin de lutter contre les discriminations et les stéréotypes dans tous les espaces de vie, y compris lors des événements organisés sur le territoire.

Dans ce cadre, la ville encouragera aussi la mise en place d'espaces d'accueil sécurisés, des safes places, lors des grandes manifestations festives.

Enfin, elle favorisera des actions sur le temps périscolaire en lien avec l'espace égalité à Strasbourg et renforcera l'accompagnement des personnes en situation de vulnérabilité, notamment les jeunes en rupture familiale en lien avec le CCAS et les associations locales.

En conclusion, je dirais que, alors qu'il existe aujourd'hui en France des collectivités comme Faches-Thumesnil, qui ont fait le choix de retirer les drapeaux arc-en-ciel ou de supprimer certains marquages au sol colorés dans l'espace public. À l'inverse, la ville de Schiltigheim fait le choix d'être une ville inclusive, attentive à la dignité et à l'accueil de chacune et de chacun, une ville d'hospitalité, de solidarité ou aucune vie ne vaut moins qu'une autre. C'est ce principe qui guide notre engagement aujourd'hui comme tout au long du mandat.

Je vous remercie.

**Madame la Maire**

Merci beaucoup pour cette information et le plan d'action pourra justement être travaillé lors des commissions thématiques.

[Lecture de l’ordre du jour]

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

# CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026

## ORDRE DU JOUR

| | |
|---|---|
| 1 | APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 14 AVRIL 2026 |
| 2 | ACTUALISATION DES TARIFS ET EXONÉRATIONS DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE(TLPE) |
| 3 | ACCEPTATION D'UN MÉCENAT DU FONDS DE DOTATION IMAGIN'ACT POUR LE PROJET "PRIX LITTÉRAIRE SOC'ADOS" |
| 4 | MISE A DISPOSITION GRATUITE PARTIELLE DE LA SALLE DE LA BRIQUETERIE AU PROFIT DE L'ASSOCIATION PELICANTO |
| 5 | AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EFFECTIFS |
| 6 | JOBS D'ETE 2026 - RECRUTEMENT D'AGENTS SUR UN EMPLOI NON PERMANENT AFIN DE RÉPONDRE À UN ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITÉ |
| 7 | RENOUVELLEMENT DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL (CST) ET DE LA FORMATION SPÉCIALISE (FSSSCT) DE LA VILLE DE SCHILTIGHEIM, DU CCAS ET DE LA CAISSE DES ECOLES - COMPOSITION - FIXATION DU NOMBRE DE REPRESENTANTS - DÉCISION DU RECUEIL DE L'AVIS DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ |
| 8 | MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ÉCOLE DES ARTS POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2026-2027 |
| 9 | MISE À JOUR DU RÈGLEMENT DES ÉTUDES POUR L'ÉCOLE DES ARTS POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2026-2027 |
| 10 | CRÉATION DES PÉRIMÈTRES DE QUARTIERS ET ENGAGEMENT D'UNE DÉMARCHE DE CO-CONSTRUCTION DES FUTURS CONSEILS DE QUARTIER |
| 11 | PROCÉDURE DE RAPPEL À L'ORDRE |
| 12 | CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES GRAND EST - RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES RELATIF AU CONTROLE COORDONNÉ SUR L'ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG |
| 13 | COMMUNICATION : PLAN DE FORMATION 2026 AU PROFIT DES AGENTS DE LA COLLECTIVITÉ |
| 14 | LISTE DES DÉCISIONS PRISES EN VERTU DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LA DÉLIBÉRATION DU 28 MARS 2026 |

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 38 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etait excusé et représenté :**
M. Raphaël HYVERNAUD par M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

**N° 2026DE067 - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 14 AVRIL 2026**

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 14 avril 2026 a été établi et transmis pour approbation à l'ensemble des membres de l'Assemblée.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu les articles L.2121-23, R.2121-9 et L.2541-1 du Code général des collectivités territoriales ;*
*Vu l'article 24 du règlement intérieur ;*

Après en avoir délibéré,

Sur proposition du Bureau municipal,
**APPROUVE** le procès-verbal de la séance du 14 avril 2026.

**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 38 | |
| Contre | 0 | |
| Abstention | 1 | **Mme Bénédicte MATZ.** |
| Ne participe pas part au vote | 0 | |

Date de télétransmission : 28 mai 2026
Date de retour de l'acte : 28 mai 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260526-3300-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 26 mai 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

On va passer tout de suite à la délibération numéro une. Et donc cette délibération, c'est l'approbation du procès-verbal de la séance du 14 avril 2026.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?
Une abstention. Le point est adopté. Je vous remercie.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 38 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etait excusé et représenté :**
M. Raphaël HYVERNAUD par M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

**N° 2026DE068 - ACTUALISATION DES TARIFS ET EXONÉRATIONS DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE(TLPE)**

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

La taxe locale sur la publicité extérieure (T.L.P.E.) est effective depuis le 1er janvier 2009. Elle a été instituée par la loi de modernisation de l'économie (article 171) du 4 août 2008 qui a procédé à une nouvelle refonte du régime des taxes sur la publicité. La taxe sur les emplacements publicitaires et la taxe à l'affiche qui existaient jusqu'en 2008 ont été remplacées le 1er janvier 2009 par une taxe unique dénommée « taxe locale sur la publicité extérieure ».

Cette taxe produit une recette non négligeable pour les budgets communaux, en période de nécessaire rigueur budgétaire. C'est aussi une façon de lutter contre la pollution visuelle que constitue parfois la publicité extérieure lorsque son usage n'est pas modéré.

Afin de soutenir le commerce de proximité, il a été décidé de maintenir l'exonération de la taxe sur les enseignes autres que celles scellées au sol, si la somme de leurs superficies est inférieure ou égale à 12 m².

La T.L.P.E. concerne les dispositifs suivants, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique :

- ✓ Les enseignes (par exemple : sur façade, sur poteau apposé sur un terrain, …),
- ✓ Les pré-enseignes (par exemple : panneau avec une localisation de type « xxx à 300 m à droite »),

- ✓ Les dispositifs publicitaires (type panneaux 4 par 3 : Decaux, Clear Channel, etc.).

Le taux de variation applicable aux tarifs de la T.L.P.E. pour 2027 s'élève ainsi à + 0,9 % (source INSEE).

Pour l'année 2027, l'arrêté du 9 mars 2026 constate les tarifs indexés sur l'inflation de la taxe sur la publicité extérieure :

Les tarifs maximaux de droit commun, par m², applicables en 2027 :

| | **Dispositifs publicitaires et pré-enseignes** | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Surface ≤ 50 m²** | | **Surface > 50 m²** | |
| | **Non numérique** | **Numérique** | **Non numérique*** | **Numérique** |
| 2026 | 24,80 € | 74,70 € | 49,70 € | 147,50 € |
| **2027** | 25,00 € | 75,40 € | 50,10 € | 148,80 € |

| | Enseignes | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Surface ≤ 7 m²** | **Surface > 7 m² et ≤ 12 m²** (Tarif de base) | **Surface > 12 m² et ≤ 50 m²** (Tarif de base x 2) | **Surface > 50 m²** (Tarif de base x 4) |
| 2026 | **Exonération** (sauf délibération contraire) | 24,80 € | 49,70 € | 99,50 € |
| **2027** | | 25,00 € | 50,10 € | 100,40 € |

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu notamment les articles L.132-1, L.132-2 et L. 454-58, A.454-10, A. 454-11 et A. 454-12 du Code des impositions sur les biens et services*
*Vu l'article L.2333-6, L.2333-14 et L.2333-15 du CGCT,*
*Vu le Code des impositions sur les biens et services, notamment ses articles L454-39 à L454-77 et D454-13 à 17 ;*
*Considérant que la délibération doit être prise avant le 1er juillet l'année précédant l'année d'application (soit avant le 1er juillet 2026 pour une application au 1er janvier 2027),*
*Considérant que ces tarifs sont revalorisés, chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année,*

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission Ressources et du Bureau municipal,

**APPLIQUE** à compter du 1er janvier 2027 les tarifs mentionnés dans les tableaux ci-dessus,

**MAINTIENT** l'exonération de droit commun concernant les activités dont le cumul des surfaces d'enseignes est inférieur ou égal à 7 m²,

**MAINTIENT** l'exonération pour les enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme de leurs superficies est inférieure ou égale à 12 m².

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 28 mai 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 28 mai 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260526-3277-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 26 mai 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Nous passons au projet de délibération numéro 2 sur l'actualisation des tarifs et exonérations de la taxe locale sur la publicité extérieure. Est-ce que vous souhaitez une présentation du point ? Non.

Monsieur Ratsiajetsinimaro.

**Monsieur Dera Ratsiajetsinimaro**

Je voudrais juste faire une intervention, mais pas nécessairement qu'on présente le point.

**Madame la Maire**

On va faire une présentation synthétique pour être tous au même niveau.

**Madame Sophie Mehmanpazir**

Merci Madame la Maire. Donc actualisation des tarifs et exonérations de la taxe focale sur la publicité extérieure, TLPE.

Alors cette délibération poursuit un triple objectif : garantir des recettes utiles au budget communal dans un contexte financier tendu, tout en maintenant notre soutien aux commerces de proximité grâce au maintien des exonérations pour les petites enseignes, et surtout lutter contre la pollution visuelle sur l'espace public.

Donc, à travers cette délibération, nous faisons le choix d'un équilibre entre responsabilité budgétaire et protection du tissu économique local.

[*Lecture du délibéré*]

**Madame la Maire**

Merci beaucoup Madame la Première Adjointe.
Monsieur Dera Ratsiajetsinimaro.

**Monsieur Dera Ratsiajetsinimaro**

Madame la Maire, chers collègues,

Bien évidemment, notre groupe votera pour cette délibération qui vient en soutien aux commerces de proximité à Schiltigheim. D'ailleurs, pour rappel, comme vous le savez, toutes les premières exonérations pour les enseignes comprises entre 7 et 12 m² remontent à la période où nous étions nous-mêmes aux commandes de la ville.

Par contre, je voudrais profiter de cette délibération pour aller plus loin dans le soutien à nos commerçants. Certains d'entre eux nous ont soumis une requête consistant à les autoriser à créer des événements autour de la restauration et de l'animation pendant l'été.

Par exemple, les commerçants de la place de la liberté souhaiteraient expérimenter une occupation de la place avec une animation le weekend, 12h00-18h00 cet été. Même chose au niveau des abords du parking Prévert.

Et donc la question que j'aimerais vous soumettre, Madame la Maire, seriez-vous disposés à étudier ces requêtes de nos commerçants qui, de toute façon, participent bien évidemment à la vie locale et qui souhaiteraient participer davantage à l'animation aussi de notre commune ?

**Madame la Maire**

Ce sont des initiatives louables en effet, et qui devront être présentées dans les règles et étudiées par les services, dans le respect de l'occupation du domaine public, du voisinage également, je pense notamment à la place de la liberté puisqu'il y a il y a pas mal de riverains et donc dans ce respect là et bien évidemment les dossiers seront étudiés avec plaisir.

Bien, cela étant, qui s'oppose à cette délibération ? Qui s'abstient ?
Et bien je vous remercie de cette unanimité.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 38 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etait excusé et représenté :**
M. Raphaël HYVERNAUD par M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

**N° 2026DE069 - ACCEPTATION D'UN MÉCENAT DU FONDS DE DOTATION IMAGIN'ACT POUR LE PROJET "PRIX LITTÉRAIRE SOC'ADOS"**

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

La Ville de Schiltigheim, à travers la Direction de la Culture organise depuis 2012 le salon du livre et de l'illustration jeunesse « Schilick on Carnet ». Afin de poursuivre son engagement et même de le renforcer en direction des publics adolescents, la Direction a créé en 2025 le prix littéraire « SOC'Ados » à destination des lecteurs de 12 à 15 ans.

SOC'Ados est un parcours d'aventure littéraire qui regroupe une classe de troisième du collège Rouget de Lisle, une classe de troisième du collège Leclerc mais aussi les lecteurs du Conseil municipal des Jeunes et de l'Association Livres. Ce projet s'inscrit entièrement sur le territoire avec la participation de la Médiathèque Frida Kahlo et de deux acteurs Bischheimois : le collège Alice Daul et le Sapin Vert.

De septembre à novembre, les jeunes participants découvrent et échangent autour d'une sélection de livres sélectionnés par la Direction de la Culture parmi les œuvres des illustrateurs invités lors de la prochaine édition de Schilick on Carnet. Accompagnés par un parrain ou une marraine issu du monde de l'illustration, ils débattent puis votent pour leur ouvrage préféré dont le lauréat est dévoilé par les jeunes pendant le salon.

Le projet vise à donner aux livres une place centrale dans le quotidien des jeunes lecteurs d'aujourd'hui, les encourager à échanger, à débattre, à partager leurs découvertes, tout en affinant leur esprit critique et leur

capacité à argumenter. En plus des temps propres à chaque groupe, le projet prévoit également des temps collectifs de lancement, de délibération et de remise du prix entre l'ensemble des groupes des territoires impliqués.

Le budget total du projet « prix littéraire SOC'Ados » est de 3441,31 €.

Afin de participer au financement de ce projet de territoire et notamment à la rémunération des interventions du parrain / de la marraine auprès des différents groupes de jeunes, la Direction de la Culture de la Ville de Schiltigheim a déposé une demande d'aide financière auprès du Fonds de dotation Imagin'Act. Imagin'Act est un fonds de dotation né en 2023 de la volonté commune des sociétés Socomec et E'nergys qui agit pour illuminer l'avenir des jeunes de 10 à 15 ans issus de milieux modestes.

Ce mécénat s'inscrit dans les dispositions de la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations et notamment dans les dispositions codifiées à l'article 238 bis du code général des impôts. Conformément à l'article précité, le don est affecté à un projet exercé dans l'un des domaines concernés, en l'occurrence le domaine culturel, il est réalisé en France et il a un caractère non lucratif.

En outre l'article L.2242-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que « le conseil municipal statue sur l'acceptation des dons et legs faits à la commune. ». Dès lors, la délégation à la Maire, dans le cadre de l'article L2122-22 du CGCT, n'est pas une voie d'acceptation possible.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'accepter le mécénat d'un montant de 2000 € proposé par le Fonds de dotation Imagin'Act en faveur du projet « Prix littéraire Soc'Ados ».

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu les articles L.2242-1 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du conseil municipal pour accepter les dons et legs ;*
*Vu la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, qui a renforcé les dispositions fiscales et juridiques applicables au mécénat.*
*Considérant que le mécénat se définit comme un soutien matériel apporté sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire ;*
*Considérant que le Fonds de dotation Imagin'Act souhaite accorder à la Commune un mécénat financier d'un montant de 2000 € destiné à soutenir le projet « Prix Littéraire SOC'Ados » ;*
*Considérant que ce mécénat s'inscrit pleinement dans le cadre légal et contribue à la promotion de la culture sur le territoire, en cohérence avec les missions d'intérêt général portées par la commune.*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission de l'Animation Locale et du Bureau municipal,

**ACCEPTE** le mécénat d'un montant de 2000 € proposé par le Fonds de dotation Imagin'Act en faveur du projet « Prix Littéraire Soc'Ados » ;

**APPROUVE** la convention de mécénat annexée à la présente délibération ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout document relatif à la mise en œuvre de ce mécénat, notamment la convention précisant les modalités de versement et les contreparties en image telles que la mention du mécène sur le site internet de la ville ;

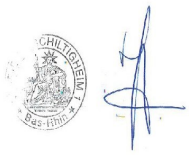
**AUTORISE** l'inscription de la recette correspondante au budget de la ville, chapitre : 75 – gestionnaire : culture – fonction : 311 – nature : 756.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 28 mai 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 28 mai 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260526-3190-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 26 mai 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Et nous poursuivons avec le point numéro 3, un projet de délibération sur le mécénat du Fonds de dotation pour le prix littéraire Soc'Ados dans le cadre de Schilick On Carnet.

Est-ce que vous souhaitez une présentation de cette délibération ?

Je vous laisse faire peut-être la fin Madame Elia, puisque c'est votre délibération pour que l'on puisse voter.

[Lecture du délibéré par Madame Maïté Élia]

Et bien merci.
Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie une nouvelle fois de cette unanimité.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 38 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etait excusé et représenté :**
M. Raphaël HYVERNAUD par M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE070 - MISE A DISPOSITION GRATUITE PARTIELLE DE LA SALLE DE LA BRIQUETERIE AU PROFIT DE L'ASSOCIATION PELICANTO

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

L'association « Pelicanto » lutte contre les discriminations subies par la communauté LGBTQIA+ en proposant chaque année un grand spectacle mettant en lumière plusieurs amateurs sur scène à la salle de la Briqueterie. Cet évènement phare du mois des fiertés dans l'Eurométropole permet de mettre en valeur et de financer leurs actions de lutte pour l'inclusion et contre les LGBTphobies.

À ce titre, et afin de continuer à faire exister cette représentation artistique dans le paysage euro-métropolitain et Schilickois, l'association sollicite une aide à supporter les coûts locatifs de notre salle la Briqueterie, louée sur plusieurs jours.

Cette aide est demandée sous forme de gratuité partielle d'un montant de 4380 € TTC pour leur permettre d'amortir le coût prévisionnel de cette location, estimé à environ 19 000 €.

La Ville de Schiltigheim souhaite montrer son entière solidarité avec l'association « Pelicanto », et propose la mise à disposition gratuite partielle de la salle de la Briqueterie à hauteur de 3 650 € HT soit 4 380 € TTC. Ce montant de 4 380 € correspond à :

- ✓ 1 forfait de location de 12 h pour un montant de 2 750 € HT,

- ✓ 3 forfaits de 4h de mise à disposition de SSIAP pour un montant total de 300 € HT et,
- ✓ 3 forfaits de 4h de mise à disposition de personnel technique pour un montant total de 600 € TTC.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du Conseil municipal pour régler par ses délibérations les affaires de la commune ;*
*Considérant que la salle de la Briqueterie est adaptée à l'organisation de l'évènement organisé par « Pelicanto » ;*
*Considérant que la Ville de Schiltigheim souhaite soutenir l'initiative de cet acteur local de la lutte pour l'inclusion et contre les LGBTphobies ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission de l'Animation locale et du Bureau municipal,

**DÉCIDE** de mettre gratuitement partiellement à hauteur de 4 380 € TTC la salle de la Briqueterie, du 2 au 6 juin 2026, dans le cadre de l'organisation et de la représentation de leur spectacle annuel ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout document relatif à la mise en œuvre de cette mise à disposition notamment le contrat de location de la salle.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 28 mai 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 28 mai 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260526-3271-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 26 mai 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Nous poursuivons avec la délibération numéro 4 et la mise à disposition gratuite partiellement de la salle de la Briqueterie au profit de l'association Pelicanto. Est-ce qu'il y a un souhait de présentation de cette délibération qui a été présentée en commission ? Et bien nous poursuivons Madame l'Adjointe, si vous voulez bien nous lire simplement la fin.

[*Lecture du délibéré par Madame Maïté Élia*]

Je vous remercie.
Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie de cette unanimité.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 38 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etait excusé et représenté :**
M. Raphaël HYVERNAUD par M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE071 - AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

Les emplois des collectivités et de leurs établissements publics sont créés par l'organe délibérant, conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au bon fonctionnement des services et de modifier le tableau des effectifs.

Il est proposé ci-après d'adapter les postes aux compétences et missions qui évoluent selon les besoins des services. Il ne s'agit pas d'une augmentation d'effectifs mais d'une transformation des postes suite à l'évolution de carrière des agents par voie d'avancement de grade.

Dans la perspective d'évolution de carrière des agents par voie d'avancement de grade, il convient de créer les emplois suivants :

- ✓ 1 emploi à temps complet de rédacteur principal de 1ère classe
- ✓ 1 emploi d'une durée hebdomadaire de service de 14h d'assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe discipline Chant
- ✓ 1 emploi à temps complet d'assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe discipline piano et intervention scolaire
- ✓ 1 emploi à temps complet d'assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe discipline

formation musicale
- ✓ 1 emploi à temps complet d'assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe discipline piano
- ✓ 2 emplois à temps complet de brigadier chef principal
- ✓ 1 emploi à temps complet d'ETAPS principal de 1ère classe
- ✓ 1 emploi d'une durée hebdomadaire de service de 25h d'adjoint technique principal de 2ème classe
- ✓ 3 emplois à temps complet d'adjoint technique principal de 2ème classe
- ✓ 1 emploi d'une durée hebdomadaire de service de 28h d'agent de maitrise principal
- ✓ 10 emplois à temps complet d'agent de maitrise principal.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil Municipal,

*Vu le code général de la fonction publique*

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission Ressources et du Bureau municipal,

**DECIDE** de créer les emplois ci-dessus,

**MODIFIE** en conséquence le tableau des effectifs du personnel,

**PRECISE** que les crédits budgétaires afférents à ces emplois sont inscrits au budget,

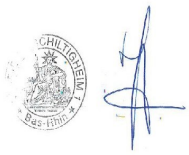
**CHARGE** Madame la Maire de procéder à la nomination sur les emplois créés, et éventuellement, de recruter des agents contractuels en tant que de besoin

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 28 mai 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 28 mai 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260526-3203-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 26 mai 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Et on poursuit avec le point numéro 5, l'ajustement du tableau des effectifs.
Est-ce qu'il y a des souhaits de présentation de cette délibération ?
Bien, si tel n'est pas le cas, je vais laisser Madame la Première Adjointe présenter simplement la fin.

[*Lecture du délibéré par Madame Sophie Mehmanpazir*]

Je vous remercie, qui est contre cette délibération assez traditionnelle ? Qui s'abstient ? Je vous remercie là encore de cette unanimité.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 38 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etait excusé et représenté :**
M. Raphaël HYVERNAUD par M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE072 - JOBS D'ETE 2026 - RECRUTEMENT D'AGENTS SUR UN EMPLOI NON PERMANENT AFIN DE RÉPONDRE À UN ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITÉ

Rapporteur : Monsieur Julien HÉLARY, Adjoint

Les emplois des collectivités et de leurs établissements publics sont créés par l'organe délibérant, conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique.
Sur la base de l'article L.332-23-2° de ce code, les collectivités peuvent recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents afin de faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité.

Pour l'été 2026, 38 postes sont nécessaires pour répondre aux besoins des services pour pallier aux congés des agents et/ou pour compléter les équipes en présence, afin de réaliser :

- ✓ des missions d'animation au service des Sports, au service Enfance-Jeunesse : accueil, accompagnement, aide à l'animation dans le cadre du programme temps libre des enfants à la Maison du Jeune Citoyen, aide animateur jeunes ;
- ✓ des missions techniques au service Funéraire, au service Enfance Jeunesse, à la régie Espaces verts, à l'Ecole des Arts, au service de l'Education, au service Entretien et maintenance des bâtiments : entretien des espaces verts, nettoyage de l'espace public, grand nettoyage des locaux et équipements, manutention de matériel, de petit mobilier, aide à la mise en place des animations/déménagement/transports ;
- ✓ des missions administratives à l'Ecole des Arts et au service Solidarités : tâches administratives.

Souhaitant répondre au besoin du service public tout en poursuivant des objectifs d'intérêt général plus globaux, la Ville de Schiltigheim s'investit de longue date dans l'accompagnement des jeunes vers le monde du travail par le biais de l'opération « Jobs d'été » permettant de répondre à des besoins d'accroissement saisonnier d'activité des services.

A l'instar des années précédentes, ce dispositif s'adresse aux jeunes Schilikois de 16 à 18 ans, scolarisés ou non, souhaitant bénéficier d'une première expérience professionnelle au sein de notre collectivité. Il s'inscrit dans une démarche d'accompagnement à l'autonomie des jeunes, coordonnée par le service Enfance-Jeunesse, qui se positionne en relais et soutien de leurs démarches au moyen du Point Information Jeunesse de la Ville.

L'étude des candidatures fait l'objet d'une pondération qui se fonde en premier lieu sur les motivations et capacités à occuper l'emploi visé, mais également sur des critères sociaux, d'engagement solidaire ou participatif, au sein desquels sont valorisés les initiatives, les savoir-faire et savoir-être des jeunes postulants.

Il convient donc de créer les emplois contractuels non permanents suivants nécessaires à l'embauche des jeunes :

Emplois à temps complet :

- ✓ 21 emplois d'adjoint technique
- ✓ 2 emplois d'adjoint d'animation
- ✓ 1 emploi d'adjoint administratif

Emplois d'une durée hebdomadaire de 17h30 :

- ✓ 7 emplois d'adjoint technique
- ✓ 6 emplois d'adjoint d'animation
- ✓ 1 emploi d'adjoint administratif

Ces emplois sont créés pour la durée du dispositif « Jobs d'été », seront supprimés au terme de l'opération et ne figureront pas au tableau des effectifs du personnel de la Ville.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le code général de la fonction publique*

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission Ressources, de la Commission Animation locale et du Bureau municipal,

**DECIDE** de créer les emplois non permanents proposés ci-dessus répondant à un besoin saisonnier et destinés aux jeunes recrutés dans le cadre du dispositif « Jobs d'été 2026 »,

**PRECISE** que les crédits afférents à ces emplois sont inscrits au budget 2026,

**AUTORISE** Madame la Maire à signer les contrats d'engagement relatifs à ces emplois,

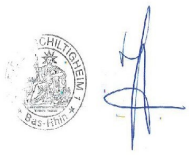
**DECIDE** de la suppression de ces emplois au terme du dispositif.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 28 mai 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 28 mai 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260526-3201-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 26 mai 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Et nous passons au point suivant, le projet de délibération sur les jobs d'été, recrutement d'agents sur un emploi non permanent. Est-ce qu'il y a un souhait de présentation de cette délibération ?
Là aussi, c'est une délibération coutumière avec des critères qui vous ont été aussi proposés. Si tel n'est pas le cas, je vais laisser notre collègue Julien Hélary conclure cette délibération pour passer au vote.

[*Lecture du délibéré par Monsieur Julien Hélary*]

Bien, je souhaite préciser qu'on souhaite aller plus loin sur ces jobs d'été avec les entreprises locales du territoire, notamment pour gonfler l'offre pour les jeunes. On aura l'occasion d'en reparler, notamment en commission.

Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Je vous remercie l'encore de cette unanimité.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 38 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etait excusé et représenté :**
M. Raphaël HYVERNAUD par M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

**N° 2026DE073 - RENOUVELLEMENT DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL (CST) ET DE LA FORMATION SPÉCIALISE (FSSSCT) DE LA VILLE DE SCHILTIGHEIM, DU CCAS ET DE LA CAISSE DES ECOLES - COMPOSITION - FIXATION DU NOMBRE DE REPRESENTANTS - DÉCISION DU RECUEIL DE L'AVIS DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ**

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

Les articles L251-5 à L251-10 du Code Général de la Fonction Publique prévoit la création d'un Comité Social Territorial (CST) dans chaque collectivité employant au moins 50 agents ainsi que la création d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail, au sein du CST, dans les collectivités employant au moins 200 agents.

Les articles L252-8 à L252-10, L253-5 et L253-6 et L254-2 à L254-4 du Code Général de la Fonction Publique fixent la composition, les attributions et le fonctionnement des CST et des formations spécialisées institués au sein des collectivités territoriales.

L'arrêté du 2 juillet 2025 fixe la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique au 10 décembre 2026.

Le CST est consulté pour avis sur les projets relatifs au fonctionnement et à l'organisation des services, aux projets de lignes directrices de gestion, au projet de plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les

hommes et les femmes, aux orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire, d'action sociale et de protection sociale complémentaire, au rapport social unique, aux plans de formations, à la fixation des critères d'appréciation de la valeur professionnelle, aux projets d'aménagements modifiant les conditions de santé et de sécurité et les conditions de travail, aux règles relatives au temps de travail et au compte épargne temps et aux autres questions pour lesquelles la consultation du CST est prévue par des dispositions législatives et réglementaires.

Dans ce cadre, l'organe délibérant de la collectivité fixe le nombre de représentants titulaires du personnel dans une fourchette déterminée à partir de l'effectif apprécié au 1er janvier de l'année. La Ville de Schiltigheim comptant un effectif de 532 agents recensés au 1er janvier 2026 peut fixer un nombre de représentants titulaires du personnel compris entre 4 et 6 ; le nombre de représentants suppléants est égal au nombre de représentants titulaires.

Par ailleurs, il convient également de se prononcer sur les points suivants :

- ✓ La suppression ou le maintien du paritarisme numérique
- ✓ Le nombre de représentants du collège employeur
- ✓ Le recueil ou non de l'avis du collège employeur
- ✓ Les modalités de vote (vote par correspondance, vote à l'urne, vote électronique)

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le code général de la fonction publique,*
*Vu l'arrêté du 2 juillet 2025 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique,*
*Considérant que l'effectif des personnels de la Ville de Schiltigheim, du CCAS et de la Caisse des Ecoles, apprécié au 1er janvier 2026, servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel, est de 532 agents,*
*Considérant la consultation préalable obligatoire des organisations syndicales intervenue le 16 avril 2026,*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission Ressources et du bureau municipal,

**FIXE** le nombre de représentants titulaires du personnel (Ville, CCAS et Caisse des Ecoles) à 6 et un nombre égal de représentants suppléants pour le CST,

**DECIDE** le maintien du paritarisme numérique au sein du CST en fixant un nombre de représentants de la Ville égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel,

**DECIDE** le recueil de l'avis du collège employeur,

**DETERMINE** que le scrutin se déroulera à l'urne et instaure le vote par correspondance pour les agents relevant des cas prévus à l'article R211-99 du Code Général de la Fonction Publique,

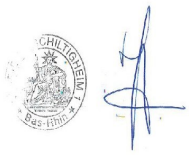
**APPLIQUE** les modalités retenues pour le fonctionnement du CST à la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 28 mai 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 28 mai 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260526-3195-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 26 mai 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Et nous poursuivons avec le renouvellement du comité social territorial, le CST et la formation spécialisée, de la Ville ainsi que du CCAS et de la Caisse des écoles. Est-ce qu'il y a un souhait de présentation de cette délibération ?
Je vais laisser notre Première Adjointe conclure avant de passer au vote.

[*Lecture du délibéré par Madame Sophie Mehmanpazir*]

Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Je vous remercie là encore de cette unanimité.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 38 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etait excusé et représenté :**
M. Raphaël HYVERNAUD par M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE074 - MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ÉCOLE DES ARTS POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2026-2027

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

La direction de la Culture soumet au Conseil municipal le règlement intérieur de l'École des Arts, remis à jour, ci-annexé.

Les points suivants sont modifiés :

- ✓ Actualisation de l'équipe municipale ;
- ✓ Ajout d'un membre au comité de pilotage ;
- ✓ Création d'un atelier d'initiation au pôle d'arts plastiques, permettant désormais de proposer, dans chaque discipline une offre d'initiation destinée aux plus jeunes ;
- ✓ Réorganisation du cursus en danse classique et définition des niveaux et des cycles en danse classique avec une structuration par cycles et niveaux conformément au schéma départemental ;
- ✓ Réorganisation du cursus de formation musicale pour les 4-6 ans : l'éveil musical 2ème année devient une année d'initiation musicale pour la même tranche d'âge ;
- ✓ Clarification des parcours adultes et d'approfondissement en musique, ainsi que des modalités tarifaires associées ;
- ✓ Précision des modalités d'inscription et de réinscription : les réductions sont indiquées comme non cumulables, la tarification la plus avantageuse étant appliquée à l'usager ;

- ✓ Extension du droit à l'image au droit à la voix ;
- ✓ Clarification du processus de déclaration d'absence via Duonet ;
- ✓ Précision des modalités de remboursement ou de régularisation pour les élèves musiciens inscrits en cycles.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L2541-12 du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixe les compétences du Conseil municipal ;*
*Considérant qu'il est devenu nécessaire de mettre à jour le règlement intérieur de l'Ecole des Arts de la commune ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission de l'Animation locale et du Bureau municipal,

**ADOPTE** le règlement intérieur de l'École des Arts précisant l'organisation, l'administration et le fonctionnement de l'établissement tel qu'il est annexé à la présente délibération, pour une entrée en vigueur à compter du 1er septembre 2026.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 28 mai 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 28 mai 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260526-3250-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 26 mai 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

La délibération 8, la suivante, c'est un projet sur la modification du règlement intérieur de l'École des Arts pour l'année scolaire 2026-2027. Il s'agit évidemment de se mettre bien dans les clous du schéma directeur départemental.
Est-ce qu'il y a des souhaits de présentation de cette délibération ? Non, ça a été vu en commission et apparemment de façon limpide. Je vous rappelle que ce sont les 80 ans de l'École des Arts et qu'il y avait un spectacle magnifique le weekend dernier. Et tout au long du mois de juin, vous pourrez en profiter, Madame l'Adjointe.

[*Lecture du délibéré par Madame Maïté Élia*]

Je vous remercie. Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 38 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etait excusé et représenté :**
M. Raphaël HYVERNAUD par M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

**N° 2026DE075 - MISE À JOUR DU RÈGLEMENT DES ÉTUDES POUR L'ÉCOLE DES ARTS POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2026-2027**

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

La direction de la Culture soumet au Conseil municipal le règlement des études de l'Ecole des Arts, remis à jour, ci-annexé.

Les points suivants sont modifiés :

- ✓ Création d'un atelier d'initiation au pôle d'arts plastiques, permettant désormais de proposer, dans chaque discipline une offre d'initiation destinée aux plus jeunes.
- ✓ Réorganisation du cursus en danse classique et définition des niveaux et des cycles en danse classique avec une structuration par cycles et niveaux conformément au schéma départemental.
- ✓ Réorganisation du cursus de formation musicale pour les 4-6 ans : l'éveil musical 2ème année devient une année d'initiation musicale pour la même tranche d'âge.
- ✓ Clarification des parcours adultes et d'approfondissement en musique, ainsi que des modalités tarifaires associées.
- ✓ Clarification du processus de déclaration d'absence via Duonet.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L2541-12 du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixe les compétences du Conseil municipal ;*
*Considérant qu'il est devenu nécessaire de mettre à jour et d'adopter le règlement des études pour l'Ecole des Arts de la commune ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission de l'Animation municipale et du Bureau municipal,

**ADOPTE** le règlement des études de l'Ecole des Arts fixant les règles d'organisation des apprentissages au sein de l'établissement tel qu'il est annexé à la présente délibération, pour une entrée en vigueur à compter du 1er septembre 2026.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 28 mai 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 28 mai 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260526-3253-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 26 mai 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE
SCHILTIGHEIM
CULTURE
École des Arts

# RÈGLEMENT DES ÉTUDES 2026-2027


**Présentation** ..... **2**
**La danse** ..... **4**
**Le théâtre** ..... **5**
**La musique** ..... **5**
**Assiduité** ..... **7**
**Congés** ..... **7**
**Manifestations publiques** ..... **7**
**Instances de concertation** ..... **8**
**Diffusion du règlement des études** ..... **9**

**Madame la Maire**

Et on poursuit dans la même ligne avec la mise à jour du règlement des études pour l'École des Arts pour l'année scolaire 2026-2027, c'est la délibération numéro 9.
Est-ce qu'il y a des souhaits de présentation de cette délibération vue en commission ? Toujours pas. Donc, tout étant limpide et claire, nous poursuivons dans cette clarification du règlement des études et je laisse notre collègue terminer conclure la délibération.

[*Lecture du délibéré par Madame Maïté Élia*]

Je vous remercie.
Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Merci, ça nous permet de toiletter cette rentrée scolaire pour l'École des Arts. Merci pour cette unanimité.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 38 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etait excusé et représenté :**
M. Raphaël HYVERNAUD par M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE076 - CRÉATION DES PÉRIMÈTRES DES CONSEILS DE QUARTIERS

Rapporteur : Madame Marie-Jeanne STEFF, Adjointe

La commune de Schiltigheim s'inscrit dans une démarche volontariste de renforcement de la démocratie locale et de participation citoyenne. A cet effet, la Ville souhaite renforcer ses outils de participation avec les habitants, au-delà des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), qui concentrent des enjeux spécifiques en matière de cohésion sociale, de renouvellement urbain et d'implication des habitants.

Dans ce cadre, le législateur a prévu, à l'article L2143-1 du Code général des collectivités territoriales, la possibilité, pour les communes dont la population est comprise entre 20 000 et 79 999 habitants, de créer des conseils de quartier. Ces instances ont vocation à favoriser l'expression des habitants, à renforcer le dialogue avec la municipalité et à associer les citoyens à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques locales.

Aujourd'hui, la Ville souhaite se saisir de cette opportunité en créant trois conseils de quartier sur les secteurs Ouest, Centre et Est, afin de structurer une participation citoyenne de proximité adaptée aux réalités locales. Une carte de délimitation géographique des conseils de quartier est annexée à la présente délibération.

Les conseils de quartier auront pour missions :

- ✓ de favoriser l'expression des habitants ;
- ✓ de participer à la concertation sur les projets d'aménagement et de développement ;
- ✓ de formuler des avis et propositions sur toute question concernant leur quartier ;
- ✓ de contribuer à la cohésion sociale et au lien entre habitants et institutions.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2143-1, L.2122-2-1 et L2122-18-1 ;*
*Considérant la volonté de la Ville de Schiltigheim de promouvoir la démocratie participative et d'associer plus étroitement les habitants à la gestion de leur quartier ;*
*Considérant qu'il convient, dans un premier temps, de définir les périmètres géographiques d'intervention de ces instances avant d'en fixer les modalités de fonctionnement ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission de l'Animation locale et du Bureau municipal,

**APPROUVE** la création de trois quartiers sur le territoire de la commune de Schiltigheim d'après la cartographie proposée en annexe ;

**DÉCIDE** d'arrêter la dénomination et le périmètre de ces quartiers comme suit :

- ✓ « Quartier Ouest »
- ✓ « Quartier Centre »
- ✓ « Quartier Est »

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout acte concourant à l'exécution de la présente délibération.

**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 37 | |
| Contre | 0 | |
| Abstentions | 2 | **M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO.** |
| Ne participe pas part au vote | 0 | |

Date de télétransmission : 28 mai 2026
Date de retour de l'acte : 28 mai 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260526-3272-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 26 mai 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Et on poursuit avec la délibération numéro 10 sur le projet de création des périmètres des conseils de quartier.
Je pense qu'il y a un souhait de présentation de cette délibération, Monsieur Henry, et je vais laisser notre collègue Marie-Jeanne Steff.

**Madame Marie-Jeanne Steff**

Bonsoir à tous. Messieurs, Mesdames, chers collègues,

Faire vivre la démocratie participative est un engagement fort de l'équipe municipale et une promesse de campagne. Cette dynamique a déjà été lancée dans le mandat précédent et elle a déjà été bien réelle dans le cadre du budget participatif.

Mais l'objectif est d'aller plus loin face à la crise démocratique, la défiance des citoyens pour la politique et les forts taux d'abstention. Il faut redonner aux habitantes et aux habitants l'envie de participer à la vie de leurs quartiers, de leur ville pour qu'ils ne restent pas de simples spectateurs et redeviennent des acteurs de la vie démocratique.

La commune de Schiltigheim s'inscrit donc dans une démarche volontariste de renforcement de la démocratie locale et de participation citoyenne. À cet effet, la ville souhaite renforcer ses outils de participation avec les habitants au-delà des quartiers prioritaires de la politique de la ville QPV, qui concentrent des enjeux spécifiques en matière de cohésion sociale, de renouvellement urbain et d'implication des habitants.

Dans ce cadre, le législateur a prévu à l'article L.2143-1 du code général des collectivités territoriales la possibilité pour les communes dont la population est comprise entre 20000 et 79999 habitants de créer des conseils de quartier.

Ces instances ont vocation à favoriser l'expression des habitants, à renforcer le dialogue avec la municipalité et à associer les citoyens à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques locales.
Aujourd'hui, la ville souhaite se saisir de cette opportunité en créant 3 conseils de quartier sur les secteurs ouest, centre et est afin de structurer une participation citoyenne de proximité adaptée aux réalités locales.

Une carte de délimitation géographique des conseils de quartier est annexée à la présente délibération. La proposition n'a pas vocation à créer des conseils de quartier de poids démographique équivalent, mais à représenter les espaces vécus dans leur quotidien par les habitantes et les habitants. La délibération d'aujourd'hui est donc la première pierre dans la construction de cette dynamique.

Les conseils de quartier auront pour mission de favoriser l'expression des habitants, de participer à la concertation sur les projets d'aménagement et de développement, de formuler des avis et propositions sur toute question concernant leur quartier, de contribuer à la cohésion sociale et aux liens entre habitants et institutions.

[*Lecture du délibéré*]

Je vous remercie.

**Madame la Maire**

Monsieur Henry, un souhait d'intervention. Est-ce qu'il y en a d'autres ? Monsieur Ratsiajetsinimaro, Monsieur Baader, Monsieur Splet, OK.

**Monsieur Martin Henry**

Merci Madame la Maire.

Nous prenons acte de cette volonté de renforcer la démocratie locale au travers de la création de Conseils de quartier. Ce renforcement était d'ailleurs présent dans le programme de nombreuses listes lors des dernières élections municipales.

Sur le principe, nous considérons qu'il est toujours positif de mieux associer les habitants aux décisions qui concernent leur cadre de vie quotidien. Beaucoup de Schilikois souhaitent aujourd'hui être davantage écoutés sur des sujets très concrets : la circulation, le stationnement, la sécurité, la propreté, les aménagements urbains ou encore les nuisances au quotidien.

Si ces futurs conseils de quartier permettent réellement de recréer ce lien de proximité entre les habitants et la municipalité, alors cela peut être une avancée utile. Toutefois, nous nous interrogeons sur le choix d'un découpage limité à seulement 3 grands quartiers est une ville aux réalités très diverses, entre le Marais, les Écrivains, le Vieux Schilick, le quartier Fischer.
Les problématiques ne sont pas toujours les mêmes. Nous craignons qu'un périmètre trop large nous dilue justement cette proximité recherchée.

Enfin, vous parlez de coconstruction. Nous y serons attentifs. La participation citoyenne ne doit pas intervenir uniquement une fois les décisions déjà arrêtées, elle doit permettre une véritable association des habitants en amont des projets et à ce titre, la réglementation des conseils de quartier pose des questions.

Quant au choix des membres de ces quartiers et au règlement qui doivent tous être soumis au vote du Conseil municipal. Vous choisissez là de suivre une démarche très encadrée au niveau législatif, au moment où nous voyons la ville de Bischheim prendre une démarche très différente, très souple et très ouverte pour développer la participation citoyenne dans leur ville.

Nous respectons bien sûr votre choix. Nous sommes favorables à l'objectif de renforcer la démocratie de proximité, mais nous serons particulièrement attentifs et vigilants sur l'indépendance, la représentativité et l'utilité réelle de ces futurs conseils de quartier.

Je vous remercie.

**Madame la Maire**

Merci beaucoup, je répondrai en conclusion.
Monsieur Ratsiajetsinimaro.

**Monsieur Dera Ratsiajetsinimaro**

Madame la Maire, chers collègues, je vais être très bref.

Bien évidemment, le chantre de la démocratie participative que je suis ne peut que saluer une telle démarche. Nous avons 2 questions par rapport à cette délibération.

Par rapport au découpage des secteurs, quels ont été les critères retenus ? Car on a le sentiment que ce sont de très gros secteurs par rapport aux réalités schilickoises, donc si vous pouvez nous apporter des éléments d'explication par rapport à ce choix.

Deuxième élément, que deviennent les conseils de quartier existants ? Parce que, comme vous le savez, notamment dans le quartier ouest, il y a un Conseil de quartier qui continue toujours à se réunir au niveau de la rue Colette, donc qu'est-ce qu'il en adviendra ? Merci.

**Madame la Maire**

Je ferai les réponses évidemment.
Monsieur Baader.

**Monsieur Marc Baader**

Mesdames, Messieurs,

Je trouve que dans cette délibération, il y a beaucoup et sur le fond un très beau discours. Mais pour l'instant, ce sont des mots qui sont en même temps contredits par les propositions de mise en œuvre politique volontariste de démocratie participative avec 3 conseils de quartier pour une ville de 35000 habitants, je trouve que c'est insuffisant.

La démocratie participative ne peut pas se concentrer uniquement sur des conseils de quartier, d'autant plus que la proximité est énoncée dans le souhait de la délibération D'autres lieux sont aussi nécessaires pour effectivement améliorer la participation citoyenne.

Je rappelle que les services publics comme la police, comme l'entretien de nos rues, comme la prise en charge de la petite enfance, mériteraient certainement pour moi des comités de suivi et d'évaluation de ces services-là, de manière à donner aux citoyens un véritable pouvoir d'intervention.

Deuxième élément, je trouve que le seul découpage géographique est insuffisant et je pense que des conseils de citoyens thématiques sont nécessaires et utiles au renforcement de la pratique citoyenne.
Je voulais simplement dire ceci, je crois que nous aurons bientôt l'occasion de revenir sur cette participation des citoyens, un grand sujet qui intéresse notre commune. C'est pour ça que nous prenons acte. Nous ne partageons pas le côté volontariste contenu dans les faits et dans les actes de cette délibération et nous attendons avec impatience la délibération sur leur mode d'organisation.

Voilà, merci Madame le Maire.

**Madame la Maire**

Je vous remercie. Nous ouvrons la voie. Le chemin est devant nous pour le rappeler.
Monsieur Splet.

**Monsieur Antoine Splet**

Oui merci Madame la Maire. Chers collègues,

Je partage pour partie les interventions de l'opposition, mais je crois que mon intervention ne sera pas exactement de la même tonalité.
D'abord, je crois qu'il faut se féliciter collectivement qu'il y ait la mise en œuvre très rapide d'un engagement de campagne et je crois même que sur l'ensemble des listes, il y avait des intentions qui allaient dans le même sens. Donc je pense qu'on pourrait se féliciter d'une manière collective et républicaine de finalement de mettre en œuvre ce qui est peut-être attendu par la population, en tout cas par les différentes fractions qui sont présentes aujourd'hui dans l'hémicycle municipal.

Moi, je partage également le fait que les conseils de quartier, ce n'est pas l'alpha et l'oméga de la démocratie locale, mais un des éléments, un des jalons, un des éléments, un des piliers en plus que nous mettons en place dans le mandat que nous avons, qui est de créer du lien et de doter les habitants d'autres droits d'intervention, parce qu'il y a un héritage, le mandat précédent tout de même,

où par exemple, en ce qui concerne la vie associative, il y a eu des concertations très importantes, notamment pour ce qui concerne le changement des subventions, il y a eu un nombre important de réunions de proximité au plus bas dans les quartiers.
Il y a également la volonté affichée par la majorité municipale de mettre en place des permanences d'élus justement pour créer ce lien, cette discussion qui, parfois, a peut-être pu manquer durant le dernier mandat.
Il y a également aussi, des comités d'usagers justement, où on associe les acteurs du service public à la politique municipale.

Donc ce que nous mettons en place, c'est un jalon supplémentaire. Et je crois même que c'est un jalon qui change un petit peu la nature de la démocratie locale participative que nous souhaitons, où on passe d'un simple moment d'information, à un moment de coconstruction beaucoup plus fort. Et je crois que c'est ça l'important.

Je crois qu'on peut véritablement s'en féliciter. Pour une fois qu'il y a un consensus sur tous les bancs du Conseil municipal, pour une fois que nous nous retrouvons, je pense qu'on devrait tous être enthousiasmes sur le cap politique qui est tracé. Ce qui ne veut pas dire rabattre vers le bas les exigences, bien au contraire.

En tout cas, nous remettons la démocratie locale sur l'établi et je crois qu'on peut tous et toutes s'en féliciter, que l'on soit dans la majorité ou dans l'opposition.

**Madame la Maire**

Merci beaucoup. Enthousiaste mais précis. Et donc il y a eu des questions auxquelles je me dois de répondre.

Monsieur Henry, évidemment, la prise en compte des sujets du quotidien tient une place très importante chez les habitantes et chez les habitants, et presque autant dans leur quotidien que la place des grands projets. Donc il va de soi que le cadre de ces conseils ira de la démocratie du quotidien jusqu'à l'association des grands projets comme celui de l'Espérance pour lequel nous avons porté une motion à l'unanimité.
Et donc évidemment, on a besoin de porter un premier cadre. Ce cadre, il a été porté notamment dans le cadre d'espaces vécus, pour avoir une forme de cohérence de territoire. On a des territoires qui ont vocation à se parler aussi les uns et les autres et c'est tout l'objet du travail qui est devant nous.
Comment, à partir de ces conseils de quartier, on fait, sur des grands sujets structurants, des conseils d'inter-quartiers, des temps d'échange. Et là, on est devant cette construction aussi de ces futurs conseils de quartier et de ces modalités.

Peut-être une chose à préciser, les conseils citoyens ne sont pas les conseils de quartier. La loi Lamy 2014 oblige les communes qui ont des quartiers politiques de la ville à créer des conseils citoyens, que ce soit des grandes communes comme Strasbourg ou des plus petites communes comme la nôtre ou celle de Bischheim. Donc ce sont 2 instances différentes.
Il va de soi que ces conseils citoyens, dont il ne reste aujourd'hui que 30% au niveau national et 2 dans l'Eurométropole actifs, à Illkirch et au port du Rhin, ont vocation à être réactifs, en tout cas c'est ce que l'on souhaite suite notamment à l'entretien qu'on a pu avoir avec le Préfet délégué pour l'égalité des chances.

Et donc on va remettre en place ces outils là pour le Marais, les Écrivains, mais aussi pour le QPV Centre, aux côtés notamment des centres sociaux qui ont eu aussi des comités d'usagers, des associations de parents d'élèves pour avoir véritablement des forces vives sur ces conseils citoyens.

Aux côtés de ces conseils citoyens, nous aurons aussi nos conseils de quartier. Donc toute cette articulation, il va falloir la travailler avec aussi des thématiques comme les comités d'usagers. On vient de voter le règlement des études, vous l'avez vu, pour l'École des Arts.

Il y en a pour les jardins familiaux. En fait, il y a plein d'instances où on fait de la participation dans la ville. À nous de les coordonner, de donner du sens et de véritablement donner voix aux habitantes et aux habitants.

Monsieur Henry, Bischheim est une commune de moins de 20000 habitants, donc elle n'est pas assujettie à la même réglementation du code général des collectivités, ce qui explique aussi sa possibilité de souplesse, dans laquelle nous engagerons peut-être par la suite. Mais pour le moment, on se met bien dans les clous du code général des collectivités.

J'espère avoir répondu à l'ensemble de vos interrogations. En tout cas, je partage aussi l'enthousiasme et j'espère l'unanimité pour cette première pierre d'un long chemin à tracer et on reviendra vers vous une fois qu'on aura posé la suite.

Une autre intervention, Monsieur Henry.

**Monsieur Martin Henry**

Une intervention très courte. Madame la Maire, je veux juste répondre à Monsieur Splet que la démocratie participative, elle commencerait par inviter l'opposition à travailler avec la majorité sur le sujet-là. Vous nous exposez votre vue sans prendre en considération ce que nous pouvons éventuellement proposer. Donc voilà, je vous renvoie au travail sur la façon d'approcher les choses entre élus parce que je pense que c'est là que ça doit commencer.

Voilà, je vous remercie. C'était juste un petit ajout.

**Madame la Maire**

C'est le but. On pose la première brique et le but c'est après d'associer justement les différentes forces vives sur cette thématique.

Bien, qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Nous avons deux abstentions. Je vous remercie pour ce vote.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 38 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etait excusé et représenté :**
M. Raphaël HYVERNAUD par M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

**N° 2026DE077 - PROCÉDURE DE RAPPEL À L'ORDRE**

Rapporteur : Monsieur Julien HÉLARY, Adjoint

Alors qu'environ un tiers de la population schilikoise est âgée de moins de 25 ans, avec des taux bien plus élevés dans les QPV, la Ville de Schiltigheim a mis la jeunesse au cœur de ses préoccupations, en développant :

- ✓ Des dispositifs d'animations par l'intermédiaire de la MJC ou encore par le soutien à des dispositifs d'accueil développés par ses partenaires territoriaux ;
- ✓ Des accompagnements éducatifs privilégiés comme le Programme de Réussite Educative ou encore par le soutien aux différents Contrats Locaux d'Accompagnement à la Scolarité ;
- ✓ Des dispositifs de participation et d'écoute active de la jeunesse par l'intermédiaire du Conseil des jeunes et des différents temps de concertation mis en place dans le cadre de nouveaux projets ;
- ✓ Plus récemment, un comité de veille éducative, véritable outil partenarial autour des questions de jeunesse, visant à structurer une réponse collective coordonnée pour prendre en charge des situations individuelles compliquées.

La prise en compte du parcours global du jeune impose la mise en place d'une véritable alliance éducative autour des questions de prévention et d'éducation.

C'est toujours dans le sens de la protection et de la prévention de la jeunesse que la Ville pense son action.

Aujourd'hui, la Ville de Schiltigheim a l'occasion de se saisir de cette nouvelle opportunité.

À travers son Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation, l'Eurométropole de Strasbourg facilite la démarche de mise en place d'un dispositif de rappel à l'ordre dans les communes volontaires.

Le rappel à l'ordre a été introduit par la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance. Il s'agit de la formalisation d'une pratique qui préexistait de façon informelle et qui repose sur les compétences de police administrative du maire.

Cette formalisation réside dans le lien plus étroit entre la Ville et le Procureur via le Tribunal d'Instance. La loi donne pouvoir au maire de procéder à un rappel à l'ordre à l'encontre d'une personne, auteur de faits susceptibles de porter atteinte au bon ordre dans la commune.
Il s'agit d'une injonction verbale adressée par le maire, dans le cadre de son pouvoir de police et de ses compétences en matière de prévention de la délinquance.
Le maire ne peut recourir au rappel à l'ordre que pour des faits qui ne constituent pas un délit ou un crime (situation infra-pénale d'incivilités). Les incivilités proposées sont exposées dans le protocole d'accord en annexe de la présente délibération.

En agissant sur les comportements individuels le plus en amont possible et de manière très réactive, la Ville a pour objectif de mettre un terme à des faits qui, s'ils ne constituent pas des crimes ou des délits, peuvent y conduire.

Par cette délibération, il est proposé que la Ville de Schiltigheim s'engage dans la procédure de rappel à l'ordre pour les mineurs et jeunes majeurs de son territoire, en lien étroit avec le Tribunal d'Instance de Strasbourg et selon des modalités mises en œuvre définies dans le protocole d'accord.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L. 2541-12 du Code général des collectivités territoriales ;*
*Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 9-1 ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission de l'Animation locale et du Bureau municipal,

**APPROUVE** la mise en place de la procédure rappel à l'ordre pour les mineurs et jeunes majeurs sur la ville de Schiltigheim.

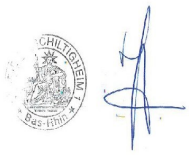
**AUTORISE** Madame la Maire à signer tout acte concourant à l'exécution de la présente délibération.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 28 mai 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 28 mai 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260526-3302-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 26 mai 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Nous poursuivons avec le projet de procédure de rappel à l'ordre.
Est-ce qu'il y a un souhait de présentation de cette délibération ?
On va d'abord présenter la délibération, je vais laisser notre collègue Monsieur Hélary.

**Monsieur Julien Hélary**

Merci Madame la Maire. Chers collègues,

La délibération que nous vous proposons aujourd'hui vise donc à autoriser Madame la Maire à mettre en place à Schiltigheim une procédure de rappel à l'ordre à destination des mineurs et jeunes majeurs auteurs d'incivilités ou de comportements troublant la tranquillité publique lorsqu'ils ne relèvent pas d'une procédure pénale. Concrètement, il s'agit d'un dispositif prévu par la loi de prévention de la délinquance de 2007, mis en œuvre en lien avec le Parquet de Strasbourg, qui permet à la collectivité de convoquer un jeune concerné et lorsqu'il est mineur, sa famille ou ses représentants légaux pour un rappel au cadre, aux règles communes et aux responsabilités qui en découlent.

Ce n'est ni une sanction pénale, ni un simple rappel symbolique. C'est un véritable outil d'autorité à visée éducative, pensé pour intervenir rapidement face à des comportements qui ne peuvent pas rester sans réponse, sans pour autant relever d'une procédure judiciaire.

C'est un maillon supplémentaire à la nécessaire alliance éducative autour des questions de prévention et d'éducation. Très concrètement, ce dispositif s'appuiera sur les remontées de terrain via une adresse électronique dédiée, et connue par tous nos partenaires éducatifs, sociaux, associatifs ainsi que par les services publics confrontés éventuellement à ces situations.

L'objectif, vous l'avez compris, c'est d'agir tôt pour rappeler le cadre, c'est de responsabiliser le ou la jeune concernée, c'est associer sa famille lorsque c'est nécessaire et c'est, j'insiste là-dessus, d'orienter vers un accompagnement éducatif et social si la situation le justifie. C'est là tout le sens aussi de la procédure. Le rappel à l'ordre vient compléter des dispositifs existants, vous le savez certainement, comme le comité de veille éducative mais qui intervient lui sur des situations de fragilité ou de protection de l'enfance avec le RAO, permettez-moi l'acronyme.

L'idée est d'ajouter un outil intermédiaire permettant de faire face à ce qu'on qualifie d'infra pénal. C'est d'agir lorsque la police ne le peut pas, d'être plus réactif aussi, d'intervenir en amont, surtout avant que certaines situations ne se dégradent ou ne s'installent durablement. Schiltigheim, précisons-le quand même, sera la deuxième commune de l'Eurométropole après Strasbourg à mettre en place ce dispositif.

Le parquet a donné son accord après plusieurs mois de travail avec la ville et un comité de suivi sera installé bien entendu d'un côté pour en garantir le bon fonctionnement, mais aussi pour évaluer la validité et l'efficacité du dispositif. Au fond, soyons clairs, ça traduit un choix politique. Nous refusons d'opposer tranquillité publique et protection de la jeunesse parce que nous sommes convaincus que garantir un cadre clair et répondre aux incivilités qui dégradent la vie quotidienne dans nos quartiers, c'est une responsabilité de la collectivité.
Mais intervenir tôt auprès d'un jeune ou d'une jeune, lui proposer une aide, une perspective, un levier avant qu'un comportement ne se transforme en trajectoire plus préoccupante, c'est aussi notre responsabilité.

Ce choix, vous vous en doutez, n'a de sens que parce qu'il s'inscrit dans une politique plus large menée avec les acteurs du territoire. Nous faisons le choix, rappelons-le, de renforcer les outils de prévention, d'accompagnement et de présence éducative à travers notre travail avec les centres socioculturels, les partenaires associatifs, les dispositifs éducatifs, mais aussi les investissements concrets, vous les connaissez, que nous portons pour créer ou renforcer des espaces dédiés à la jeunesse.

On a eu l'occasion d'en parler au moment du vote du budget. Le rappel à l'ordre s'inscrit dans cette cohérence, rappeler le cadre quand c'est nécessaire, tout en gardant l'accompagnement comme horizon. Une sorte d'équilibre entre exigence et prévention.
Je vous remercie.

[*Lecture du délibéré*]

**Madame la Maire**

Bien.
Monsieur Jaouen, et puis Madame Matz.

**Monsieur Gwenaël Jaouen**

Merci Madame la Maire.

Sur le principe, nous considérons que cette procédure de rappel à l'ordre est un outil qui va dans le bon sens. Le rappel alors permet effectivement de rappeler les règles élémentaires du vivre ensemble face à certains comportements inciviques ou perturbateurs avant qu'ils ne dégénèrent davantage. Et il faut le dire clairement, les questions de tranquillité publique préoccupent aujourd'hui beaucoup de Schilikois. Les habitants nous parlent régulièrement de nuisances, d'incivilités, de dégradations.

Le fait que la municipalité décide aujourd'hui de mettre en place le dispositif constitue d'ailleurs une reconnaissance que ces problématiques existent bien et qu'il est nécessaire d'y apporter des réponses. Nous soutiendrons donc cette délibération mais nous souhaitons également rappeler que ce dispositif ne sera utile que s'il s'inscrit dans une véritable politique de tranquillité publique, avec davantage de présence sur le terrain, une coopération renforcée avec la police nationale, une réponse rapide face aux incivilités répétées et surtout une continuité entre prévention, accompagnement et sanction lorsque cela est nécessaire. Les habitants attendent aujourd'hui des résultats concrets en matière de sécurité et de tranquillité publique.

Il faudra donc que cette mesure produise des effets visibles et ne reste pas simplement un affichage. Nous votons donc cette délibération tout en restant vigilant sur son application, sur la nécessité d'aller plus loin dans la protection du cadre de vie des Schilikois.

Je vous remercie.

**Madame la Maire**

Merci beaucoup.
Madame Matz.

**Madame Bénédicte Matz**

Madame la Maire, chers collègues,

Lorsque les parents s'habituent à laisser faire leurs enfants, lorsque les enfants ne tiennent plus compte de leur parole, lorsque les maîtres tremblent devant leurs élèves, lorsque finalement les jeunes méprisent les lois parce qu'ils ne reconnaissent plus au-dessus d'eux l'autorité de rien ni de personne, alors s'en est en toute justesse le début de la tyrannie.
Chers collègues, je vais vous décevoir, ce texte n'est pas de moi, c'est Platon qui l'a écrit en 400 avant JC.

Nous pouvons constater que la problématique du respect des règles ne date pas d'aujourd'hui, ni même d'hier, mais qu'elle est plus que jamais d'actualité puisqu'il est nécessaire de mettre en place à

Schiltigheim un dispositif de rappel à l'ordre de certains de nos jeunes concitoyens. Le respect des règles est une condition indispensable au vivre ensemble, apaisé, dans le respect des différences de chacun. Il est une garantie de la protection de chacun de nous et du bien commun.

Le respect des règles ne peut s'acquérir que dans un contexte dans lequel l'autorité est acceptée. Je vous rassure tout de suite, je ne parle pas d'autoritarisme. Ceux d'entre vous qui me connaissent savent que mes opinions, mes valeurs, mes convictions sont à mille lieues d'être extrémistes et savent aussi combien la prévention et l'éducation sont au cœur de mes préoccupations.
Je parle ici de l'autorité au sens étymologique premier du terme, qui est ce qui aide l'autre à grandir, ce qui rend responsable de ses actes.

Ce rappel à l'ordre qui va être mis en place fera autorité. Il a le mérite d'exister mais n'interviendra-t-il pas tard, voire trop tard dans le parcours de vie d'un jeune et de sa famille ?
Dans votre présentation, vous évoquez les mesures prises vis-à-vis des jeunes : dispositif d'animation, accompagnement éducatif, dispositif de participation à l'écoute des jeunes, comité de veille éducative.
Je ne nie ni l'existence ni l'efficacité de ces mesures auprès des jeunes, mais je constate au quotidien dans ma pratique professionnelle que la prévention, pour être efficace, doit se mettre en place bien plus en amont, dès les premières années, voire les premiers mois de vie de l'enfant.

Il est indispensable de mettre en œuvre de manière active une politique de prévention auprès des familles, des parents en difficulté et par expérience professionnelle, je sais que les tous les milieux socio-économiques peuvent être concernés, pour les aider à se réapproprier la capacité à dire non, à poser des limites simples, claires à leurs enfants dès le plus jeune âge.
Il s'agit de les aider à se réapproprier la notion d'autorité au sens le plus noble du terme, ce qui aide l'autre à grandir, afin que leurs enfants deviennent des jeunes citoyens responsables.

Par ailleurs, je me pose la question de l'efficacité du seul rappel à l'ordre. Que veut dire pour un jeune un rappel à l'ordre sans qu'il ait à assumer les conséquences de ses actes ?
En ce qui concerne le rappel à l'ordre, il ne s'agit bien sûr pas de punir. Le jeune et sa famille ne vont pas passer devant un tribunal. De plus, on ne réduit pas un individu à ses actes, une punition est toujours humiliante et une humiliation n'est jamais éducative. Mais comme le développe Jean-Marie Petitclerc dans son livre « *Enfermer ou éduquer* », il est fondamental de sanctionner un acte car seule la demande de réparation est responsabilisante.

Responsabiliser un jeune, c'est l'aider à assumer les conséquences de ses actes. C'est dans ce sens-là que la sanction est éducative. Il s'agit d'apprendre au jeune à répondre de ses actes en le gratifiant pour ses contributions.
La sanction est alors positive et en cas de transgression, en lui permettant de réparer les conséquences, la sanction sera alors réparatrice mais ne sera jamais punitive. Sanctionner c'est donner accès à la responsabilisation, c'est accompagner le jeune sur le chemin de sa construction de jeunes citoyens responsables.

Je me pose donc plusieurs questions, que se passe-t-il si le jeune majeur ou mineur et ses parents refusent le rappel à l'ordre ?
Quelle réparation est-il possible d'imposer au jeune qui vont le confronter aux conséquences de ses actes et lui permettre d'être responsabilisé et donc de grandir ?
Quelle politique de prévention allez-vous mettre en œuvre au cours de votre mandat pour que les familles et les parents en difficulté et je me répète, tous les milieux sociaux sont concernés, puissent se réapproprier la notion d'autorité, de respect des règles dès le plus jeune âge des enfants afin que ce rappel à l'ordre que nous allons instaurer devienne le plus rapidement possible obsolète et inutile ?

Je vous remercie pour votre attention.

**Madame la Maire**

Je vous remercie pour vos contributions étayées.
Là, on est dans un cadre avant tout de la prévention et de la justice pour les mineurs et de l'accompagnement pour les mineurs. Donc on est vraiment dans ce cadre éducatif. Évidemment, l'idée c'est de ramener du cadre. On est dans du domaine infra pénal. Tout ce qui est du domaine du pénal, c'est le parquet, c'est la justice et ça n'est absolument pas de notre ressort direct.

Nous, ce qu'on essaie de poser aujourd'hui, et ça a été fait précédemment sous le mandat de Danielle Dambach avec le comité de veille, c'est de poser un continuum éducatif qui fait que dans la petite enfance et dans les différents espaces, on puisse retrouver des adultes de référence et appuyer d'autant les parents dans leur quotidien, ainsi que les enseignants.

On a d'ailleurs pour cela choisi dans ce nouvel exécutif de nommer une adjointe en charge de la parentalité en plus de la petite enfance.
Donc c'est véritablement un sujet qu'on souhaite porter sur la parentalité, sur la prévention et évidemment aussi sur la tranquillité partagée, publique et bien comprise.

Je vous rappelle que le RAO, c'est d'abord faire comprendre aux jeunes la conséquence de ces actes commis, c'est rappeler les règles du vivre ensemble et c'est éviter la récidive. Le mineur sera toujours accompagné d'un parent ou d'un adulte référent. On est en lien avec le parquet, vous l'avez lu, et donc si au bout de 10 jours on n'a pas de réponse, et bien on peut y aller.

Si les parents ne se présentent pas ou si l'adulte de référence ne se présente pas, on en réfèrera là encore au parquet et c'est un lien étroit, c'est une coproduction. Et là je reprends les mots de la procureure, Madame Taron qui disait qu'on est en coproduction de justice entre la collectivité dans ce qu'elle peut faire et dans son cadre et la justice de son côté. Et donc c'est à la fois aussi un contrat de confiance entre le parquet et la collectivité.

C'est pour ça qu'il nous a fallu du temps aussi pour le porter et définir un cadre clair. Qu'est ce qui est du domaine de cette incivilité infra pénale ? Qu'est-ce que c'est du domaine du chahut ? Et vous avez la liste. Et justement on a dû travailler dessus, affiner, pour pouvoir être cohérent et clair dans notre dans notre stratégie.
On s'inscrit pleinement dans le CISPDR, qui est le contrat intercommunal de prévention de la délinquance et de la récidive. Et donc on est dans ce cadre-là où on pose cette première Pierre aux côtés du comité de veille éducative en lien avec l'ensemble des adultes.

Je pense que ce qui manque dans nos villes, et je l'ai déjà dit, ce sont des adultes de référence, ce sont des gardiens d'immeubles, ce sont des concierges chez les bailleurs sociaux et privés, ce sont des éducateurs, ce sont des médiateurs, c'est de la police municipale et c'est de la police nationale. Et évidemment la place des parents dans ce qui fait la ville aujourd'hui et dans ce qui permet à un jeune de se construire.

Et je vous rejoins, c'est la règle qui rassure et c'est la liberté qui opprime. Redonner du cadre, c'est structurant pour l'éducation d'un enfant, surtout quand il se fait dans un cadre de prévention, d'éducation, de respect et de bienveillance.

Si j'ai répondu à l'ensemble de vos questions, je ne sais pas si notre collègue Julien veut rajouter quelque chose.

**Monsieur Julien Hélary**

Très rapidement.

Merci pour vos questions. C'est évidemment des questions qu'on se pose. Moi j'ai pas envie d'être prétentieux ou quoi que ce soit sur ce sujet, vous avez parlé de pratique professionnelle. C'est également la mienne depuis longtemps. On est tous convaincu qu'on n'a pas forcément de solution miracle à chaque situation. En revanche, je suis convaincu d'une chose, c'est que la présence d'un

adulte capable de rappeler la règle, c'est toujours une voie possible dans tous les cas pour éviter le pire ou des complications.

Maintenant, c'est très clair, en mettant en place ce dispositif, on n'est pas en train de dire que la Maire et/ou moi-même allons régler la question de l'ensemble des incivilités qui peuvent avoir lieu dans la ville de Schiltigheim : dans les bus, à la médiathèque, dans les associations sportives, etc.
Ce serait prétentieux de notre part.

Bien sûr qu'il y aura un soutien à la parentalité à travers ce dispositif. C'est une évidence parce que les parents sont des acteurs centraux, on en a parfaitement conscience.
Je ne suis pas sûr que ce soit trop tard. Je pense que quand on est dans l'infra pénal et qu'on est un adolescent, il est encore temps de se parler, de rappeler un certain nombre de règles et le faire de manière bienveillante et ferme, ça porte souvent ses fruits. Maintenant on est clair, il n'y a pas de sanction de notre part.

Vous avez bien compris quand même que si l'incivilité devait être plus importante, s'il y avait seulement un port de plainte, ce serait l'affaire de la police et de la justice.

C'est vraiment en fait une aide, un dispositif, on prend nos responsabilités en étant bien conscient qu'on est un élément parmi plein d'autres. Mais il me semble d'abord que cet élément, il existe un petit peu implicitement dans pas mal de communes. On lui donne une forme, on est porté par la procureure, ce qui donne aussi une force au dispositif. Et moi j'ai envie de dire en fait, donnons-lui une chance.

Collectivement, je pense qu'on est tous assez convaincus que la prévention doit venir avant la sanction.
La sanction reste une alternative possible, mais je crois qu'on veut se donner une chance de régler les choses autrement et puis de participer à l'éducation.

C'est un pari sur l'avenir aussi. Moi je ne crois pas trop à la sanction d'abord et lorsque les faits sont pas très graves et on verra ce que ça donne. Il me semble que cette réponse là est la plus efficace. On sera honnête sur le bien-fondé et l'efficacité de la démarche. Mais il me semble qu'on peut tous saluer quand même que la force publique et que l'intérêt général soit au cœur de nos préoccupations aussi sur ce sujet-là. Et oui, la tranquillité publique s'en trouvera certainement améliorée. Voilà.

**Madame la Maire**

Merci beaucoup.

Et pour être au clair, de toute façon, on a un devoir de transparence puisqu'il y aura une évaluation annuelle en lien avec le parquet.

Bien, si tout est clair, tout est limpide, je vous propose de passer au vote.
Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Je vous remercie de cette unanimité républicaine, merci beaucoup.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 38 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etait excusé et représenté :**
M. Raphaël HYVERNAUD par M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

**N° 2026DE078 - CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES GRAND EST - RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES RELATIF AU CONTROLE COORDONNÉ SUR L'ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG**

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

La Chambre régionale des comptes Grand Est a procédé ces derniers mois à u*n contrôle coordonné sur l'accès au logement social sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg*, qui a porté sur les exercices 2021 et suivants, dont le rapport d'observations définitives est à présent communicable en cliquant sur le lien suivant :

*https://www.ccomptes.fr/fr/publications/lacces-au-logement-social-sur-le-territoire-de-leurometropole-de-strasbourg-bas-rhin*

Quatre bailleurs sociaux ont également été interrogés dans le cadre du contrôle :

- ✓ Habitation Moderne,
- ✓ OPHEA,
- ✓ Foyer moderne de Schiltigheim,
- ✓ Alsace Habitat, ainsi que l'AREAL.

Une seule recommandation a été formulée, à l'attention de l'Eurométropole, des bailleurs et de l'AREAL,

relative à la réalisation d'une analyse partagée et approfondie des refus de logements sociaux et des besoins sociaux sur le territoire de l'Eurométropole.

Selon l'article L 243-6 du code des juridictions financières, les rapports d'observations définitives doivent être communiqués à l'assemblée délibérante dès sa plus proche réunion et donnent lieu à un débat.

Il appartient donc au Conseil municipal de Schiltigheim de débattre de ce rapport et de prendre acte des observations définitives de la Chambre.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L. 243-6 du Code des juridictions financières ;*
*Vu le rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes Grand Est ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

**PREND ACTE** de la communication du rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes Grand Est relatif au contrôle sur l'accès au logement social sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ;

**APPROUVE** le rapport sur la base duquel s'est tenu le débat.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 28 mai 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 28 mai 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260526-3350-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 26 mai 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

On poursuit avec le projet numéro 12 avec la Chambre régionale des comptes du Grand Est, le rapport d'observation définitif relatif au contrôle des données sur l'accès au logement social.

La Chambre régionale des comptes du Grand Est a procédé ces derniers mois à un contrôle coordonné sur l'accès au logement social sur le territoire de la métropole de Strasbourg, qui a porté sur les exercices 2021 et suivants, dont le rapport d'observation est à présent communicable, en cliquant sur le lien et vous l'avez en libre accès tout public.

4 bailleurs sociaux ont également été interrogés dans le cadre du contrôle : Habitation Moderne, OPHEA, Foyer Moderne de Schiltigheim.
Une seule recommandation a été formulée à l'attention de la métropole et des bailleurs, relative à la réalisation d'une analyse partagée et approfondie des refus de logements sociaux et des besoins sociaux sur le territoire de la métropole. Ça veut dire qu'il y a une bonne gestion, mais qu'il faut mieux analyser ces refus.

Selon l'article L.243-6 du code des juridictions financières, les rapports d'observation définitifs doivent être communiqués à l'assemblée délibérante dès sa plus proche réunion et donne lieu à un débat. Il apparaît donc au Conseil municipal de Schiltigheim de débattre de ce rapport et de prendre acte des observations définitives de la Chambre.

[*Lecture du délibéré*]

Monsieur Ratcliffe.

**Monsieur Julien Ratcliffe**

Merci Madame la Maire. Chers collègues,

Le logement social n'est pas une option, c'est un pilier de la dignité et de la cohésion républicaine.
Il répond à un droit fondamental qui est d'ailleurs inscrit dans la loi, et il protège nos concitoyens contre la précarité, la spéculation et la ségrégation urbaine. Alors il faut savoir quand même que près de 70% des ménages en France sont éligibles à un logement social. Le logement social ne s'adresse donc pas seulement à quelques-uns, mais à l'ensemble des classes populaires et des classes moyennes. Donc finalement, la majorité des ménages, il concerne autant les travailleurs, les familles, les jeunes, les seniors.

Je pense que nous devons l'assumer pleinement comme une priorité municipale et métropolitaine. Le rapport de la chambre régionale des comptes montre à l'échelle de l'EMS un certain nombre de points qui fonctionnent bien, mais également un déficit de logements sociaux disponibles, des délais d'attente longs et des procédures qui peuvent encore être améliorées.

À cela s'ajoute l'état d'une partie du parc. Un état dégradé dans certains ensembles, des charges qui pèsent lourdement malgré les revenus contraints des familles et parfois des niveaux de loyer qui sont difficilement soutenables pour des familles dont le pouvoir d'achat est limité. Tout cela, on doit en avoir pleinement conscience. Les habitants le vivent au quotidien.

À Schiltigheim, nous avons un bailleur municipal de qualité, le Foyer Moderne, qui fait partie de notre histoire sociale, qui démontre également sa capacité à livrer un service de proximité, à réhabiliter, à améliorer l'accès au logement. Nous avons aussi d'autres bailleurs sociaux à Schiltigheim, notamment Alsace Habitat ou dans une moindre mesure Habitation moderne et Ophea.

Notre commune compte, vous le savez, environ 30% de logements sociaux. Et j'aimerais vous dire que c'est un bien commun essentiel pour l'accès au logement dans notre commune et pour les habitants au niveau de l'Eurométropole, le respect de la loi SRU par chaque commune est

indispensable. Nous avons besoin d'une politique donc qui soit volontariste de la part de l'EMS pour garantir le meilleur équilibre territorial possible. Donc pas de concentration de la pauvreté dans certaines zones urbaines de la métropole et pas de contournement dans d'autres.
L'équité c'est le fait bien sûr que chaque commune prenne sa part et que les moyens métropolitains soient alignés sur cette nécessité.

À Schiltigheim, dans nos opérations urbaines, nous portons l'objectif ambitieux d'atteindre plus de 30% de logements sociaux. Nous devons confirmer cette trajectoire en visant plusieurs éléments à la fois, l'équilibre territorial et également la mixité sociale, en mobilisant notamment les différentes catégories de logement social. On peut notamment penser au PLS, indispensable pour les revenus relativement modestes, nécessaires pour retenir dans notre commune les classes moyennes. Donc finalement que chacun puisse se loger.

Cela suppose aussi, et nous le porterons, d'inscrire des servitudes de mixité sociale dans la prochaine modification du PLUI, dans la modification 5. Donc des pourcentages obligatoires par opération, par segment de taille et des phasages qui évitent de repousser le logement social en variable d'ajustement des programmes.

Il faut aussi diversifier ces logements sociaux avec des résidences sociales, des logements familiaux de grande taille. Une offre adaptée également pour les personnes âgées et pour les étudiants. De même, quand nous disons qu'il faut du logement social, oui, mais évidemment pas que, puisque qui dit mixité sociale dit qu'il faut différents types de logements. Et pas n'importe comment. Donc pas de surdensification qui dégrade le cadre de vie, des densités limitées, des espaces publics de qualité, de la pleine terre, des cours végétalisées, des locaux dignes pour les différentes mobilités, par exemple les vélos, une performance énergétique réelle pour faire baisser les charges. Et comme je le disais tout à l'heure également, des logements de taille suffisante, notamment des T4 qui ont tendance à manquer.

L'amélioration des attributions doit aussi continuer évidemment avec la transparence des critères, l'information des demandeurs, une articulation qu'on doit toujours travailler avec les travailleurs sociaux et puis veiller aux situations particulières, celles les plus difficiles à prendre en compte, telles que les violences intrafamiliales, les sorties d'hébergement, les situations de handicap.

Là, nous avons des enjeux importants. Nous avons d'ailleurs prévu avec la majorité municipale, de renforcer nos échanges avec les bailleurs sociaux afin d'accompagner au mieux ces objectifs. Nous sommes aussi, et ça c'est, je pense, très important de le souligner, navrés de la fragilisation du logement social à l'échelle nationale ces dernières années, il y a un besoin très fort dans tous les territoires et nous souhaitons lancer l'alerte aux pouvoirs publics nationaux sur le besoin de relancer en profondeur le soutien au logement social. Le logement, c'est un droit fondamental et il doit redevenir un axe prioritaire dans le budget de l'État.

Enfin, petite parenthèse rapide, notre politique concernant l'accès au logement abordable ne peut pas se limiter au logement social, c'est aussi veiller à se prémunir des logiques de spéculation immobilière. Et ça exige une action plus globale dans notre commune et à l'échelle de l'EMS, on peut notamment penser à l'encadrement des loyers dans le parc privé, donc en lien avec l'EMS, à la régulation des meublés touristiques, à la maîtrise du foncier.
On a voté une motion à l'unanimité à ce sujet lors du dernier Conseil.

Et bien sûr à l'attention aux autorisations de projets, au développement de l'accession sociale sécurisée et des dispositifs tels que le bail réel solidaire. Et puis également à la lutte contre la multiplication des logements vacants dans le territoire des grandes villes.

Chers collègues, j'en terminerai là, la ville appartient à celles et ceux qui y vivent et qui y travaillent. Assumer le logement social, c'est donc défendre le droit à la ville pour tous. C'est refuser l'entre soi, c'est refuser la mise à distance à Schiltigheim. Nous faisons le choix du droit au logement digne et

abordable et c'est ainsi que nous rendrons la ville plus juste, plus respirable et plus vivable pour tous. Je vous remercie.

**Madame la Maire**

Merci beaucoup.
Monsieur Steffanus et puis Monsieur Henry.

**Monsieur Benoît Steffanus**

Merci Madame la Maire, chers collègues,

Bonsoir, beaucoup de choses ont été dites donc je vais faire très court. Je rejoins ce qui a été dit par Julien, simplement moi je fais partie des personnes qui ont été auditées. Avec le Directeur du Foyer Moderne Sébastien Ehret, on a été entendu à plusieurs reprises par la Chambre régionale des comptes. Cet audit il vient un peu, je trouve, c'est un avis tout personnel, chercher des poux des bailleurs. C'est un peu la tendance depuis 10 ans, c'est à dire qu'on a imaginé un moment que les bailleurs étaient un tiroir-caisse plein et qu'il fallait le vider.

Ça a été fait depuis une dizaine d'années avec notamment la loi ELAN qui a tapé dans les caisses des bailleurs pour financer la baisse des APL voulue par notre Président en fin de règne. Et ces mesures-là, elles ont des conséquences. C'est à dire que les bailleurs n'ont plus les moyens de construire cet audit de la Chambre régionale des comptes. Il visait à trouver la manière dont on pouvait optimiser les choses et la seule conclusion qui a été trouvée, c'était de dire qu'il y a trop de refus dans l'Eurométropole.
Mais le taux de refus, il ne change rien au nom au problème de fond du logement social, c'est qu'il n'y a pas assez de logements sociaux et que les bailleurs n'ont plus les moyens d'en construire.
Les objectifs qui sont chiffrés par la préfecture, et donnés aux bailleurs en terme de construction neuve, ne sont pas atteints, que ce soit par le Foyer Moderne, par Ophéa, par une Habitation Moderne, par Alsace Habitat et par tous les bailleurs de France et de Navarre. Mais parce qu'il n'y a plus les moyens.

Et donc c'est ça le fond du problème. On peut faire tous les audits qu'on veut, s'il n'y a pas de logement, on ne peut pas loger les personnes en attente de logement sur l'Eurométropole. Julien l'a dit, mais je rentre juste un peu plus profondément dans les chiffres et après je m'arrête là, c'est 32000 demandes de logement actuellement. Parmi ces 32000 demandes, il y a 8000 personnes qui vivent sans logement. C'est à dire que ce sont des personnes qui ne sont pas forcément à la rue mais qui sont hébergées par leurs familles, par leurs amis, qui dorment dans leur voiture, qui se débrouillent comme elles peuvent en attendant un logement social.

C'est scandaleux, ça devrait faire la une des journaux tous les matins, mais malheureusement ce n'est pas le cas parce que les gens ont d'autres soucis aussi. Le Foyer Moderne essaye de faire au mieux pour répondre à cette demande de logement, mais, je l'ai déjà dit ici dans cet hémicycle à plusieurs reprises, on ne peut gérer que les urgences. C'est pour ça que je rejoins ce qui a été dit par Julien. Il faut construire aussi du logement social intermédiaire pour les familles.

Je prends toujours mon exemple, c'est toujours la même chose, mon couple de smicards qu'on n'arrive plus à loger actuellement chez le Foyer Moderne parce qu'on ne peut faire que les urgences et c'est pas normal. Et c'est injuste.

Merci Madame le Maire.

**Madame la Maire**

Monsieur Henry.

**Monsieur Martin Henry**

Merci Madame la Maire.

Donc on a entendu au travers vos adjoints tout le bien que vous pensez du logement social et effectivement il n'y a rien à dire de ce côté-là. Mais on a pas mal dévié par rapport au rapport de la Chambre régionale des comptes.

Et moi je voudrais rappeler une chose, j'ai lu ce rapport avec attention, j'ai découvert plein de choses mais effectivement, c'est une grosse machine. Le logement social, c'est complexe au niveau de l'ensemble des collectivités impliquées, de l'ensemble des bailleurs sociaux, de la coordination avec les demandeurs de logement.
Et c'est quand même un défaut qui n'est quand même pas très acceptable de voir que 43% des offres de logements sociaux sont refusées par les gens qui le demandent. Donc il y a un bug et il faut le reconnaître. Et vous n'en avez même pas même pas parlé. Le bug, il est vraiment important. C'est près de la moitié.

Alors on voit au travers de ce rapport un certain nombre d'autres éléments, notamment qu'effectivement, le parc de logement social n'est plus tout à fait adapté à la typologie de familles que nous avons dans la métropole et où la demande de T1 et de T5 est beaucoup plus forte que l'offre et inversement pour les T2, T3 et T4 et on arrive avec ce chiffre aussi qui pose question, à savoir que 25% des logements sont sous occupés, c'est à dire qu'ils sont occupés par moins de personnes que ce pourquoi ils sont conçus. Donc je pense qu'il y a un gros travail à faire pour effectivement lisser, coordonner et améliorer cet équilibre entre l'offre et la demande, que ce soit dans la construction ou dans la gestion.

Mais il y a un autre point que je voulais vous adresser pendant la campagne électorale. J'ai fait beaucoup de porte à porte et une des questions que je posais aux habitants, c'est : quel est le problème que vous avez ? Et là ce n'était pas le cas partout, mais c'était le cas dans certains immeubles. Le problème numéro un des habitants, c'était leur bailleur social.
Et là il y a une problématique dans laquelle, en tant que commune, on doit s'impliquer. Parce que ça, ce n'est pas normal. Les gens sont complètement démunis par rapport à leurs bailleurs sociaux. Il y a beaucoup de barrières pour obtenir le service dont ils ont besoin, il y a un certain nombre de logements et de bâtiments qui sont très dégradés. Il y a un vrai travail de fond à faire et à adresser aux bailleurs sociaux en tant que municipalité.

Donc là, je voulais vous profiter de l'occasion pour vous adresser, ce pavé parce que là il y a un gros pavé et là je ne parle pas d'un bailleur ou l'autre. Donc il y a un vrai travail de fond à faire sur le logement social à Schiltigheim. Je vous souhaite du courage parce qu'il n'est pas prêt d'être résolu.

Nous sommes prêts à vous aider, ça ce n'est pas un souci. Mais je veux dire, il y a un vrai travail de fond à faire dans le logement social.

**Madame la Maire**

Merci beaucoup, je crois qu'on en est bien conscient et je vais juste faire la synthèse des remarques de mes collègues et vous répondre.

Évidemment, on en est bien conscient, c'est pour ça que ce soit Aurélie Lescoute, en charge de l'habitat de qualité, et Julien Ratcliffe, qui est justement l'Adjoint en charge de l'urbanisme, reçoivent les syndicats de locataires et nous recevrons après justement les différents bailleurs pour faire un point de situation sur leur parc et sur l'entretien notamment. C'est des bailleurs qui, lorsqu'ils sont en QPV, sont éligibles à l'exonération de taxes sur le foncier bâti, ce qui est une perte pour la collectivité, compensée seulement à 30% par l'État.

Aujourd'hui, les chiffres, c'est normalement un concierge ou un gardien d'immeuble pour 100 locataires, on en est très loin chez l'ensemble des bailleurs. Donc tout ça c'est à revoir, à remettre sur le devant et on a besoin, ça rejoint un peu ce qu'on disait sur le RAO, de la présence d'adultes référents pour le cadre de vie et sur l'entretien.

Le logement social, c'est un grand débat. Peut-être juste se redire ce qui est rapporté par la Fondation pour le logement. On a un déficit en France entre 400000 et 500000 logements à produire en 2024. C'est des chiffres de la Fondation sur le logement. Ça raconte aussi quelque chose qu'on a pas dit qui est la crise. La crise qu'on a vécu après 2020-2021, c'est une crise de la production.

Cette crise de la production, elle s'inscrit dans une hausse des matériaux et d'une hausse des prix de la construction à plus de 30%. C'est vrai pour nos équipements publics, c'est vrai pour le logement, le logement privé et le logement social. Pourquoi une telle inflation aussi sur la demande de logement social ? Parce que avec cette raréfaction du logement neuf et cette raréfaction de la demande, et bien il y a une vraie pression sur le logement. Aujourd'hui donc les prix flambent et la classe moyenne classique, elle ne peut plus se loger dans du logement privé qui se raréfie et donc elle va gonfler aussi les demandes sur le logement social.

À cela s'ajoute la décohabitation et c'est dans les chiffres. On rajoute à ça les séniors isolés, on rajoute à ça les jeunes qui rentrent sur le marché du travail, donc on a plus de personnes seules, besoin de petits logements qui ne sont aujourd'hui pas produits. Donc on est sur une vraie difficulté sur le logement social.

Aujourd'hui on a quand même 65% du parc social du Bas-Rhin concentré par les 4 bailleurs qui ont fait l'objet du contrôle de la chambre régionale des comptes. Donc c'est un parc immense. Quand on voit par exemple Ophea, c'est plus de 20000 logements. Chez nous c'est plus de 20000 logements qui sont à 70% en QPV, donc avec des ménages qui sont en grande difficulté et qu'il va falloir soutenir. Des ménages qui vont peu déménager et donc on a un taux de vacance qui est très faible.

La problématique du logement social, c'est une problématique qui va aussi avec la décohabitation, avec les nouveaux modes de vie, mais aussi avec le vieillissement de la population et le besoin d'avoir des logements adaptés pour les personnes plus âgées d'avoir du logement pour les seniors.
Et on le voit, si vous regardez, si vous allez vous balader dans les quartiers, le parc de logement social, vous l'avez dit Monsieur Henry, vous avez fait du porte à porte, sur l'entrée, on a toujours des marches.
Sauf qu'au bout d'un moment, ces marches, au bout d'un certain âge, ou si on a un handicap, on ne peut plus les monter. Donc il y a toute cette adaptation aussi du logement.

Mais comme l'a dit notre collègue Benoît Steffanus, il y a une vraie ponction qui a été faite sur le logement social depuis 2017 et donc on a des bailleurs sociaux qui ne sont pas tout ce qu'on appelle dans le jargon des bailleurs des dos du dormant. Ils ne sont pas tous des bailleurs avec de la trésorerie, bien au contraire, ils sont là aussi pour faire et on doit les encourager et on doit les pousser à rénover leur parc.
Aujourd'hui, la rénovation d'un logement c'est entre 60000 et 90000 € par logement si on veut faire de l'enveloppe thermique et si on veut changer les salles de bain et les cuisines. Donc c'est des sommes et vous le savez ou vous ne le savez pas, mais en tout cas je vous le dis : au niveau de l'État, l'aide à la pierre, elle a fondue. Depuis 2017, avec la fonte de l'aide à la pierre, on est dans une crise de la production. Une crise aussi parfois de la rénovation grâce au renouvellement urbain comme aux Écrivains.

On a des aides et des subventions pour soutenir la rénovation du parc locatif social, mais c'est difficile.
En 2030 Ophéa, grâce à la rénovation urbaine, pourra rénover l'ensemble de ces logements sociaux. Mais qui dit rénover au bout de 10 ans qu'il va falloir revoir au bout de 10 ans. Et donc c'est une histoire continue. Moi, j'ai une vraie confiance dans les bailleurs sociaux du territoire. Ça n'empêche

pas, comme vous l'avez dit, le contrôle, un contrôle ténu, appuyé aux côtés des services de l'État. Et on en reparlera. On a besoin de produire du logement social.

Après, en ce qui concerne notre belle ville de Schiltigheim, moi je crois que la priorité, elle est aussi sur de l'emploi, sur requalifier le parc qui est déjà là et le parc ancien, sur travailler contre les copros dégradées, pour du logement digne, contre le logement vacant et les meublés de tourisme. Et travailler vraiment à une accession à un logement digne mais aussi à de l'emploi car dans une ville pauvre, il faut aussi des perspectives et c'est un équilibre d'aménagement du territoire.

Est-ce qu'il y a d'autres souhaits d'intervention ?
Si tel n'est pas le cas, je vous propose de prendre acte de cette communication et d'approuver donc ce rapport. Donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 38 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etait excusé et représenté :**
M. Raphaël HYVERNAUD par M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

**N° 2026DE079 - COMMUNICATION : PLAN DE FORMATION 2026 AU PROFIT DES AGENTS DE LA COLLECTIVITE**

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

Le développement des compétences est un outil important pour une collectivité et pour ses agents, permettant à la fois d'améliorer la qualité du service public et de servir les parcours individuels du personnel.

En s'appuyant sur un accompagnement des services et des agents, sur une communication plus importante de l'offre de formation et une gestion rigoureuse des crédits dédiés, le nombre d'agents formés chaque année a considérablement augmenté au cours du dernier mandat, tout en restant dans un budget maîtrisé.

En 2026, la Ville de Schiltigheim poursuit son engagement pour la formation de ses agents en augmentant légèrement le budget alloué à cette thématique malgré la nécessaire recherche d'optimisation sur l'ensemble de ses dépenses.

Les priorités de formation ont été définies et arbitrées de manière concertée par la direction générale des services et la direction des ressources humaines, en lien avec les directeurs et chefs de services de la collectivité.

De façon systématique, les formations statutaires obligatoires et les formations permettant d'assurer la sécurité des agents à leur poste de travail constituent le socle de base du plan de formation. L'ensemble des

autres demandes ont été examinées à la lumière des priorités suivantes :

**Priorités définies en 2025 et reconduites en 2026 :**

1. Favoriser l'égalité d'accès à la formation
   Maintenir la vigilance pour favoriser les demandes de formation des agents sous-représentés dans les plans de formation précédents, notamment les femmes et les agents de catégorie C.
   Poursuivre les actions pour soutenir les personnels d'entretien, les cantinières, ainsi que les agents d'animation périscolaire et les ATSEM.

2. Développer les compétences managériales
   En 2026, la priorité sera donnée à la diffusion et à l'appropriation d'une culture commune sur les bases de la gestion des ressources humaines pour l'ensemble des managers de la collectivité.

3. Poursuivre notre engagement pour l'égalité entre les femmes et les hommes
   Mise en œuvre des formations définies dans le plan d'action égalité 2026 :
   - Ateliers sur l'équilibre vie personnelle/vie professionnelle
   - Formation des managers de proximité à l'égalité professionnelle
   - Formation des cadres dirigeants à la lutte contre les violences sexistes

**Trois nouveaux axes de travail à développer en transversalité au sein de la collectivité :**

1. Soutenir l'évolution des pratiques professionnelles autour des outils informatiques et numériques
2. S'engager pour mieux identifier et signaler les situations de violences faites aux enfants
3. Accompagner les démarches de prévention des incendies et de déploiement du plan communal de sauvegarde

Le plan de formation joint en annexe se compose :

- ✓ D'un document présentant la démarche adoptée, les dispositifs de formation et le budget mobilisé pour 2026
- ✓ De la liste détaillée des actions de formation.

Il est institué pour une durée d'un an, du 1 janvier 2026 au 31 décembre 2026 et traduit pour cette période les formations mises en œuvre en réponse aux besoins de formation individuels et collectifs transmis par les directeurs et chefs de services.

Ces propositions d'actions pourront, au cours de la période retenue, faire l'objet d'adaptations en fonction des besoins émergeant en cours d'année. Il sera alors possible de compléter l'actuelle proposition pour l'adapter aux besoins de notre organisation et aux sollicitations de nos agents.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 422-21 et L. 423-3,*
*Vu la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale ;*
*Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 9 février 2026.*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission Ressources et du Bureau municipal,

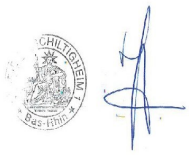
**PREND ACTE** du contenu du plan de formation pour l'année 2026.

**Prend acte**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 8 juin 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 8 juin 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260526-3213-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 26 mai 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

La délibération numéro 13, c'est une communication sur le plan de formation au profit des agents de la collectivité. Est-ce que vous souhaitez une présentation de cette délibération ? Non. Si tel n'est pas le cas, nous allons laisser Madame la Première Adjointe conclure.

[*Lecture du délibéré par Madame Sophie Mehmanpazir*]

**Madame la Maire**

Monsieur le Directeur général des services, il me semble qu'il n'y a pas de vote puisque c'est une prise d'acte. Vous me confirmez ? Ok nous prenons acte.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 26 MAI 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 38 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 26 mai à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etait excusé et représenté :**
M. Raphaël HYVERNAUD par M. Dera RATSIAJETSINIMARO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE080 - LISTE DES DÉCISIONS PRISES EN VERTU DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LA DÉLIBÉRATION DU 28 MARS 2026

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

En vertu de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal a délégué un certain nombre de compétences à Madame la Maire par une délibération en date du 28 mars 2026.

L'article L.2122-23 du code précité dispose que Madame la Maire doit rendre compte des décisions prises sur la base de ces délégations à chaque réunion obligatoire du Conseil municipal.

Les décisions prises depuis la dernière réunion du Conseil municipal sont listées en annexe.

La communication suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;*
*Vu la délibération du Conseil municipal en date du 28 mars 2026.*

*Considérant que le Conseil municipal a délégué un certain nombre de compétences à Madame la Maire ;*
*Considérant que Madame la Maire doit rendre compte des décisions prises sur la base de ces délégations à*

*chaque réunion obligatoire du conseil municipal ;*

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission Ressources et du Bureau municipal,

**PREND ACTE** des décisions prises par Madame la Maire en vertu des délégations consenties par le Conseil municipal et citées en annexe.

**Prend acte**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 28 mai 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 28 mai 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260526-3198-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 26 mai 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



## Liste des décisions prises en vertu de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et de la délibération du 28 mars 2026

| N° décision | Date | Désignation |
|---|---|---|
| **2026DEC040** | 26.03.2026 | Contrat entre ARTEFACT PRL et la Commune prévoyant la coréalisation pour le concert de The Dead South à la Briqueterie |
| **2026DEC041** | 26.03.2026 | Contrat prévoyant la coréalisation pour 11 représentations du spectacle « Papiel » dans le cadre de Mini-musica au Brassin. |
| **2026DEC042** | 26.03.2026 | Convention avec Mme Marie Ortie menée dans le cadre du projet de guide du bien-être ensemble du conseil municipal des jeunes. |
| **2026DEC043** | 26.03.2026 | Contrat entre l'association Activ'Action et la Commune prévoyant la conception et la réalisation d'un atelier proposant aux jeunes participants de découvrir comment mettre en avant leur savoir-faire et leur savoir-être. |
| **2026DEC044** | 26.03.2026 | Contrat entre La Cab'Anne des créateurs et la Commune prévoyant la mise en place et l'animation d'un atelier de réalisation de curriculum vitae et la mise à disposition de matériel informatique lors du forum Jobs d'été |
| **2026DEC045** | 26.03.2026 | Contrat entre Marie Failla et la COMMUNE DE SCHILTIGHEIM, prévoyant la conception et l'encadrement d'un atelier créatif et collaboratif du lundi 13 au jeudi 16 avril 2026 dans le cadre du programme des vacances de Printemps de la Maison du jeune citoyen dédié aux plus de 12 ans |
| **2026DEC046** | 26.03.2026 | Signature d'une convention de mise à disposition des Halles du Scilt pour l'accueil du Marché de Pâques 2026 de l'UCAS |
| **2026DEC047** | 31.03.2026 | Convention pour la tenue d'une buvette dans le cadre de la saison culturelle - Spectacle "La Forêt des Cœurs Unis" |
| **2026DEC048** | 01.04.2026 | Contrat entre l'Association RAYMUSE et la Commune prévoyant la représentation du concert de The White Bats au Cheval Blanc. |
| **2026DEC049** | 09.04.2026 | Contrat entre l'Association AFRICA BEGUE et la commune prévoyant la location du Brassin le samedi 25 avril 2026. |

## I – Marchés publics de fournitures et services passés en application des dispositions des articles R. 2122-8, L. 2123-1-1° et L. 2124-1 du Code de la commande publique

### A) Inférieurs à 40 000.00 € HT

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Solution logiciel** | / | / | ARPEGE<br>13 rue de la Loire<br>44236 SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE | 25 396,31 € | 1 an, reconductible 4 fois |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Maintenance solution lumineuse** | / | / | I-MS SERVICES<br>9a rue d'Italie<br>68310 WITTELSHEIM | 1 984 € | 1 an |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Service sécurisé pour l'envoi d'actes administratifs** | / | / | DOCAPOSTE FAST<br>37-41 rue du Rocher<br>75008 PARIS | 994,95 € | 1 an |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Solution logiciel** | / | / | ARPEGE<br>13 rue de la Loire<br>44236 SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE | 760,67 € | 1 an |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Vidage des consoles d'archives confidentielles** | / | / | NEUTRALIS<br>4 rue de Cherbourg<br>67026 STRASBOURG | 600 € | 1 an |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Elimination et destruction d'archives confidentielles** | / | / | NEUTRALIS<br>4 rue de Cherbourg<br>67026 STRASBOURG | 750 € | 1 an |

### B) Supérieurs à 40 000.00 € HT : Néant

## II – Marchés publics de travaux passés en application des dispositions des articles R. 2122-8, L. 2123-1-1° et L. 2124-1 du Code de la commande publique

| Objet du contrat | Titulaires du contrat n°25029 | Lot | Titulaires du contrat n°25029 | Montant total du contrat (HT) | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Construction d'une Maison de la Petite Enfance à Schiltigheim** | Aménagements extérieurs | 1 | THIERRY MULLER SAS<br>10 rue du Commerce<br>67118 GEISPOLSHEIM | 113 242.80 € | 15 mois et deux semaines |
| | Gros œuvre | 2 | WIMMER SAS<br>3a rue du Fossé des Remparts<br>67520 KUTTOLSHEIM | 1 090 000.00 € | 21 mois |
| | Charpente bois | 3 | MOOG BATISSEUR BOIS (KS BOIS)<br>10 rue de l'Atome<br>67800 BISCHHEIM | 88 108.86 € | 15 mois |
| | Étanchéité - Lanterneaux | 4 | SOPREMA ENTREPRISES SAS<br>15 rue de Saint Nazaire<br>67100 STRASBOURG | 297 361.10 € | 16 mois |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Menuiserie extérieure bois - Protection solaire - Occultations | 5 | VOB<br>1 rue de l'Industrie<br>67560 ROSHEIM | 415 746.00 € | 15 mois et une semaine |
| | Traitement de façade en bardage bois – Echafaudages | 6 | MOOG BATISSEUR BOIS (KS BOIS)<br>10 rue de l'Atome<br>67800 BISCHHEIM | 392 732.79 € | 18 mois et une semaine |
| | Serrurerie | 7 | METALLERIE SCHEIBEL<br>15 rue des Seigneurs<br>67360 GUSTETT | 166 840.69 € | 16 mois |
| | Menuiserie intérieure bois - Mobiliers | 8 | STUTZMANN AGENCEMENT SAS<br>14 rue d'Asswiller<br>67320 DURSTEL | 440 324.56 € | 16 mois et deux semaines |
| | Plâtrerie - Faux plafonds | 9 | VACARAS PRO<br>11 rue de Barr<br>67300 SCHILTIGHEIM | 151 119.00 € | 17 mois et deux semaines |
| | Revêtement de sol souples | 10 | JUNGER FILS<br>17 rue des Païens<br>67720 HOERDT | 51 599.00 € | 15 mois et une semaine |
| **Construction d'une Maison de la Petite Enfance à Schiltigheim** | Chapes | 11 | DIPOL SA<br>1 rue de la Batterie<br>67118 GEISPOLSHEIM | 27 680.00 € | 14 mois et deux semaines |
| | Carrelage - Faïence | 12 | DIPOL SA<br>1 rue de la Batterie<br>67118 GEISPOLSHEIM | 58 226.00 € | 14 mois et trois semaines |
| | Peinture intérieure - Nettoyage de fin de chantier | 13 | MAYART<br>8 rue Eiffel<br>67840 KILSTETT | 94 022.63 € | 16 mois et une semaine |
| | Ascenseur | 14 | TK ELEVATOR<br>21 route de la Wantzenau<br>67800 HOENHEIM | 21 400.00 € | 14 mois et trois semaines |
| | Chauffage - Ventilation | 15 | EJ ENERGIES<br>6 rue de l'Industrie<br>67118 GEISPOLSHEIM | 581 544.99 € | 30 mois |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Plomberie - Sanitaire | 16 | FRANCOIS & FILS<br>5 rue du Martin Pêcheur<br>67300 SCHILTIGHEIM | 178 000.00 € | 30 mois |
| | Terrassement – Assainissement – Dépollution | 17 | GCM<br>Route d'Obermodern<br>67330 BOUXWILLER | Minimum :<br>100 000 €<br>Maximum :<br>400 000 € | 15 mois et deux semaines |
| | Électricité - Photovoltaïque | 18 | ELECTRICITE VEIT SARL<br>40 rue du Dépôt<br>67460 SOUFFELWEYERSHEIM | 227 325.09 € | 30 mois |
| | Équipements de cuisine | 19 | MESOCLIMAT<br>194 route de la Wantzenau<br>67000 STRASBOURG | 69 586.00 € | 15 mois |
| | Signalétique | 20 | ADZO SAS<br>3 rue du Grand Lyon<br>01700 NEYRON | 10 749.00 € | 13 mois et une semaine |

## III – Prestations modificatives & avenants :

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°25026 / 01 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Maintenance préventive et corrective des installations électriques et entretien des systèmes de sécurité incendie catégorie A et B** | / | / | EST MAINTENANCE SERVICE – VINCI FACILITES<br>10 rue du Chêne<br>67800 HOENHEIM | Ajout de prestations au BPU | Minimum :<br>45 618,31 €<br>Maximum :<br>145 398,31 € | / | / |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°25020-01 / 02 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Sécurisation du bâtiment et des abords par la mise en place d'une solution de contrôle d'accès** | 01 | Prestations de génie civil | ENTELA<br>5 rue des Cigognes<br>67960 ENTZHEIM | Modification du tiers titulaire en raison d'une fusion absorption<br>Nouveau titulaire :<br>GROUPE SAPH | 39 934 € | / | / |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°25020-02 / 02 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Sécurisation du bâtiment et des abords par la mise en place d'une solution de contrôle d'accès** | 02 | CFA / CFO / Contrôle d'accès | QUONEX ALSATEL<br>5 impasse Antoine Imbs<br>67810 HOLTZHEIM | Retrait de la PSE n°4 de l'acte d'engagement | 49 300,82 € | / | / |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°25018/01 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Acquisition, livraison et installation de matériels ergonomiques** | / | / | AZERGO<br>8 rue des Muriers<br>69390 VOURLES | Ajout de prestations au BPU | Minimum : 29 700 €<br>Maximum : 35 640 € | / | / |

**Madame la Maire**

Et nous passons à la délibération suivante avec la liste des décisions prises sur le code général des collectivités. C'est aussi Madame Mehmanpazir, c'est une prise d'acte. Est-ce que vous souhaitez une présentation de cette délibération ?

Nous prenons acte donc de cette décision en vertu des délégations consenties par le Conseil municipal et citées en annexe. Bien je vous remercie.

Ce Conseil est exceptionnellement très court et je m'adresse aux étudiants qui sont derrière. Normalement, nous ne sortons pas avant 21h30, 22h20, voire 23h en s'épuisant sous la chaleur. Donc c'est la fin de notre conseil municipal.

Deux informations,
Nous nous revoyons le 23 juin, mais d'ici là, il y a la Journée Nature et vous redire qu'on vous attend toutes et tous nombreux pour cette journée le samedi 30, qui s'inscrit aussi dans une logique nationale et vous avez le programme disponible.

Je tiens par ailleurs à vous informer de la fin de fonction de Madame Zoé Benali pour notre collectivité. Je tiens à la remercier, à souligner la qualité de son travail et son engagement au cours des 5 dernières années.

Je vous remercie et je vous souhaite une bonne soirée.

VILLE DE
SCHILTIGHEIM

VILLE DE
SCHILTIGHEI

**République Française**

Département du Bas-Rhin

**Commune de Schiltigheim**

# Procès-verbal
## Séance du 23 juin 2026

L'an 2026, le 23 juin à 18h00, le Conseil Municipal de la commune de Schiltigheim s'est réuni, sous la présidence de Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire, en session ordinaire.

**Présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, Mme Frédérique LAAS, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Sont absents et ont donné procuration :**
Mme Alice RENAULT a donné procuration à M. Michael NGUYEN jusqu'à son arrivée.
Mme Nadine HERMOSO a donné procuration à M. Julien HOFSTETTER
M. Marc BAADER a donné procuration à Mme Marie-Thérèse FRENO

**A été nommé secrétaire :**
Mme Shéhrazade BOUYAHIA.

**Madame la Maire**
Bonjour à toutes et à tous, j'espère que vous êtes désormais bien installés malgré la chaleur et nous allons procéder à l'appel nominal avec notre Directeur général des services, Monsieur Faivre.

[*Appel nominal réalisé par Marc Faivre*]

Je vous remercie. Je vais demander maintenant cette difficile tâche à notre benjamine Madame Shéhrazade Bouyahia d'être la secrétaire de séance. Est-ce qu'elle veut bien accepter ?

**Madame Shéhrazade Bouyahia**

Bonsoir tout le monde. Bonsoir Madame la Maire, oui je l'accepte.

**Madame la Maire**

Et bien nous voilà soulagés. Merci beaucoup de la vaillance de la jeunesse.

Alors chers amis, avant de démarrer, je souhaitais faire un point sur les mesures d'adaptation de la collectivité à la canicule face à ce que nous subissons actuellement. Nous avons pris un ensemble de mesures depuis vendredi dernier pour s'adapter aux conditions extrêmes que nous vivons. Je vous en fais lecture.

Tout d'abord dans les écoles, les établissements scolaires sont aérés aux heures fraîches, afin de faire baisser la température tous les jours, un ventilateur est installé dans toutes les classes.
Tuyaux, bacs et bassines sont distribués dans chaque établissement, permettant la création de jeux d'eau en extérieur, à l'abri du soleil. Chaque salle de classe dispose également d'un point d'eau qui va pouvoir servir à remplir les gourdes des enfants tout au long de la journée. Les établissements scolaires, nous avons décidé évidemment de les garder pour le moment ouverts afin de garantir un accueil pour tous les enfants.

Nous avons fait un courrier conjointement avec les directions d'école pour encourager les familles qui le peuvent à garder leurs enfants à domicile jusqu'à la fin de la semaine dans la mesure où elles le peuvent. Et évidemment, les frais de cantine ne seront pas facturés. Il suffit juste que les familles préviennent.
Voilà, on est là pour assouplir, tout est possible dans ces périodes qui sont très difficiles et on est en lien évidemment constant avec les directions d'école en ce qui concerne nos aînés.

Les différents événements prévus cette semaine ont été soit reportés, soit annulés. Les déjeuners habituels du Foyer Soleil sont maintenus, mais il est conseillé aux seniors souhaitant s'y rendre d'éviter malgré tout de sortir aux heures les plus chaudes. Le dispositif plan canicule animé par la Ville est quant à lui bien actif depuis le premier juin et le restera au moins jusqu'au 15 septembre.

Pour le grand public, nous étudions activement la possibilité de proposer l'accès à des lieux climatisés ou rafraîchis pouvant accueillir du public et notre capacité à mobiliser du personnel pour ouvrir et réaliser l'accueil des usagers, en particulier sur la 2e partie de la semaine et le week-end vu les températures qui ne cessent de grimper. Dans cette attente, le Foyer Soleil, les Halles du Sclit, qui sont climatisés, et la médiathèque restent accessibles aux horaires d'ouverture.

Enfin, nous avons pris la décision de laisser les parcs de la ville ouverts en continu durant tout l'épisode caniculaire afin de garantir les îlots de fraîcheur 24h sur 24. Ces mesures ont vocation à évoluer en fonction peut-être d'arrêtés préfectoraux et nous-mêmes, pour optimiser les ouvertures des lieux climatisés dont nous disposons.

Tous ces éléments ont été partagés largement aux écoles, aux parents d'élèves, sur nos réseaux sociaux, sur notre site internet ainsi qu'à la presse. Nous nous adaptons à des conditions extrêmes et ça n'est pas simple.

Voilà, je vous remercie.

Je poursuis avec l'approbation du compte financier unique. Quelques informations. La Première Adjointe va proposer au Conseil municipal le doyen d'âge pour présider au Conseil à l'occasion du compte financier unique. Monsieur Baader étant absent et excusé, la présidence pour ce point qui sera proposé sera à Madame Laurence Winterhalter. Au moment du vote, je sortirai de la salle avec Madame Dambach, Maire en 2025 et nous ne prendrons pas part au vote, ni elle ni moi.
S'agissant de ce point de délibération, une version réactualisée vous a été déposée sur table.

Deux conseils municipaux auront lieu lors du deuxième semestre. C'est une information, on vous les redonnera bien évidemment, le mardi 22 septembre pour le premier de la rentrée et le mardi 8 décembre 2026.
Les commissions municipales continueront à se tenir une fois par mois parce que ce sont des lieux de travail et pas seulement des lieux de lecture ou d'analyse des délibérations. Un calendrier vous sera donc envoyé mi-juillet.

Entre-temps, entre septembre et décembre, nous réaliserons une conférence municipale, le 12 novembre, qui sera consacrée à l'accompagnement des politiques sociales, notamment sur les quartiers ouest, aux Écrivains. L'ensemble des élus de la municipalité seront bien entendu conviés à cet événement, ce qui va nous permettre de garder un rythme et un tempo.

Enfin, deux questions orales seront abordées en fin de séance, la première proposée par le groupe *Schilick Avenir* et la seconde proposée par le groupe *Rassemblés pour Schilick*.

Enfin, j'ai décidé de vous présenter un préambule aussi à ce Conseil municipal en ce jour particulier. Avant d'aborder l'ordre du jour de notre séance, j'ai souhaité évoquer trois événements qui, malgré leur nature différente, nous rappellent une même exigence, celle de défendre sans relâche la dignité humaine.

L'entrée de Marc Bloch au Panthéon aujourd'hui constitue un hommage national à une figure majeure de notre histoire. Historien, résistant, intellectuel engagé, Marc Bloch a payé de sa vie son combat contre la barbarie nazie, lui qui a toute sa vie porté l'exigence de la vérité contre la caricature, la nécessité du lien entre le présent et le passé pour mieux comprendre les événements.
Cet historien résistant a été assassiné le 16 juin 1940 près de Lyon, après avoir été torturé par les hommes de Klaus Barbie. Son parcours nous rappelle que la République ne vit que par le courage de celles et ceux qui refusent la haine, l'exclusion et le renoncement.

Cette exigence demeure tragiquement actuelle car nous traversons des jours sombres, des jours douloureux, notamment marqué par l'assassinat du jeune Noahm, ce jeune homme victime à Metz d'un meurtre dont le caractère homophobe bouleverse profondément notre conscience collective. Derrière ce drame, c'est la persistance de la haine de l'autre qui est en cause. Une haine qui nie l'égale dignité de chaque personne et qui n'a sa place ni dans notre République ni dans la société.

Nous pensons également au meurtre de Lyhanna qui a bouleversé le pays. Ce drame insoutenable nous rappelle notre devoir collectif de protection des enfants, de lutte contre toutes les violences et de vigilance envers les plus vulnérables. Cet infanticide, ce féminicide et les violences qui l'ont précédé ne peuvent être considérées comme de simples faits divers.
Ils s'inscrivent dans une réalité structurelle qui touche chaque année des milliers de personnes, principalement des femmes et des enfants. C'est pour cela qu'une loi intégrale contre les violences sexuelles est nécessaire. Parce que ces violences trop souvent tues, les victimes sont insuffisamment protégées, les institutions parfois débordées et la prévention encore trop limitée.

Je tiens au nom de notre conseil municipal à exprimer notre émotion, notre solidarité envers les proches et les familles de Lyhanna et de Noahm, de la mémoire de Marc Bloch à ces tragédies qui frappent aujourd'hui notre pays, un même message s'impose, la démocratie se construit chaque jour

par la protection de celles et ceux qui ne peuvent se défendre seuls, par le respect de l'autre, par la défense des libertés, par le refus des discriminations.

C'est dans cet esprit de responsabilité, de solidarité et de fidélité aux valeurs de la République que nous ouvrons aujourd'hui notre conseil municipal. Je vous remercie.

Je vais passer à l'ordre du jour du Conseil municipal, simplement le balayer et puis après nous poursuivrons.

[*Lecture des points à l'ordre du jour*]

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

# CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026

## ORDRE DU JOUR

| | |
|---|---|
| 1 | APPROBATION DU PROCÉS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 28 AVRIL 2026 |
| 2 | APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 |
| 3 | AFFECTATION DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2025 |
| 4 | BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2026 |
| 5 | OCTROI D'UNE SUBVENTION D'ÉQUIPEMENT À LA SEM LOCUSEM EN VUE DE L'INSTALLATION D'UNE MAISON URBAINE DE SANTÉ PLURIPROFESSIONNELLE (MUSP) |
| 6 | MISE À DISPOSITION GRATUITE PARTIELLE DE LA SALLE DU BRASSIN AU PROFIT DE L'ASSOCIATION "LES ATELIERS DES MALTERIES" |
| 7 | MISE À DISPOSITION GRATUITE DE LA SALLE DE LA BRIQUETERIE AU PROFIT DE LA MISSION LOCALE À L'OCCASION DE L'ÉVÉNEMENT "EN CHEMIN VERS L'EMPLOI" |
| 8 | MISE À DISPOSITION GRATUITE PARTIELLE DE LA SALLE DU BRASSIN AU PROFIT DE L'ASSOCIATION POUR LE DON DU SANG BÉNÉVOLE DE SCHILTIGHEIM À L'OCCASION DE LA COLLECTE DE SANG |
| 9 | ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'AMICALE DU PERSONNEL 2026 |
| 10 | ACCEPTATION D'UN MÉCÉNAT DU FONDS DE DOTATION IMAGIN'ACT POUR LE PROJET "THÉÂTRE ET SANTE MENTALE" |
| 11 | PROJETS SUR L'ESPACE PUBLIC - AJUSTEMENT DU PROGRAMME 2026 : TRANSPORT, VOIRIE, SIGNALISATION STATIQUE ET DYNAMIQUE, EAU ET ASSAINISSEMENT ET NPNRU : COMPLÉMENT DU PROGRAMME 2026 - LANCEMENT, POURSUITE DES ÉTUDES ET RÉALISATION DES TRAVAUX |
| 12 | CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES GRAND EST - RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES RELATIF AU CONTROLE COORDONNÉ DU PARC DES EXPOSITIONS DE STRASBOURG |
| 13 | LISTE DES DÉCISIONS PRISES EN VERTU DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LA DÉLIBÉRATION DU 28 MARS 2026 |

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 36 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 23 juin à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etaient excusés et représentés :**
Mme Alice RENAULT par M. Michaël NGUYEN, Mme Nadine HERMOSO par M. Julien HOFSTETTER, M. Marc BAADER par Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE082 - APPROBATION DU PROCÉS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 28 AVRIL 2026

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 28 avril 2026 a été établi et transmis pour approbation à l'ensemble des membres de l'Assemblée.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu les articles L.2121-23, R.2121-9 et L.2541-1 du Code général des collectivités territoriales ;*
*Vu l'article 24 du règlement intérieur ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

**APPROUVE** le procès-verbal de la séance du 28 avril 2026.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 25 juin 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 25 juin 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260623-3604-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 23 juin 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Bien, nous allons démarrer avec le projet de délibération sur l'approbation du procès-verbal de la séance du 28 avril 2026. Ce procès-verbal a été établi et transmis pour approbation à l'ensemble des membres de l'Assemblée.

[*Lecture du délibéré*]

Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ?
Bien, si tel n'est pas le cas, je vous propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?
Le point est adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026**

Sous la présidence de Mme Laurence WINTERHALTER, Conseillère déléguée.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 23 juin à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etaient excusés et représentés :**
Mme Nadine HERMOSO par M. Julien HOFSTETTER, M. Marc BAADER par Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE083 - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

L'article 242 de la loi de finances pour 2019, modifié par l'article 205 de la loi de finances pour 2024, précise qu'au plus tard au titre de l'exercice budgétaire 2026, un compte financier unique (CFU) doit être adopté par les collectivités territoriales.

Le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public, qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. À lui seul, il remplit les mêmes fonctions de « rendus de comptes ».

Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion. Il simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée.

Le Conseil municipal est informé que des problèmes techniques ont affecté la transmission dématérialisée des annexes du compte financier unique (CFU) au comptable public. Conformément à la nouvelle réglementation applicable au CFU, prévue à l'article 205 de la loi de finances 2024, le CFU est établi par le comptable public, tandis que les annexes proviennent majoritairement du logiciel comptable de l'ordonnateur et sont intégrées par l'envoi de flux correspondants.

En raison d'une anomalie de transmission au comptable, certaines annexes ont été omises dans la version définitive du CFU. Afin d'assurer une présentation complète du document aux membres de l'Assemblée, ces annexes ont été réintégrées dans la maquette du CFU déjà validée par le comptable public.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20260623-2026DE083-DE
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

Cette correction n'a aucune incidence sur les données financières, les résultats du CFU ni sur la validation du compte par le comptable public.

Le CFU 2025 retrace l'exécution du budget de la Ville de Schiltigheim, au cours de l'année 2025.

## I. La section de fonctionnement

Le compte financier unique de l'exercice 2025 présente un résultat de fonctionnement de 4,1M€ au titre de l'exercice contre 3,4M€ pour 2024. Compte tenu du résultat antérieur reporté, le résultat cumulé de la section de fonctionnement s'élève à 12M€ avant affectation.

| | CA 2024 | BP25 + BS + DM | CFU 2025 | Variation montants | En % |
|---|---|---|---|---|---|
| **(1) Dépenses réelles de fonctionnement** | **37 287 939,72 €** | **39 991 507,55 €** | **38 319 701,57 €** | **1 031 761,85 €** | **2,77%** |
| Charges de personnel | 22 071 843,09 € | 22 917 300,00 € | **22 702 158,83 €** | **630 315,74 €** | **2,86%** |
| Charges à caractère général | 11 437 064,69 € | 13 163 310,61 € | **11 936 120,99 €** | **499 056,30 €** | **4,36%** |
| Autres charges de gestion courante | 3 468 414,69 € | 3 356 326,36 € | **3 196 371,37 €** | **-272 043,32 €** | **-7,84%** |
| Charges financières | 275 287,09 € | 419 650,58 € | **396 431,77 €** | **121 144,68 €** | **44,01%** |
| Charges exceptionnelles | 7 638,07 € | 30 850,00 € | **5 310,35 €** | **-2 327,72 €** | **-30,48%** |
| Charges de cessions | 0,00 € | 0,00 € | **0,00 €** | **0,00 €** | **0,00%** |
| Attenuations de produits | 27 692,09 € | 83 000,00 € | **82 238,65 €** | **54 546,56 €** | **196,98%** |
| Dotations aux provisions | 0,00 € | 21 070,00 € | **1 069,61 €** | **1 069,61 €** | **100,00%** |
| **(2) Autres charges** | **1 370 823,50 €** | **10 843 562,24 €** | **1 283 920,10 €** | **-86 903,40 €** | **-6,34%** |
| Dotations et reprise aux amortissements et prov. | 1 370 823,50 € | 1 500 000,00 € | **1 283 920,10 €** | **-86 903,40 €** | **-6,34%** |
| Virement à la section d'investissement | 0,00 € | 9 343 562,24 € | **0,00 €** | 0,00 € | 0,00% |
| **TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT** | **38 658 763,22 €** | **50 835 069,79 €** | **39 603 621,67 €** | **944 858,45 €** | **2,44%** |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **(3) Recettes réelles de fonctionnement** | **42 019 402,94 €** | **43 383 681,57 €** | **43 696 051,69 €** | **1 676 648,75 €** | **3,99%** |
| Fiscalité locale (impôts directs locaux, taxe communale additionnelle aux droits de mutation, taxe sur la consommation finale d'électricité et taxe locale sur la publicité extérieure) | 23 375 587,26 € | 23 400 366,00 € | **23 389 778,63 €** | 14 191,37 € | 0,06% |
| Autres impôts et taxes (Dotation de solidarité communautaire, attribution de compensation, fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales...) | 4 841 481,00 € | 4 862 947,00 € | **4 851 956,00 €** | 10 475,00 € | 0,22% |
| DGF et autres dotations, subv. Et participations | 7 966 540,41 € | 8 578 615,43 € | **8 578 615,43 €** | 612 075,02 € | 7,68% |
| Produits des services et du domaine | 4 539 728,98 € | 5 362 787,00 € | **5 503 488,51 €** | 963 759,53 € | 21,23% |
| Autres produits (revenus des immeubles...) | 1 028 138,99 € | 920 966,14 € | **1 013 722,51 €** | - 14 416,48 € | -1,40% |
| Atténuations de charges | 267 926,30 € | 258 000,00 € | **298 082,94 €** | 30 156,64 € | 11,26% |
| Produits financiers | 1 805,70 € | - € | **694,50 €** | - 1 111,20 € | -61,54% |
| Produits exceptionnels | 6 060,47 € | - € | **17 978,29 €** | 11 917,82 € | 196,65% |
| Remise sur amortissement et provision | 36 845,36 € | - € | **41 734,88 €** | 4 889,52 € | 13,27% |
| **(4) Autres recettes** | **26 282,73 €** | **100 000,00 €** | **25 118,72 €** | **- 1 164,01 €** | **-4,43%** |
| Amortissement des subventions perçues | 26 282,73 € | 100 000,00 € | **25 118,72 €** | - 1 164,01 € | -4,43% |
| **Excédent de fonctionnement reporté** | 7 690 168,92 € | 7 918 256,48 € | **7 918 256,48 €** | 228 087,56 € | 2,97% |
| **TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT** | **49 735 854,59 €** | **51 401 938,05 €** | **51 639 426,89 €** | **1 903 572,30 €** | **3,83%** |
| **(5) Résultat de l'exercice = total des recettes (hors excédent de fonctionnement reporté) - dépenses de fonctionnement** | **3 386 922,45 €** | | **4 117 548,74 €** | | |
| **(6) Résultat reporté avant affectation = (5) + excédent de fonctionnement reporté** | **11 077 091,37 €** | | **12 035 805,22 €** | | |
| **(7) Epargne de gestion: (3) - [(1) - Intérets de la dette]** | **5 006 750,31 €** | | **5 772 781,89 €** | | |
| (8) Intérêts de la dette | 275 287,09 € | | 396 431,77 € | | |
| **(9) Epargne brute (7-8)** | **4 731 463,22 €** | | **5 376 350,12 €** | | |
| (10) Amortissement du capital de la dette | 2 443 998,65 € | | 2 649 999,96 € | | |
| **(11) Epargne nette = 9 - 10** | **2 287 464,57 €** | | **2 726 350,16 €** | | |

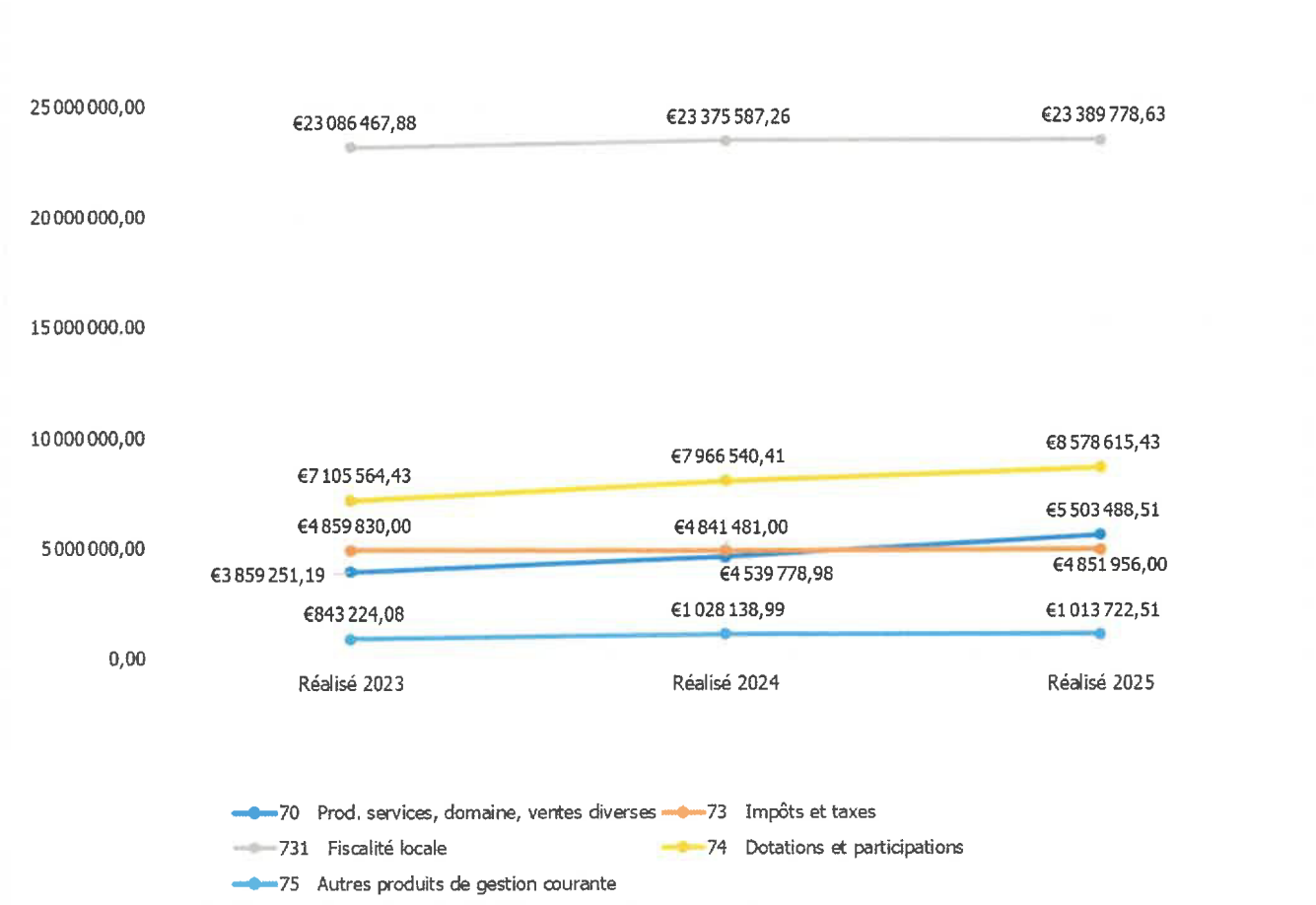
### A. Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement se composent principalement des produits fiscaux, des dotations et participations, ainsi que des produits des services et de gestion. Les recettes de fonctionnement sont de 43,7M€ en 2025 en hausse de 1,6M€ soit 3,87%.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20260623-2026DE083-DE
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

| NATURE DES RECETTES (hors résultat de fonctionnement reporté) | CA 2024 | CFU 2025 | Evolution 25/24 en Montant | Evolution 25/24 En % | PART CFU 25 |
|---|---|---|---|---|---|
| **FISCALITE LOCALE** CH731 | 23 375 587,26 € | **23 389 778,63 €** | 14 191,37 € | 0,06% | 53,50% |
| **DOTATIONS PARTICIPATIONS** CH74 | 7 966 540,41 € | **8 578 615,43 €** | 612 075,02 € | 7,68% | 19,62% |
| **IMPOTS ET TAXES** CH73 | 4 841 481,00 € | **4 851 956,00 €** | 10 475,00 € | 0,22% | 11,10% |
| **PRODUITS DE GESTION COURANTE** CH70/75 | 5 567 917,97 € | **6 517 211,02 €** | 949 293,05 € | 17,05% | 14,91% |
| **AUTRES PRODUITS** CH013/042/76/77/78 | 338 920,56 € | **383 609,33 €** | 44 688,77 € | 13,19% | 0,88% |
| **TOTAL** | 42 090 447,20 € | **43 721 170,41 €** | 1 630 723,21 € | 3,87% | **100,00%** |

L'évolution sur trois ans des recettes réalisées des chapitres représentant plus de 10 % du total met en évidence les principales sources de financement, telles que les produits fiscaux, les dotations et participations, ainsi que les produits des services et de gestion.




**Le chapitre 731, fiscalité locale**, progresse de + 0,06% soit 14 k€ d'une année à l'autre. Ce chapitre qui représente plus de la moitié des recettes de fonctionnement ne suit pas la dynamique de l'ensemble des recettes de fonctionnement mais reste stable par rapport à 2024.

| FISCALITE LOCALE | CA 2024 | CFJU 2025 | Evolution 25/24 en Montant | Evolution 25/24 En % | PART CFU 25 |
|---|---|---|---|---|---|
| **IMPOTS DIRECTS LOCAUX** | 21 304 231,00 € | 21 209 654,00 € | - 94 577,00 € | -0,44% | 90,68% |
| **TAXE COMMUNALE ADDITIONNELLE AUX DROITS DE MUTATION** | 1 049 474,00 € | 1 170 106,00 € | 120 632,00 € | 11,49% | 5,00% |
| **ACCISE SUR L'ELECTRICITE** | 846 040,00 € | 804 016,00 € | - 42 024,00 € | -4,97% | 3,44% |
| **DROITS DE PLACE** | 2 079,40 € | 24 092,05 € | 22 012,65 € | 1058,61% | 0,10% |
| **TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE** | 173 762,86 € | 181 910,58 € | 8 147,72 € | 4,69% | 0,78% |
| **TOTAL** | 23 375 587,26 € | 23 389 778,63 € | 14 191,37 € | 0,06% | 100,00% |

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20260623-2026DE083-DE
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

La taxe communale additionnelle aux droits de mutation a augmenté de 5 % en 2025 par rapport à 2024 soit 120 k€. Cette hausse est mécanique et résulte du dynamisme du marché immobilier local, et permet de renforcer la capacité à financer les services aux nouveaux arrivants.
L'accise sur l'électricité connait une baisse de 4,97 % en 2025 par rapport à 2024 soit – 42k€ en raison de la volatilité des consommations et des tarifs appliqués.

Les recettes perçues des impôts directs locaux sont quant à eux en baisse de 95 k€ entre 2024 et 2025, elles représentent plus de 90% et donc nécessitent une analyse plus fine pour en comprendre l'évolution. Si les taux n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation entre 2024 et 2025, les bases elles connaissent des évolutions qui ne sont pas liées simplement à la revalorisation forfaitaire des bases qui devrait être de +1,7% conformément à l'IPCH.

| | Bases réelles 2024 | Bases réelles 2025 | Evolution 25/24 En % | Produit réel 2024 | Produit réel 2025 | Evolution 25/24 en Montant | Evolution 25/24 En % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Taxe d'habitation sur les Résidences secondaires (THRS) | 2789490 | 1112647 | -60,11% | 631072,05 € | 259382,14 € | - 371689,92 € | -58,90% |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) | 55365475 | 55609270 | 0,44% | 20622517,01 € | 20902459,01 € | 279942,00 € | 1,36% |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) | 108441 | 102383 | -5,59% | 50641,95 € | 47812,86 € | - 2829,09 € | -5,59% |

La forte diminution des bases de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) entre 2024 et 2025 s'explique principalement par les effets de la mise en œuvre du dispositif "Gérer mes biens immobiliers" (GMBI). Cette réforme déclarative a conduit à une fiabilisation des données d'occupation des locaux par l'administration fiscale. Les nouvelles déclarations réalisées par les propriétaires ont permis de requalifier certains biens précédemment imposés à la THRS, notamment lorsqu'ils relevaient en réalité d'une résidence principale, d'un logement vacant ou d'une situation d'exonération. L'évolution constatée traduit ainsi un ajustement et une mise à jour des bases fiscales davantage qu'une modification physique significative du parc immobilier communal. Cette évolution entraîne une diminution significative des recettes fiscales de la commune sur une période très courte. Afin d'en limiter les effets sur l'équilibre budgétaire communal, cette perte de ressources fait l'objet d'une compensation versée par l'État, inscrite au chapitre 74 – Dotations et participations.

L'évolution contenue des bases de taxe foncière sur les propriétés bâties s'explique notamment par l'application des exonérations et abattements liés aux logements sociaux situés en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), dans le cadre des conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB adossées au contrat de ville signé en 2025 ainsi que l'intégration d'un nouveau quartier prioritaire sur le secteur Centre/Saint-Odile.

**Le chapitre 73, impôts et taxes**, progresse de 0,22 %, soit **+10 k€** d'une année sur l'autre, en raison de la perception exceptionnelle, en 2025, de droits de tirage versés par le Centre national de la musique. Cette ressource n'est pas perçue annuellement mais intervient ponctuellement, une fois atteint un seuil d'éligibilité spécifique. Il est rappelé que ces recettes sont constituées des reversements de l'intercommunalité au titre de l'attribution de compensation (3,4M€), de la dotation de solidarité communautaire (1,1M€) ainsi que du fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales (419 k€).

**Le chapitre 74, dotations et participations** progresse de **+612 k€** soit **+7,68%** d'une année à l'autre.
Cette évolution est principalement portée par les financements versés par la Caisse d'allocations familiales dans le cadre de la Convention territoriale globale (CTG) **pour + 590 k€,** résultant de la revalorisation nationale des barèmes à activité constante, de l'intégration d'environ 200 places en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) bénéficiant de majorations spécifiques, ainsi que de régularisations et rappels de versements au titre de l'exercice 2024.

L'évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) s'établit à **+171 k€.** Cette progression est principalement portée par la hausse de la dotation de solidarité urbaine (DSU), à hauteur de +187 k€, traduisant une évolution des indicateurs socio-fiscaux de la commune. Cette dynamique illustre un relatif appauvrissement du territoire au regard des critères de répartition de la péréquation nationale, positionnant la commune dans un contexte de moindre richesse relative par rapport à l'ensemble des communes.

En lien avec les évolutions des bases des impôts locaux directs, les compensations au titre de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB) et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) progressent de **264 k€** entre les deux exercices, passant de 477 k€ à 742 k€ (comptes 74833 et 74834).
Ces augmentations sont toutefois neutralisées par la disparition, en 2025, du versement exceptionnel au titre du mécanisme de filet de sécurité inflation, perçu en 2024 pour un montant de **392 k€,** destiné à soutenir les

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20260623-2026DE083-DE
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

collectivités les plus fragilisées financièrement face à la hausse des prix de l'énergie constatée en 2023.

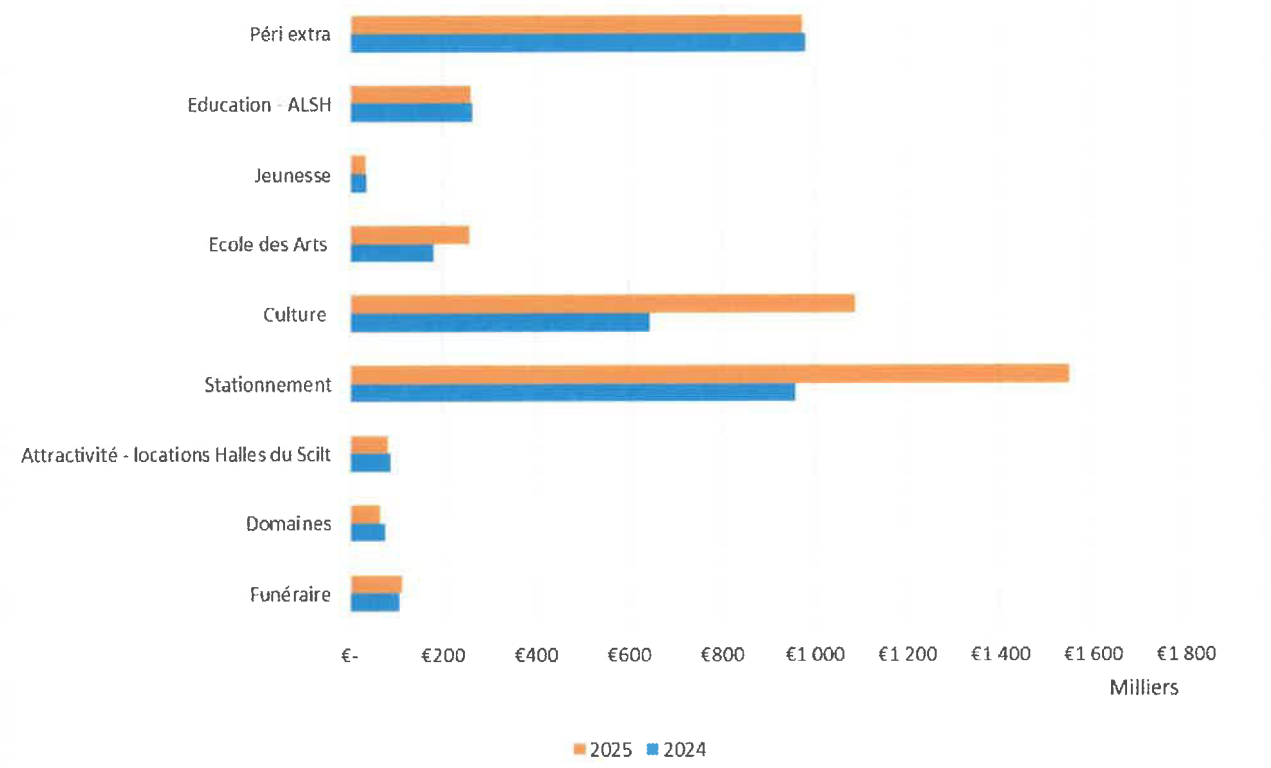
**Les chapitres 70 et 75, produits de gestion courante,** enregistrent une progression globale de 17 %, soit +949 k€. Le chapitre 75, relatif aux autres produits de gestion courante (revenus des immeubles, redevances des concessionnaires), demeure globalement stable avec une légère baisse de 1,4 % (- 14 k€). Le chapitre 70, correspondant aux produits des services et du domaine, connaît en revanche une hausse.

La progression des recettes s'explique d'abord par la poursuite de l'extension du stationnement en 2025, incluant les redevances et forfaits de post-stationnement, pour un montant de 590 k€.

Les services à caractère culturel contribuent également significativement à cette dynamique (+442 k€), en raison de la révision tarifaire intervenue en 2025 et de régularisations effectuées entre 2024 et 2025 visant à ajuster la facturation aux droits effectivement dus.

L'intégration de recettes exceptionnelles, notamment les certificats d'économies d'énergie (CEE), illustrant la capacité de la collectivité à mobiliser des financements externes. À ce titre, les primes de CEE liées aux deux projets de réseaux de chaleur représentent 121 k€ en 2025.

Cette évolution est toutefois comptablement compensée par la baisse du remboursement des rémunérations du CCAS vers la Ville (-220 k€), consécutive au transfert des agents en charge des activités seniors du CCAS vers la Ville.



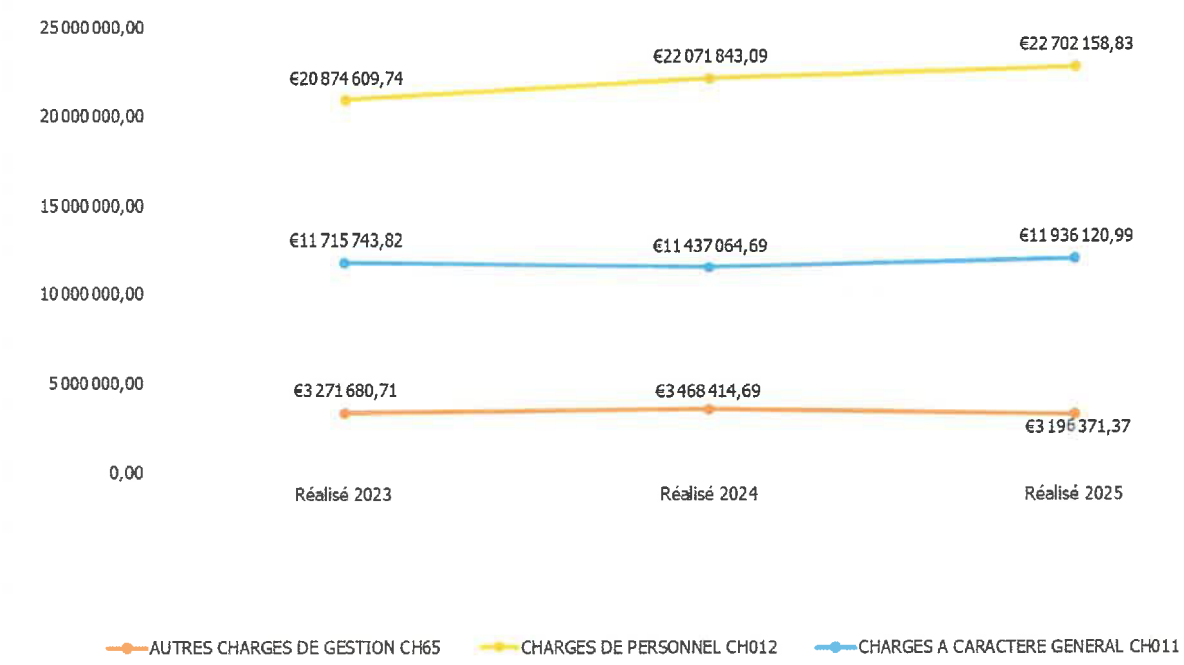

### B. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement se composent principalement des charges de personnel, ainsi que des charges générales et des autres charges de gestion (chapitre 65), telles que les fournitures, l'énergie, l'entretien des bâtiments, les prestations de services extérieurs, les loyers, les assurances ou les subventions de fonctionnement. Les dépenses de fonctionnement sont de 39,6M€ en 2025 en hausse de 0,9M€ soit 2,44%.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20260623-2026DE083-DE
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

| Libellé chapitre | CA 2024 | CFU 2025 | Evolution 25/24 en Montant | Evolution 25/24 En % | PART CFU 25 |
|---|---|---|---|---|---|
| **CHARGES DE PERSONNEL** CH012 | 22 071 843,09 € | **22 702 158,83 €** | 630 315,74 € | 2,86% | 57,32% |
| **CHARGES A CARACTERE GENERAL** CH011 | 11 437 064,69 € | **11 936 120,99 €** | 499 056,30 € | 4,36% | 30,14% |
| **AUTRES CHARGES DE GESTION** CH65 | 3 468 414,69 € | **3 196 371,37 €** | - 272 043,32 € | -7,84% | 8,07% |
| **OPERATIONS ORDRE** CH042 | 1 370 823,50 € | **1 283 920,10 €** | - 86 903,40 € | -6,34% | 3,24% |
| **CHARGES FINANCIERES** CH66 | 275 287,09 € | **396 431,77 €** | 121 144,68 € | 44,01% | 1,00% |
| **AUTRES DEPENSES** CH014/CH67/CH68 | 35 330,16 € | **88 618,61 €** | 53 288,45 € | 150,83% | 0,22% |
| **TOTAL GENERAL** | 38 658 763,22 € | **39 603 621,67 €** | 944 858,45 € | 2,44% | **100,00%** |

L'évolution sur trois ans du réalisé des chapitres de dépenses représentant plus de 5 % du total illustre les tendances principales des charges de fonctionnement et de gestion.




**Le chapitre 012, charges de personnel et frais assimilés,** se sont élevées à 22,7 M€ en 2025 contre 22,1M€ en 2024. La hausse constatée est de 630 315,74 €, soit + 2,86 %.

| | 2023 | 2024 | 2025 | Evolution 25/24 en Montant | Evolution 25/24 En % |
|---|---|---|---|---|---|
| **CHARGES DE PERSONNEL** CH012 | **20 874 609,74 €** | **22 071 843,09 €** | **22 702 158,83 €** | 630 315,74 € | 2,86% |
| Remboursement sur rémunération du personnel (Indem jour, remb de mise à disposition) | 230 512,52 € | 457 375,69 € | 541 981,61 € | 84 605,92 € | 18,50% |
| Remboursement du personnel mis à disposition du CCAS | 689 828,01 € | 828 934,85 € | 609 065,51 € | - 219 869,34 € | -26,52% |
| Remboursement du personnel mis à disposition de la CDE | 257 041,06 € | 253 177,03 € | 270 849,17 € | 17 672,14 € | 6,98% |
| **CHARGES DE PERSONNEL - REMBOURSEMENTS** | **19 697 228,15 €** | **20 532 355,52 €** | **21 280 262,54 €** | **747 907,02 €** | **3,64%** |

Les principaux postes concernés par la hausse des dépenses du chapitre 012 entre 2024 et 2025 sont :

Les obligations réglementaires : + 480 000€

Entre 2024 et 2025, les obligations réglementaires subies et incompressibles notamment au titre des cotisations patronales représentent 76% de l'augmentation totale du chapitre 012 et se répartissent selon les principales familles d'augmentations suivantes :

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20260623-2026DE083-DE
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

- Le décret n°2025-86 du 30 janvier 2025 a inscrit une augmentation progressive du taux de contribution employeur à la CNRACL à compter du 1er janvier 2025 pour atteindre 43,65% en 2028. Entre 2024 et 2025, cette augmentation s'est chiffrée à 283 000€ soit 59% de l'augmentation totale des dépenses entre ces 2 années dues aux obligations réglementaires ;
- Les cotisations patronales auprès de l'URSSAF, notamment au titre des taux accident du travail et cotisations vieillesse, ont augmenté de 142 000€ entre 2024 et 2025.
- L'application des évolutions de carrière des agents traduites dans le cadre des avancements d'échelons et de grades pour l'année 2025 a représenté une évolution de 55 000€

L'accompagnement des agents et la consolidation des engagements de la collectivité : + 205 500€

- + 25 500€ au titre notamment des échéances annuelles de revalorisation de certaines IFSE (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise) et en premier lieu des régimes indemnitaires les plus bas, l'attractivité de la fonction publique territoriale et de la collectivité ne pouvant résulter des grilles actuelles des cadres d'emploi.
  D'autres revalorisation du régime indemnitaire ont été appliquées pour accompagner de nouvelles responsabilités (assistant de prévention, évolution de poste) et pour valoriser les fonctions assurées en cas de collègues absents.
- + 7 000€ au titre des adhésions au GAS67 (Groupement d'Action Sociale du Bas-Rhin) – CNAS (Comité National d'Action Sociale) - CEZAM (réseau Cézam) ; initiée en septembre 2023, déployée largement en 2024, l'effort a été maintenu pour proposer une action sociale complète et variée au plus grand nombre en se fondant notamment sur une communication régulière (intranet, mail) et un accompagnement au cas par cas en tant que de besoin.
- + 68 000€ au titre de la participation de l'employeur aux cotisations de mutuelle et de prévoyance. L'effort d'accompagnement à l'augmentation des cotisations a été maintenu à hauteur de 60% (garantie de base).
- + 105 000€ au titre de la participation employeur au titres restaurant. Cette évolution a permis non seulement l'augmentation de la valeur faciale des titres restaurant à 9€ (au lieu de 8€ actuellement) mais également d'accroitre la part employeur en la portant à 60% (au lieu de 50% actuellement) renforçant ainsi le pouvoir d'achat des agents.
  Par ailleurs, le passage à un dispositif entièrement dématérialisé et l'extension aux personnels ATSEM et agents des cantines (sans cumul avec les avantages en nature repas) ont eu pour effet d'augmenter le nombres d'adhérents : 384 en 2024 ; 478 en 2025.

Au service des Schilikois : + 178 000€

- Les recrutements, les remplacements et les renforts ponctuels ont été prévus et réalisés dans les domaines nécessaires au renforcement des services et des missions dédiées aux Schilikois : l'animation et l'accompagnement des jeunes au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville, de l'entretien des locaux communaux et des marchés de sécurité.

Evolutions opportunes et maîtrise de la masse salariale : - 233 500€

- - 168 500 € issus, chaque fois que cela a été possible, du décalage de certains recrutements et du non renouvellement de certains départs
- - 65 000€ au titre des dépenses en heures complémentaires et supplémentaires. Cette baisse est liée non seulement à l'absence d'élections en 2025 (15 000€ économisés entre 2024 et 2025) mais également à une gestion au plus juste des services ;

**Atténuations de charges**

Globalement, entre 2024 et 2025, l'augmentation des recettes de près de 85 000€, inscrites au titre des remboursements sur rémunérations de personnels, sont issues :

- De la participation financière de l'EMS à hauteur d'un ETP consacré à temps plein sur la mission du poste de chargé de projet « politique de la ville »
- Du financement du poste « économe de flux » par l'agence du climat
- Des aides versées par l'Etat au titre des contrats aidés
- Les recettes liées à « l'Atelier santé ville »

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20260623-2026DE083-DE
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

Les recettes perçues au titre du remboursement des traitements et charges du personnel mis à disposition du CCAS ont été réduites de près de 220 000€ et sont dues à l'évolution de l'organigramme de la Collectivité et de l'affectation d'agents au service Solidarités. Initialement affectés au CCAS, ces mobilités ont impacté le montant des charges de personnels mis à disposition du CCAS pour lesquelles la Ville demande un remboursement.

Les recettes perçues au titre du remboursement des traitements et charges du personnel mis à disposition de la Caisse des écoles ont légèrement augmentés de 17 000€ et sont dues au recrutement temporaire d'un agent remplaçant le poste de direction sur une partie de l'année 2025.

**Le chapitre 011, charges à caractère général**, progresse **+499 k€ soit + 4,36% d'une année à l'autre.**
Les dépenses énergétiques (électricité, gaz et réseaux de chaleur) continuent de peser sur les charges à caractère général (18%), tout en enregistrant une baisse pour la deuxième année consécutive. Après un pic de 3,2 M€ en 2023, elles s'établissent à 2,6 M€ en 2024 puis à 2,1 M€ en 2025, soit une diminution de **-0,4 M€** entre 2024 et 2025, contre 1,3 M€ avant la crise énergétique.

L'année 2023 demeure ainsi l'exercice le plus critique. Cette évolution favorable reflète à la fois la détente des prix de l'énergie et les effets du plan de sobriété énergétique engagé par la collectivité, ainsi que les investissements réalisés, notamment sur le site de la Briqueterie, où les gains de performance énergétique peuvent atteindre 60 %.

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses énergétiques** | 1254642,92 € | 1324107,81 € | 3278574,01 € | 2566820,48 € | 2153002,16 € |
| **Evolution n-1/n en valeur** | 66897,60 € | 69464,89 € | 1954466,20 € | - 711753,53 € | - 413818,32 € |
| **Evolution n-1/n en %** | 6% | 6% | 148% | -22% | -16% |

Les dépenses liées aux contrats de prestations de services représentent 35 % des charges et progressent de 3,6 M€ à 4,1 M€, soit une hausse de **+0,5 M€.** Cette évolution s'explique notamment par l'extension du stationnement payant sur le territoire, qui entraîne une augmentation des dépenses de gestion de 0,3 M€, celles-ci passant de 630 k€ à 919 k€ en 2025. Le transfert des activités séniors génère également une dépense supplémentaire de 97 k€ au titre du marché de restauration du Foyer Soleil. Enfin, d'autres hausses résultent de la révision tarifaire de plusieurs marchés, notamment dans les activités exercées par le service scolaire et de la petite enfance.

Les dépenses d'entretien et de maintenance préventive et curative, couvrant le patrimoine immobilier, mobilier ainsi que les espaces extérieurs (comptes 615XX et 6188), connaissent une progression notable, passant de 1,2 M€ en 2024 à 1,7 M€ en 2025, soit une hausse de **+0,5 M€.** Cette évolution traduit une intensification de l'effort engagé par la collectivité en matière de maintenance et de préservation de son patrimoine.

Elle témoigne d'une politique assumée d'entretien régulier des équipements, visant à garantir leur bon fonctionnement, à sécuriser leur usage et à prolonger leur durée de vie. Elle s'inscrit également dans une logique de gestion durable des investissements réalisés, en privilégiant la maintenance préventive et la valorisation du patrimoine existant plutôt que des interventions curatives lourdes et coûteuses à long terme.

**Le chapitre 65, autres charges de gestion courante,** enregistre une diminution de **-272 k€**, soit **-7,84 %.**
Cette évolution s'explique principalement par la baisse de la subvention versée au CCAS, à hauteur de 294 k€, consécutive au changement de mode de gestion des prestations à destination des seniors sur la commune. Corrigé de cet effet, le chapitre apparaît globalement maîtrisé mais en légère hausse. Il comprend principalement les subventions versées (80 %), la rémunération des élus (10 %), ainsi que les dépenses liées au numérique (7 %), confirmant ainsi une structure stable et encadrée des dépenses.

**Le chapitre 66, charges financières**, enregistre une hausse de 121 144,68 € en 2025. Cette évolution s'explique par la mobilisation des emprunts permettant la mise en œuvre du PPI, entraînant une augmentation du volume des intérêts inscrits en fonctionnement.

Par ailleurs, les atténuations de produits progressent sensiblement pour atteindre 82 239 €, en raison notamment des reversements de forfaits de post-stationnement (FPS) à l'EMS dans le cadre du marché global de stationnement.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20260623-2026DE083-DE
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

Les autres charges, correspondant principalement aux écritures d'ordre budgétaire (dotations aux amortissements et aux provisions), s'élèvent quant à elles à 1 283 920 €, en diminution de 86 903 €, soit -6,3 %.

## II. La section d'investissement

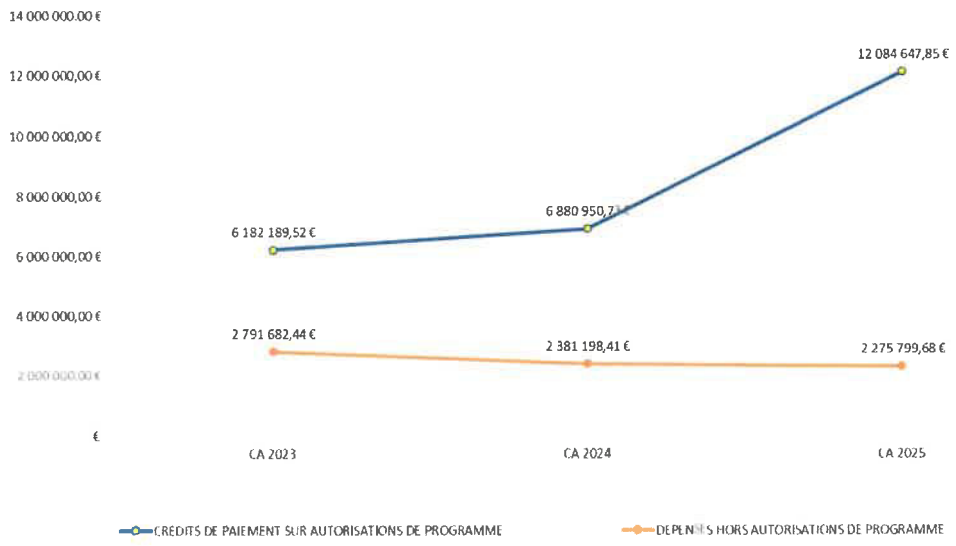
Le solde de l'exercice 2025 est déficitaire de 2 765 865,10 €, portant le résultat cumulé à -6 648 883,96 €.

### A. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement connaissent une hausse significative entre 2024 et 2025, passant de 19,2 M€ à 24,5 M€, soit une progression de 19,49 %.

| NATURE DES DEPENSES | CA 2024 | CFU 2025 | Evol CA 25/24 Montant | Evol CA 25/24 % | PART CFU 25 |
|---|---|---|---|---|---|
| CREDITS DE PAIEMENT SUR AUTORISATIONS DE PROGRAMME | 6 880 950,73 € | 12 084 647,85 € | 5 203 697,12 € | 75,62% | 49,38% |
| DEPENSES HORS AUTORISATIONS DE PROGRAMME | 2 381 198,41 € | 2 275 799,68 € | - 105 398,73 € | -4,43% | 9,30% |
| AUTRES DEPENSES (SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES) | 17 225,00 € | 133 290,87 € | 116 065,87 € | 673,82% | 0,54% |
| REMBOURSEMENT DE LA DETTE | 2 443 998,65 € | 2 654 865,96 € | 210 867,31 € | 8,63% | 10,85% |
| **SOUS-TOTAL DEPENSES REELLES** | **11 723 372,79 €** | **17 148 604,36 €** | **5 425 231,57 €** | **46,28%** | **70,08%** |
| OPERATIONS D'ORDRE | 1 372 093,59 € | 3 440 162,88 € | 2 068 069,29 € | 150,72% | 14,06% |
| RESULTAT REPORTE N-1 | 6 151 303,13 € | 3 883 018,86 € | - 2 268 284,27 € | -36,87% | 15,87% |
| **TOTAL** | **19 246 769,51 €** | **24 471 786,10 €** | **5 225 016,59 €** | **19,49%** | **100,00%** |

Cette dynamique se retrouve également au niveau des dépenses réelles d'investissement, qui s'établissent à 17,1 M€ en 2025 contre 11,7 M€ en 2024, soit une augmentation de 5,4 M€, représentant +46,28 %. Cette évolution traduit une année marquée par des paiements importants liés à l'avancement concret des projets d'investissement engagés par la collectivité.




L'évolution des dépenses d'investissement entre 2024 et 2025 illustre une forte dynamique sur les autorisations de programme, avec un doublement de la dépense réalisée d'une année sur l'autre, comme le montre le tableau ci-dessus. Cette progression reflète l'avancement concret des opérations inscrites dans le plan pluriannuel d'investissement et le respect du cadrage fixé par la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20260623-2026DE083-DE
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

On observe notamment :

- La poursuite de la construction du groupe scolaire Victor Hugo, avec 7,47 M€ réalisés en 2025, soit 61,81 % de l'AP de 21,9 M€.
- La rénovation du complexe de l'Aar, avec 794 k€ réalisés en 2025.
- L'amélioration de la performance énergétique à travers le MGPE et les réseaux de chaleur, pour 639 k€.
- Le développement de l'agenda d'accessibilité programmé et plus précisément sa phase n°3, avec 590 k€ réalisés.
- La réhabilitation de la toiture du complexe sportif Leclerc dans la salle omnisport, avec 577 k€ investis.
- Le lancement des prestations de la Nouvelle Maison de l'Enfance, avec 551 k€ dépensés en 2025.

Globalement, le tableau illustre que l'ensemble des programmes suit son rythme de mise en œuvre, avec une montée en charge progressive des crédits et un niveau d'investissement en forte augmentation sur l'année 2025, confirmant ainsi l'exécution effective du plan pluriannuel d'investissement.

| N° | Autorisation de programme | Montant de l'AP au 31/12/2025 | Réalisé 2024 | Réalisé 2025 | % réalisé 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| 201902 | ANRU ECOLE PRIMAIRE VICTOR HUGO | 21 900 000,00 € | **3 695 319,86 €** | **7 469 755,28 €** | 61,81% |
| 202101 | RENOVATION COMPLEXE DE L AAR | 1 500 000,00 € | **109 160,52 €** | **794 713,26 €** | 6,58% |
| 202401 | AMELIORATION DE LA PERFORMANCE DES INSTALLAT | 1 796 000,00 € | **477 680,00 €** | **638 686,86 €** | 5,29% |
| 202102 | ADAP AGENDA D ACCESSIBILITE PROGRAMMEE | 6 800 000,00 € | **302 927,95 €** | **590 240,64 €** | 4,88% |
| 202103 | RENOVATION TOITURE GYMNASE LECLERC | 3 150 000,00 € | **1 071 652,47 €** | **577 206,06 €** | 4,78% |
| 202105 | MAISON DE L'ENFANCE ET ECOLE DES ARTS | 7 900 000,00 € | **86 620,35 €** | **551 215,04 €** | 4,56% |
| 201904 | AMELIORATION DE LA QUALITE DES BATIMENTS | 6 262 055,61 € | **57 386,57 €** | **546 174,26 €** | 4,52% |
| 202106 | ECLAIRAGE PUBLIC 2021-2025 | 2 140 000,00 € | **450 377,79 €** | **363 943,74 €** | 3,01% |
| 202001 | RENOVATION ET EXTENSION DU CSC DU MARAIS | 4 600 000,00 € | **14 565,60 €** | **154 807,54 €** | 1,28% |
| 201903 | PROJETS NUMERIQUES | 1 687 252,00 € | **240 176,36 €** | **147 988,54 €** | 1,22% |
| 201501 | SECURITE ET ACCESSIBILITE DES ERP | 3 546 000,00 € | **136 657,32 €** | **123 726,80 €** | 1,02% |
| 202104 | RENOVATION DE L HOTEL DE VILLE | 1 443 030,00 € | **227 424,64 €** | **56 300,52 €** | 0,47% |
| 201303 | HALLE / COOPERATIVE DES BOUCHERS | 6 484 900,00 € | **- €** | **53 360,27 €** | 0,44% |
| 201802 | VERGER ET FERME DIETRICH | 1 411 718,67 € | **11 001,30 €** | **16 529,04 €** | 0,14% |
| | | **70 620 956,28 €** | **6 880 950,73 €** | **12 084 647,85 €** | |

Ci-dessous, les dépenses réalisées en dehors des autorisations de programme, ainsi que les services :

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20260623-2026DE083-DE
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

| Libellé du service | Montant réalisé CFU 25 | Réalisations |
|---|---|---|
| ESPACE PUBLICS & NATURELS | **739 535,41 €** | Revêtements et espaces verts place Médiathèque<br>Achat d'un fourgon<br>Pose bornes électriques place de l'église<br>Travaux de végétalisation<br>Travaux de voirie (bancs, cloture, éclairage public) |
| SPORT | **679 355,58 €** | Construction du skatepark (Budget participatif)<br>Achat d'un tracteur<br>Photovoltaïque du gymnase Leclerc |
| SCOLAIRE | **257 669,46 €** | Menuiseries extérieures Leclerc<br>Tableaux blancs intéractifs<br>Eclairage LED Rosa Parks |
| REGLEMENTATION CIRCULATION | **116 709,82 €** | Fourniture et Pose horodateurs |
| TECHNIQUE | **45 367,94 €** | Schéma directeur immo energ.<br>Achat d'une camionnette |
| FUNERAIRE | **55 098,74 €** | Exhumations |
| POLICE MUNICIPALE | **42 963,69 €** | Achat véhicule |
| DIVERS | **131 913,45 €** | |

Quant aux autres postes de dépenses, ils présentent des évolutions variées :

- Les subventions d'équipement connaissent une hausse significative, principalement en lien avec les travaux des abords de la Médiathèque. Cette évolution reflète un mécanisme comptable, puisque certaines parties des terrains concernés par l'aménagement des extérieurs appartiennent à un tiers, à savoir le Conseil de Fabrique.
- Le remboursement de la dette progresse de manière modérée, avec une hausse de 8,63 % passant de 2,4 M€ à 2,6 M€. Cette augmentation résulte de l'accroissement de l'encours lié à la souscription d'un nouvel emprunt de 6 M€ en 2025, tout en restant conforme à la trajectoire de gestion régulée de la collectivité.

### B. Les recettes d'investissement

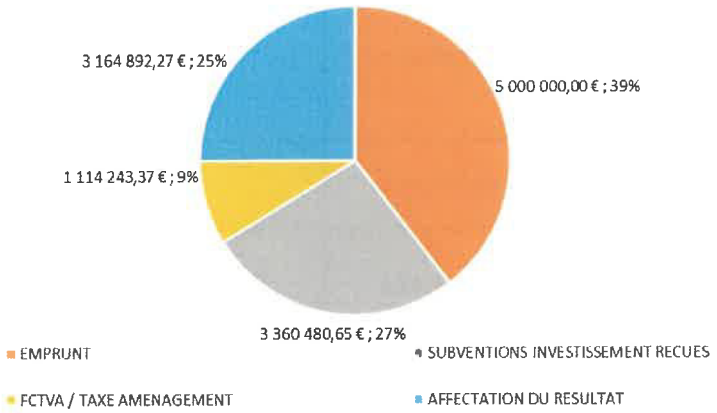
Les recettes d'investissement enregistrent une progression notable, passant de 15,4 M€ en 2024 à 17,8 M€ en 2025, soit une augmentation de 2,5 M€ (+16 %). Cette évolution traduit la mobilisation accrue des ressources pour financer le programme d'investissement de la collectivité et accompagner le rythme soutenu des opérations réalisées sur l'exercice.

| NATURE DES RECETTES | CA 2024 | CFU 2025 | Evol 25/24 En montant | Evol 25/24 En % | PART DU CFU 25 |
|---|---|---|---|---|---|
| EMPRUNT CH16 | 5 007 500,00 € | 6 008 000,00 € | 1 000 500,00 € | 19,98% | 33,71% |
| DOTATIONS CH10 | 4 279 135,64 € | 5 200 876,91 € | 921 741,27 € | 21,54% | 29,18% |
| SUBVENTIONS CH13 | 3 360 480,65 € | 1 865 342,62 € | - 1 495 138,03 € | -44,49% | 10,47% |
| MANDATS ANNULATIFS (CH22 ET CH23) | - € | 49 718,35 € | 49 718,35 € | 100,00% | 0,28% |
| **SOUS-TOTAL DEPENSES REELLES** | **12 647 116,29 €** | **13 123 937,88 €** | **476 821,59 €** | **3,77%** | **73,64%** |
| OPERATIONS D'ORDRE CH040 | 1 370 823,50 € | 1 283 920,10 € | - 86 903,40 € | -6,34% | 7,20% |
| OPERATIONS PATRIMONIALES CH041 | 1 345 810,86 € | 3 415 044,16 € | 2 069 233,30 € | 153,75% | 19,16% |
| **TOTAL** | **15 363 750,65 €** | **17 822 902,14 €** | **2 459 151,49 €** | **16,01%** | **100,00%** |

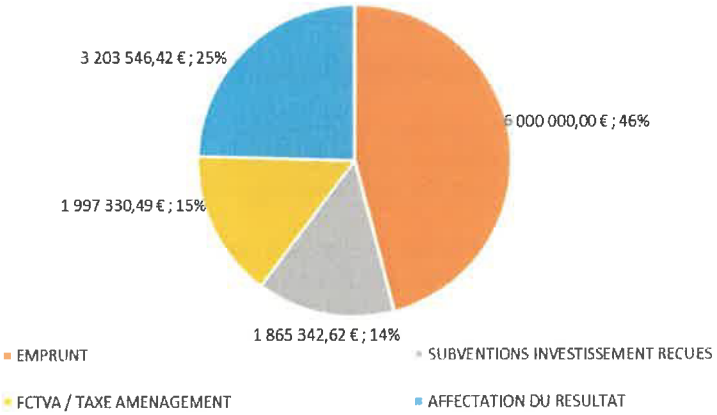
Les graphiques ci-dessous illustrent la répartition des recettes réelles d'investissement et mettent en évidence la combinaison des différentes sources de financement : autofinancement, emprunt, dotations et subventions perçues.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20260623-2026DE083-DE
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

**Répartition des recettes réelles 2024**




**Répartition des recettes réelles 2025**




On constate que :

- L'emprunt constitue une part importante des recettes. Il traduit la nécessité de recourir au financement externe pour lisser le financement dans le temps, en étalant le coût de projets structurants qui auront un impact durable sur le territoire et profiteront aux habitants sur le long terme. La Cour des Comptes et ses Chambres régionales considèrent à ce titre le recours maitrisé à l'emprunt comme un critère de bonne gestion, ce biais permettant de ne pas faire porter aux seuls contribuables actuels le coût d'investissements durables. Avec un endettement par habitant de 797.37€ et une capacité de désendettement de 5,13 ans, la Ville est pleinement dans les critères d'un recours maîtrisé à l'emprunt.
- L'autofinancement constitue environ 25 % des recettes, apportant une stabilité et une nécessaire autonomie financière et permettant un recours maitrisé à l'emprunt.
- Les subventions représentent entre 27 % et 14 % des recettes, et les dotations (FCTVA et taxe d'aménagement) entre 9 % et 14 %. Ces variations reflètent leur caractère volatil, lié aux calendriers de versement, aux affectations des dispositifs d'aide et à l'avancement des projets éligibles.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L.1612-13 et L.1612-14 ;*
*Vu la nomenclature budgétaire et comptable applicable,*
*Vu la réforme relative à l'institution du Compte Financier Unique se substituant au Compte Administratif et au Compte de Gestion ;*
*Vu le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives votés lors de l'exercice 2025 ;*

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20260623-2026DE083-DE
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

*Considérant que le CFU constitue désormais un document commun et unique à l'ordonnateur et au comptable public, visant à simplifier et fiabiliser la présentation des comptes locaux,*
*Considérant que le CFU remplace le Compte Administratif et le Compte de Gestion, auparavant présentés et approuvés séparément,*
*Considérant que la Présidence a été assurée par Madame Laurence WINTERHALTER, Doyenne d'âge présente à l'ouverture de la séance pour le vote du CFU ;*
*Considérant que Madame la Maire Nathalie JAMPOC-BERTRAND et Madame Danielle DAMBACH (Maire en exercice jusqu'en mars 2026) ont quitté la salle lors du vote du CFU ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Ressources » et du Bureau municipal,

**APPROUVE** le compte financier unique de l'exercice 2025 tel que présenté par la maquette suivante :

| Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | Investissement | Fonctionnement | Total cumulé |
| Prévision budgétaire totale | A | 30 035 976,05 € | 42 916 813,31 € | 72 952 789,36 € |
| **Recettes réalisées (1)** | **B** | **17 822 902,14 €** | **43 721 170,41 €** | **61 544 072,55 €** |
| Restes à réaliser | C | 2 389 805,59 € | - € | 2 389 805,59 € |
| Autorisation budgétaire totale | D | 26 152 957,19 € | 50 835 069,79 € | 76 988 026,98 € |
| **Dépenses réalisées (1)** | **E** | **20 588 767,24 €** | **39 603 621,67 €** | **60 192 388,91 €** |
| Restes à réaliser | F | 1 553 230,11 € | - € | 1 553 230,11 € |
| Solde des réalisations de l'exercice (+/-) | G = B - E | **- 2 765 865,10 €** | **4 117 548,74 €** | 1 351 683,64 € |
| Résultats antérieurs reportés (+/-) | H | **- 3 883 018,86 €** | **7 918 256,48 €** | 4 035 237,62 € |
| Solde - Excédent /déficit | G + H | **- 6 648 883,96 €** | **12 035 805,22 €** | 5 386 921,26 € |
| Restes à réaliser (+/-) | I = C -F | 836 575,48 € | - € | 836 575,48 € |
| Résultat cumulé - Excédent /déficit | G + H + I | **- 5 812 308,48 €** | **12 035 805,22 €** | 6 223 496,74 € |

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout document afférent à la présente délibération.

**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 37 | |
| Contre | 0 | |
| Abstention | 0 | |
| Ne participent pas part au vote | 2 | **Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Danielle DAMBACH.** |

***SCHILTIGHEIM***, le 23 juin 2026

Madame Laurence WINTERHALTER, Conseillère déléguée

MAIRIE DE SCHILTIGHEIM
Bas-Rhin

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20260623-2026DE083-DE
Date de télétransmission : 25/06/2026
Date de réception préfecture : 25/06/2026

**Madame la Maire**

Nous allons passer à l'approbation du compte financier unique et je vais donner la parole à Madame la Première Adjointe.

**Madame Sophie Mehmanpazir**

Merci Madame la Maire. Mesdames et Messieurs, Bonsoir.

Comme indiqué dans les propos liminaires de Madame la Maire, je vous propose de procéder à l'élection de Madame Winterhalter comme il est d'usage à Schiltigheim pour la présidence du vote du CFU. Je précise que ce vote est à main levée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Donc Madame Winterhalter, si vous voulez bien me rejoindre.

**Madame Laurence Winterhalter**

Bonjour tout le monde.
Je propose de donner la parole à Madame la Première Adjointe. Sophie Mehmanpazir, à vous la parole.

**Madame Sophie Mehmanpazir**

Merci chers collègues.
Mesdames et Messieurs les élus,

Le compte financier unique que nous examinons ce soir présente une particularité politique et institutionnelle. Il est soumis au vote au début d'un nouveau mandat, mais il retrace l'action conduite au cours du mandat précédent. Il est donc à la fois un document de clôture et un document de transmission et trace un trait d'union entre deux mandatures.

Une clôture parce qu'il vient rendre compte de la dernière année pleine d'une équipe municipale qui a porté ses choix : engager des projets et assumer une trajectoire financière.

Une transmission, parce que les décisions d'hier, les investissements engagés et les équilibres préservés constituent aujourd'hui le point de départ de notre action collective.
Je souhaite donc commencer cette présentation en saluant très sincèrement notre collègue Maire sortante, Madame Danielle Dambach, ainsi que l'ensemble de l'équipe municipale qui était à ses côtés.

Vous dire que le CFU porte aussi l'engagement des services municipaux, de la Direction générale, des équipes financières et de l'ensemble des agents qui ont traduit les orientations politiques en actions concrètes.
Je sais ce que ces résultats représentent et ils ne sont ni le fruit du hasard, ni celui d'une gestion purement technique. Ils résultent d'une volonté constante, continuent à transformer la ville, protéger les services publics et préparer l'avenir tout en maintenant la solidité financière de la collectivité.

Il me paraît important de le dire, un compte financier n'est jamais seulement une photographie comptable. Derrière une ligne de dépenses, il y a un service rendu. Derrière une ligne d'investissement, il y a une école qui se construit, un équipement qui se rénove, un bâtiment qui devient plus accessible et moins énergivore. Derrière une dépense de personnel, il y a des femmes et des hommes qui accueillent les familles, entretiennent les espaces publics, accompagnent les enfants et organisent des activités culturelles et sportives assurant quotidiennement la continuité de ce service public.

Et derrière les équilibres financiers, il y a des choix. À cet égard, le CFU 2025 traduit une année d'action particulièrement soutenue. Et c'est à mes yeux l'un des héritages essentiels du mandat précédent, avoir su conjuguer une transformation ambitieuse de la ville avec la préservation des grands équilibres financiers. Donc, avant de céder la parole aux services pour la présentation plus en détail et plus technique de ce compte financier unique, je procède quand même à la lecture des articles du CGCT et nous pourrons après lancer les débats.

[*Lecture du délibéré*]

Je vous remercie.

**Madame Laurence Winterhalter**

Très bien. Je donne la parole aux services de la ville pour une présentation technique du CFU.

**Monsieur Lucas Lebold**

Le compte financier unique de l'exercice 2025 présente un résultat de fonctionnement de 4 100 000 € au titre de l'exercice, contre 3 400 000 € pour 2024. Compte tenu du résultat antérieur reporté, le résultat cumulé de la section de fonctionnement s'élève à 12 000 000 € avant affectation du résultat.

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent quant à elles à 43 700 000 € en 2025, en progression de 1 600 000 €, soit +3,9% par rapport à 2024.

La fiscalité locale demeure la première source de financement et représente plus de la moitié des recettes de fonctionnement. Son évolution reste toutefois très modérée en 2025, à savoir + 14 000 €, traduisant une stabilité globale des ressources fiscales.

Les droits de mutation enregistrent une hausse de 120 000 €, portée par le dynamisme du marché immobilier local.

À l'inverse, les recettes issues des impôts directs locaux diminuent de 95 000 €. Cette évolution résulte principalement de la mise en œuvre du dispositif national *Gérer mes biens immobiliers* qui a conduit à une actualisation des données d'occupation des logements et à une réduction des bases de taxe d'habitation sur les résidences secondaires.
Cette baisse de recettes fiscales est toutefois compensée par l'État au travers des dotations versées à la commune.

Les bases de taxe foncière connaissent quant à elles une progression limitée, notamment en raison des exonérations applicables aux logements sociaux situés en quartiers prioritaires.

Parallèlement, les dotations et participations progressent de 612 000 €, notamment en raison d'une hausse des financements CAF dans le cadre de la convention territoriale globale et de la régularisation de recettes 2024, aussi, l'augmentation de la dotation de solidarité urbaine en 2025. Ces évolutions sont partiellement compensées par la disparition du filet de sécurité inflation, recettes exceptionnelles sur le sur l'exercice 2024.

Enfin, les produits des services et du domaine affichent une forte progression de 949 000 €, portée par l'extension du stationnement payant, l'évolution des recettes des équipements culturels en raison d'une régularisation de recettes 2024 et d'un taux de remplissage important des salles, ainsi que la perception de recettes exceptionnelles telles que les certificats d'économie d'énergie.

Ces différents éléments permettent à la ville de maintenir une dynamique positive de ses recettes malgré un contexte fiscal globalement contraint. Ces évolutions sont également partiellement compensées par la baisse des remboursements de rémunération du CCAS vers la Ville en raison du transfert des activités destinées aux seniors.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 39 600 000 € en 2025, en hausse de 900 000 €, +2,4% par rapport à 2024. Cette évolution demeure contenue dans un contexte marqué par les hausses réglementaires et l'inflation sur certaines dépenses de gestion.

**Madame Silvia Laballestrier**

Sur le chapitre 012, lié aux charges de personnel, on peut analyser les hausses entre 2024 et 2025 de plusieurs façons.
Si on regarde déjà la méthodologie qui a été la nôtre pour établir le budget 012, donc lié au personnel, il part bien entendu d'un recensement des besoins au vu des priorités posées. Il s'établit forcément dans un contexte réglementaire qui nous contraint et on l'indique à chaque fois, donc je me permets de l'indiquer à nouveau, dans une logique de rationalisation et d'optimisation qui conduit parfois à requestionner ou mutualiser certains de nos besoins.

Donc si on regarde plus précisément comment les hausses s'établissent entre 2024 et 2025 au niveau des charges de personnel, nous avons d'abord les obligations réglementaires.
Les obligations réglementaires, elles permettent d'intégrer les hausses qui viennent directement de l'État, qui concernent les cotisations CNRACL, donc la caisse de retraite, les hausses de l'URSSAF et bien sûr en partie le fameux glissement vieillesse-technicité qui s'applique obligatoirement aux carrières de nos agents.

Si on continue et qu'on analyse d'où proviennent les hausses entre 2024 et 2025, elles sont aussi liées aux engagements de la collectivité vis-à-vis de nos personnels. Dans ces engagements, on retrouve l'engagement fort sur la mutuelle et la prévoyance, donc tout ce qui relève de la protection sociale de nos agents. Elle relève également donc des titres restaurants qui ont été mis en place et étendus à toutes les catégories de personnels qui composent notre administration. Elle concerne également le réajustement au réel de notre adhésion au CNAS, donc l'accompagnement social de nos agents. Et elle concerne bien entendu l'accompagnement à l'évolution de carrière de nos agents par la revalorisation des régimes indemnitaires.

Ensuite, si je continue à analyser les hausses entre 2024 et 2025, elles concernent bien sûr également ce qui a été mis en place au service de la population, au service des Schilikois. Et donc là ce sont les créations de postes ou les développements de certains services déjà existants. Donc concrètement, ça se matérialise notamment sur l'animation, l'accompagnement des jeunes avec par exemple les créations d'espaces jeunes. Ça se matérialise sur les postes courants de la collectivité qui ont été remplacés, revus, je dirais développés sur l'entretien, la maintenance, le suivi de nos marchés en termes de sécurité.

Et puis enfin, si je continue l'analyse de ma différence entre 2024 et 2025, ça me permet également d'identifier ce qui a constitué un ajustement et une maîtrise de notre masse salariale. Et donc là, effectivement, c'est à chaque départ une réinterrogation de nos besoins, une rationalisation et une mutualisation. C'est également la pleine maîtrise des heures supplémentaires au sein de la collectivité, et c'est enfin sur les derniers éléments que je peux vous présenter, les remboursements sur rémunération de nos personnels, donc les postes qui sont cofinancés et les remboursements des traitements et charges de personnels mis à disposition, donc là également sur les cofinancements dont nous pouvons bénéficier.

**Monsieur Lucas Lebold**

Les charges à caractère général progressent de 500 000 €. Les dépenses énergétiques poursuivent leur recul pour la deuxième année consécutive, passant de 2 600 000 € en 2024 à 2 100 000 € en 2025. Cette baisse résulte à la fois de la détente des prix de l'énergie, des mesures de sobriété engagées par la Ville et des investissements réalisés pour améliorer la performance énergétique du patrimoine communal.

À l'inverse, les dépenses de prestations de services augmentent de près de 500 000 €, principalement sous l'effet de l'extension du stationnement payant, du transfert des activités seniors à la Ville et à la revalorisation de plusieurs marchés liés au service scolaire et à la petite enfance.

Les dépenses d'entretien et de maintenance connaissent également une hausse significative, traduisant l'effort soutenu de la collectivité pour préserver, sécuriser et valoriser durablement son patrimoine.

Les autres charges de gestion courante diminuent de 272 000 €, essentiellement en raison de la baisse de la subvention versée au CCAS consécutive à la réorganisation des activités seniors.

Les charges financières progressent quant à elles de 121 000 € sous l'effet de la mobilisation des emprunts nécessaires à la réalisation du programme d'investissement.

Globalement, l'évolution des dépenses témoigne d'une gestion maîtrisée, conciliant maintien du service public et entretien du patrimoine.

La section d'investissement présente un solde négatif de 2 760 000 € au titre de l'exercice 2025, portant le déficit cumulé à 6 600 000 €, principalement en raison de la hausse des dépenses liées au programme d'investissement de la collectivité.

Les dépenses réelles progressent de 5 400 000 €, avec 17 100 000 € réalisés, contre 11 700 000 € l'année précédente, traduisant l'avancement concret des projets inscrits au plan pluriannuel d'investissement. Cette dynamique est principalement portée par la poursuite de la construction du groupe scolaire Victor Hugo, qui représente à elle-seule 7 500 000 € de dépenses en 2025.

D'autres opérations structurantes ont également été menées, notamment la rénovation du complexe de l'Aar, le développement des réseaux de chaleur et les actions d'amélioration de la performance énergétique du patrimoine.
La collectivité a également poursuivi la mise en œuvre de son agenda d'accessibilité programmée, la réhabilitation de la toiture du complexe sportif Leclerc et lancé les premières prestations de la future Maison de l'enfance.

Les autres dépenses d'investissement sont marquées par une hausse des subventions d'équipement, notamment dans le cadre des aménagements aux abords de la médiathèque.

Enfin, le remboursement du capital de la dette progresse modérément pour atteindre 2 600 000 €, conformément à la trajectoire financière liée à la mobilisation des emprunts destinés à soutenir cet important programme d'investissement.

Les recettes d'investissement s'élèvent à 17 800 000 € en 2025, en hausse de 2 500 000 € par rapport à 2024, traduisant la mobilisation des financements nécessaires au rythme soutenu du programme d'investissement. Elles reposent sur une combinaison de ressources complémentaires : l'emprunt, l'autofinancement, les subventions et les dotations.

L'emprunt représente 6 000 000 € et constitue ainsi un levier majeur de financement permettant de soutenir les opérations structurantes tout en lissant la charge dans le temps.
L'autofinancement représente environ un quart des recettes et contribue à sécuriser et stabiliser le financement.
Les subventions d'investissement, qui constituent une part importante des ressources, varient selon l'avancement des projets et les calendriers de versements. Elles représentent 1 800 000 € en 2025.
Les dotations, notamment le FCTVA et la taxe d'aménagement, complètent ces ressources mais demeurent plus volatiles selon les exercices.

L'ensemble de ces recettes permet de garantir la réalisation du programme d'équipement dans un cadre financier équilibré.

L'épargne brute est retenue comme indicateur principal pour une commune, car elle mesure concrètement la capacité d'autofinancement issue de l'activité courante. Plus représentative que le résultat de fonctionnement, elle traduit les ressources réellement disponibles pour financer les investissements et rembourser la dette. Elle constitue ainsi un indicateur clé de l'équilibre et la soutenabilité financière de la collectivité.
L'épargne brute progresse, passant de 4 700 000 € à 5 380 000 €.

Dans le même temps, le taux d'épargne brut s'améliore, passant de 11,35 % à 12,30 %, traduisant le fait que la commune dispose d'une capacité d'autofinancement satisfaisante pour financer ses investissements et se situe au-dessus des seuils de vigilance.

L'encours de la dette augmente légèrement, passant de 24 250 000 € à 27 600 000 €, ce qui traduit un recours accru à l'emprunt.

Dans le même temps, la capacité de désendettement reste globalement stable, évoluant de 5,08 à 5,13 années, un niveau encore considéré comme maîtrisé et en dessous des seuils de vigilance.

La délibération relative à l'affectation du résultat confirme les résultats figurant dans le CFU et ajuste le besoin de couverture du déficit d'investissement en intégrant le résultat des restes à réaliser 2025 voté dans le cadre du budget primitif 2026, la part du résultat de fonctionnement affectée à l'investissement s'établit à 5 800 000 €. Le résultat de fonctionnement après affectation s'élève donc à 6 200 000 €.

**Madame Laurence Winterhalter**

Merci beaucoup donc au service technique pour ce rapport.
Alors je propose d'ouvrir le débat et de donner la parole, pour commencer à Madame Danielle Dambach, Maire sortante, pour des explications concernant le CFU.
Merci à toi.

**Madame Danielle  Dambach**

Merci beaucoup Madame la Présidente de séance, Madame la Première Adjointe, Madame la Maire. Chers collègues,

Ce compte financier unique est une première parce que pour la première fois, il réunit deux documents.
Le premier, c'est le fameux compte administratif que les anciens ont connu, et moi souvent je dis encore compte administratif, qui est le document de notre administration et celui qui est le compte de gestion qui est produit par notre comptable public. Et l'idée c'est de faire du deux en un pour être plus efficace.

Donc en clair, ce CFU dit ce qui a été fait, comment ça a été financé et dans quel état de santé financière est notre commune.
Je profite donc de ce CFU pour rappeler les choix budgétaires du dernier mandat, à l'aune des réalisations concrètes.

Pour rappel, et la Première Adjointe le disait, Sophie Mehmanpazir, nous avons porté dès 2020 une ambition très claire, c'est de transformer la commune et le budget primitif de l'année 2025, qui est donc la dernière année du mandat, s'est inscrit, comme les années précédentes, sur les 4 piliers du mandat qui étaient la transition écologique, les solidarités, la participation citoyenne et la recherche d'efficience de notre administration.

Le CFU illustre donc une réalité que nous devons pleinement assumer parce que nos communes sont en première ligne pour répondre aux besoins du quotidien, alors même que nos ressources sont de plus en plus contraintes. Parce que vous le savez, le contexte national-international est plus que

mouvant. Donc durant ces 6 dernières années, nous avons non seulement maintenu et renforcé le service au public malgré ses vents contraires.

Le premier grand vent contraire, c'était presque un tsunami. C'était la crise COVID. Ensuite, il y a eu la crise de l'énergie, l'augmentation des prix des matériaux, l'augmentation des taux d'intérêt. Et puis, pour couronner le tout en fin de mandat, l'État qui fait participer les communes au redressement des finances publiques.

Donc les principales contraintes, elles sont là. Nous devons faire avec et l'État nous donne moins de dotations comme pour d'autres communes, malgré le fait qu'à Schiltigheim, nous avons une légère hausse de la dotation de solidarité urbaine, vu notre population fragile.

Donc, lors de ce mandat qui vient de s'écouler, nous avons fait un effort financier sans précédent en investissant sur plus de 6 ans pas loin de 100 000 000 €.
Mais malgré ces investissements, nous encadrons les dépenses de fonctionnement tout en revalorisant. Et Silvia Laballestrier, Directrice des ressources humaines et DGA Ressources, l'a dit, le statut des agents a été nettement revalorisé. Je ne rentrerai pas dans les détails.

Pour rappel, les dépenses de personnel, nous y sommes très attentifs parce qu'elles représentent plus de la moitié de notre budget de fonctionnement et vous le savez chers collègues, sans agent efficient, pas de service de qualité rendu.

Alors pourquoi avons nous fait ces choix ? Ma réponse est claire, c'est pour préparer notre commune aux chocs à venir, alors même que nous avons déjà encaissé des chocs en cours de route.

Et le choc le plus rude, vous me voyez venir, c'est le dérèglement climatique. Nous vivons actuellement une bouilloire thermique. Les canicules sont plus précoces, plus fréquentes, plus intenses. Cela va malheureusement encore s'amplifier, je le regrette, et le prix à payer d'année en année est de plus en plus important et nous devons absolument engager nos investissements pour nous adapter d'un côté à ce dérèglement climatique. Parce qu'il y a aussi les trombes de d'eau, il y a pas que la canicule... Tout en cherchant à atténuer ses effets.
Et c'est ce que nous avons fait dans le mandat qui vient de se finir et je pense que c'est ce qui va se faire encore dans la suite.

Je résumerai nos priorités en trois points. Je ne serai pas longue.

La première chose qui s'est imposée à nous dès 2018, c'était les urgences. Et quand je parle d'urgence, c'était la vétusté avancée de certains de nos équipements publics et certains de nos bâtiments, avec des toitures qui s'écroulent, avec aussi des besoins d'isolation avec les gros travaux que nous avons dû faire au stade Romens, la Briqueterie qu'il a fallu adapter.
Donc tout ça, ce n'était pas prévu à l'époque dans notre programme. Nous l'avons découvert en arrivant. Nous avons donc choisi d'investir pour éviter que les catastrophes ne soient plus fortes et aussi pour générer à l'avenir des économies de fonctionnement.
Ça, c'était notre première priorité, répondre et agir dans le sens d'une moindre vétusté de nos bâtiments.

La deuxième priorité, ça a été d'agir dans le sens de la transition écologique et énergétique. Investir pour le climat en isolant nos bâtiments pour réduire les dépenses bien sûr, mais aussi pour plus de confort thermique, été comme hiver.
Nous avons également investi dans la production d'énergie renouvelable. Nous avons raccordé le quartier Fischer, l'école Parc du Château et la Maison des sociétés au réseau de chaleur Eco2Wacken. Nous avons embauché un économe de flux financé par l'Agence du climat. Nous avons créé des îlots de fraîcheur, rénové l'éclairage public.
Bref, en un mot, nous avons essayé d'atténuer les effets de ce dérèglement climatique tout en adaptant notre ville.

Enfin, la troisième priorité, ça a été, pour chaque dépense, de chercher des aides financières, des subventions tous azimuts et je dois dire que cela a été possible grâce à la proactivité de nos services qui ont su trouver des financements et des aides de DSIL, des fonds aussi de la région avec Climaxion, les participations notamment de la CEA, mais aussi de la CAF avec l'Agence de l'eau, des fonds européens et j'en passe.

Certains de nos projets, comme la végétalisation de l'école Exen et l'isolation de Rosa Parks ont pu bénéficier de plus de 60% d'autofinancement. Donc ça valait bien la peine de faire cet effort. Nous avons ainsi puisé dans nos réserves financières et nous avons fait appel à l'emprunt. Oui, cet emprunt, il est vertueux pour une commune, à condition qu'il soit fait de manière contrôlée et c'est la Chambre régionale des comptes qui le dit.

Cela sert à booster le service rendu à la population. Notre investissement a été conséquent et la dernière année du mandat, la plupart des réalisations sont livrées, ce qui fait que les décaissements sont plus importants. Notamment, cela a été dit par Lucas Lebold ou Silvia Laballestrier, c'est le financement de l'école Victor Hugo qui sera livrée en septembre, c'est aussi le démarrage des dépenses pour la Maison de l'enfance et aussi celle de la rénovation et extension du centre Sorgus.

Alors avec tout cela, qu'en est-il de notre autofinancement ? Cet autofinancement comme l'a expliqué Lucas Lebold, il n'est pas dégradé. Certes, il est un peu sous tension malgré tout mais la dette reste soutenable, Schiltigheim n'est pas en danger financier.
Le taux de désendettement est à moins de 6 ans et nous sommes dans la moyenne de désendettement des villes par rapport aux 33 communes de l'Eurométropole. Nous sommes au milieu et dans la moyenne des villes de même strate dans l'Hexagone. Voilà.

Alors je voudrais à ce stade, bien sûr remercier notre administration. Marc Faivre, Silvia Laballestrier, Lucas Lebold, Antoine Danet.
Ils ont fait face avec leurs équipes, avec beaucoup de professionnalisme, à une importante charge de travail. On n'a pas chômé pour décliner concrètement, cela a été dit par Sophie, notre projet politique, tout en préservant des marges pour le futur et tout en présentant aussi les documents de manière très pédagogique.

Je conclurai, chers collègues, Madame la Maire, en disant que toutes ces dépenses sont utiles, très utiles. Elles ne sont pas une punition comme j'ai cru l'entendre par ci par là, bien au contraire. Tout ce que nous avons fait, c'est pour de l'anticipation. Pour moi, la vraie punition serait l'inaction. La vraie punition serait de laisser les habitants dans leurs appartements passoires se chauffer tout seuls. La vraie punition serait de ne pas faire de plantations, ni de piste cyclable par exemple.

La vraie punition, c'est de laisser s'envoler la dette climatique. Or, nous avons choisi d'agir sans perdre de temps et les Schilikois, durement éprouvés par les crises, attendent encore plus de protection.

Madame la Maire, la tâche est rude. Ce qui nous attend ne va pas être simple, mais nous devons continuer à être au rendez-vous de leurs besoins, de nos besoins. Et c'est avec un sentiment de travail accompli et malgré tout une petite fierté que je constate que nous avons bien travaillé, avec rigueur, avec responsabilité et puis l'ancienne majorité a laissé une situation financière saine à la nouvelle majorité sortie des urnes.
Charge à elle maintenant de poursuivre la transformation engagée dans notre commune, en protégeant bien sûr les plus fragiles, en étant attentifs à la santé des Schilikoises et des Schilikois ainsi qu'à l'amélioration continue de notre cadre de vie.

Protégeons le vivant, anticipons les crises à venir avec enthousiasme mais avec détermination.
Je vous remercie.

**Madame Laurence Winterhalter**

Merci Madame Dambach pour ces explications.

Alors je me permets de donner la parole à qui veut bien la prendre, à celles et ceux qui ont envie de prendre la parole. Alors pour commencer, Monsieur Dera Ratsiajetsinimaro.

**Monsieur Dera Ratsiajetsinimaro**

Madame la Présidente, chère doyenne, chers collègues, merci de me donner la parole.

Il ne faut pas qu'on se trompe je pense de débat. On n'est pas là pour refaire le débat d'orientation budgétaire du mandat précédent, ni discuter du budget primitif du mandat précédent.
Donc je peux comprendre que vous voyez ça comme une punition Madame l'ancienne Maire. Mais effectivement, peut-être que la punition, c'est le fait que vous ne soyez plus maire après tout. Mais bon, passons. On n'est pas là pour refaire le mandat.

Quand on annonce qu'il y a 100 000 000 € d'investissements sur le mandat 2020-2025, vous le savez très bien que c'est faux. On était à 70 % en termes de réalisation et c'est le principe même du compte financier unique, c'est quand même de resituer ça dans le contexte, c'est-à-dire : qu'est-ce qui a été proposé et qu'est-ce qui a été réalisé ?

Vous avez proposé 100 000 000 € d'investissements sur le mandat précédent, 70 % de ce montant a été finalement réalisé. Donc voilà je ne je ne vais pas m'attarder sur le débat sur cet aspect-là.

Par contre ce que je trouve dommage, c'est qu'il y a eu des documents sur 2020-2025 qu'on aurait aimé avoir, c'est-à-dire qu'on ait l'ensemble des perspectives.
Par exemple, l'Eurométropole de Strasbourg, qui aura aussi à voter son compte financier vendredi prochain, présente l'ensemble des documents de 2020-2025 et malheureusement on n'a pas tous les éléments la matière, même si certains ont été présentés lors de la Commission et encore ce soir.
Le document du Conseil en tout cas ne le reprend pas.

Effectivement, ce compte financier unique est unique à bien des égards.
Par rapport au fait que ce soit un compte financier unique entre deux mandats, ça c'est une chose et aussi unique parce qu'il remplace techniquement en lieu et place le compte administratif et le compte de gestion, vous l'avez effectivement très bien évoqué.

Donc pour nous en fait, c'est juste une approbation de ce qui a été réalisé. C'est pas un débat qu'on va refaire. Vous avez fait vos choix politiques, nous les respectons, les Schilikois effectivement se sont se sont exprimés et nous respectons aussi ce vote-là.

Ce compte, il est à caractère plutôt technique et pas forcément politique. Donc bien évidemment nous on votera pour parce que c'est l'usage. Pas pour vous faire plaisir, mais c'est ainsi.
Pourquoi ? Parce qu'il retrace la réalité, comme je l'ai dit, des dépenses et des recettes pendant l'année écoulée, que ce soit au sein de la section de fonctionnement ou celle de l'investissement.

Juste deux remarques sur le fonctionnement.

Tout d'abord, je voudrais attirer votre attention sur le fait que quand on regarde le stationnement payant, on voit qu'il y a effectivement une explosion des recettes en la matière. On passe d'un peu moins de 1 000 000 € à 1 600 000 € de recettes de stationnement.
Nous, notre groupe, estimons que renoncer à cette recette, même en partie, aurait amélioré les conditions de vie de nos concitoyens et aussi de nos commerces de proximité, sans pour autant détériorer la trésorerie de la ville.
D'ailleurs, en parlant de stationnement payant, où est-ce qu'on en est pour la demi-heure gratuite qui a été donc annoncée, qui a été proposée par notre groupe mais surtout validée par Madame la Maire en Conseil municipal au mois d'avril dernier ? Où est-ce qu'on en est pour la mise en œuvre ?

À côté de cette histoire de stationnement payant, on peut aussi regarder l'attractivité de la ville. L'exemple criant, c'est l'exemple de la location des Halles du Scilt. On constate qu'il y a vraiment beaucoup de marge. Vous pouvez vraiment y aller pour qu'on investisse aussi dans ce sens, qu'on mette plus en location ce lieu, en tout cas qu'on le redynamise.
C'est un exemple emblématique. Mais en tout cas, en terme d'attractivité, quand on voit les recettes qui en découlent en matière de fonctionnement, on pourrait aller beaucoup plus loin.

Ensuite, il y a l'investissement. Nous, on constate qu'il y a les emprunts contractés par la ville qui continuent de progresser. Donc étant donné qu'on n'a pas tous les éléments de 2020-2025, je me contenterai d'évoquer entre 2024 et 2025, l'emprunt passe de 5 000 000 € à 6 000 000 €, soit une hausse d'un 1 000 000 € pour la ville.
Et surtout, ces emprunts représentent presque la moitié des recettes de la Ville de Schiltigheim aujourd'hui, soit à hauteur de 46 % en 2025.
Quand on regarde l'année précédente, c'est à dire 2024, on est à 39 % donc on a une progression de 7 points de l'emprunt en un an.

Que comptez-vous faire pour aussi apporter une modification en terme de politique en la matière, c'est-à-dire une meilleure gestion de ces emprunts ? Parce que comme vous le savez, les emprunts actuels sont aussi les impôts de demain.

Et donc, et je m'arrêterai là pour le commentaire sur ce compte financier, une fois de plus ce compte reste un compte technique et donc bien évidemment le vote a un caractère technique sur cet aspect-là des choses.

Merci.

**Madame Laurence Winterhalter**

Merci Monsieur Ratsiajetsinimaro.
Monsieur Martin Henry.

**Monsieur Martin Henry**

Merci Madame la Présidente de séance.

Comme le dit mon collègue, je vais faire attention à rester sur le sujet, ne pas refaire l'historique du mandat précédent, ne pas regarder le budget de 2026.

Ce qu'on a aujourd'hui à discuter, c'est le compte financier unique de 2025. Donc ce qu'on voit, c'est qu'on subit encore une réforme de présentation des comptes, ce qui complique l'analyse et la comparaison année après année aussi.

Je vais me concentrer sur les grands équilibres budgétaires. Ce qu'on voit, c'est qu'on a un peu moins de 44 000 000 € de recettes pour un total dépensé de 55 000 000 € en additionnant les dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement.
Même si on rajoute le résultat de l'année précédente et les subventions reçues pour certains investissements, on n'arrive pas à l'équilibre. Il a fallu emprunter 6 000 000 €.

Ensuite, on voit que le budget de fonctionnement reste stable ou quasiment stable, aux environs de 38 000 000 € d'euros, alors que le budget d'investissement a explosé, passant de 11 000 000 € à 17 000 000 € de dépenses réelles.

Dans ces conditions, pas étonnant que nous ayons eu des échos du manque d'argent pour réparer, pour entretenir un certain nombre d'installations dans la ville.

Et si on regarde plus en détail dans le budget de fonctionnement, vous maintenez une charge de personnel qui représente 60 % des dépenses de fonctionnement.

C'est votre choix, je ne le partage pas. Le nombre d'agents est discutable, mais il y a aussi d'autres aspects qui interrogent, notamment le nombre de directeurs que nous avons, dans cette organisation, ce qui impacte aussi de façon exponentielle les finances de la ville.

Quand je regarde les recettes, elles nous montrent effectivement que la fiscalité locale représente 53 % de ces recettes. Elles sont gonflées par la politique d'urbanisation intensive qui rapporte plus de 1 000 000 € dans les droits de mutation.

La marge de manœuvre pour augmenter ces recettes sans augmenter les impôts est très faible et demanderait une politique d'attractivité qui permettrait à plus de commerces et d'entreprises de s'installer dans notre ville. Mais au lieu de cela, nous avons juste un nouvel impôt déguisé qui s'appelle le stationnement payant et qui rapporte maintenant plus de 1 500 000 €.

Regardant plus en détail l'analyse des recettes, il y a quelques questions. La première est liée à l'extension des QPV, qui prive la ville de la taxe foncière dans ces quartiers et réduit ses revenus dans ce domaine.
Il serait intéressant, d'avoir une analyse de l'impact financier de cette décision d'extension des QPV.

Il y a un petit sujet, questionnable aussi, les droits de place ont été multipliés par 10, alors que l'activité du marché n'a pas franchement suivi cette évolution. Donc soit il y en a trop en 2025, soit il y en a pas assez en 2026.

Quoi qu'il en soit, la lecture de ce compte financier unique m'amène à ces conclusions.
Pour retrouver les bons équilibres budgétaires, il faut remettre en question la politique d'urbanisation qui est excessive et qui met les finances de la ville sous pression, avec plus d'habitants à servir sans une augmentation des ressources financières.
Une revue de la politique menée par la ville aussi sur le personnel en nombre et en qualité, afin de baisser autant que possible ce coût. Et aussi mener une politique d'attractivité qui attire des entreprises et des commerces dans notre ville.

Sans étudier ces sujets, nous continuerons à entendre les élus de la majorité se plaindre des dotations de l'État alors qu'elles évoluent très peu et que ces dotations ne sont pas le cœur du problème.
Le cœur du problème c'est : quelles politiques menons nous dans la ville et quels sont les impacts financiers de cette politique ?

Voilà, je vous remercie.

**Madame Laurencce Winterhalter**

Merci Monsieur Henry.
Antoine Splet.

**Monsieur Antoine Splet**

Merci Madame la Présidente de séance. Chère Laurence. Chers collègues,

J'ai un petit regret avant d'aller dans le cœur de mon intervention, c'est que le débat sur le compte financier unique que nous avons aujourd'hui, il est hélas réservé finalement qu'aux élus qui sont présents aujourd'hui, de la seule personne, et on la salue, qui est dans le public et de la vingtaine de spectateurs qui nous regardent actuellement sur les réseaux sociaux, alors qu'à mon avis, ce débat, il devrait largement irriguer notre ville.

Pourquoi ? Parce qu'en fait, il permet de connaître l'état réel des finances de notre commune, de mesurer si les engagements qui ont été pris ont été tenus et de permettre aux habitantes et aux habitants d'avoir un droit de regard sur l'utilisation de l'argent public qui est fait par les élus et par la municipalité.

Et je crois que cette transparence du débat me semble essentielle à l'heure où parfois, dans la ville, on entend des approximations, des contre-vérités, où finalement quelques rumeurs courent, alors qu'en réalité, ce document répond de manière très précise à quelques interrogations.

Les Cassandres locaux qui ont annoncé la faillite de la mairie durant la campagne électorale devront sans doute revoir leurs prévisions et je crois que sur ce point là, ils n'ont pas eu raison.
La chaleur de certains discours des campagnes électorales se heurte aujourd'hui à la froide vérité des chiffres qui nous sont présentés dans le compte financier unique.

Et moi je j'aimerais tirer plusieurs enseignements de la présentation qui a été faite.

D'abord, que le compte financier unique montre une gestion sérieuse et sincère des comptes de la municipalité. Les engagements pris par les élus, par la majorité municipale ont été dans leur immense majorité tenue.

Par exemple, dans la délégation que je connais le mieux autour des questions sportives, vie associative, politique de la ville, puisque il y a une direction qui regroupe l'ensemble de ces enjeux. Plus de 96 % des dépenses ont été réalisées, le taux de réalisation des recettes est de 107 % ou par exemple le taux de reversement des subventions a été exécuté à hauteur de 99,4 %.
Ces pourcentages, c'est pour vous montrer qu'en fait, les choix qui ont été faits l'année précédente, ils ont été tenus et réalisés.

Bien sûr, aucune gestion municipale n'est parfaite, il y a toujours des marges de progression, des recettes à optimiser, des arbitrages à prendre. Mais en tout cas, ce compte financier montre que la commune tient son cap et qu'elle est prête à agir vers un processus d'amélioration continue de sa politique municipale, en tout cas avec sérieux et avec sincérité.

Le deuxième enseignement que je souhaite tirer de cette présentation qui a été faite, c'est que les chiffres présentés aujourd'hui démentent un certain nombre de discours alarmistes qui ont été, je crois, véhiculés durant la campagne électorale.
Oui, la dette, elle a progressé, mais comme l'a dit Danielle, la dette n'est pas un problème en soi. La véritable question, c'est de savoir pourquoi une collectivité s'endette. Oui, quand c'est pour investir dans l'avenir, c'est essentiel. Et je ne partage pas les discours qui consistent à dire qu'il faut réduire le nombre de personnel. Je crois que ça vise à affaiblir le service public local.

Nous sommes très loin d'une commune qui a des finances en péril. Au contraire, nous avons des bons indicateurs. Je vais pas développer davantage.

Troisième enseignement, c'est que le débat sur la fiscalité mérite d'être abordé avec sérieux.
Il est vrai que 53 % de nos recettes viennent de la fiscalité alors qu'au niveau de l'Eurométropole, la fiscalité aujourd'hui demeure minoritaire.
Bien sûr, le stationnement est une manne financière qui apporte, mais celles et ceux qui critiquent aujourd'hui les choix de stationnement pour certains dans l'opposition les ont voté lorsque cette politique a été mise en place. Deux poids, deux mesures, selon qu'on est en majorité ou que l'on est dans l'opposition, cela peut interroger.

Lors du débat budgétaire, il y a un débat qui était ouvert par l'opposition autour du fait qu'il fallait peut-être baisser la taxe foncière vu que les bases avaient été augmentées.
J'ai regardé attentivement le compte financier unique et j'ai vu que cette proposition là nous aurait fait perdre la bagatelle de 300 000 €, perdus d'un côté par une proposition légitime mais ô combien discutable.

Se pose la question, c'est quels services publics locaux sur lequel on va rogner ? Est-ce que c'est sur les associations, est-ce que c'est sur des investissements à reporter ? Est-ce que ce sont des postes à supprimer ?
C'est un questionnement qui m'interpelle. En tout cas, je pense que c'est aller justement dans le mauvais sens puisqu'on a besoin de plus d'argent public pour répondre à des dépenses davantage croissantes.

Enfin, contrairement à ce qui a été dit, je pense qu'on ne peut pas faire un débat sur les comptes de la municipalité sans prendre en compte le contexte national. Depuis 15 ans, l'État resserre les robinets. C'est ça la réalité depuis 2010 et la politique de Nicolas Sarkozy avec la suppression de la taxe professionnelle et la baisse successive des dotations de l'État.
Nous sommes mis en difficulté comme dans le même temps les besoins sociaux et écologiques des habitants augmentent et ça c'est un vrai problème.

Et j'espère qu'un jour on pourra se retrouver, majorité comme opposition, pour dire que nous voulons des moyens de l'État à la hauteur des besoins.
Je ne dis pas ça pour nous exonérer nos responsabilités, mais je crois au contraire que je dis ça parce que je crois qu'il y a des milliers et des millions d'euros à récupérer.

Enfin, pour conclure, ce compte financier est un point d'appui pour engager une nouvelle étape de l'action municipale. Madame la Maire, dans son entretien le 1er juin dans la presse, a évoqué justement une politique réorientée, mise à jour notamment face aux besoins qui ont été exprimés durant la campagne électorale pour renforcer notre rôle protecteur transformateur de la commune.
Je crois que ce cap est le bon. Il faut y aller pour investir dans les services publics, soutenir la vie associative et développer le soutien, comme on dit pudiquement, aux plus fragiles.

Vous voyez un cap qui est tracé et ce compte financier unique nous montre qu'une orientation est possible, que c'est un point d'appui et qu'il faut y aller.

Donc allons-y, tous et toutes ensemble.

**Madame Laurence Winterhalter**

Madame la Maire.

**Madame la Maire**

Merci beaucoup Madame la Présidente.

J'ai l'impression d'être à l'Eurométropole du coup...
Oui, c'est un document technique, mais en même temps, il dit des choses au niveau politique et il dit des choses aussi en termes de santé de notre administration.
Ce qui est frappant malgré tout aussi, et on l'a relevé du côté d'Antoine, c'est qu'on a une réalisation parfois à hauteur de plus de 90 % et ça montre à la fois un suivi de projet, un pilotage, ce lien très fort finalement entre la décision politique et puis son exécution réelle et matérielle.

Et cette année 2025, elle montre ce notamment ça. C'est vrai au niveau du fonctionnement de façon très importante, et c'est vrai dans le soutien à la vie associative, au sport, à la vie culturelle, à ce qui fait l'essence même de la ville et à nos écoles bien sûr, au périscolaire, etc. Ce qui fait que la ville, elle tient, malgré ses difficultés. Et puis ça montre aussi la continuité républicaine entre les choix qui ont été faits hier de rendre cette ville, qui était une ville industrielle, encore plus résidentielle.
On le doit à un maire qui est resté quatre années et qui a délivré beaucoup de permis, beaucoup de droits à construire, qui se sont traduits par des permis de construire. Ce qu'on a fait, et on le voit sur cette année 2025, c'est finalement accompagner dans cette continuité.

Parce que le problème, ça n'est jamais les gens. Le problème c'est leur accompagnement. Et quand on finit de livrer et on sera tous, je l'espère, en septembre 2026, à l'inauguration de l'école Victor Hugo, quand on finit de livrer une école aussi importante, c'est de se dire, comment on continue ?

La trajectoire suivante, elle n'est plus dans le résidentiel, elle sera bien dans l'économie et dans l'emploi, mais là aussi ça fait partie de la feuille de route de l'Eurométropole. J'espère qu'on se rejoindra là-dessus parce qu'on a besoin à la fois de toutes nos forces ici, mais des forces de la métropole pour refaire de Schiltigheim une ville d'activité et d'emploi au maximum du possible.

On en parlera plus tard, mais on pourra reparler TFPB. C'était une décision de l'État en 2024 de passer un troisième quartier prioritaire en décembre 2024. On retrouve donc en 2025 cette exonération de taxe sur le foncier bâti du côté des bailleurs sociaux, dans le quartier du Centre. Elle est compensée à 30% par l'État et les bailleurs sociaux doivent nous prouver qu'effectivement, ils font du sur-entretien, ils remettent de la gestion humaine aussi au cœur des territoires de ces quartiers pour optimiser la gestion des quartiers.

Mais vous avez raison, il faut bien en rendre compte et on le fera au côté des services de l'État qui gèrent la question de la TFPB au niveau de la préfecture.

Voilà, c'était juste ça. Oui, c'est technique, mais c'est au service d'une politique qui a été vraiment dans l'accompagnement des gens de cette ville dans la transition du territoire et vous l'avez dit, combien aujourd'hui cette écologie du quotidien, elle est fondamentale et on se retrouve tellement démuni sur ces épisodes de canicule.

Demain, sans doute des épisodes d'inondations sèches et peut être de grand froid. Après on est dans ces excès que vit le territoire et c'est à nous aussi de porter dans le mandat précédent, ça a été fait de façon volontariste et ça se traduit sur cette année 2025.

Je vous remercie.

**Madame Laurence Winterhalter**

Merci Madame la Maire.
À Sophie Mehmanpazir.

**Madame Sophie Mehmanpazir**

Je voulais juste faire un point puisque à la prise de connaissance comme vous de ce document du CFU, j'ai quand même regardé des indicateurs, ils étaient bons. J'ai regardé les fameuses courbes qui ne se croisaient pas pour ce fameux effet ciseaux. C'est à dire que les résultats sont plus importants que les dépenses, c'est rassurant.

La dette est là pour financer parce qu'on ne peut pas faire supporter le poids de nos investissements qui sont énormes et on a vu l'accélération sur cette année en livraison sur les Schilikois.

Il y a d'autres formes en fait de soutien. Il y a les dotations de l'État et des partenaires, mais il y a la dette qui fait partie de la stratégie. Comme on le disait, on n'est pas là pour trésoriser ou faire porter l'ensemble de ses investissements sur les Schilikois.
Mais, on le verra un peu plus loin dans le résultat, on va diminuer l'emprunt. On voit que ce CFU permet de dégager un excédent qui va venir limiter le montant de l'emprunt qui avait été initialement mis dans le budget primitif.

Donc à la lecture, évidemment, on est, je l'ai dit, à la frontière entre l'acceptation des éléments financiers qui sont tout à fait correct étant donné un contexte, Madame la Maire sortante l'a précisé, et puis tout le projet que l'on va porter, notamment en lien avec le stationnement solidaire.

J'entends parler de recettes phénoménales sur le stationnement. Mais vous n'avez pas parlé non plus des dépenses liées au stationnement.
Pour moi, le stationnement c'est aussi une forme de régularisation de l'espace public. Ce n'est pas forcément un impôt.

Un jour, on se prendra le temps d'examiner au plus près qu'est-ce qui se passe, derrière un tableau, sur les coûts, recettes, dépenses liées au stationnement, mais surtout sur l'intérêt pour aménager et encadrer notre espace public.
Donc ça c'était pour les projets.

J'entends qu'il faut redynamiser et lancer une attractivité à Schiltigheim. Oui, ça en fait partie. Et du coup, on peut aussi se féliciter de l'augmentation du montant des places. C'est qu'il y a aussi des personnes qui viennent et qui investissent à Schiltigheim pour une activité.

Donc moi je suis assez soulagée, puisque je suis Adjointe quand même au budget, de partir sur des éléments qui sont sains sans être naïve.
Il faudra maîtriser les dépenses, maîtriser les charges, encadrer les charges du personnel et essayer d'éviter ce fameux bouleversement quand il y a plus de dépenses que de recettes.

Voilà merci.

**Madame  Laurence Winterhalter**

Merci Sophie.
Monsieur Ratsiajetsinimaro.

**Monsieur Dera Ratsiajetsinimaro**

Oui, plusieurs points.

Donc je vais commencer par répondre par rapport à cette histoire d'emprunt.
Là ce sont les emprunts consolidés qui ont augmenté de 1 000 000 € entre 2024 et 2025. On ne vous parle pas de la prospective 2026.
Effectivement, l'affectation dans le résultat on en reparlera. Bon je pense qu'il n'y aura pas un débat là-dessus parce que c'est juste un transfert en terme de compte.

Donc là on parle des emprunts qui sont aujourd'hui consolidés, c'est justement pour ça qu'on a un compte financier, c'est pour dire ce qui a été effectivement réalisé.
Effectivement, l'emprunt a augmenté de 1 000 000 €, passant de 5 000 000 € à 6 000 000 €. Ça c'est le premier élément.

Deuxième chose, et c'est encore plus technique, quand on parle de taux de réalisation.
Attendez, ne nous prenez pas pour des lapins de six semaines. Il suffit de faire des décisions modificatives au cours de l'année et vous allez vous apercevoir avec un taux de réalisation très important parce que vous déplacez, à travers une décision modificative, les dépenses sur le mandat suivant, sur l'année suivante.

Donc quand on dit « taux de réalisation à 90 %, 95 % », moi je reste dubitatif, parce qu'en fait, prenons l'exemple de l'année qui vient de s'écouler, 2025. Il y a eu plusieurs décisions modificatives qui ont déplacé mécaniquement les dépenses sur l'année suivante.
Et donc ce qui reste à réaliser en fin d'année reste plus petit et donc plus atteignable.

C'est technique comme réponse, mais il ne faut pas le voir comme ça Monsieur Splet, il faut le voir sur le mandat.

Et là je rejoins ce que vous avez dit Madame Dambach, quand vous avez annoncé en 2020 100 000 000 € d'investissements, il faut regarder exactement qu'est-ce qui a été investi sur la période 2020-2025 et là on est à 70 000 000 €.

On n'est pas à 99% de réalisation comme vous le dites parce que votre analyse, elle ne tient pas compte de ce qu'on appelle tout simplement une décision modificative où il suffit de transposer une annonce à un moment T en disant « on va le réaliser au moment T+1 ».
Donc ne vous trompez pas en termes d'analyse, c'est là où il faut quand même apporter les choses.

Vous parlez de Monsieur Nicolas Sarkozy, mais Monsieur Hollande aussi, avec son problème de DGS entre 2012 et 2017, j'insiste. Ceux qui étaient élus en 2014, nous étions beaucoup d'élus à la Place Kléber, et j'insiste sur cet élément là, à avoir contesté, pas parce que c'est Monsieur Hollande, mais parce que l'État était en train de baisser les dotations au bénéfice de nos collectivités, indépendamment d'ailleurs, de la couleur politique.

Mais quand vous faites ce genre d'analyse, faites une analyse complète et pas juste dire « on va attaquer Monsieur Sarkozy » et dire que Monsieur Hollande n'est pas allé dans ce sens-là.
Voilà et donc je voulais juste apporter quelques précisions dans ce sens.

Même chose pour la fiscalité. Quand vous dites 300 000 € pour un point de fiscalité, c'est faux, c'est beaucoup moins important que ça, mais bon, on ne va pas refaire le débat, je voulais juste attirer votre attention sur le fait qu'effectivement, on est vraiment dans une analyse technique des choses et beaucoup moins politique qu'on le pense.

**Madame Laurence Winterhalter**

Merci beaucoup, y a-t-il encore d'autres demandes d'intervention ?

**Madame Danielle Dambach**

Rapidement pour aller dans à la réponse de Monsieur Ratsiajetsinimaro, la Maire l'a dit, le technique, il est au service du politique.
On a présidé à des choix et au moment où on les a fait, il n'y avait pas la crise COVID. Il se trouve qu'elle s'est imposée et donc évidemment on a dû en tenir compte. On a dû par exemple financer un centre de vaccination alors même que rien n'avait été prévu.

Donc voilà, en fait ce que je veux dire par là, c'est qu'avec le logiciel de crise dans lequel nous sommes rentrés depuis 2020, nous devons nous adapter de plus en plus et être agiles de plus en plus.
Donc vous ne pouvez pas juste dire que c'est du technique. Ce sont des réalités qui sont là, qui s'imposent à nous, avec ou sans crise.

Mais on voit bien depuis 2020 que les crises s'enchaînent, donc maintenant on panique peut-être un petit peu moins j'ai envie de dire.
Mais en toute responsabilité, on fait des choix tout le temps, on priorise tout le temps.

Et un plan pluriannuel d'investissement, en fonction des aléas, il peut être décalé, ce qui a fait que, à quelques semaines près, Victor Hugo n'est livré qu'en septembre, alors qu'au début, je parle sous le contrôle de Sandrine Le Gouic qui était Adjointe dans le mandat précédent, elle devait encore être livrée dans le mandat.
Mais les aléas des crises financières et conjoncturelles ont fait que ça a été décalé.
L'essentiel, c'est surtout qu'elle soit livrée cette école, parce que nous en avons besoin, donc le technique est au service du politique.

**Madame Laurence Winterhalter**

Merci Danielle.
Y a-t-il encore des souhaits de d'intervention ?
Si c'est pas le cas, je j'invite donc Madame la Maire ainsi que Madame Danielle Dambach à quitter la salle pour que nous puissions procéder au vote.

Je propose de passer au vote. Alors qui est contre ce compte financier unique ? Qui s'abstient ?
Merci pour ce vote à l'unanimité. Merci beaucoup.

Mesdames les maires peuvent revenir et je rends ma présidence.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 23 juin à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etaient excusés et représentés :**
Mme Nadine HERMOSO par M. Julien HOFSTETTER, M. Marc BAADER par Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE084 - AFFECTATION DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2025

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

Après avoir approuvé le compte financier unique de l'exercice 2025,

Statuant sur l'affectation du résultat de l'exercice 2025,

Constatant que le compte financier unique présente un excédent de fonctionnement de 12 035 805,22 € et un déficit d'investissement de 6 648 883,96 €,

Constatant un besoin de financement de la section d'investissement corrigé du solde des restes à réaliser 5 812 308,48 €, l'excédent de fonctionnement après couverture du déficit d'investissement reporté corrigé est de 6 223 496,74 €

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Ressources » et du Bureau municipal,

**DÉCIDE** d'inscrire le déficit de la section d'investissement au compte 001(D) « résultat reporté », pour un montant de 6 648 883,96 €,

**DÉCIDE** d'affecter l'excédent d'exploitation 2025 :

- ✓ À la section d'investissement au compte 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé », soit 5 812 308,48 €,
- ✓ Au financement de la section de fonctionnement, inscrit au budget supplémentaire de 2026, au compte 002(R) « résultat reporté », soit 6 223 496,74 €.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 25 juin 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 25 juin 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260623-3602-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 23 juin 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Nous poursuivons avec le point numéro 3, le projet de délibération sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2025.
Est-ce qu'il y a des souhaits de précisions, d'éclaircissements, suite à la Commission ressources que vous avez eu ?

Non, si tel n'est pas le cas, je vais laisser notre collègue Sophie Mehmanpazir lire simplement la fin de la délibération et nous allons passer au vote.

[*Lecture du délibéré par Madame Sophie Mehmanpazir*]

Bien, merci beaucoup.
Qui vote contre cette délibération ? Qui s'abstient ?
Le point est adopté. Je vous remercie.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 23 juin à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etaient excusés et représentés :**
Mme Nadine HERMOSO par M. Julien HOFSTETTER, M. Marc BAADER par Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE085 - BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2026

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

Le budget supplémentaire (BS) est un acte d'ajustement et de report. Il constate, comme toute décision modificative, l'ouverture de crédits supplémentaires non prévus au budget primitif et leur financement.

Le budget supplémentaire, à ce stade de l'année, a pour objet essentiel :

- De reprendre les résultats dégagés à la clôture de l'exercice précédent et apparaissant au compte administratif,

**Pour la section de fonctionnement,** le budget supplémentaire a notamment pour objet d'intégrer au budget primitif 2026 le résultat de l'exercice 2025. Cette reprise permet de constater un excédent de fonctionnement cumulé de 6 223 496,74 €.

Afin de contribuer au financement des dépenses d'investissement, un virement de 6 223 496,74 € est inscrit de la section de fonctionnement vers la section d'investissement (nature 023 « Virement à la section d'investissement »). Cette opération permet de couvrir une partie des besoins d'investissement tout en limitant le recours à l'emprunt, grâce à la mobilisation de la capacité d'autofinancement de la Ville.

Par ailleurs, les ajustements suivants sont proposés :

- Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante : inscription de 100 000,00 € de crédits

complémentaires liées aux dépenses numériques et à l'imputation spécifique de ces dépenses.

- Chapitre 011 – Charges à caractère général : ouverture de crédits supplémentaires à hauteur de 351 990,61 €, afin notamment d'assurer la poursuite du dispositif d'auto-assurance, non prévu lors de l'élaboration du budget primitif 2026.
- Chapitre 67 – Charges exceptionnelles : inscription de 20 000,00 € de crédits complémentaires destinés à des opérations de régularisation de titres sur exercices antérieurs.
- Chapitre 68 – Dotations aux provisions : ajout de 60 000,00 € afin d'actualiser le niveau des provisions de la collectivité au regard des contentieux et litiges en cours.
- Chapitre 70 – Produits des services publics : ajustement à la baisse des recettes liées au stationnement pour un montant de 250 000,00 €.
- Chapitre 74 – Dotations et participations : inscription d'une recette complémentaire de 781 990,61 €, résultant :
  - ✓ de la notification de la dotation globale de fonctionnement (+ 40 890 €) ;
  - ✓ de la notification des compensations fiscales liées aux exonérations de taxe foncière sur le bâti (+ 226 266,61 €) ;
  - ✓ de la régularisation du produit de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (+ 114 834 €) ;
  - ✓ de la notification de l'éligibilité de la commune à la dotation politique de la ville (+ 400 000 €).

**Pour la section d'investissement,** Le budget supplémentaire de la section d'investissement a pour objet d'intégrer les résultats de l'exercice 2025, à savoir un déficit cumulé de **6 648 833,96** €. Afin d'assurer l'équilibre de la section, il est procédé à une affectation des excédents de fonctionnement à hauteur de **5 812 308,48 €.** Le virement en provenance de la section de fonctionnement est également repris pour un montant de **6 223 496,74 €.**

Ces ajustements permettent de revoir les prévisions de recettes de la section et, notamment, de réduire le recours à l'emprunt inscrit au budget primitif. Ainsi, le montant prévisionnel de l'emprunt est diminué de **4 700 000 €**, pour être ramené à **3 300 000 €.**
Par ailleurs, plusieurs ajustements de recettes sont proposés :

- Une diminution de **100 000 €** de la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) est constatée au titre du projet de rénovation de la toiture du gymnase Leclerc. En effet, au regard des priorités retenues pour le dispositif en 2026, seuls les dossiers relatifs à la construction d'une Maison de l'Enfance dans le quartier des Écrivains, à l'Agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) en faveur des personnes à mobilité réduite, ainsi qu'aux travaux de mise en sécurité et d'aménagement de la cour de l'école maternelle Jacques-Prévert ont été présentés.
- Les recettes attendues pour le financement des travaux d'investissement liés à l'ouverture d'un accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) au sein du groupe scolaire Victor-Hugo sont réévaluées à la baisse de 200 000 €, au regard des dernières estimations financières et des montants prévisionnels de subvention.
- Enfin, la prévision de recettes au titre de la taxe d'aménagement est réajustée afin de tenir compte des encaissements constatés au cours des premiers trimestres de l'exercice 2026, lesquels représentent à ce stade un montant moindre.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Après avoir examiné le budget supplémentaire pour l'année 2026, établi par Madame la Maire,
Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Ressources » et du Bureau municipal,

**ARRÊTE**, par chapitre, le budget supplémentaire de la Ville de Schiltigheim pour l'année 2026, tel que figurant aux documents budgétaires disponibles sur demande, aux sommes suivantes :

**Section de Fonctionnement**

***Dépenses***

| | | |
|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 351 990,61 € |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 6 223 496,74 € |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 100 000,00 € |
| 67 | Charges exceptionnelles | 20 000,00 € |
| 68 | Dotations aux provisions | 60 000,00 € |

**TOTAL..... 6 755 487,35 €**

***Recettes***

| | | |
|---|---|---|
| 002 | Excédent antérieur reporté | 6 223 496,74 € |
| 70 | Produits des services publics | -250 000,00 € |
| 74 | Dotations et participations | 781 990,61 € |

**TOTAL ..... 6 755 487,35 €**

**Section d'Investissement**

***Dépenses***

| | | |
|---|---|---|
| 001 | Déficit d'investissement reporté | 6 648 883,96 € |

**TOTAL..... 6 648 883,96 €**

***Recettes***

| | | |
|---|---|---|
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 6 223 496,74 € |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 5 812 308,48 € |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | - 4 700 000,00 € |
| 13 | Subventions d'investissement | - 300 000,00 € |
| 16 | Dotations, fonds divers et réserves | - - 386 921,26 € |

**TOTAL..... 6 648 883,96 €**

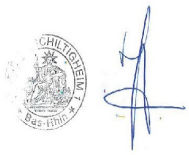
**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 28 | |
| Contre | 9 | **Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Frédérique LAAS.** |
| Abstentions | 2 | **M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO.** |
| Ne participe pas part au vote | 0 | |

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 25 juin 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 25 juin 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260623-3603-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 23 juin 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Nous enchaînons avec le projet de délibération numéro 4 sur le budget supplémentaire, le rapporteur est encore Madame Sophie Mehmanpazir.
Est-ce que vous souhaitez qu'on présente ce point ? Est-ce qu'il y a des souhaits d'éclaircissements suite à la Commission ressources ? Non.

Bien, je vais laisser notre collègue faire lecture de la conclusion du point.

[*Lecture du délibéré par Madame Sophie Mehmanpazir*]

Il y a un souhait d'intervention. On y va bien sûr. Monsieur Dera Ratsiajetsinimaro.

**Monsieur Dera Ratsiajetsinimaro**

Oui donc là c'est l'exemple type, c'est la première décision modificative par excellence qui est le budget supplémentaire. Voilà, ça rejoint notre débat d'avant.

Bien évidemment on va voter contre, c'est normal, c'est le budget supplémentaire qui s'inscrit dans la continuité du budget primitive primitif.
Bien évidemment, comme vous le savez, nous avons contesté, au vu aussi de tout le monde, vos orientations politiques dans le cadre du budget primitif. Il n'y a pas de raison pour qu'on en change dans la mesure où vous-mêmes, vous n'avez pas évolué par rapport à vos orientations.

Ce budget supplémentaire, finalement, n'est qu'un ajustement technique marginal et vous constaterez qu'effectivement, en termes de politique, il n'y a aucune inflexion. Donc, bien évidemment, notre groupe votera contre cette délibération.

**Madame la Maire**

Une explication de vote ? Je vais laisser malgré tout notre collègue répondre aussi.

**Madame Sophie Mehmanpazir**

Décision modificative,  c'est un peu réducteur dans ce budget supplémentaire qui fait partie du cycle budgétaire d'une collectivité. C'est une étape traditionnelle de la procédure, donc ça peut permettre d'intégrer les résultats constatés de la clôture de l'exercice précédent et d'ajuster les crédits, ça permet de renforcer l'autofinancement des investissements municipaux et de limiter le recours à l'endettement.

Donc voilà tout l'intérêt de ce budget supplémentaire.

Merci.

**Madame la Maire**

Oui, Monsieur Henry.

**Monsieur Martin Henry**

Merci Madame la Maire.

Dans la logique de notre vote contre le budget 2026, nous restons effectivement en opposition sur le budget supplémentaire étant donné qu'il n'y a pas de changement de cap, mais c'est juste des ajustements techniques. Donc voilà, c'est juste une explication de vote. Il y a pas besoin de faire un débat sur notre vote.

**Madame la Maire**

Peut être juste repréciser, on n'est pas sur une décision modificative, on est bien sur un budget supplémentaire.

On est quand même dans une perspective dynamique entre le budget et le budget supplémentaire. Bien.

Alors qui vote contre ? Qui s'abstient ?
Le point est adopté. Je vous remercie.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 23 juin à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etaient excusés et représentés :**
Mme Nadine HERMOSO par M. Julien HOFSTETTER, M. Marc BAADER par Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE086 - OCTROI D'UNE SUBVENTION D'ÉQUIPEMENT À LA SEM LOCUSEM EN VUE DE L'INSTALLATION D'UNE MAISON URBAINE DE SANTÉ PLURIPROFESSIONNELLE (MUSP)

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

La Ville de Schiltigheim accompagne depuis plusieurs années l'émergence d'un projet de Maison de Santé Pluriprofessionnelle (MSP) à proximité immédiate du quartier prioritaire du Marais. Porté par un collectif de professionnels de santé, ce projet vise à renforcer durablement l'accès aux soins de premier recours dans un territoire confronté à des enjeux importants de démographie médicale et d'inégalités de santé. Le quartier du Marais, récemment classé en zone d'action complémentaire (ZAC), concentre des besoins importants en matière de soins de premier recours, de prévention et d'accompagnement des publics les plus vulnérables.

La future MSP permettra de développer une offre de soins coordonnée, de favoriser l'installation de professionnels de santé et de renforcer les actions de prévention au bénéfice des habitants du Marais, de Schiltigheim et des communes voisines.

L'investissement total pour cette opération s'élève à 1 220 640 € HT et sera financé de la manière suivante :

- 424 640 € d'apport en fonds propres par LOCUSEM ;
- 186 000 € de subvention d'investissement via le FEDER ;
- 610 000 € de financement bancaire.

Afin de soutenir la concrétisation de ce projet structurant pour le territoire et cohérent avec les objectifs du

Contrat Local de Santé, la Ville propose l'attribution d'une aide destinée à participer à l'aménagement de la future structure et à équilibrer une opération qui, au regard de l'implication spécifique attendue des intervenants médicaux et paramédicaux, doit demeurer attractive. La subvention de 100 000 € versée par la Ville de Schiltigheim serait ainsi convertie en aide aux loyers afin d'assurer un niveau de prix attractif permettant de compléter et pérenniser l'équipe de professionnels sur la durée.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L1511-3 du code général des collectivités territoriales ;*
*Vu le régime cadre exempté de notification N°SA.111117 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2024-2026 ;*
*Vu l'avis de France Domaine du 1er août 2025 ;*
*Vu le plan de financement et le bilan d'opération prévisionnels de la SEM Locusem ;*
*Vu la demande de subvention concernant le projet de Maison de Santé Pluridisciplinaire du Marais ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Ressources » et du Bureau municipal,

**APPROUVE :**

- Le versement à la SEM Locusem d'une subvention d'équipement sous forme d'aide à l'immobilier d'entreprise d'un montant de 100 000€ ;
- Le projet de convention financière et d'objectif à conclure entre Locusem et la Ville de Schiltigheim ;

**DÉCIDE** d'allouer une subvention d'équipement d'un montant de 100 000€ ;

**IMPUTE** la dépense correspondante à la section d'investissement sur le compte budgétaire suivant : nature 20422 fonction 020 ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer la convention financière et d'objectifs et les éventuels avenants ainsi que tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 25 juin 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 25 juin 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260623-3600-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 23 juin 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Nous arrivons sur le point numéro 5 qui est l'octroi d'une subvention d'équipement à la SEM LOCUSEM en vue de l'installation d'une maison urbaine de santé pluriprofessionnelle. Et je vous propose qu'on s'attarde un petit peu sur ce point.
Justement, je pense qu'il y aura des souhaits d'intervention.

Madame Mehmanpazir.

**Madame Sophie Mehmanpazir**

Merci.

Cette délibération marque une étape importante et très concrète pour notre territoire. C'est l'arrivée prochaine d'une maison urbaine de santé pluriprofessionnelle, à proximité du quartier du Marais. La ville propose dans son accompagnement d'accorder à la LOCUSEM une subvention d'équipement de 100 000 € pour aménager le local.

Cette aide permettra également de maintenir des loyers attractifs afin de faciliter l'installation et la pérennisation de l'équipe médicale et paramédicale.

C'est un engagement financier maîtrisé, au service d'un projet structurant et attendu par les habitants, essentiel pour l'attractivité de notre territoire.

[*Lecture du délibéré*]

**Madame la Maire**

Merci beaucoup.

Est-ce qu'il y a des sourds d'intervention ?
Alors Madame Laurence Winterhalter, Monsieur Martin Henry, Madame Bénédicte Matz.

**Madame Laurence Winterhalter**

Merci Madame la Maire. Chers collègues,

Le chemin a été long, parfois difficile, mais aujourd'hui nous touchons au but et il faut le dire clairement, c'est une avancée importante pour notre ville.

Avec cette délibération, nous affirmons notre engagement concret en faveur de l'accès aux soins en soutenant financièrement l'implantation d'une maison de santé au quartier du Marais, l'un de nos quartiers prioritaires.

Je ne reviendrai pas sur toutes les difficultés rencontrées, mais je tiens à souligner le travail collectif, celui de nos services, de nos agents ainsi que de l'ensemble des partenaires engagés, institutionnels, financiers et professionnels de santé qui croient en ce projet et qui vont le rendre possible.

Schiltigheim est une ville populaire, dense, marquée par une histoire ouvrière forte. Mais c'est aussi une ville confrontée à des fragilités sociales et économiques qui, au fil du temps, ont accentué les inégalités, notamment en matière de santé.

Dans nos quartiers prioritaires, les habitants sont plus exposés à certaines pathologies comme le diabète, avec des conséquences parfois graves.

L'accès aux soins y est plus difficile pour des raisons financières, de mobilité ou encore de barrière linguistique. À cela s'ajoute la réalité que nous connaissons tous, des médecins qui partent à la retraite sans être remplacés.

Le diagnostic de santé que nous avons mené est sans appel. Il met en évidence un manque de professionnels de santé de proximité, des difficultés de coordination entre les acteurs, des besoins importants en prévention, en accompagnement à la parentalité et en éducation à la santé des publics particulièrement vulnérables, personnes âgées isolées, habitants ne maîtrisant pas la langue ou encore éloignés des dispositifs de prévention, familles monoparentales.
Il souligne également un enjeu majeur autour de la santé mentale pour les enfants comme pour les adultes, ainsi que l'impact déterminant des conditions de logement sur la santé.

Face à ces constats, la création d'une maison de santé est une réponse concrète, utile et nécessaire. C'est un outil qui permet de mieux coordonner les soins, de favoriser le travail en équipe entre professionnels et d'offrir aux habitants un accès facilité à des soins de qualité dans un cadre accueillant.

C'est aussi un levier essentiel pour renforcer la prévention, développer des actions de santé publique et garantir une prise en charge globale des patients.
J'insiste sur le global. En tant qu'élu, nous défendons une vision claire. L'accès à la santé doit être un droit pour toutes et tous, et non dépendre du lieu où l'on vit ou de ses moyens.

Cette délibération va dans le sens de l'intérêt général et de la réduction des inégalités sur notre territoire. Merci.

**Madame la Maire**

Merci beaucoup à Madame Winterhalter qui a porté à bout de bras ce dossier.
Monsieur Martin Henry.

**Monsieur Martin Henry**

Merci Madame la Maire,

Vous nous demandez aujourd'hui de voter une subvention pour la création d'une maison de santé dans le quartier du Marais.
Vous avez réalisé un montage financier afin de mobiliser un peu plus de 1 200 000 €.

Je n'ai pas pu participer à la Commission où ce projet a été présenté, mais ce que j'en ai compris, c'est que très peu d'éléments ont été présentés. Et j'avoue que j'ai des soucis avec le manque d'information.

On a un budget d'investissement précis, on n'a pas d'adresse concernant le lieu de cette Maison de santé, or il doit être défini. On n'a pas de descriptif des locaux, on n'a pas de date de livraison du projet, on n'a aucune information sur le nombre de praticiens qui seront dans cette Maison de santé, ni les spécialisations de ces professionnels de santé.
Le diagnostic dont parle votre Conseillère municipale n'a pas été partagé non plus.

En plus, ce qui nous surprend, c'est que le projet commence par une demande de subvention de 100 000 €.

Et ça m'amène aussi à vous poser la question sur le budget de fonctionnement qui est prévu sur cette Maison de santé. Combien ça coûtera aux professionnels ? Quelle sera la contribution éventuelle de la ville aussi pour les aider ?

Pour moi, conceptuellement c'est pas une forcément une mauvaise idée, je ne vais pas la discuter, mais il est très difficile de voter quelque chose qui est sans aucun détail à part le financement.

C'est quand même extrêmement gênant de se retrouver au Conseil municipal aussi démuni en termes d'information.

Voilà, je vous remercie.

**Madame la Maire**

Madame Matz

**Madame Bénédicte Matz**

Nous ne pouvons que nous réjouir de la création de cette maison de santé pluriprofessionnelle dans le quartier du Marais, récemment classé ZAC et dont la population concentre des besoins importants. Ces professionnels de santé, dont les liens avec la CPTS sont déjà établis et réels, permettront un meilleur accès aux soins, une meilleure coordination des parcours de santé de la population, des meilleures mesures de prévention adaptées au plus près des besoins des habitants.

Moi aussi, je me posais un petit peu la question des professionnels de santé, comment ça allait s'organiser dans le quartier qui est déjà au courant.

En fait, j'ai discuté avec Pierre Tryleski de la CPTS qui m'a dit qu'en fait, les relations sont déjà extrêmement établies, que certains médecins qui participeront à la maison Maison pluriprofessionnelle sont dans la CPTS, c'est l'organisation territoriale imposée par l'ARS et celle qui couvre en fait Schiltigheim, Bischheim et Hoenheim, c'est la CPTS COSEN.
Donc il y a 800 professionnels de santé qui participent à cette CPTS.

Le rôle des CPTS est bien largement supérieur à une maison de santé. La maison de santé a un rôle local avec des professionnels de santé qui agissent localement, bien sûr en interaction et avec des parcours de soins coordonnés.
Mais c'est vrai que c'est la CPTS essentiellement qui coordonne ces parcours de soins avec des actions ciblées et imposées par l'ARS, ce qui n'est pas du tout le cas pour les pour les maisons de santé.
Et en tout cas j'avais été rassurée en discutant avec Monsieur Tryleski sur cet aspect-là des choses.

Moi j'ai deux remarques.
Alors il y a des questions que je me posais comme Monsieur Henry.
J'avais une petite remarque technique, pouvez-vous me confirmer l'identité de la personne qui représente LOCUSEM puisqu'en fait il est noté qu'il avait été désigné par un Conseil d'administration et il n'y a pas de date.

Concernant le volet financier du montage, c'est une convention qui sera signée pour 5 ans. Est-ce qu'elle sera renouvelable, puisqu'elle est là pour aider au paiement des loyers ?
Si au bout de 5 ans cette aide s'arrête, qu'est-ce qu'il advient des loyers ?

Concernant le fonctionnement en lui même de la maison, y aura-t-il des conditions exigées de la part des professionnels de santé ? C'est-à-dire est-ce qu'ils s'engagent pour une durée déterminée ?
Est-ce qu'on intervient sur ça ?
On sait combien tout le monde a lu dans les journaux des histoires de médecins qui s'installent pour 3 ans parce qu'ils ont une allocation de la part de la mairie, et puis au bout de 3 ans vont aller s'installer ailleurs où ils ont d'autres subventions.
Donc voilà, est-ce qu'il y a des exigences de notre part ?

Quelles disciplines de santé seront recrutées ? Qui va décider ? Est-ce qu'on ne risque pas de faire des doublons ?
Il y a des besoins primaires. Ce serait intéressant de savoir quelles disciplines de santé seront recrutées, sur quels critères, en fonction de quels besoins.
Merci pour votre attention.

**Madame la Maire**

Je vais laisser Laurence répondre et puis je compléterai. Non, c'est comme tu veux, sinon je réponds.

**Madame Laurence Winterhalter**

Alors je voulais dire que ce projet date de 2018 et que le diagnostic a été fait en 2019.
Au départ, cette Maison de santé devait être positionnée au quartier des Écrivains et de ce fait, la ville de Bischheim s'était également intéressée au projet.
Depuis, les choses ont changé. En 8 ans, effectivement, les choses ont changé, les besoins se sont déplacés. Donc c'est une Maison de santé au quartier du Marais qui est donc proposée.

Cette Maison de santé se situe Avenue Mendès-France.
Pour le moment, il y a 3 médecins généralistes, 3 infirmiers, un dermato, 3 orthophonistes.
On pense à une sage femme. Une psychologue.

Il y a effectivement des médecins, des professionnels de santé très intéressés.
Alors je voulais simplement dire que cette présentation de la Maison de santé a été faite à la commission des affaires sociales. On a présenté effectivement tous les éléments constitutifs à cette délibération.

Pour ce qui est du représentant de la LOCUSEM, son nom c'est Olivier Thuet.
Et les médecins s'engagent pas que pour 3 ans. Effectivement, ils s'engagent pour beaucoup plus longtemps que ça et c'est un engagement fort de leur part. Une charte, un engagement écrit.

Ce qui veut dire que cette Maison de santé, elle a vocation à durer.

**Madame la Maire**

Juste pour terminer donc, ils ont finalisé leur projet de santé. Ils sont accompagnés par l'ARS et la CPAM. Donc c'est un accompagnement qui est soutenu avec une aide juridique extérieure qui est financée par la CPAM et par l'ARS. Le projet de santé a abouti, donc il est en cours de validation.
Là, ça va leur permettre de créer cette société justement de groupement de médecins et de professionnels de santé, qu'on appelle une SISA, qui va s'installer dans cette future Maison de santé.
Le versement ne sera exécutoire qu'au moment où tout ça sera bouclé, on espère cet été, en juillet, donc ce sera exécutoire en septembre au moment où ça pourra ouvrir.
L'ouverture est prévue dernier trimestre 2026.

Pour compléter, c'est un engagement sur 10 ans avec un minimum de 6 ans. Et justement, on peut avoir des professionnels qui bougent, qui partent, mais ils sont en train de travailler sur leur charte et sur les clauses pour trouver un professionnel remplaçant.
Mais en tout cas, normalement, c'est un engagement sur 10 années pour que ce soit soutenable. C'est une subvention uniquement d'investissement et pas de fonctionnement.

C'est une Maison urbaine de santé, ça n'est pas un centre municipal de santé. Donc c'est une aide à l'investissement comme c'est fait dans les autres maisons urbaines de santé de la métropole, pour pouvoir justement permettre à ces professionnels de santé de s'établir.

Puisqu'on sait que pour quatre médecins qui partent à la retraite aujourd'hui, on en a qu'un qui est remplacé et dans des conditions qui vont être très différentes, c'est d'autres générations de médecins et donc les maisons urbaines correspondent mieux au temps de vie et au temps consacré.

L'intérêt c'est d'avoir des orthophonistes qui sont déjà en place et on a une réglementation et un zonage sur les kinés.
En tout cas-là aujourd'hui sur les orthophonistes, elles sont déjà dans le quartier.
Deux médecins qui sont déjà dans le quartier et un médecin complémentaire généraliste puisque pour avoir une maison urbaine de santé, il faut toujours une base de deux médecins généralistes au départ et après on a les autres professionnels qui vont arriver, ce qui va les aider, ce qui va les soutenir, notamment du côté des subventions de l'ARS et de l'accompagnement de la CPAM.

Outre leur projet de santé commun, c'est d'avoir de la coordination et de pouvoir suivre les parcours de santé.

Il faut savoir que sur notre territoire, on est sur Schiltigheim parmi les moins bons en terme de prévention sur la métropole.
Donc des pathologies qui vont être plus lourdes et le lien à faire après c'est aussi avec le CMCO, avec l'hôpital du territoire, on va avoir un rendez-vous bientôt justement pour avoir une permanence sage femme, gynéco,  PMI etc., pour pouvoir soutenir puisqu'on n'a pas la compétence PMI sur la commune.

On a peut-être été un peu trop discret sur ce projet et je vous propose qu'on en parle. On le porte depuis longtemps, notamment Laurence. Moi je vous propose que quand c'est tout ça sera posé, la SISA signée, de faire une présentation en municipalité, peut-être en novembre lors de la conférence, on pourrait peut être élargir ou alors sur un autre temps qu'on pourrait dédier pour vous présenter peut-être quelques professionnels de santé.

Et Selim aussi a beaucoup suivi ce projet.

**Monsieur Selim Ulu**

Bonjour Messieurs-Dames,

J'avais travaillé avec Laurence Winterhalter sur ce projet.
C'est vrai qu'il faut se rappeler que c'est tellement compliqué de brasser ou de conserver simplement des médecins sur le territoire qu'on a dû travailler. C'était un travail de longue haleine avec les services alors qu'on avait pas forcément beaucoup de moyens pour aboutir à ce projet.

Donc c'est pour ça qu'on s'en félicite. C'est vrai qu'on a pas effectivement beaucoup communiqué.
On aurait peut être dû. J'espère qu'on va le faire. Ça montre que Schiltigheim a voulu et veut encore travailler sur la santé de ses concitoyens. Ça a mis beaucoup de temps parce qu'il faut aller convaincre des médecins de travailler différemment.

Il fallait trouver de l'argent. Voilà, on a réussi à réunir tous ces professionnels de santé et on va les garder j'espère encore longtemps sur le territoire pour servir les Schilikois.

Merci.

**Madame la Maire**

Oui, Monsieur Henry.

**Monsieur Martin Henry**

Merci pour ces explications supplémentaires, mais j'insiste.

Apparemment ça a été présenté dans une commission, mais c'est la Commission ressources qui propose.
Et ni dans la Commission ressources ni dans l'autre Commission, il y a dans le compte rendu une présentation de ce projet.

Donc moi j'aimerais bien quand même ne pas attendre le mois de novembre pour avoir une présentation complète de ce projet à notre disposition. Qu'on le comprenne et qu'on puisse le soutenir.

On n'est pas contre, mais si on n'est pas informé, à quoi on sert ?

Je vous pose vraiment une question par rapport à l'approche que vous avez du Conseil municipal. Quand on va à la métropole, on a des délibérations, on a des tonnes d'annexes. Là on a rien.
Et donc c'est quand même très gênant de se retrouver à voter des choses en ayant les mains vides de notre côté.

Donc moi je vous demande simplement d'accélérer le processus, de faire une exception et de nous envoyer une présentation de ce projet de A à Z.
Vous avez tout, le projet est mûr et évidemment on vous soutiendra.

Voilà, je vous remercie.

**Madame la Maire**

Ça marche.
Alors sentez-vous libre en commission de le dire, de faire un mail, d'avoir les explications.

Je pense qu'on est dans un fonctionnement assez cordial et respectueux pour pouvoir se le dire et interpeller le collègue qui va repasser par les services pour dire qu'on refera à la prochaine Commission un temps dédié.

C'est comme ça qu'on va faire aussi progresser notre conseil.

Cela étant, je propose de passer au vote.
Qui est contre ?  Qui s'abstient ?

Je vous remercie de cette belle unanimité. Je peux vous dire qu'elle sera regardée et appréciée par les professionnels de santé.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 36 | 38 |

L'an deux mille vingt six, le 23 juin à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etaient excusés et représentés :**
Mme Nadine HERMOSO par M. Julien HOFSTETTER, M. Marc BAADER par Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE087 - MISE À DISPOSITION GRATUITE PARTIELLE DE LA SALLE DU BRASSIN AU PROFIT DE L'ASSOCIATION "LES ATELIERS DES MALTERIES"

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

L'Association « Les Ateliers des Malteries » située 28 rue de Lauterbourg, 67300 Schiltigheim organise le festival Muz le 27 juin 2026 au Brassin.

Cet évènement, organisé par une association schilickoise, est un évènement culturel d'envergure participant au rayonnement du territoire, à l'attractivité de la commune ainsi qu'à la dynamisation culturelle et sociale locale.

Cette aide est demandée sous forme de gratuité partielle d'un montant de 2709,74 € TTC pour leur permettre d'amortir le coût de cette location.

La Ville de Schiltigheim souhaite montrer son entière solidarité avec l'association « Les Ateliers des Malteries », et propose la mise à disposition gratuite partielle de la salle du Brassin à hauteur de 2258,12 € HT soit 2709,74 € TTC. Ce montant de 2258,12 € correspond à : 16 h de présence de régisseurs pour un montant de 2133,12 € HT et la location du vidéoprojecteur pendant une journée pour un montant de 125 € HT.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du conseil municipal pour régler par ses délibérations les affaires de la commune ;*
*Considérant que la salle du Brassin est adaptée à l'organisation du Festival Muz par Les Ateliers des Malteries ;*
*Considérant que la Ville de Schiltigheim souhaite soutenir cet évènement culturel d'envergure sur le territoire.*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission de l'Animation locale et du Bureau municipal,

**DECIDE** de mettre gratuitement partiellement à hauteur de 2709,74 € TTC la salle du Brassin les 26 et 27 juin 2026, dans le cadre de l'organisation du Festival Muz ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout document relatif à la mise en œuvre de cette mise à disposition notamment le contrat de location de la salle.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 25 juin 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 25 juin 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260623-3435-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 23 juin 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Vont suivre plusieurs délibérations portées par notre collègue Maïté Elia, Adjointe à la vie culturelle, sur des mises à disposition de salles de spectacle.
Notamment la numéro 6, la mise à disposition gratuite partielle de la salle du Brassin au profit de l'Association Les ateliers des Malteries.

Est-ce qu'il y a une question pour leur festival traditionnel qui a lieu tous les 2 ans ?

Donc je vais laisser Maïté juste conclure cette délibération.

[*Lecture du délibéré par Madame Maïté Elia*]

**Q**ui est contre ? Qui s'abstient ?
Cette délibération est adoptée.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 36 | 38 |

L'an deux mille vingt six, le 23 juin à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etaient excusés et représentés :**
Mme Nadine HERMOSO par M. Julien HOFSTETTER, M. Marc BAADER par Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE088 - MISE À DISPOSITION GRATUITE DE LA SALLE DE LA BRIQUETERIE AU PROFIT DE LA MISSION LOCALE À L'OCCASION DE L'ÉVÉNEMENT "EN CHEMIN VERS L'EMPLOI"

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

La Mission Locale – Relais Emploi de Schiltigheim (MLRE), située 3 rue Gabrielle Colette, 67800 Bischheim organise l'évènement « En chemin vers l'emploi » le 2 juillet 2026.

Cet évènement, centré autour du territoire, de l'emploi et de la formation, a pour objectif de favoriser la rencontre entre le public suivi par la Mission Locale dans le cadre de sa recherche d'emploi et les partenaires ainsi que les employeurs du territoire.

Étant donné que la Briqueterie permet l'organisation d'un évènement de ce type et que cette salle est située au cœur même du territoire d'action de la Mission Locale, la Ville de Schiltigheim souhaite montrer son entière solidarité avec la MLRE de Schiltigheim qui, bien que son siège soit situé à Bischheim, déploie son action sur l'ensemble du territoire de Schiltigheim.

La Ville souhaite également souligner la vocation intercommunale de cette structure ainsi que son rôle d'utilité sociale. À ce titre, elle propose la mise à disposition gratuite de la salle de la Briqueterie, en configuration conférence, pour une durée de 12 heures, prestations de sécurité incluses.

Cette mise à disposition gratuite représente un montant total de 3 050 € HT, soit 3 660 € TTC. Ce montant correspond à un forfait de location de la salle de spectacle, en configuration conférence, pour une durée

inférieure à 12 heures, d'un montant de 2 750 € HT, auquel s'ajoute la mise à disposition de trois agents SSIAP pour une durée de quatre heures chacun, représentant un montant de 300 € HT.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du conseil municipal pour régler par ses délibérations les affaires de la commune ;*
*Considérant que la salle de la Briqueterie est adaptée à l'organisation de l'évènement « En chemin vers l'emploi » organisé par la Mission Locale – Relais emploi de Schiltigheim ;*
*Considérant que la Ville de Schiltigheim souhaite soutenir l'initiative de cet acteur local de la lutte contre l'exclusion des jeunes de 16 à 25 ans révolus non scolarisés et des bénéficiaires des minimas sociaux à partir de 26 ans.*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission de l'Animation locale et du Bureau municipal,

**DÉCIDE** de mettre gratuitement à disposition de la Mission Locale – Relais emploi de Schiltigheim la salle de la Briqueterie, en configuration conférence et avec les prestations de sécurité incluses, le 2 juillet 2026, dans le cadre de l'organisation de l'évènement « En chemin vers l'emploi » pour un montant de 3660 € TTC ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout document relatif à la mise en œuvre de cette mise à disposition notamment le contrat de location de la salle.

**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 34 | |
| Contre | 0 | |
| Abstention | 0 | |
| Ne participent pas part au vote | 4 | **Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Nadia KECHID, M. Hervé ROQUEPLAN, M. Michaël NGUYEN.** |

Date de télétransmission : 25 juin 2026
Date de retour de l'acte : 25 juin 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260623-3616-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 23 juin 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

On poursuit avec le projet de mise à disposition gratuite de la salle de la Briqueterie au profit de la Mission locale à l'occasion de l'événement « En chemin vers l'emploi ».

Est-ce qu'il y a des souhaits de précisions, d'interventions, d'éclaircissement ?
Tout est clair.

[*Lecture du délibéré par Madame Maïté Elia*]

Alors j'ai une question pour notre Direction générale, ça n'est pas une subvention directe mais c'est une mise à disposition.
Est-ce que ceux qui siègent au Conseil d'administration doivent se déporter du vote ? Oui, et donc ceux qui siègent au Conseil d'administration, Madame Kechid, Monsieur Rocheplan, Monsieur Henry et moi-même ne prenons pas part au vote.

Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? C'est adopté.
Merci beaucoup.

Et je vous propose même de pouvoir y passer, c'est le 2 juillet, le Chemin vers l'emploi, n'hésitez pas à y passer, c'est toujours encourageant pour la Mission locale.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 23 juin à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etaient excusés et représentés :**
Mme Nadine HERMOSO par M. Julien HOFSTETTER, M. Marc BAADER par Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE089 - MISE À DISPOSITION GRATUITE PARTIELLE DE LA SALLE DU BRASSIN AU PROFIT DE L'ASSOCIATION POUR LE DON DU SANG BÉNÉVOLE DE SCHILTIGHEIM À L'OCCASION DE LA COLLECTE DE SANG

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

L'Association pour le Don du Sang bénévole de Schiltigheim située 1 rue du Poitou, 67300 Schiltigheim organise une collecte de sang et distribution de repas le 9 juillet 2026.

Cet évènement, organisé par une association schilickoise, a pour objectif de répondre aux besoins des établissements de santé en matière de collecte de sang, tout en offrant un repas aux donneurs bénévoles en remerciement de leur engagement.

La salle du Brassin étant adaptée à l'organisation d'un tel évènement, sa mise à disposition apparaît pertinente.

Par ailleurs, l'association étant domiciliée à Schiltigheim, elle peut bénéficier de la gratuité de la location de la salle sèche. Elle demande donc la gratuité partielle pour les options pour un montant de 248,35 € HT soit 298,02 € TTC qui correspondent à la location de la cuisine pour un montant de 133,33 € HT et la présence d'un SSIAP1 pour une durée de 6 heures pour un montant de 115,02 € HT.

La Ville de Schiltigheim souhaite montrer son entière solidarité avec l'Association pour le Don du Sang bénévole de Schiltigheim et propose la mise à disposition gratuite partielle de la salle du Brassin à hauteur

de 248,35 € HT soit 298,02 € TTC.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du conseil municipal pour régler par ses délibérations les affaires de la commune ;*
*Considérant que la salle du Brassin est adaptée à l'organisation de l'évènement de collecte de sang et distribution de repas organisé par l'Association pour le Don du Sang bénévole de Schiltigheim ;*
*Considérant que la Ville de Schiltigheim souhaite soutenir l'initiative de cet acteur local d'utilité publique pour répondre aux besoins des établissements de santé.*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission de l'Animation locale et du Bureau municipal,

**DÉCIDE** de mettre gratuitement partiellement à hauteur de 298,02 € TT à disposition de l'Association pour le Don du Sang bénévole de Schiltigheim la salle du Brassin, le 9 juillet 2026 pour l'après-midi et la soirée, dans le cadre de la collecte de sang bénévole ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout document relatif à la mise en œuvre de cette mise à disposition notamment le contrat de location de la salle.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 25 juin 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 25 juin 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260623-3617-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 23 juin 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Projet de délibération numéro 8 sur la salle du Brassin au profit de l'Association pour le don du sang bénévole de Schiltigheim à l'occasion de la collecte de sang.
Est-ce qu'il y a des souhaits de précision sur cette délibération ?

Oui Élisabeth, une intervention ? Oui bien sûr. Allez-y.

**Madame Élisabeth Hellenbrand**

Madame la Maire, chers collègues,

Bien évidemment, notre groupe votera pour cette délibération qui vient en soutien à une association directement impliquée dans la collecte du sang à Schiltigheim. Néanmoins, je voudrais faire quelques remarques.

Ces dernières années, l'établissement français du sang organise avec cette association 10 collectes annuelles à Schiltigheim. 8 d'entre-elles se déroulent dans la salle de l'aquarium, au rez-de-chaussée de l'Hôtel de ville.

Tout le monde sait que cette salle n'offre pas les conditions optimales pour la collecte de sang pour les donneurs. Et cela se voit sur la mobilisation de ces derniers. Ils sont compris entre 50 et 70 à chaque collecte, là où on pourrait espérer le double, soit environ 150 personnes, compte tenu du nombre d'habitants de notre commune.

Ainsi, nous proposons, Madame la Maire, que cette mise à disposition de la salle du Brassin soit systématique et vienne en remplacement des 8 collectes à l'Hôtel de ville et pas seulement pour le 9 juillet prochain.

Par ailleurs, l'association a fait plusieurs démarches auprès de la Mairie, comme l'organisation de la Journée mondiale du don du sang au Brassin, justement prévue le 11 juin dernier.
Hélas, vous avez refusé cette demande.

Nous pensons que la ville de Schiltigheim peut mieux faire qu'une mise à disposition ponctuelle, en adoptant une véritable politique volontariste envers le don du sang qui, rappelons-le, est une mission humanitaire et sanitaire essentielle.

Merci.

**Madame la Maire**

Merci beaucoup. Les contraintes font que c'est pas de gaieté de cœur évidemment, et que ça n'est surtout pas volontaire de ne pas pouvoir pourvoir directement.

Mais je vais laisser notre collègue Monsieur Splet répondre puisqu'ils vont recevoir l'association.

**Monsieur Antoine Splet**

Je n'ai pas de réponse très précise à vous apporter, mais déjà je vous remercie pour vos interrogations.

Je crois qu'on partage tous et toutes les objectifs que vous avez énumérés. On rencontre l'association jeudi, donc on discutera de manière ouverte et constructive sur vos propositions pour voir comment on peut cheminer ensemble.

Après, vos propositions de systématiser, c'est compliqué eu égard aux besoins, aux activités culturelles qu'il y a dans la salle.

Mais en tout cas, je suis sûr, quand on se met autour de la table avec les acteurs associatifs, on arrive toujours à trouver un chemin pour faire progresser cette cause qui est, je crois, commune à l'ensemble des bancs de cet hémicycle.

**Madame la Maire**

Madame l'Adjointe.

**Madame Maïté Elia**

Bien-sûr, je souscris totalement aux propos de Monsieur Splet, et la programmation culturelle qui est organisée au Brassin, évidemment, sera un élément déterminant dans la discussion que l'on aura avec l'association.

[*Lecture du délibéré*]

**Madame la Maire**

Bien, qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie pour cette unanimité.

---

*Vu les articles L. 2121-29 et L. 2541-12 du Code général des collectivités territoriales,*
*Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses articles 9-1 et 10,*
*Vu l'article 1 du décret 2001-495 du 6 juin 2001*
*Considérant la délibération du 10 février 2026 attribuant une subvention de 20 000€ à l'Amicale du personnel,*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Ressources » et du Bureau municipal,

**APPROUVE** le versement d'une subvention de fonctionnement de 50 400 € à l'Amicale du personnel municipal de la Ville de Schiltigheim,

**APPROUVE** la convention d'objectifs jointe en annexe,

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer la convention ,

**PRÉCISE** que les crédits sont prévus au budget 2025 – compte 65748.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 25 juin 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 25 juin 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260623-3535-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 23 juin 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 23 juin à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etaient excusés et représentés :**
Mme Nadine HERMOSO par M. Julien HOFSTETTER, M. Marc BAADER par Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE090 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'AMICALE DU PERSONNEL 2026

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

L'Amicale du personnel municipal de la Ville de Schiltigheim a pour objet :

- De regrouper l'ensemble du personnel municipal de la Ville de Schiltigheim en vue de développer l'esprit de camaraderie et de solidarité entre ses adhérents et de tendre à l'amélioration de leurs conditions de vie et à leurs épanouissements ;
- De procurer, en contrepartie de leur cotisation ou de leur participation, certains avantages à ses membres ;
- De susciter, soutenir et mener des actions dans les domaines social, culturel, artistique, touristique, de loisirs et sportif, sans que cette énumération soit exhaustive ;
- De réaliser les opérations mobilières et immobilières se rapportant à son objet ;
- Et plus généralement, de réaliser toute opération se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement.

Par délibération du Conseil municipal en date du 10 février 2026, une subvention de 20 000 € a été attribuée à l'Amicale du personnel.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

**Madame la Maire**

Nous poursuivons avec la délibération numéro 9 sur l'attribution d'une subvention à l'Amicale du personnel pour 2026.
Est-ce qu'il y a des souhaits de précision ou de présentation de la délibération qui a dû être présentée normalement en commission ressources ?

Je vais laisser notre collègue en faire une courte synthèse et présenter la conclusion.

[*Lecture du délibéré par Madame Sophie Mehmanpazir*]

Merci beaucoup.
Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ?
Elle est adoptée.

Merci encore pour les agents qui sont à l'Amicale, qu'ils soient retraités ou en activité. Encore qu'on est hyperactif quand on est retraité...

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 23 juin à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etaient excusés et représentés :**
Mme Nadine HERMOSO par M. Julien HOFSTETTER, M. Marc BAADER par Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE091 - ACCEPTATION D'UN MÉCÉNAT DU FONDS DE DOTATION IMAGIN'ACT POUR LE PROJET "THÉÂTRE ET SANTE MENTALE"

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

La Ville de Schiltigheim, à travers la Direction de la Culture organise un parcours théâtral pour les jeunes des collèges et lycées de son territoire. Une classe de troisième du Collège Rouget de Lisle et une classe de seconde du Lycée Emile Mathis vont travailler avec deux comédiens intervenants sur la création de petites scènes.

Le travail autour du théâtre forum est utilisé depuis plus de deux ans pour aborder des problématiques importantes traversées par la jeunesse.

Une première année autour du harcèlement, une seconde autour des violences et des rapports de force et cette troisième autour de la santé mentale, nous permettent de travailler des questions sensibles par l'intermédiaire d'une pratique et d'une expression artistique.

Ce travail repose sur des partenaires solides qui suivent le projet depuis plusieurs années. Les jeunes collégiens et lycéens se saisissent de cette opportunité pour traverser des situations vécues et/ou observées en construisant par le biais du théâtre, des alternatives et des solutions à leurs problématiques.

En partant de paroles individuelles, les élèves écriront collectivement de petites histoires, les mettront en scène et les joueront dans la salle du Cheval Blanc à Schiltigheim, avant de venir découvrir un spectacle de

la saison culturelle de Schiltigheim. Ce projet se déroulera entre octobre 2026 et mars 2027.

Afin de participer au financement de ce projet de territoire, la Direction de la Culture de la Ville de Schiltigheim a déposé une demande d'aide financière auprès du Fonds de dotation Imagin'Act. Imagin'Act est un fonds de dotation né en 2023 de la volonté commune des sociétés Socomec et E'nergys qui agit pour illuminer l'avenir des jeunes de 10 à 15 ans issus de milieux modestes.

Ce mécénat s'inscrit dans les dispositions de la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations et notamment dans les dispositions codifiées à l'article 238 bis du code général des impôts. Conformément à l'article précité, le don est affecté à un projet exercé dans l'un des domaines concernés, en l'occurrence le domaine culturel, il est réalisé en France et il a un caractère non lucratif.

En outre l'article L.2242-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que « le conseil municipal statue sur l'acceptation des dons et legs faits à la commune. ». Dès lors, la délégation à la Maire, dans le cadre de l'article L2122-22 du CGCT, n'est pas une voie d'acceptation possible.

La Direction de la Culture de la Ville de Schiltigheim demande donc désormais au Conseil municipal de prendre la délibération jointe qui accepterait le mécénat d'un montant de 1600 € proposé par le Fonds de dotation Imagin'Act en faveur du projet « Théâtre et santé mentale ».

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu les articles L.2242-1 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du conseil municipal pour accepter les dons et legs ;*
*Vu la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, qui a renforcé les dispositions fiscales et juridiques applicables au mécénat.*
*Considérant que le mécénat se définit comme un soutien matériel apporté sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire ;*
*Considérant que le Fonds de dotation Imagin'Act souhaite accorder à la Commune un mécénat financier d'un montant de 1600 € destiné à soutenir le projet « Théâtre et Santé Mentale » ;*
*Considérant que ce mécénat s'inscrit pleinement dans le cadre légal et contribue à la promotion de la culture sur le territoire, en cohérence avec les missions d'intérêt général portées par la commune.*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission de l'Animation Locale et du Bureau municipal,

**ACCEPTE** le mécénat d'un montant de 1600 € proposé par le Fonds de dotation Imagin'Act en faveur du projet « Théâtre et Santé Mentale » ;

**APPROUVE** la convention de mécénat **;**

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout document relatif à la mise en œuvre de ce mécénat, notamment la convention précisant les modalités de versement et les contreparties en image telles que la mention du mécène sur le site internet de la ville ;

**AUTORISE** l'inscription de la recette correspondante au budget de la ville, chapitre : 75 – gestionnaire : culture – fonction : 311 – nature : 756.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 25 juin 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 25 juin 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260623-3578-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 23 juin 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

La délibération numéro 10, l'acceptation d'un mécénat du Fonds dotation Imagin'act pour le projet « *Théâtre et santé mentale* ».

Est-ce qu'il y a des souhaits de précision ou de synthèse de cette délibération ? Non ?
Alors je vais laisser Madame l'Adjointe juste faire une très courte synthèse et puis arriver sur la conclusion. Merci.

[*Lecture du délibéré par Madame Maïté Elia]*

Bien merci. J'espère que vous avez pu poser toutes les toutes les questions possibles parce que c'est un super projet.
Et les questions de santé mentale sont au cœur aussi des quotidiens et j'espère bientôt des politiques publiques.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Merci pour cette belle unanimité.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 23 juin à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etaient excusés et représentés :**
Mme Nadine HERMOSO par M. Julien HOFSTETTER, M. Marc BAADER par Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

**N° 2026DE092 - PROJETS SUR L'ESPACE PUBLIC - AJUSTEMENT DU PROGRAMME 2026 : TRANSPORT, VOIRIE, SIGNALISATION STATIQUE ET DYNAMIQUE, EAU ET ASSAINISSEMENT ET NPNRU : COMPLÉMENT DU PROGRAMME 2026 - LANCEMENT, POURSUITE DES ÉTUDES ET RÉALISATION DES TRAVAUX**

Rapporteur : Monsieur Julien RATCLIFFE, Adjoint

Par délibération en date du 19 décembre 2025, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg avait approuvé le programme 2026 des projets sur l'espace public dans son domaine de compétence : voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement.

Cependant, pour certaines opérations, les études de détail ou des aléas de chantier nécessitent de compléter le budget global. La conjoncture actuelle avec les différentes hausses de prix des matériaux et des énergies, nécessite également d'ajuster les montants de certaines opérations.

Par ailleurs, d'autres opérations, particulièrement en eau et assainissement, doivent être ajoutées suite à la dégradation de l'état d'entretien des équipements ou à l'obligation d'accompagner des projets initiés par d'autres maîtres d'ouvrage.

Le projet de délibération joint en annexe 1 sera soumis au Conseil de l'Eurométropole le 26 juin 2026

concernant les ajustements des projets portés par la DEPN sur notre commune. Cette délibération d'ajustement permet principalement de régulariser les montants financiers d'opérations terminées ou en cours, ainsi qu'à inscrire des travaux sur les réseaux d'eau ou d'assainissement.

La liste des projets modifiés et nouveaux est jointe en annexe 2 à la présente délibération.

Les montants délibérés sont établis en référence aux indices valeur juin 2026.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le projet de délibération de l'Eurométropole de Strasbourg joint en annexe de la présente délibération ;*
*Vu le tableau intitulé "Schiltigheim" joint en annexe et relatif aux projets sur la commune ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission de l'Aménagement du territoire et du Bureau municipal,

**APPROUVE** l'ajustement du programme 2026 des projets sur l'espace public dans les domaines de compétence de l'Eurométropole (voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement) et sur le territoire communal de la Ville de Schiltigheim, tel que figurant dans le tableau en annexe de la présente délibération.

**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 33 | |
| Contre | 6 | **Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE.** |
| Abstention | 0 | |
| Ne participe pas part au vote | 0 | |

Date de télétransmission : 25 juin 2026
Date de retour de l'acte : 25 juin 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260623-3619-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 23 juin 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Nous arrivons avec un nouveau projet de délibération, le 11, sur les projets sur l'espace public.
Et je vais laisser notre collègue Julien Ratcliffe.
Est-ce qu'il y a des souhaits d'intervention et de clarification ? Oui Monsieur Hyvernaud, donc on va laisser notre collègue la présenter.

[*Lecture du délibéré par Monsieur Julien Ratcliffe*]

Peut-être que mon collègue Benoît Steffanus voudra compléter au regard de ses délégations.

**Madame la Maire**

Merci, on va peut-être déjà laisser parler notre collègue Monsieur Hyvernaud.

**Monsieur Raphaël Hyvernaud**

Merci Madame la Maire. Chers collègues,

Les montants évoqués ou qui le seront peut-être juste après mon intervention dans cette délibération correspondent à des choix politiques décidés sous la précédente mandature, la mandature de votre prédécesseur que vous cautionnez et qui a été rappelée en ce début de séance.

Ce soir, je voudrais m'attarder sur l'un de ces ajustements, celui concernant le projet tactique cyclable de la route de Bischwiller. Et avant même d'aborder le montant de 20 000 €, une précision s'impose. Ce projet, dans sa conception comme dans sa mise en œuvre, est difficilement compréhensible pour les riverains comme pour les commerçants.

Le terme même de projet tactique interroge. Tactique pour qui et surtout au service de quelle vision d'ensemble ?

Car si cette délibération n'a pas d'impact pour le budget communal, elle impacte fortement la vie quotidienne de celles et ceux qui vivent, travaillent ou circulent dans ce secteur. Ce tronçon situé entre la rue Saint Charles et la rue des Vosges a été réalisé sans réelle concertation. Il a transformé un axe structurant de notre commune, une rue commerçante vivante, équilibrée, en autoroute cyclable dont les effets se font ressentir chaque jour.

Les nuisances sont nombreuses, une circulation désorganisée, une accessibilité réduite, des usages qui se superposent sans cohérence et une perte d'attractivité pour les commerces.
La suppression d'environ d'un tiers des places de stationnement a aggravé la situation en éloignant une partie de la clientèle.

Les commerçants le disent, leur activité est fragilisée. Certains évoquent même des perspectives de fermeture. Les plus récentes ont d'ailleurs mis en lumière les limites de cet aménagement. Devant plusieurs commerces, l'eau s'est accumulée, provoquant des dégâts matériels et des fermetures temporaires.

Ces phénomènes ne sont pas anecdotiques. Ils montrent qu'un aménagement pensé pour répondre à un objectif unique, la mobilité cyclable, peut créer des déséquilibres majeurs lorsqu'il n'est pas intégré dans une vision globale de l'espace public.

Ces 20 000 € supplémentaires ne servent ni à corriger les problèmes constatés, ni à améliorer la vie quotidienne des riverains, ni à soutenir les commerces fragilisés, ni à traiter les inondations, ni à restaurer l'accessibilité du secteur.
Ils servent uniquement à ajuster un projet déjà contesté sans que les difficultés qu'il a généré ne soient prises en compte.

D'où une question simple mais essentielle, à quand une prise en compte réelle des préoccupations des habitants et des commerçants ? À quand la fin de cette logique où l'on ajuste des budgets, mais jamais les choix qui posent problème ? Quelles mesures envisagez-vous pour réduire les nuisances quotidiennes que ce tronçon génère aujourd'hui et dans l'accompagnement dans les commerces, dont l'activité est directement affectée par ces transformations ?

Un aménagement cyclable peut être utile, mais pas lorsqu'il se fait au détriment de l'équilibre d'un ensemble, de l'activité économique locale et de la qualité de vie. Il est temps que ces préoccupations soient enfin entendues.

Merci.

**Madame la Maire**

Bien, je vais laisser notre collègue Benoît Steffanus répondre.

**Monsieur Benoît Steffanus**

Merci Madame la Maire.

Effectivement, vous l'avez dit, c'est un choix politique. C'est un choix politique qu'on assume, la création d'une piste cyclable route de Bischwiller et la sécurisation des déplacements de nos enfants et aussi de milliers d'adultes qui l'empruntent chaque jour.

Vous parlez d'une autoroute cyclable, ce n'est pas uniquement une autoroute cyclable, c'est toujours une voie circulante pour les véhicules. On peut toujours circuler, aller d'un point de la rue des Vosges jusqu'au carrefour des 4 vents.

Il n'y a aucune entrave à la circulation automobile, c'est simplement le choix qu'on assume toujours de faire, de la place pour tout le monde.

Cette route là, elle était dangereuse. Les gens sont pas forcément au courant mais il y avait des accidents très régulièrement. Madame l'ancienne Maire était appelée très régulièrement à 23h00 parce qu'il y avait des accidents.
Il n'y avait pas forcément de la pub dans les DNA pour chaque accident mais c'était très courant et donc on avait une responsabilité.

On a toujours une responsabilité, celle de sécuriser les déplacements de tout à chacun et donc c'est le choix qu'on a fait.

Pour moi, automobiliste et cycliste, cette piste cyclable, elle est absolument réussie puisque je me sens en sécurité lorsque je suis en vélo et je me sens aussi en sécurité lorsque je suis en voiture et que devant moi je n'ai pas un vélo que je menace en le dépassant de trop près.
Chacun est rangé dans sa voie propre et je pense que chacun s'en porte mieux, il reste toujours de la place pour les piétons et donc chaque mode de déplacement a son secteur.

Ensuite, s'agissant des commerçant, vous dites qu'on a supprimé un tiers des places de stationnement. Un tiers par rapport à quoi ? Par rapport à l'entièreté de la ville ? A l'entièreté du secteur ?
Si c'est par rapport à toutes les places qu'il y avait sur la route de Bischwiller, je ne suis pas sûr qu'on soit à un tiers. Je crois qu'il y a une dizaine de places de stationnement, je crois que c'est 10 ou 12 places de stationnement, Julien Hofstetter complètera, supprimées sur 1,8 km de longueur, sur 3500 places je crois sur l'ensemble de Schiltigheim.

Moi je pense très sincèrement, en tout cas moi je l'assume complètement, qu'on peut supprimer 10 places de stationnement sur 3500 places dans une ville de 35000 habitants pour sécuriser les déplacements.

Vous parlez d'autoroute à vélo ? Oui, justement parce qu'il y a beaucoup de monde qui se déplace en vélo dans notre ville et on a une canicule, actuellement il fait 34°. On a la responsabilité aussi d'encourager les déplacements cyclistes, c'est probablement ce qui a été fait avec la piste cyclable route de Bischwiller, puisque vous le dites, c'est plutôt un succès : s'il y a beaucoup de monde qui l'emprunte, c'est qu'il y a beaucoup de monde qui fait du vélo et tant mieux pour le climat, tant mieux pour la planète.

Donc c'est parfaitement assumé, il y a aucun problème, tant mieux s'il y a un nombre incalculable de vélos qui circulent, c'est qu'on aura réussi notre coup parce que ces gens-là, comme moi d'ailleurs, ne prendront pas pris leur voiture et prendront leur vélo.
Moi je prends plus souvent mon vélo depuis qu'il y a une piste cyclable route de Bischwiller.
Je prends ma voiture quand j'en ai besoin pour me déplacer pour mon travail, donc c'est une réussite.

Ensuite, s'agissant des commerçants, vous parlez des commerçants, moi je pense qu'on parle d'un commerçant. Je vois de qui on parle, il est sur votre liste donc évidemment vous n'êtes pas tout à fait objectif non plus dans cette affaire.
Il se trouve qu'il a de l'eau dans son commerce. Alors on a vu une vidéo sur les réseaux sociaux un jour de fortes pluies, un orage considérable.

Après moi je peux aller le voir, je pense que 364 jours sur 365 il n'y aura pas d'eau dans son magasin mais on peut aller voir si vous souhaitez. Moi je peux aller prendre rendez-vous avec lui pour voir dans quelle mesure il est inondé par des trombes d'eau et voir quelle mesure corrective on peut mettre en place.
Moi je m'engage à aller le voir dans les jours à venir pour voir comment est-ce qu'on peut régler ça. Après, je ne suis pas sûr qu'il y ait vraiment un problème d'inondation fréquent et récurrent.

Vous me parlez de plusieurs commerçants qui ont des auraient des trombes d'eau et je vous invite à me dire lesquels. Merci.

**Madame la Maire**

Bien, Monsieur Hofstetter pour une réponse.

**Monsieur Julien Hofstetter**

Monsieur Steffanus a déjà dit l'essentiel, je n'ai rien à rajouter si ce n'est qu'il y a un accroissement des citoyens qui se mettent aux mobilités actives, que ce soit vélo ou trottinette et que cette piste, c'est une réussite.
Le simple fait de voir la volumétrie de cyclistes au quotidien montre que c'est une pleine réussite.

Et sur les images de ce commerçant, il a une assurance, il doit la faire jouer. Et si l'EMS a eu un défaut au niveau des évacuations d'eau, il y a des assurances, il y a un droit et puis il fera ce qu'il faut mais c'est pas la peine de polémiquer sur un sujet comme celui-ci.
Faut pas politiser des sujets comme ça,c'est un sujet sociétal. On est en train de parler dans une pièce qui nous isole thermiquement de l'extérieur et dans nos logements, il fait 30°, enfin vous êtes complètement maboules.

Voilà, bonne soirée.

**Madame la Maire**

Alors on va rester dans le respect des uns et des autres et dans la cordialité, même si nous ne partageons pas toutes et tous les mêmes avis.

La parole est à Sylvie Zorn.

**Madame Sylvie Zorn**

Oui, moi je voudrais rajouter quelque chose par rapport à l'accessibilité aux commerçants et à l'arrivée de cette piste bidirectionnelle.
Je peux observer, moi qui suis piétonne, que le trottoir a été largement élargi, que maintenant des fauteuils peuvent s'y croiser, ce qui n'était pas le cas avant.

On ne pouvait pas croiser une poussette sans empiéter sur la rue. Et quand on circule correctement à pied, on regarde les vitrines et on va plus facilement chez les commerçants que quand on circule en voiture d'un feu rouge à un autre.

Voilà, c'est tout.

**Madame la Maire**

Madame Danielle Dambach.

**Madame Danielle Dambach**

Oui, merci beaucoup.

En complément de ce qui a été dit par rapport à la question de la concertation, il se trouve que cette bidirectionnelle cyclable route de Bischwiller était dans les travaux prévus pour le tram Nord. Le tram Nord ayant eu un avis défavorable, étant donc décalé à je ne sais pas trop quand, l'idée était, malgré tout, de faire des travaux.

C'était une promesse de campagne que notre équipe avait faite de sécuriser les déplacements des cyclistes. Et je peux vous dire qu'aujourd'hui, tous les jours, des gens m'arrêtent en me remerciant pour cette bidirectionnelle.

Alors certes, il y a peut être encore des ajustements à faire, notamment au moment au carrefour. Ces ajustements, Madame la Maire a rencontré le service de la voirie, vont se faire avec notamment la charge minérale au rond point qui guide mieux les déplacements des cyclistes qui arrivent là.
Mais cette bidirectionnelle cyclable a un mérite, c'est de séparer les flux, d'un côté les cyclistes et de l'autre côté les voitures et puis bien sûr les piétons.

Quant au commerçant qui n'est pas content, évidemment je suis allée le voir, j'ai parlé avec lui, il craignait de ne pas pouvoir faire ses déchargements comme il le souhaitait.
Juste pour vous préciser, et je le lui ai dit, il y a toujours eu une tolérance de notre part pour qu'il puisse, avec la camionnette qui le livre en papier notamment, se garer un quart d'heure, 20 minutes, une demi-heure, si devant la mairie le SAS ne devait pas être disponible, il peut se garer à cet endroit là le temps de la livraison et aucun policier municipal, c'est la consigne qui a été donnée, ne le gênerait.

Ensuite, il y a la question des places disponibles dans le secteur. Il avait l'illusion qu'en ayant 3 ou 4 places devant chez lui que ça servirait. Mais force était de constater que ces 3-4 places étaient toujours occupées. Donc ce n'était qu'une illusion.
Et lorsque vous regardez de près, il y a 250 places disponibles en proximité : école Exen à l'arrière, derrière le Brassin et l'église, où il y a aussi du stationnement possible.
Et si vraiment on ne souhaite pas payer et qu'on a une course à faire dans ce secteur rapide, on peut aller en journée dans le sous-sol de l'Hôtel de ville où c'est gratuit.

Donc on ne peut pas dire qu'il y a un manque de places de stationnement. Il y en a plus de 250. Ça a été compté dans le mandat précédent.

Maintenant je terminerai sur la question de l'eau qui éclabousse parce que j'ai évidemment vu cette vidéo. C'est avant tout une question de canalisation. Il se trouve que quand les trombes d'eau tombent, elles sont peut-être en quantité plus importante sur un temps plus court.
Donc on a des soucis d'écoulement dans les réseaux et c'est la raison pour laquelle la Ville de Schiltigheim petit à petit, grâce à l'aide financière de l'Eurométropole, va refaire tous ses réseaux pour les dimensionner de manière suffisante.

Alors sur ce tronçon là, je ne sais pas quand est-ce que c'est prévu, mais en tout cas, l'idée c'est avant tout de faire en sorte à ce que cette eau ne stagne plus. Malheureusement, elle stagne devant chez ce commerçant. L'idée n'est pas de faire des aménagements cyclables contre les commerçants, mais c'est bien d'être complémentaire et de permettre à tous ceux qui ne souhaitent pas se déplacer en voiture de pouvoir le faire en toute sécurité.

**Madame la Maire**

Pour souhait d'intervention, Monsieur Dera Ratsiajetsinimaro

**Monsieur Dera Ratsiajetsinimaro**

Écoutez Madame la Maire, je trouve choquant l'attitude de ce Conseil municipal de traiter les élus de l'opposition de telle sorte. Il doit s'excuser. Je pense qu'on ne devrait pas se comporter comme ça.

On est d'accord sur un point, on est d'accord sur le désaccord en termes de projet. Donc là-dessus vous avez compris que nous on souhaite autre chose en terme de piste cyclable.
Et là je reviens et j'appuie les propos de mon collègue.

En effet, aujourd'hui on a 14% des gens qui utilisent régulièrement le vélo à Schiltigheim, mais à côté il y a 57% qui utilisent la voiture donc c'est une réalité. On peut ne pas être d'accord sur les choix politiques et c'est pour ça qu'on l'a exprimé, mais je pense que ça ne mérite pas qu'on traite des élus de cette manière, ou non élus d'ailleurs.

Voilà, je ne reprendrai pas le mot, mais moi je pense que ça mérite au moins des excuses.
Première chose.

Deuxième élément, les choix politiques. Bien-sûr que ce sont des choix politiques. Nous on ne remet pas en cause le fait qu'on débatte, c'est pour ça qu'on est une assemblée, pour qu'on puisse aussi débattre.
Donc quand on dit qu'on polémique, mais c'est le sens même de l'engagement politique, qu'on puisse aussi à un moment donné porter la polémique sur l'espace public. Tout ça dans le respect des uns et des autres, chose qu'on a toujours faite.

On n'est pas toujours d'accord avec vous et ça, je pense que vous l'avez assez constaté, mais on vous a toujours respecté et même au-delà, même en dehors de l'assemblée, notre groupe, moi en tout cas, je n'ai pas le sentiment qu'on a un jour manqué de respect aux adversaires politiques que vous êtes.

Et donc effectivement, tout à l'heure vous parliez du projet tram Nord qui a été abandonné. Certes, ça a été inclus dans le projet de tram Nord et justement, c'était peut-être le moment aussi d'amender ce projet parce qu'effectivement, quand on a une route, une autoroute cyclable exclusivement entre la sur la route de Bischwiller entre la rue des Vosges et la rue Saint Charles, qu'est ce qui se passe avant ? Qu'est ce qui se passe après ?
Et c'est là où je pense qu'on aurait du questionner le projet.

Une fois de plus on ne partage pas l'analyse concernant le tram Nord, mais on est coutumier du fait désormais, on aurait dû peut-être revoir aussi ce projet et à partir du moment où le projet de tram Nord dans lequel il s'impliquait n'était plus d'actualité, en tout cas pas sous cette forme là.
C'est tout ce que je voulais préciser.

Et et dernier élément, sur les places de parking, effectivement il y a un tiers des places de stationnement de la route de Bischwiller qui ont été supprimées. Sur la trentaine de places, il y en a eu 13, de mémoire, qui ont été supprimées. Ça a été évoqué plusieurs fois dans le mandat précédent quand on a mis en place ce cette autoroute cyclable.
Donc oui, le chiffre d'un tiers est juste. Voilà donc juste une précision.

Bien évidemment, vous avez complété Madame Dambach par rapport à l'ensemble du stationnement, mais ça aussi on peut penser en disant oui effectivement, y a 3500 places de parking dans toute la ville.
Si vous ne pouvez pas vous stationner sur la route de Bischwiller, allez vous stationner rue Foch, ça n'a pas de sens. Quelqu'un qui veut accéder à un commerce au niveau de la route de Bischwiller, soit il y a du stationnement dans les environs, soit il y en a pas et ne pas raisonner en disant « dans toute la ville ».

Voilà merci.

**Madame la Maire**

Bien, alors merci.

On a pas mal de sujets qui débordent largement.

La première des choses que je voudrais redire, c'est qu'ici dans cette enceinte, je n'accepterai évidemment qu'un débat respectueux qui ne met pas en difficulté les rapports des uns et des autres.

Je suis extrêmement désolée et je prends sur moi, il faut rester dans ce débat respectueux de chacune de chacun et qu'il ne peut y avoir de débordement pour en parler. D'ailleurs, avec notre camarade Dera Ratsiajetsinimaro et Danielle Dambach, avec Maïté Elia, nous avons vécu des époques qui ont été beaucoup plus houleuses et violentes. Et je ne souhaite surtout pas revivre ça, ici c'est une enceinte respectueuse.
Peut-être qu'il fait chaud dehors, mais en tout cas ici ça doit rester tempéré et on doit travailler dans cette tempérance. Absolument.

Je laisserai mon collègue s'il souhaite s'exprimer après. Mais voilà, au nom de notre majorité, évidemment, il va de soi qu'on restera sur un débat cordial et je déplore les dérapages bien entendu.

On peut parler ce soir du tram, on peut parler mobilité, on peut parler autoroute, on peut parler M35, on peut parler satellite et avion. Parce que moi je trouve que vraiment ils volent trop bas et que sur Schiltigheim c'est plus possible.

Cela étant, je pense qu'on paye dans notre ville de Schiltigheim les errances, aussi, de maires précédents qui sont restés dans une forme d'inaction par rapport aux mobilités de la ville. Plusieurs milliers de véhicules passent tous les jours sur la route de Bischwiller, sur la route du Général De Gaulle.

Vous l'avez dit, nous sommes de plus en plus nombreux, avec des besoins d'intermodalité qui correspondent aussi au rythme de vie de chacune et de chacun.
Qu'on soit piéton, qu'on soit cycliste et qu'on soit en voiture, aujourd'hui, ce qu'il manque véritablement, c'est des espaces sécurisés pour chacun des modes de déplacement. D'où cette piste cyclable qui a été nécessaire et qui est très empruntée.

Mais voilà, on a le droit d'être en désaccord. En tout cas, ce sont des faits. C'est très emprunté et ça permet de participer à la lutte contre le réchauffement climatique et à la santé de chacune et de chacun.

Se dire peut-être sur l'accompagnement des commerces évidemment. Stéphane Husson qui est en charge aussi des commerçants et du développement économique, on est sur l'accompagnement des commerçants avec un futur poste de manager de centre ville et donc il sera là.

S'il y a des commerces qui ferment, ça n'est pas parce qu'il y a une piste cyclable. Ne nous trompons pas. Aujourd'hui il y a un problème de vitalisation des centres ville globalement qu'on retrouve de Haguenau, de Strasbourg à Schiltigheim et à Carcassonne... Enfin voilà, c'est partout pareil.

Donc on a ce problème qui est structurel, sur lequel on va travailler de façon claire. Et on est dans cette régulation pour accompagner, garder une ville à vivre, une ville où chacun peut se déplacer en sécurité.

Après parfois il y a des gens qui sont victimes de leur succès ou des aménagements victimes de leur succès.

Martin Henry voulait dire quelque chose.

**Monsieur Martin Henry**

Très rapidement Madame la Maire, je vous remercie.

Je ne rentre pas dans le débat, je vous pose juste deux questions.

La première, de quelle signalisation parle-t-on route de Bischwiller ? Le passage des vélos quand ils traversent la rue Lattre de Tassigny, le long de la route de Bischwiller est problématique. Autrefois, ils n'avaient pas priorité mais ils ne voyaient pas leurs panneaux. Aujourd'hui on ne sait pas qui a priorité, il y a aucune signalisation et c'est problématique quoi qu'il en soit.

Le deuxième point qui est problématique et je parle juste d'aspect technique, il n'y a plus de possibilité de tourner à gauche pour rentrer rue Lattre de Tassigny. Et le vélo c'est bien, mais là, vous remplacez quelques mètres de voiture par presque un kilomètre de voiture pour pouvoir faire le tour. Il y a peut-être des solutions à réfléchir. Je vous invite juste à travailler le sujet. Je sais que les habitants de cette rue ont un problème par rapport à ça.

Voilà juste deux questions techniques, pas de débat.

**Madame la Maire**

Madame Renault, est-ce que vous souhaitez préciser ?

**Madame Alice Renault**

Oui, je peux revenir par rapport aux questions sur la piste cyclable, donc la bidirectionnelle route de Bischwiller. Quand Monsieur Dera Ratsiajetsinimaro, vous dites que cette piste cyclable n'est reliée à rien, ce n'est pas la vérité puisqu'en soit quand vous êtes au niveau de la rue des Vosges, vous êtes relié à la Vélo Stras 2, qui est l'axe est-ouest qui est en cours de finition sur le territoire.

Ensuite, au niveau du carrefour des Quatre Vents, là vous avez l'axe par la rue des chasseurs, rue de l'église rouge qui vous permet d'arriver à la place de Haguenau à Strasbourg sur un parcours sécurisé sur les pistes cyclables. Première chose donc, par cette bidirectionnelle, on limite les conflits d'usage entre automobilistes, cyclistes et piétons. Donc on amène aussi de l'apaisement au sein de la ville.

Sur le point technique, sur la question de l'aménagement tactique, donc le point lexical qui avait été demandé, un aménagement tactique, c'est une terminologie qui a été développée au niveau de l'Eurométropole de Strasbourg, ce qui signifie qu'on a des projets de mobilité active qui sont faits sans que l'on réaménage entièrement la chaussée, donc sans qu'on revienne faire une prise sur la chaussée, ce qui permet de faire des aménagements cyclistes de manière rapide puisqu'en soit là la bidirectionnelle, elle a été faite en moins d'un an.
Donc quand on voit la longueur de l'axe, donc plus de 1,8km, si on avait fait sans cet aménagement tactique, on aurait eu un temps beaucoup plus long.
Donc premier point.

Ensuite sur le carrefour avec Lattre de Tassigny, on a ce qu'on appelle une charge minérale qui a été mise au croisement. Donc c'est cette zone, ce zonage rouge qui matérialise la priorité cyclable, c'est-à-dire que la priorité est aux cyclistes.

Et ensuite sur le fait qu'on n'ait plus le *tourner à gauche*, alors bon, ça amène plus de longueur pour les voitures, mais en soit, si on veut réduire la place de la voiture en ville, si on laisse la voiture ou que ce soit tout le temps plus simple de se déplacer en voiture, on ne va pas favoriser les autres modes de circulation.

Voilà les points sur lesquels je pouvais intervenir.

**Madame la Maire**

Alors un complément technique, Monsieur Steffanus, je vous trouve bien échauffés tous.

**Monsieur Benoît Steffanus**

Juste pour 30 secondes. Bon, ça a été discuté en commission donc il aurait été judicieux de poser la question à ce moment-là. J'ai demandé en live à notre à notre Directeur général adjoint, le budget supplémentaire lié à la signalisation, c'est de la signalisation supplémentaire en fin de chantier et une signalisation verticale modifiée à certains carrefours.

Voilà, tout simplement, c'est l'objet de la modification de budget.

**Madame la Maire**

Bien, si les débats sont clos, je vous propose de passer au vote.
Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ?
La délibération est adoptée, je vous remercie.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 23 juin à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etaient excusés et représentés :**
Mme Nadine HERMOSO par M. Julien HOFSTETTER, M. Marc BAADER par Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

**N° 2026DE093 - CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES GRAND EST - RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES RELATIF AU CONTROLE COORDONNÉ DU PARC DES EXPOSITIONS DE STRASBOURG**

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

La Chambre régionale des comptes Grand Est a procédé ces derniers mois à un contrôle coordonné du Parc des expositions de Strasbourg, pour les exercices 2018 et suivants. Le rapport définitif peut être consulté à l'adresse suivante :

https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-parc-des-expositions-de-strasbourg-bas-rhin

Trois recommandations ont été formulées concernant l'Eurométropole, afin d'améliorer le suivi de la délégation de service public :

- Actualiser le compte d'exploitation prévisionnel à chaque conclusion d'un avenant qui modifie les caractéristiques du service attendu.
- Elargir le champ d'intervention des comités de suivi à l'examen des projets d'évolution du service et à l'évaluation de la qualité du service délégué, afin d'assurer les missions prévues à la convention.
- Renforcer les dispositifs permettant le suivi de la maintenance, conformément au contrat d'affermage.

Selon l’article L 243-8 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives que la Chambre régionale des comptes adresse au Président d'un établissement public de coopération intercommunale est également transmis par la chambre aux Maires des communes membres de cet établissement public, immédiatement après la présentation qui en est faite à l'organe délibérant de ce dernier. Ce rapport est présenté par le Maire de chaque commune au plus proche Conseil municipal et donne lieu à un débat.

Il appartient ainsi à la ville de Schiltigheim de prendre connaissance des observations définitives de la Chambre et de débattre de ce rapport.
Il appartient donc au Conseil municipal de Schiltigheim de débattre de ce rapport et de prendre acte des observations définitives de la Chambre.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code des juridictions financières et notamment l’article L 243-8 ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

**PREND ACTE** de la communication des observations définitives de la Chambre régionale des comptes Grand Est concernant le contrôle sur le Parc des Expositions de Strasbourg ;

**APPROUVE** le rapport sur la base duquel s’est tenu le débat.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 25 juin 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 25 juin 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260623-3599-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 23 juin 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

On poursuit avec le numéro 12, la Chambre régionale des comptes Grand Est. C'est un rapport d'observation sur le parc des Expositions de Strasbourg, le PEX. Voilà, c'est une délibération qui a été présentée à l'Eurométropole, qui a été déjà votée et adoptée.
Est-ce qu'il y a des souhaits de d'éclaircissement sur cette délibération ?

[*Lecture du délibéré*]

Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

---

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 23 juin à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Stéphane HUSSON, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Jean-Christophe EBER, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Shéhrazade BOUYAHIA, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.

**Etaient excusés et représentés :**
Mme Nadine HERMOSO par M. Julien HOFSTETTER, M. Marc BAADER par Mme Marie-Thérèse FRENO.

**Secrétaire de séance :** Shéhrazade BOUYAHIA

## N° 2026DE094 - LISTE DES DÉCISIONS PRISES EN VERTU DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LA DÉLIBÉRATION DU 28 MARS 2026

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

En vertu de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal a délégué un certain nombre de compétences à Madame la Maire par une délibération en date du 28 mars 2026.

L'article L.2122-23 du code précité dispose que Madame la Maire doit rendre compte des décisions prises sur la base de ces délégations à chaque réunion obligatoire du Conseil municipal.

Les décisions prises depuis la dernière réunion du Conseil municipal sont listées en annexe.

La communication suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;*
*Vu la délibération du Conseil municipal en date du 28 mars 2026.*

*Considérant que le Conseil municipal a délégué un certain nombre de compétences à Madame la Maire ;*
*Considérant que Madame la Maire doit rendre compte des décisions prises sur la base de ces délégations à chaque réunion obligatoire du conseil municipal ;*

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Ressources » et du Bureau municipal,

**PREND ACTE** des décisions prises par Madame la Maire en vertu des délégations consenties par le Conseil municipal et citées en annexe.

**Prend acte**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 25 juin 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 25 juin 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260623-3532-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 23 juin 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Madame la Maire**

Nous arrivons sur la liste des décisions prises en vertu des articles du code général des collectivités. C'est à Madame Sophie Mehmanpazir.
Est-ce qu'il y a des souhaits de clarification sur cette délibération ? Non, si tel n'est pas le cas, je vous laisse lire la conclusion.

[*Lecture du délibéré par Madame Sophie Mehmanpazir*]

Donc c'est juste une prise d'acte. Je vous remercie.

---

**Madame la Maire**

Et nous arrivons à la conclusion de ce Conseil avec la question orale et je vais laisser Monsieur Martin Henry nous lire sa question orale pour le groupe Schilick Avenir.

## QUESTION ORALE POSEE PAR MONSIEUR MARTIN HENRY

Merci Madame la Maire.

En 2024, à l'occasion des Jeux Olympiques de Paris, la municipalité a fait le choix de ne pas retransmettre les épreuves, ni d'organiser de fan zones, ce qui personnellement m'a profondément choqué. Et cette année encore, nous bénéficions d'un événement sportif populaire du 11 juin.

Au 19 juillet se déroule la Coupe du monde de football réunissant les équipes de 48 nations pendant plus d'un mois, nous disposons d'une opportunité pour animer notre ville. Schiltigheim a une longue histoire sportive avec des clubs dans de nombreuses disciplines et ce depuis plusieurs générations. Et vous savez que chaque année, le nombre de licenciés augmente.

Schiltigheim avait la réputation d'être une ville sportive. Nous sommes une ville cosmopolite. J'entends dire que Schiltigheim rassemble les personnes venant de plus de 50 pays. Tout événement international de cette ampleur est une opportunité pour rassembler nos habitants et favoriser la rencontre entre ces populations d'origines si diverses.

Nous avons une ville pauvre. Vous nous le répétez assez souvent dans ce Conseil municipal. Beaucoup de personnes n'ont pas les moyens de partir en vacances et pour une fois que nous avons l'opportunité d'augmenter l'animation de la ville pendant l'été, nous avons les infrastructures appropriées pour organiser des transmissions. Les terrains de football du Sporting Club ne sont pas utilisés pendant l'été. Les tribunes ont été rénovées. Ces installations ont déjà été utilisées dans le passé pour organiser des projections.

Et si un écran géant est installé, nous pouvons organiser d'autres événements autour d'une telle infrastructure. Il y a d'autres événements sportifs pendant cette période, tel que le Tour de France, et c'est aussi une opportunité pour d'autres projections non sportives, de quoi animer tout l'été.

Aujourd'hui, avec peu de moyens, vous avez l'opportunité d'apporter beaucoup aux habitants. Comment une municipalité qui se dit à l'écoute des habitants dans une ville pauvre peut passer à côté de telles opportunités ?

Ma question est donc la suivante, la municipalité envisage-t-elle d'organiser, seule ou en partenariat avec des associations locales, des retransmissions publiques ou des animations liées à la Coupe du monde de football afin de faire vivre Schiltigheim pendant la période estivale ?

Et si ce n'est pas le cas, comment justifiez-vous le choix de renoncer une nouvelle fois à une opportunité aussi évidente de créer un lien social, d'animer la ville et d'offrir aux habitants des moments de partage accessibles à tous ?

---

**Madame la Maire**

Merci beaucoup.

Monsieur le Conseiller municipal,

Je dois vous accorder un point. Votre question part d'un sentiment largement partagé. La Coupe du monde est un événement populaire. Elle suscite de l'enthousiasme, rassemble des générations entières et donne parfois l'impression qu'il suffirait d'un écran géant et de quelques barrières et des pizzas pour transformer une place publique en moment de communication collective.

Si les choses étaient aussi simples, nous n'aurions probablement pas ce débat aujourd'hui.

Contrairement à ce que laisse entendre votre intervention, l'organisation d'une fan zone ou de retransmission publique ne relève pas simplement d'une décision politique. Ça n'est pas une question de volonté, c'est une question de responsabilité. Et sur ce sujet, partant des faits, le 11 juin dernier, le Préfet du Bas-Rhin a adressé un courrier à l'ensemble des maires du département pour rappeler les conditions particulièrement exigeantes qui encadrent l'organisation des retransmissions publiques de la Coupe du monde.

Pourquoi ? Parce que cette compétition se déroule dans un contexte particulier, une forte mobilisation des forces de sécurité intérieure et des services de secours durant la période estivale, un niveau de vigilance élevé, un plan Vigipirate maintenu au niveau urgence attentat.

Et à cela nous pouvons encore ajouter l'actuelle situation de canicule avec, on le voit, des ordres et contre-ordres qui peuvent naviguer dans la journée.

Ce rappel n'est pas un détail administratif, il est au cœur du sujet. Le Préfet indique clairement que toute collectivité qui décide d'organiser une fan zone doit en assurer elle même la sécurisation et mettre en œuvre un dispositif adapté à la fréquentation et à la nature de l'événement.
Autrement dit, une fan zone, ça n'est pas simplement brancher un écran et attendre le coup d'envoi. Cela suppose l'acquisition des droits de diffusion, la location d'équipements techniques adaptés, la mise en place de dispositifs de filtrage, le contrôle des accès, la sécurisation du périmètre, la présence des moyens de secours, la mobilisation d'agents de sécurité, la mobilisation de la police municipale ainsi qu'une coordination étroite avec les services de l'État.

Voilà la réalité opérationnelle du sujet. Et cela a bien-sûr un coût. Pour une seule retransmission, elle peut être estimée entre 12 000 € et 15 000 €, sans même intégrer l'ensemble des heures supplémentaires des agents municipaux mobilisés.
En clair, deux diffusions de matchs, ça représente l'équivalent d'une embauche d'un agent à temps plein sur une année pour la collectivité.

Dès lors, organiser plusieurs transmissions sur l'ensemble de la compétition représente un engagement humain et financier particulièrement important pour notre collectivité.

Gouverner une ville, ça n'est pas simplement additionner des intentions, c'est mesurer les contraintes et arbitrer l'utilisation de l'argent public.
Sérieusement, cela étant posé, je vais également corriger une idée que votre question laisse étendre, entendre : une municipalité qui serait restée spectatrice du sujet.
Là encore, ça n'est pas le cas.

Un, nous avons chiffré la question.
Deux, lorsque le Sporting Club de Schiltigheim a étudié la possibilité d'organiser une fan zone à l'occasion de certaines rencontres de l'équipe de France, la ville a accompagné cette démarche. Nous avons réuni l'ensemble des acteurs concernés afin d'examiner les conditions de faisabilité du projet.
Le travail a été mené, des hypothèses étudiées et des contraintes ont été analysées.

À l'issue de cette réflexion, le club a finalement choisi de ne pas poursuivre l'initiative. Son Président l'a indiqué très clairement à la ville, je le cite, « Nous avons décidé d'abandonner le projet de diffusion de la Coupe du monde car d'après notre étude, le gain ne serait pas en rapport avec nos attentes et

l'énergie déployée. Nous vous remercions sincèrement pour le temps que vous nous avez accordé pour travailler sur le sujet. ».

Cette conclusion n'émane ni de l'administration ni de la municipalité, mais bien du porteur de projet.

Ça n'est pas un cas isolé. Plus récemment encore, les sapeurs-pompiers de Schiltigheim ont envisagé la diffusion d'un match dans le cadre de leur bal annuel, avant de renoncer eux aussi, au regard des contraintes organisationnelles, sécuritaires et des coûts.

Ces deux exemples ont au moins le mérite de ramener le débat sur le terrain du réel et pas simplement de l'intention. Ils montrent que les difficultés rencontrées ne relèvent pas d'un manque de volonté politique. Bien sûr, on aimerait partager un événement populaire. Elle relève d'une réalité opérationnelle que les organisateurs eux-mêmes ont constaté.

Par ailleurs, il est important de rappeler que plusieurs associations, clubs sportifs et établissements du territoire proposent déjà à leurs adhérents ou à leur public de suivre les rencontres dans des conditions adaptées à leur capacité d'accueil. Et la ville continue naturellement d'accompagner ces initiatives lorsqu'elles en expriment le besoin et lorsqu'elles respectent le cadre réglementaire.

C'est d'ailleurs notre ligne sur ce sujet. Notre rôle n'est pas de nous substituer aux associations, mais bien de les accompagner, d'être à leurs côtés lorsqu'elles souhaitent porter une initiative, les accompagner dans leurs démarches et leur permettre de réaliser ces initiatives dans les meilleures conditions possibles. Voilà la logique qui guide cette action, Monsieur le Conseiller municipal.

Au fond, votre question laisse entendre qu'il suffirait de vouloir pour pouvoir. C'est une vision séduisante. Elle a l'avantage de la simplicité et j'aimerais pouvoir y répondre tout aussi simplement.

La réalité d'une collectivité est toujours plus exigeante parce qu'entre l'idée du projet et sa réalisation, il y a des règles et des moyens humains, des contraintes de sécurité et au final des choix budgétaires.

C'est précisément là que se situe la différence entre réclamer, demander une décision et avoir la responsabilité de la prendre.

Cela étant, je vous souhaite une belle Coupe du monde à toutes et à tous et je vous remercie.

---

**Madame la Maire**

Nous allons passer à la question suivante proposée par le groupe de Monsieur Dera Ratsiajetsinimaro sur le devenir du site Heineken.

## QUESTION ORALE POSEE PAR MONSIEUR DERA RATSIAJETSINIMARO

Madame la Maire,

Le Conseil municipal a adopté à l'unanimité une motion demandant la préemption du site Heineken. Cette unanimité traduit notre volonté commune de préserver l'avenir de ce site stratégique pour Schiltigheim.

Pour autant, cette motion ne saurait être interprétée comme un chèque en blanc donné à l'exécutif municipal. Le groupe *Rassemblés pour Schilick* tient à réaffirmer ses réserves quant à la programmation future du site.

Vous avez indiqué à plusieurs reprises votre opposition à toute construction de logements. Nous ne partageons pas cette position de principe.
La question ne doit pas être tranchée par dogmatisme mais à l'aune des besoins de la population, des équilibres urbains et des opportunités de développement du territoire.

Il appartient aux Schilikois de pouvoir débattre sereinement de toutes les options d'aménagement et non subir des choix imposés comme ce fut le cas dans le cadre du projet de tram Nord lors du précédent mandat.

Par ailleurs, nous apprenons que vous avez rencontré les représentants du Crédit Mutuel et de Procivis alors même que vous défendez publiquement l'option de la préemption.

Madame la Maire, dans un souci de transparence, pouvez-vous nous indiquer la teneur précise de ces échanges ? Quels sujets ont été abordés ? Quelles perspectives ont été évoquées concernant l'avenir du site ?

Cette question est d'autant plus légitime qu'un collectif citoyen favorable à la préemption s'est récemment constitué.
Là encore, de nombreuses interrogations demeurent.

Quels sont les liens exacts entre la municipalité et ce collectif ? A-t-il bénéficié d'informations privilégiées ou d'un accompagnement particulier de la part de la ville ? Existe-t-il une coordination entre ses actions et la stratégie portée par l'exécutif municipal sur un dossier aussi important pour l'avenir de Schiltigheim ?

Les habitants ont droit à une information complète et sincère.
La transparence ne peut être invoquée uniquement lorsqu'elle sert une position politique. Elle doit s'appliquer à l'ensemble des démarches, des rencontres et des partenariats engagés autour de ce projet.

Nous demandons donc que toute la lumière soit faite sur les discussions en cours, les acteurs associés à la réflexion et les intentions réelles de la municipalité concernant l'avenir du site Heineken.

Les Schilikois méritent un débat ouvert, pluraliste et débarrassé de toute opacité, les élus plus de clarté.

---

**Madame la Maire**

Je vous remercie Monsieur le conseiller municipal.
Merci pour cette question qui nous permet de mettre en valeur l'ensemble du travail déployé par l'administration et les élus dans le cadre de ce projet.
Et il est tout à fait légitime de demander un point d'avancement sur ce dossier majeur. Je vais vous rassurer immédiatement.

Depuis l'adoption de notre motion, nous nous sommes efforcés de rencontrer l'ensemble des partenaires institutionnels publics ainsi que les acteurs privés agissant sur le territoire.
Pour tout vous dire, c'est le rôle d'un maire, a fortiori dans une ville de la dimension de Schiltigheim et sur un sujet aussi majeur que le futur du site de l'Espérance.

Parce que lorsqu'il s'agit de l'avenir de 13 hectares situés en cœur de ville, nous considérons de notre responsabilité de traiter ce dossier de façon centrale et prioritaire.
C'est pour cela que nous avons souhaité partager les objectifs de maîtrise publique avec les différents acteurs du territoire : la Région, l'État, la Collectivité Européenne d'Alsace, les entreprises, les associations, les collectifs d'habitants, tous ceux qui participent de la vie de Schiltigheim et de son avenir, tous ceux-là sont entendus et il est bien tôt pour parler de logement.

Cela ne s'appelle pas une stratégie cachée, cela s'appelle travailler et sur ce dossier, nous travaillons quotidiennement.
Puisque vous semblez en douter, permettez-moi un rappel. La ligne de la municipalité n'a pas changé depuis le début, elle est connue, elle est publique. Cette ligne a été affirmée dans la motion que nous avons adoptée à l'unanimité dans ce Conseil municipal.

Cette motion portait sur un principe simple que je nous rappelle collectivement, la nécessité d'une maîtrise publique du foncier, afin justement de permettre au territoire et à ses habitants de définir eux-mêmes leur avenir et de construire un projet cohérent, équilibré, adapté aux besoins du territoire.

C'est le sens formel du texte que nous avons tous voté ensemble. C'est cette ligne qui guide notre action et c'est donc dans ce cadre que nous rencontrons l'ensemble des acteurs concernés, toujours en lien et en transparence avec l'Eurométropole, sa Présidente et ses Vice-Présidents en charge de la thématique.

Encore une fois, nous échangeons avec toutes les parties qui s'intéressent à la ville et à l'avenir du site, même s'ils ne partagent pas nécessairement notre vision. Et pour tout vous dire, nous allons continuer à le faire.

Parce que pour bien défendre l'intérêt général, il faut comprendre les intentions des uns, les contraintes des autres et les risques possibles. Et contrairement à ce que votre question pourrait laisser penser, la ville n'agit pas seule. Je vous l'ai dit depuis le début, tout le travail est mené en lien étroit avec l'Eurométropole de Strasbourg, les échanges sont constants, les services travaillent ensemble et les élus travaillent ensemble.

Et c'est tout à fait cohérent au regard des compétences respectives de la ville et de l'Eurométropole, dont les priorités dans la feuille de route de la nouvelle du nouvel exécutif – activité économique, mobilité, climat – collent parfaitement au devenir de notre cœur de ville.

Nous avançons collectivement et dans le respect des responsabilités de chacune et de chacun.

Vous m'interrogez également sur le collectif Schilick l'Espérance.

Là encore, les faits sont beaucoup plus simples que les insinuations. Ce collectif a sollicité un rendez-vous avec l'ensemble des groupes des élus. Il nous a envoyé un mail à tous, majorité comme opposition. J'ai visiblement été la seule à répondre à leur sollicitation.

Face à leur déception de n'avoir pas eu de réponse de vos parts, je leur ai même proposé de relayer à nouveau leur demande auprès des différents groupes.

Là encore, de notre part, de l'écoute quant à leur démarche citoyenne qui s'est emparée du site pour défendre les intérêts des habitantes et des habitants de Schiltigheim.

Et puisque nous parlons de dialogue, je vous informe également que j'ai reçu une autre association qui m'a sollicitée, bien connue de la sphère schilickoise, sur ce même sujet et dont la position est différente du collectif, puisqu'elle considère que la présence de logements sur le site est nécessaire, rappelant d'ailleurs certains aménageurs privés.

Là encore, bien qu'étonnée, j'ai bien-sûr écouté comme j'écoute tout le monde. Mon rôle n'est pas de sélectionner les interlocuteurs selon qu'ils confortent ou non mes convictions, mais bien de faire le tour de table. Mon rôle est de recueillir les contributions, de comprendre les attentes et de nourrir plus tard la réflexion collective.

Monsieur le Conseiller municipal, au fond, votre question repose sur une idée assez étonnante : rencontrer des acteurs, ce serait déjà choisir un camp.

Heureusement, les choses ne fonctionnent pas ainsi, écouter ça n'est pas à prouver, recevoir, ça n'est pas s'engager et discuter n'est pas décider.

La décision, elle, viendra en son temps. Et bien-sûr, les habitantes et les habitants seront associés et nous-mêmes ici. Et lorsqu'elle viendra, elle sera prise dans le cadre que nous avons fixé ensemble la volonté d'une maîtrise publique du foncier, construite avec l'Eurométropole et avec une ambition claire pour l'avenir.

C'est cette ligne que nous suivons depuis le premier jour, c'est notre engagement et c'est celle que nous continuerons à tenir.

La démocratie repose sur le dialogue. L'union sacrée se noue sur des grandes causes et je pense sincèrement que 13 hectares en cœur de ville, c'est bien le cas.

Je vous remercie.

Nous terminons ce Conseil municipal. Je vous souhaite à toutes et à tous un bel été. On se retrouve le 13 juillet, au bal des pompiers.

Fin juillet, début août, la fameuse, l'incontournable Fête de la bière.

Et sinon ce sera à la rentrée de septembre.

Je vous souhaite une belle soirée, un bel été, merci.

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 36 | 38 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE097 - MISE À JOUR DE LA COMMISSION DE L'ANIMATION LOCALE

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

Suite à démission d'un conseiller municipal en date du 22 juillet 2026, il convient de procéder à son remplacement au sein de la Commission municipale « *Animation locale* » dont il était membre.

Il convient par conséquent de procéder au remplacement suivant :

| **Commission « Animation locale »**<br>*(Culture, Sport, Vie associative, Patrimoine, Développement économique et Participation citoyenne)* |
|---|
| **SPLET** Antoine, **Président** |
| **ÉLIA** Maïté |
| **MAI** Jérôme |
| **BOLI** Sonia |
| **STEFF** Marie-Jeanne |
| **ZORN** Sylvie |
| **BOUYAHIA** Shéhrazade |
| **BARBERIO** Bastien |
| **ANDRUETTE** Alyson |
| **BAADER** Marc |

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu la délibération en date du 14 avril 2026 relative à la création et à la constitution des commissions municipales ;*
*Vu la démission en date du 22 juillet 2026 de Monsieur Stéphane HUSSON ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « *Animation locale* » et du Bureau Municipal,

**APPROUVE** la modification de la Commission municipale « *Animation Locale* » telle que présentée ci-dessus suite à la démission de Monsieur Stéphane HUSSON, en date du 22 juillet 2026.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4034-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 36 | 38 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE098 - MISE À JOUR DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE AUPRÈS DES ORGANISMES EXTÉRIEURS

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

Suite à la démission d'un conseiller municipal en date du 22 juillet 2026, il convient de procéder à son remplacement au sein des organismes dont il était le représentant.

Conformément à l'article L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il appartient au Conseil municipal de procéder à la désignation de ses membres délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du CGCT et des textes régissant ces organismes.
La fixation, par les dispositions précitées, de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment et pour le reste de cette durée à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

En l'absence de dispositions légales particulières et en l'absence de dispositions statutaires propres à ces organismes, le scrutin est majoritaire.

Il appartient au Conseil municipal de Schiltigheim d'approuver les représentants dans les organismes dont le conseiller démissionnaire était titulaire ou suppléant :

| | ORGANISMES | TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|---|---|---|---|
| 1 | **Office pour les aînés de Schiltigheim (OPAS)** **(5 titulaires)** | - STEFF Marie Jeanne<br>- ZORN Sylvie<br>- KOCH AL-AHMAD Christelle<br>- LEGRAS Olivier<br>- HELLENBRAND Elisabeth | |
| 2 | **Centre socioculturel Adolphe Sorgus** **(1 titulaire, 1 suppléant)** | - HÉLARY Julien | - BOUYAHIA Shéhrazade |
| 3 | **Centre social et familial Victor Hugo** **(1 titulaire, 1 suppléant)** | - HÉLARY Julien | - BARBERIO Bastien |
| 4 | **Centre d'action médico-sociale précoce (CAMSP)** **(1 titulaire)** | -WINTERHALTER Laurence | |
| 5 | **Service d'accueil de jour et d'hébergement (SAJH)** **(1 titulaire)** | - KECHID Nadia | |
| 6 | **OSCAL** Conseil d'administration **(2 titulaires, 2 suppléants)** | - SPLET Antoine<br>- ELIA Maïté | - MEHMANPAZIR Sophie<br>- ANDRUETTE Alyson |
| 7 | **Mission locale et Relais emploi** **(4 titulaires)** | -JAMPOC-BERTRAND Nathalie<br>- KECHID Nadia<br>- ROQUEPLAN Hervé<br>- HENRY Martin | |
| 8 | **Régie de Quartier des Écrivains** **(2 titulaires)** | - HERMOSO Nadine<br>- BOLI Sonia | |
| 9 | **Centre d'entr'aide et de partage (C.E.P.)** **(1 titulaire)** | - JAMPOC-BERTRAND Nathalie | |
| 10 | **Association des Maires du Bas-Rhin** – Conseil d'administration **(2 titulaires)** | - JAMPOC-BERTRAND Nathalie<br>- MEHMANPAZIR Sophie | |
| 11 | **Conseil de la vie sociale de l'établissement de service d'aide par le travail (ESAT)** **(1 titulaire)** | -KECHID Nadia | |
| 12 | **SDEA : proposition de nom à l'EMS** **(1 titulaire)** | - DAMBACH Danielle | |
| 13 | ***Collèges et Lycées d'Enseignement Professionnel*** **(1 titulaire, 1 suppléant)** | | |
| | **Collège Rouget de Lisle** | - LEGRAS Olivier | - EBER J. Christophe |
| | **Collège Leclerc** | - EBER J. Christophe | - LEGRAS Olivier |
| | **Lycée Émile Mathis** | - MAI Jérôme | - BOLI Sonia |
| | **Lycée Aristide Briand** | - EBER J. Christophe | - BOLI Sonia |
| | **IUT** | - HERMOSO Nadine | |
| 14 | ***Écoles élémentaires et maternelles*** | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | **(1 titulaire, 1 suppléant)** | | |
| | **Simone Veil** | - NGUYEN Michaël | - MEHMANPAZIR Sophie |
| | **Jean Mermoz** | - ROQUEPLAN Hervé | - HERMOSO Nadine |
| | **Rosa Parks** | - WINTERHALTER Laurence | -KOCH AL-AHMAD Christelle |
| | **Exen Pire** | - ROQUEPLAN Hervé | - HERMOSO Nadine |
| | **Exen Schweitzer** | - STEFFANUS Benoît | - HERMOSO Nadine |
| | **Leclerc** | - RATCLIFFE Julien | - KOCH AL-AHMAD Christelle |
| | **Jacques Prévert** | - BOLI Sonia | - ROQUEPLAN Hervé |
| | **Victor Hugo** | - HÉLARY Julien | - ULU Selim |
| | **Joséphine Baker** | - SPLET Antoine | - ULU Selim |
| | **Parc du Château** | - LESCOUTE Aurélie | - HERMOSO Nadine |
| | **Léo Delibes** | - STEFF Marie-Jeanne | - ROQUEPLAN Hervé |
| | **Pfoeller** | - LE GOUIC Sandrine | - ULU Selim |
| **15** | **Foyer Moderne** | | |
| | **Conseil d'Administration** **(4 titulaires)** | - STEFFANUS Benoît<br>- JAMPOC-BERTRAND Nathalie<br>- LESCOUTE Aurélie<br>- BAADER Marc | |
| | **Assemblée Générale** **(1 titulaire)** | - STEFFANUS Benoît | |
| **16** | **Commission intercommunale pour l'accessibilité (CIPA)** **(1 titulaire, 1 suppléant)** | - LE GOUIC Sandrine | - WINTERHALTER Laurence |
| **17** | **Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie** **(1 titualire, 1 suppléant)** | - STEFF Marie-Jeanne | - BOLI Sonia |

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales ;*
*Vu la délibération en date du 14 avril 2026 désignant les représentants de la Ville auprès des différents organismes,*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

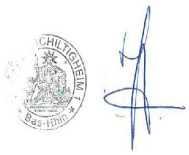
**APPROUVE** la mise à jour du tableau figurant ci-dessus des représentants de la Ville dans les organismes extérieurs dont Monsieur Stéphane HUSSON, démissionnaire de ses fonctions de conseiller municipal le 22 juillet 2026, était titulaire ou suppléant.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4035-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE099 - ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

Conformément à l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois suivant son installation.

Un travail conjoint a été conduit entre la majorité municipale et les groupes d'opposition afin d'élaborer un règlement intérieur partagé, garantissant à la fois la bonne organisation des séances du Conseil municipal, l'expression pluraliste des élus et la transparence des travaux municipaux.

Le projet de règlement intérieur a été transmis à l'ensemble des conseillers municipaux préalablement à la présente séance et annexé à la présente délibération.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2121-8 ;*
*Vu le projet de règlement intérieur du Conseil municipal annexé à la présente délibération ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

**ADOPTE** le règlement intérieur du Conseil municipal de Schiltigheim tel qu'annexé à la présente délibération.

**PRÉCISE** que le règlement intérieur entrera en vigueur à compter de son adoption par le Conseil municipal.

**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 30 | |
| Contre | 6 | **Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE.** |
| Abstentions | 3 | **M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Frédérique LAAS.** |
| Ne participe pas part au vote | 0 | |

Date de télétransmission : 5 octobre 2026
Date de retour de l'acte : 5 octobre 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260929-3490-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



# RÈGLEMENT INTÉRIEUR

## DU CONSEIL MUNICIPAL

## DE SCHILTIGHEIM

Conseil municipal du 23 juin 2026

**Ville de Schiltigheim – Hôtel de Ville**
110 route de Bischwiller – BP 98
67 302 Schiltigheim Cedex – France

Téléphone : **+33 (0)3 88 83 90 00**
Courriel : **communication@ville-schiltigheim.fr**
Site internet : **http://www.ville-schiltigheim.fr**

# RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL DE SCHILTIGHEIM

☙ ❧

Le présent Règlement intérieur s'appuie sur le Code général des collectivités territoriales (CGCT).

☙ ❧

Conformément aux dispositions de l'article L2541-5 du CGCT, le Conseil municipal de la commune de Schiltigheim, commune de plus de 3500 habitants, est tenu d'établir son règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent son installation.

## SOMMAIRE


**Chapitre I : Réunions du Conseil municipal ..... 4**

Article 1 : Périodicité des séances ..... 4

Article 2 : Convocations ..... 4

Article 3 : Ordre du jour ..... 4

Article 4 : Bureau municipal ..... 5

Article 5 : Accès aux dossiers ..... 5

Article 7 : Motions ..... 6

Article 8 : Questions orales ..... 6

Article 9 : Questions écrites ..... 7

**Chapitre II : Tenue des séances du Conseil municipal ..... 7**

Article 10 : Présidence ..... 7

Article 11 : Quorum ..... 8

Article 12 : Mandats ..... 8

Article 13 : Secrétariat de séance ..... 9

Article 14 : Accès et tenue du public ..... 9

Article 15 : Enregistrement et retransmission des débats ..... 9
Article 16 : Police de l'assemblée ..... 10
Article 17 : Personnel municipal et intervenants extérieurs ..... 10
**Chapitre III : Débats et votes des délibérations ..... 10**
Article 18 : Déroulement de la séance ..... 10
Article 19 : Débats ordinaires ..... 11
Article 20 : Rapport d'orientation budgétaire ..... 11
Article 21 : Suspension de séance ..... 12
Article 22 : Amendements ..... 12
Article 23 : Question préalable ..... 12
Article 24 : Votes ..... 12
Article 25 : Clôture de débat ..... 13
**Chapitre IV : Comptes rendus des débats et des décisions ..... 14**
Article 26 : Procès-verbaux ..... 14
Article 27 : Publication ..... 14
**Chapitre V : Commissions et comités consultatifs ..... 14**
Article 28 : Commissions municipales ..... 14
Article 29 : Fonctionnement des commissions municipales ..... 15
Article 30 : Comités consultatifs, commissions spéciales et commissions extra-municipales ..... 16
Article 31 : Commissions consultatives des services publics locaux ..... 17
Article 32 : Commissions d'appels d'offres ..... 17
Article 33 : Créations de missions d'information et d'évaluation : ..... 18
**Chapitre VI : Dispositions diverses ..... 19**
Article 34 : Mise à disposition de moyens aux conseiller.e.s municipaux.ales ..... 19
Article 36 : Groupes politiques ..... 20
Article 37 : Désignation des délégué.e.s dans les organismes extérieurs ..... 21
Article 38 : Obligations des élu.e.s ..... 21
Article 39 : Retrait d'une délégation à un.e Adjoint.e ..... 22

Article 40 : Formation des élus.....22
Article 41 : Charte éthique des élus.....22
Article 42 : Modification du règlement.....22
Article 44 : Application du règlement.....22

# CHAPITRE I : RÉUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

## Article 1 : Périodicité des séances

Article L. 2121-7 du CGCT : « *Le Conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre.*
*Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le Conseil a été élu au complet. Par dérogation aux dispositions de l'article L. 2121-12, dans les communes de 3 500 habitants et plus, la convocation est adressée aux membres du Conseil municipal trois jours francs au moins avant celui de cette première réunion.*
*Lors de la première réunion du Conseil municipal, immédiatement après l'élection du Maire et des Adjoints, le Maire donne lecture de la charte de l'élu local prévue à l'article L. 1111-1-1. Le Maire remet aux conseillers municipaux une copie de la charte de l'élu local et du chapitre III du présent titre.*
*Le Conseil municipal se réunit et délibère à la mairie de la commune. Il peut également se réunir et délibérer, à titre définitif, dans un autre lieu situé sur le territoire de la commune, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances ».*

Article L.2541-2 du CGCT : « *Le maire convoque le Conseil municipal aussi souvent que les affaires l'exigent. Le maire est tenu de le convoquer chaque fois qu'il en est requis par une demande écrite indiquant les motifs et le but de la convocation et signée par un tiers des membres du Conseil municipal ».*

## Article 2 : Convocations

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient en principe à la mairie.

L'envoi des convocations aux membres de cette assemblée est effectué par voie dématérialisée ou, si les conseiller.e.s municipaux.ales en font la demande, par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

Article L. 2121-12 du CGCT : « *Dans les communes de 3 500 habitants et plus, une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du Conseil municipal.*
*Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur.*
*Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.*
*Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure ».*

## Article 3 : Ordre du jour

En vertu de l'article L.2541-2 du CGCT, la Maire fixe l'ordre du jour après avis du Bureau municipal.

Chaque conseiller.e municipal.e a un droit de proposition qui doit s'exercer dans le respect du délai de convocation de cinq jours francs, que la Maire doit observer en application de l'article

L.2121-12 du CGCT.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

## Article 4 : Bureau municipal

Le Bureau municipal comprend la Maire, les Adjoint.e.s, les Conseiller.e.s délégué.e.s. Il peut être élargi aux conseiller.e.s communautaires et conseiller.e.s municipaux.ales membres de la majorité.

Peuvent y assister en outre le Directeur général des services, les Directeurs Généraux Adjoints, le Cabinet et éventuellement tout autre personne qualifiée dont la présence est souhaitée par la Maire.

Les réunions sont convoquées et présidées par la Maire ou, en cas d'empêchement, par un.e Adjoint.e dans l'ordre du tableau. Elles ont pour but d'examiner les affaires courantes et de préparer les décisions qui sont du ressort du Conseil municipal en vertu des articles L.2541-12 à L.2541-16, L.2121-30 et L.2121-32 à L.2121-34 du CGCT. Elles fixent en outre l'ordre du jour des Conseils municipaux, examine les amendements, les questions écrites, les questions orales.

Un ordre du jour et un compte rendu sommaire à usage interne de ses membres sont établis par la Direction générale des services.

## Article 5 : Accès aux dossiers

Article L. 2121-13 du CGCT : *« Tout membre du Conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération ».*

Les projets de délibération et les documents préparatoires aux séances doivent être communiqués, avant la réunion du Conseil municipal, aux conseiller.e.s municipaux.ales qui en font la demande, sous peine de porter atteinte aux droits et prérogatives qu'ils tiennent de leur mandat (Conseil d'Etat, 29 juin 1990, *commune de Guitrancourt*).

Article L. 2121-13-1 du CGCT : *« La commune assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés. Afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires relevant de ses compétences, la commune peut, dans les conditions définies par son assemblée délibérante, mettre à disposition de ses membres élus, à titre individuel, les moyens informatiques et de télécommunications nécessaires ».*

Article L.2121-12 alinéa 2 du CGCT : *« Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur. ».*

Article L.2121-26 du CGCT : *Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des procès-verbaux du Conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux. Chacun peut les publier sous sa responsabilité.*
*La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du Maire que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration.*

Dans les 5 jours précédant la séance et le jour de la séance, les conseiller.e.s municipaux.ales peuvent consulter ces dossiers, en mairie sur prise de rendez-vous et aux heures ouvrables.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du Conseil municipal auprès de l'administration communale devra se faire auprès du Cabinet de la Maire, lorsqu'il s'agit de demandes qui ne concernent pas un document public.

## Article 6 : Conférence des président.e.s de groupe

Il est institué une conférence des président.e.s de groupe réunissant la Maire et les président.e.s des groupes politiques représentés au Conseil municipal.

Cette conférence constitue un espace d'échange et de coordination relatif à la préparation des séances du Conseil municipal, à l'organisation des débats et à l'examen des sujets relevant du fonctionnement de l'assemblée municipale.

Sauf circonstances particulières, la conférence des président.e.s de groupe se réunit cinq jours francs avant chaque séance du Conseil municipal, à 18h30, sur convocation de la Maire.

Les conseiller.e.s municipaux non inscrit.e.s peuvent être convié.e.s à cette conférence dans les mêmes conditions.

## Article 7 : Motions

Les groupes politiques représentés au Conseil municipal ainsi que les conseiller.e.s municipaux non inscrit.e.s peuvent proposer des motions soumises à l'examen du Conseil municipal.

Chaque groupe politique, ainsi que l'ensemble des conseiller.e.s municipaux non inscrit.e.s, ne peuvent déposer qu'une seule motion par séance du Conseil municipal.

Toute motion doit être transmise par écrit au cabinet de la Maire au moins cinq jours francs avant la séance du Conseil municipal.

Les motions régulièrement déposées sont examinées dans le cadre de la conférence des président.e.s de groupe préalablement à la séance du Conseil municipal, afin d'en organiser les modalités d'examen.

Toute motion inscrite à l'ordre du jour ouvre droit à un débat en séance du Conseil municipal, présidé par la Maire dans les conditions prévues par le présent règlement intérieur.

## Article 8 : Questions orales

Article L. 2121-19 du CGCT : *Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du Conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune.*

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général local.

Elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des conseiller.e.s municipaux.ales présent.e.s.

Les questions orales ne peuvent pas porter sur des situations individuelles et ne peuvent porter que sur un seul sujet. Elles devront faire l'objet d'une information préalable sous la forme d'un écrit à la Maire au moins 5 jours francs avant la réunion du Conseil municipal. Elles font l'objet

d'un accusé de réception. Elles doivent être transmises par mail à la Maire, au cabinet et à au Directeur général des services.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifie, la Maire peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du Conseil municipal spécialement organisée à cet effet.

Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance dans le cadre d'un point inscrit à l'ordre du jour ; la durée consacrée à cette partie pourra être limitée à 30 minutes au total.

Le nombre de questions orales est limité à 2 par groupe constitué et à 1 par conseiller.e non inscrit.e.

La question (et les réponses éventuelles) figurent au compte rendu de la séance concernée.

### Article 9 : Questions écrites

Chaque membre du Conseil municipal peut adresser à la Maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la commune ou l'action municipale.

Le texte des questions écrites adressées à la Maire (avec copie au Cabinet) fait l'objet de sa part d'un accusé de réception.

La Maire répond aux questions écrites posées par les Conseiller.e.s municipaux.ales dans un délai de 15 jours. En cas d'étude complexe, l'accusé de réception fixera le délai de réponse de la Maire qui ne pourra toutefois pas dépasser un mois.
La réponse est apportée par écrit par la Maire ou le membre de l'exécutif compétent, dans un délai raisonnable, et adressée à l'ensemble des membres du Conseil municipal.

## CHAPITRE II : TENUE DES SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

### Article 10 : Présidence

Article L. 2121-14 du CGCT : « *Le Conseil municipal est présidé par le Maire et, à défaut, par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif du Maire est débattu, le Conseil municipal élit son Président.*
*Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote ».*

Article L. 2122-8 du CGCT : *« La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire, est présidée par le plus âgé des membres du Conseil municipal. Pour toute élection du Maire ou des Adjoints, les membres du Conseil municipal sont convoqués dans les formes et délais prévus aux articles L. 2121-10 à L. 2121-12 (L.2541-2 et L.2121-12 en Alsace-Moselle). La convocation contient mention spéciale de l'élection à laquelle il doit être procédé. Avant cette convocation, il est procédé aux élections qui peuvent être nécessaires lorsque le Conseil municipal est incomplet. Si, après les élections, de nouvelles vacances se produisent, le Conseil municipal procède néanmoins à l'élection du Maire et des Adjoints, à moins qu'il n'ait perdu le tiers ou plus de ses membres ou compte moins de cinq membres. Toutefois, quand il y a lieu à l'élection d'un*

*seul Adjoint, le Conseil municipal peut décider, sur la proposition du Maire, qu'il y sera procédé sans élections complémentaires préalables, sauf dans le cas où le Conseil municipal a perdu le tiers ou plus de son effectif légal ou compte moins de cinq membres. Lorsqu'une vacance du Maire ou des Adjoints intervient après le 1er janvier de l'année qui précède le renouvellement général des Conseils municipaux, il n'est procédé aux élections nécessaires avant l'élection du Maire ou des Adjoints que si le Conseil municipal a perdu le tiers ou plus de ses membres ou s'il compte moins de quatre membres ».*

Le.la Président.e procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il.elle met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le.la secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

## Article 11 : Quorum

Article L. 2121-17 du CGCT : *Le Conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.*

Article L 2541-4 du CGCT : Il est fait exception à la règle du premier alinéa de l'article L.2121-17 du CGCT :

1° *Lorsque, convoqués une seconde fois pour délibérer sur le même objet, le nombre de conseillers présents n'est pas, cette fois encore, supérieur à la moitié. La seconde convocation ou communication des questions à l'ordre du jour rappelle expressément cette disposition ;*
2° *Lorsque le Conseil municipal est empêché de délibérer valablement par le fait que la moitié ou plus de la moitié des conseillers municipaux sont intéressés personnellement ou comme mandataires dans les affaires qui sont discutées ou décidées.*

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un.e conseiller.e municipal.e s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, la Maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseiller.e.s absent.e.s n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

## Article 12 : Mandats

Article L. 2121-20 du CGCT : « *Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives. Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante ».*

Le.la mandataire remet la délégation de vote ou mandat au.à la Président.e de séance lors de l'appel du nom du.de la conseiller.e empêché.e. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un.e conseiller.e obligé.e de se retirer avant la fin de la séance

ou encore un.e conseiller.e qui arrive en retard.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseiller.e.s municipaux.ales qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître à la Maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

## Article 13 : Secrétariat de séance

Article L. 2541-6 du CGCT : « *Lors de chacune de ses séances, le Conseil municipal désigne son secrétaire ».*

Le.la secrétaire de séance constate si le quorum est atteint, vérifie la validité des pouvoirs, assiste la Maire pour la constatation des votes et le bon déroulement des scrutins. Il.elle contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

## Article 14 : Accès et tenue du public

Article L. 2121-18 alinéa 1er du CGCT : *« Les séances des Conseils municipaux sont publiques. Néanmoins, sur demande de trois membres ou du Maire, le Conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huit clos ».*

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du Conseil municipal. Lorsqu'il est décidé que le Conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentant.e.s de la presse doivent se retirer.

Aucune personne autre que les membres du Conseil municipal ou de l'administration municipale ne peut pénétrer dans l'enceinte du Conseil sans y avoir été autorisé par le.la Président.e.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentant.e.s de la presse et un autre aux membres de l'administration en activité lors du Conseil.

## Article 15 : Enregistrement et retransmission des débats

Article L. 2121-18 alinéa 3 du CGCT : « *Sans préjudice des pouvoirs que le Maire tient de l'article L. 2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle ».*

Aucune image d'autrui ne peut être prise et diffusée sans l'accord exprès de la Maire.

La Ville se réserve le droit de filmer et retransmettre en direct sur internet les séances du Conseil municipal.

L'enregistrement vidéo des Conseils municipaux est accessible depuis le site internet. Les membres du Conseil municipal ainsi que la Ville s'engagent à respecter l'intégrité des vidéos et que ces utilisations ne soient pas contraire à la dignité des personnes ou qu'elles ne déforment pas le sens des propos tenus.

## Article 16 : Police de l'assemblée

Article L. 2121-16 du CGCT : « *Le Maire a seul la police de l'Assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le Procureur de la République en est immédiatement saisi ».*

Il appartient à la Maire ou à celui ou celle qui la remplace de faire observer et respecter le présent règlement. Elle rappelle à l'ordre les membres ou le public qui s'en écartent ou qui sont responsables de troubles.

En cas de crime ou de délit (propos injurieux ou diffamatoires, etc.), la Maire en dresse un procès-verbal et en saisit immédiatement le.la Procureur.e de la République.

## Article 17 : Personnel municipal et intervenants extérieurs

Article L. 2541-7 du CGCT : « *Le Maire peut prescrire que les agents de la commune assistent aux séances ».*

Assistent aux séances publiques du Conseil municipal, la Direction générale des services, le Cabinet ainsi que les fonctionnaires municipaux invités par la Maire.

Les uns et les autres ne prennent la parole que sur invitation expresse de la Maire et restent tenus à l'obligation de réserve telle que définie par le statut de fonctionnaire.

La Maire peut demander à toute personne qualifiée, y compris étrangère à l'administration, de donner des renseignements sur un ou plusieurs points faisant l'objet d'une délibération.

# CHAPITRE III : DÉBATS ET VOTES DES DÉLIBÉRATIONS

## Article 18 : Déroulement de la séance

La Maire, à l'ouverture de la séance, fait procéder à l'appel des conseiller.e.s, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus.

Elle fait approuver, dans la mesure du possible, le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

La Maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

Elle peut aussi soumettre au Conseil municipal des « questions diverses », qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra en tant que telle être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil municipal.

Elle soumet à l'approbation du Conseil municipal les points urgents (au nombre de 3 maximum) qui ne revêtent pas une importance capitale et qu'elle propose d'ajouter à l'examen du Conseil du jour.

La Maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Elle demande au Conseil municipal de nommer le.la secrétaire de séance.

La Maire rend compte des décisions qu'elle a prises en vertu de la délégation du Conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du CGCT.

Elle aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteur.e.s désigné.e.s par la Maire. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention de la Maire elle-même ou de l'Adjoint.e compétent.e ou d'un.e élu.e municipal.e désigné.e par elle.

## Article 19 : Débats ordinaires

La parole est accordée par la Maire aux membres du Conseil municipal qui la demandent. Aucun membre du Conseil municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du.de la Président.e de séance.
Les membres du Conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le.la Président.e de séance.

Afin de garantir la bonne tenue de la séance, le temps de parole est fixé à 10 minutes par groupe politique pour une même délibération sauf décision contraire prise dans les conditions prévues au présent article.
Pour les délibérations présentant un enjeu majeur pour la collectivité, notamment le débat d'orientations budgétaires, le vote du budget primitif, le compte financier unique ou toute autre délibération que la Maire estime d'importance comparable, le temps de parole par groupe est fixé en conférence des Présidents.

Ces dispositions s'appliquent à l'ensemble des groupes politiques représentés au Conseil municipal, ainsi qu'aux conseiller.e.s municipaux non-inscrits dans les mêmes conditions.

Les prises de parole de l'exécutif municipal intervenant pour présenter une délibération, apporter une réponse, une précision technique ou un élément de clarification ne sont pas décomptées de ces temps de parole.

Les membres du Conseil municipal ne peuvent s'adresser qu'à la Maire ou à la Président.e de séance. Ils ne peuvent pas interpeller directement les autres membres du Conseil.

Lorsqu'un membre du Conseil municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par la Maire qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 14.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

## Article 20 : Rapport d'orientation budgétaire

Article L. 2312-1 du CGCT : *« Le budget de la commune est proposé par le Maire et voté par le Conseil municipal.*
*Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil municipal, dans les conditions fixées par*

*le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.*
*Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au Président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret ».*

Le débat d'orientation budgétaire donne lieu à délibération qui constate la tenue du débat et la présence du rapport d'orientation budgétaire sur lequel le débat s'appuie. Le débat est enregistré au procès-verbal de séance.

Toute convocation est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement.

Le rapport est mis à la disposition des conseiller.e.s en mairie 5 jours au moins avant la séance. Il est accompagné des annexes aux documents budgétaires prévus par les lois et règlements en vigueur.

## Article 21 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le.la Président.e de séance. Elle est de droit quand elle émane d'un groupe ou de 5 membres du Conseil.

Il revient au.à la Président.e de fixer la durée des suspensions de séance.

## Article 22 : Amendements

Les amendements peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au Conseil municipal.

## Article 23 : Question préalable

La question préalable, dont l'objet est de décider qu'il n'y a pas lieu de délibérer, peut toujours être posée par un membre du Conseil municipal. Elle est alors mise aux voix après débat où ne peut prendre la parole qu'un.e orateur.rice par groupe.

## Article 24 : Votes

Article L. 2121-20 du CGCT : « *Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante* ».

Article L. 2121-21 du CGCT : « *Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.*

*Il est voté au scrutin secret :*

*1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;*
*2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.*

*Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.*
*Le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.*
*Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Maire.*
*Tout conseiller municipal atteint d'infirmité certaine et le mettant dans l'impossibilité d'introduire son bulletin dans l'enveloppe est autorisé à se faire assister par une personne de son choix ».*

Il est constaté par le.la Président.e et le.la secrétaire qui comptent le nombre de votants pour, le nombre de votants contre et le nombre d'abstentions.

Le Conseil municipal vote de l'une des quatre manières suivantes :

- à main levée,
- par assis et levé,
- au scrutin public par appel nominal à la demande d'un quart des élu.e.s présent.e.s,
- au scrutin secret.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le.la Président.e et le.la secrétaire qui comptent, s'il est nécessaire, le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Tout membre du Conseil municipal susceptible d'être en situation de conflit d'intérêt par sa participation à un vote indique son souhait de ne pas prendre part au vote.

La Maire ne prend pas part aux débats et au vote relatif au compte administratif.

### Article 25 : Clôture de débat

Les membres du Conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le.la Président.e de séance.

Lorsqu'aucun membre ne demande plus la parole, le.la Président.e de séance déclare la clôture du débat.

## CHAPITRE IV : COMPTES RENDUS DES DÉBATS ET DES DÉCISIONS

### Article 26 : Procès-verbaux

Article L. 2121-23 du CGCT : *« Les délibérations sont inscrites par ordre de date. Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer* ».

La signature est déposée sur la dernière page du procès-verbal de la séance, après l'ensemble des délibérations.

Les séances publiques du Conseil municipal sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement du procès-verbal des débats sous forme intégrale.

Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du Conseil municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils.elles le souhaitent.

Chaque procès-verbal de séance est mis, dans la mesure du possible, aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

Les membres du Conseil municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

### Article 27 : Publication

Article R3131-2. I. – Les actes publiés sous forme électronique sont mis à la disposition du public sur le site internet de la Ville dans leur intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité et à en effectuer le téléchargement.

Les délibérations sont publiées électroniquement sur le portail DIGILOR (totem situé à la droite de la Mairie) ainsi que sur le site internet de la Ville.

L'enregistrement vidéo du Conseil municipal, est accessible depuis la page Facebook de la Ville ainsi que sur la chaîne Youtube.

## CHAPITRE V : COMMISSIONS ET COMITÉS CONSULTATIFS

### Article 28 : Commissions municipales

Conformément à l'article L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil municipal, soit par l'administration, soit à l'initiative de ses membres.

Ces commissions peuvent revêtir un caractère permanent pour la durée du mandat. Le Conseil municipal fixe leur nombre, leur composition ainsi que les modalités de désignation de leurs membres.

Ces commissions sont privées de tout pouvoir décisionnel. Elles ne peuvent ni délibérer ni décider en lieu et place du Conseil municipal ; leur rôle est préparatoire et consultatif.

Les commissions municipales sont au nombre de cinq, composées de 10 membres chacune, hors Maire, comme suit :

| Commissions | Nombre de membres |
|---|---|
| Commission ressources | 10 membres |
| Commission de l'animation locale | 10 membres |
| Commission des affaires sociales | 10 membres |
| Commission de l'aménagement du territoire | 10 membres |
| Commission du continuum éducatif | 10 membres |

Le nombre de membres indiqué ci-dessus exclut la Maire ; chaque conseiller.e municipal.e est membre de 4 commissions au maximum.

La composition des commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle. L'ensemble du conseil municipal peut assister librement aux commissions.

## Article 29 : Fonctionnement des commissions municipales

Le Conseil municipal fixe le nombre de conseiller.e.s siégeant dans chaque commission et désigne ceux.celles qui y siègeront.

La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le Conseil municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Lors de la première réunion, les membres de la commission procèdent à la désignation du.de la Vice-Président.e.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au Conseil municipal.

La commission se réunit sur convocation de la Maire ou du.de la Vice-Président.e. Il.elle est toutefois tenu.e de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres. La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque conseiller.e au plus tard 4 jours francs avant la tenue de la réunion. La remise des documents accompagnant l'ordre du jour doit intervenir dans le même délai.

Les dates et lieux des commissions sont communiqués à l'ensemble du Conseil municipal.

Chaque conseiller.e aura la faculté d'assister aux travaux de toute commission autre que celle dont il.elle est membre. Il.elle peut participer aux débats mais pas aux votes éventuels.

Les séances des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents.

Les commissions examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent des avis ou formulent des propositions.

Elles statuent à la majorité des membres présents.

Elles élaborent un relevé de décisions sur les affaires étudiées à l'ensemble des élu.e.s.

Le secrétariat est assuré par des fonctionnaires municipaux. Les comptes rendus sont rédigés et remis aux membres de la commission, dans la mesure du possible, dans les 15 jours qui suivent la réunion. Une liste de présence est établie et communiquée à la Direction générale dans les 7 jours suivant ladite commission.

## Article 30 : Comités consultatifs, commissions spéciales et commissions extra-municipales

### 1. Comités consultatifs

Article L. 2143-2 du CGCT : « *Le Conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune. Ces comités comprennent des personnes qui peuvent ne pas appartenir au Conseil, notamment des représentants des associations locales.*
*Sur proposition du Maire, il en fixe la composition pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal en cours.*
*Chaque comité est présidé par un membre du Conseil municipal, désigné par le Maire.*

*Les comités peuvent être consultés par le Maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité et entrant dans le domaine d'activité des associations membres du comité. Ils peuvent par ailleurs transmettre au Maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués ».*

La composition et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixées par délibération du Conseil municipal.

Chaque comité, présidé par un membre du Conseil municipal désigné parmi ses membres, est composé d'élu.e.s et de personnalités extérieures à l'assemblée communale et particulièrement qualifiées ou directement concernées par le sujet soumis à l'examen du comité.

Les avis émis par les comités consultatifs ne sauraient en aucun cas lier le Conseil municipal.

### 2. Commissions spéciales

Article L2541-8 du CGCT : *« En vue d'une discussion préparatoire de certaines affaires de sa compétence et de la préparation de ses décisions, le Conseil municipal peut élire des commissions spéciales. Le Maire les préside. Il peut déléguer à cet effet un Adjoint ou un membre du Conseil municipal.*
*Les résolutions y sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante ».*

Le Conseil municipal peut décider, en cours de mandat, de la création de commissions spéciales pour l'examen d'une ou plusieurs affaires communales. La composition de ces commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle. La durée de vie de ces commissions est dépendante du dossier à instruire : elles prennent fin à l'aboutissement de l'étude de l'affaire et de sa réalisation.

### 3. Commissions extra-municipales

Sur proposition de la Maire, le Conseil municipal peut créer des commissions extra-municipales sur tout sujet d'intérêt local.

La composition de chaque commission est précisée par délibération. Elle veille à garantir la représentation des groupes politiques du Conseil municipal, les groupes d'opposition bénéficiant, sauf impossibilité liée à la nature ou à la composition de la commission, d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au sein de chaque commission extra-municipale.

## Article 31 : Commissions consultatives des services publics locaux

Article L. 1413-1 du CGCT : *« (…) les communes de plus de 10 000 habitants, créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière. (…)*
*Cette commission, présidée par le Maire, (…), ou son représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant. En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son Président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.*

*La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux. La commission examine chaque année sur le rapport de son Président :*

*1° Le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3, établi par le délégataire de service public ;*
*2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement visés à l'article L.2224-5 ;*
*3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;*
*4° Le rapport mentionné à l'article L. 2234-1 du code de la commande publique établi par le titulaire d'un marché de partenariat.*

*Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant sur :*

*1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 ;*
*2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;*
*3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2 ;*
*4° Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.*

La création de la commission consultative des services publics locaux est rendue obligatoire pour les communes de plus de 10 000 habitants.

## Article 32 : Commissions d'appels d'offres

Article L.1414-2 du CGCT : *« Pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique, à l'exception des marchés publics passés par les établissements publics sociaux ou médico-sociaux, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5. (…) En cas d'urgence impérieuse, le marché public peut être attribué sans réunion préalable de la commission d'appel d'offres. Les délibérations de la commission d'appel d'offres peuvent être organisées à distance dans les conditions de l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial ».*

Article L.1414-4 du CGCT : *« Tout projet d'avenant à un marché public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 % est soumis pour avis à la commission d'appel d'offres. Lorsque l'assemblée délibérante est appelée à statuer sur un projet d'avenant, l'avis de la commission d'appel d'offres lui est préalablement transmis. Toutefois, ces dispositions ne sont*

*pas applicables lorsque ces avenants concernent des marchés publics qui ne sont pas soumis à la commission d'appel d'offres ».*

Article L.1411-5 du CGCT : « *(…) II.- La commission est composée :*
*a) Lorsqu'il s'agit d'une région, de la collectivité territoriale de Corse, d'un département, d'une commune de 3 500 habitants et plus et d'un établissement public, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, Président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;*
*(…) Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.*
*Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.*
*Lorsqu'ils y sont invités par le Président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.*
*Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le Président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.*
*III.- Les délibérations de la commission peuvent être organisées à distance dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial ».*

- La commission d'appel d'offres intervient obligatoirement lorsque deux conditions cumulatives sont réunies : La procédure de marché public correspond à une procédure formalisée ;
- La valeur estimée hors taxe du besoin est supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique.

Lorsque le marché est passé selon une procédure adaptée, la commission d'appel d'offres pourra donner son avis mais ne pourra attribuer le marché.

## Article 33 : Créations de missions d'information et d'évaluation :

Conformément aux dispositions de l'Article L.2121-22-1 du CGCT, des missions d'information et d'évaluation chargées de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt communal ou de procéder à l'évaluation d'un service public communal peuvent être créées par délibération du Conseil municipal dans les conditions suivantes :

- La demande doit être présentée par au moins un sixième des membres du Conseil municipal ;
- Un même conseiller ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an ;
- Aucune mission ne peut être créée à partir du 1er janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement général des conseils municipaux ;
- Toute demande de constitution d'une mission devra être adressée à la Maire, signée des conseillers municipaux demandeurs, 15 jours francs au moins avant une séance du Conseil.

La création d'une telle mission sera validée par le biais d'un vote en Conseil municipal, après avis motivé de la Maire sur le caractère d'intérêt communal de la question.

La mission d'information et d'évaluation est composée de membres désignés dans le respect du

principe de la représentation proportionnelle. Le nombre total de membres devra faire l'objet d'un vote après proposition de la Maire, qui proposera par ailleurs les membres de la majorité appelés à composer cette mission, et demandera aux groupes de l'opposition d'indiquer les membres choisis en leur sein, dans le respect de ce principe de la représentation proportionnelle.

La durée de la mission ne peut excéder six mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée. Si le calendrier l'exige, le Conseil municipal pourra, sur proposition de la Maire, réduire la durée allouée, sans que cela n'impacte le bon fonctionnement de cette mission.

Pour que la mission puisse mener ses travaux, le Conseil municipal élira un président et un rapporteur dans la même délibération qui acte la création de ladite mission.

Lors de la première réunion, la mission définira ses modalités de fonctionnement. Elle dispose des mêmes moyens que toute commission municipale et son ou sa Président(e) pourra demander l'accès à certains documents administratifs à la Maire, si et seulement si lesdits documents sont nécessaires aux travaux de la mission.

Le rapport devra être transmis à la Maire au plus tard le dernier jour de la mission, afin qu'il puisse être présenté et examiné dans le cadre d'un Conseil Municipal ultérieur.

# CHAPITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES

## Article 34 : Mise à disposition de moyens aux conseiller.e.s municipaux.ales

Article L. 2121-27 du CGCT : *« Dans les communes de plus de 3 500 habitants, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun. Un décret d'application détermine les modalités de cette mise à disposition ».*

Les modalités d'aménagement et d'utilisation du local commun mis à la disposition des conseiller.e.s n'appartenant pas à la majorité municipale, en application de l'article L. 2121-27 du CGCT, sont fixées par accord entre ceux-ci et la Maire (article D. 2121-12 du CGCT). En cas de désaccord, il appartient à la Maire d'arrêter les conditions de cette mise à disposition.

Dans les communes de 10 000 habitants et plus, les conseiller.e.s municipaux.ales concerné.e.s peuvent à leur demande, disposer d'un local administratif permanent.

Il est satisfait à toute demande de mise à disposition d'un local administratif permanent émise par des conseiller.e.s n'appartenant pas à la majorité municipale.

La répartition du temps d'occupation du local mis à disposition des conseiller.e.s minoritaires entre leurs différents groupes est fixée d'un commun accord. En l'absence d'accord, la Maire procède à cette répartition en fonction de l'importance des groupes.
Il convient toutefois de préciser que cette mise à disposition, destinée à permettre aux élu.e.s minoritaires de remplir dans de bonnes conditions leurs fonctions délibératives, n'a pas pour objet de leur attribuer une permanence électorale, ni une salle adaptée à la tenue de réunions publiques.

Le local est situé à l'adresse suivante : Mairie de Schiltigheim 110 route de Bischwiller.

Les moyens mis à disposition de l'opposition pour la mandature 2026-2032 sont les suivants :

- un bureau
- un secrétariat
- différents outils : les cartes de visites, une ligne téléphonique (si possible directe), un ordinateur et une imprimante ;
- 300 envois par groupe et par an au tarif normal (hors cartes de vœux).

## Article 35 : Bulletin d'information générale

Conformément à l'article L. 2121-27-1 du Code général des collectivités territoriales, dans les communes de 1 000 habitants et plus, lorsqu'un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du Conseil municipal est diffusé par la commune, un espace est réservé à l'expression des conseiller.e.s municipaux élu.e.s sur une liste autre que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du Conseil municipal ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité municipale.

En conséquence, un espace d'expression est réservé, dans chaque parution du magazine municipal, aux groupes politiques ainsi qu'aux conseiller.e.s municipaux non inscrit.e.s.
Cet espace est réparti selon une logique de représentation proportionnelle, en fonction du nombre de conseiller.e.s municipaux signataires des contributions effectivement remises, dans le respect d'une égalité de traitement entre élu.e.s.

Les groupes politiques et les conseiller.e.s non inscrit.e.s peuvent faire usage de cet espace individuellement ou collectivement, sous réserve, pour les groupes, d'être régulièrement constitués.

Les contributions relèvent de la seule responsabilité de leurs auteur.rice.s. Elles doivent être transmises au service communication de la Ville, dans les délais fixés pour chaque publication, sous format dématérialisé compatible avec les contraintes de mise en page définies par le service.

Toute publication doit exclusivement concerner les affaires de la commune. Elle ne peut comporter de propos injurieux, diffamatoires, discriminatoires, racistes, incitant à la haine ou à la violence, ni d'attaques personnelles étrangères au débat public local.

Les tribunes publiées dans le magazine municipal peuvent également être reproduites sur les supports numériques de la Ville.

## Article 36 : Groupes politiques

Les conseiller.e.s peuvent se constituer en groupes selon leurs affinités politiques par déclaration adressée à la Maire, signée par tous les membres du groupe et comportant la liste des membres dont la désignation du.de la Président.e du groupe.

Chaque conseiller.e peut adhérer à un groupe mais il.elle ne pourra faire partie que d'un seul.

Tout groupe politique doit réunir au moins deux conseiller.e.s municipaux.ales.

Un.e conseiller.e n'appartenant à aucun groupe reconnu peut toutefois s'inscrire au groupe des non-inscrits s'il comporte au moins deux membres, ou s'apparenter à un groupe existant de son choix avec l'agrément du.de la Président.e du groupe.

## Article 37 : Désignation des délégué.e.s dans les organismes extérieurs

Article L. 2121-33 du CGCT : « *Le Conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes ».*

À défaut de dispositions particulières sur la fin des fonctions de ces délégué.e.s dans les textes régissant ces organismes, leur mandat est lié à celui de l'organe délibérant de la collectivité territoriale qui les a nommés. Les mandats des conseiller.e.s municipaux.les ayant été désigné.e.s pour représenter la commune dans des organismes extérieurs prennent donc fin en même temps que les mandats des conseiller.e.s qui les ont désignés. Aussi, après son renouvellement, le Conseil municipal nouvellement installé doit, dans les meilleurs délais, procéder à la désignation des représentant.e.s appelé.e.s à siéger au sein d'organismes extérieurs en application de l'article L.2121-33 du CGCT.

## Article 38 : Obligations des élu.e.s

Les articles L. 2121-5, L. 2541-9, L. 2541-10 et L. 2123-24-1 du CGCT rappellent les obligations incombant aux élu.e.s locaux quant à l'effectivité de leurs fonctions, leur assiduité et les éventuelles sanctions pouvant en découler :

L'article L. 2121-5 du CGCT dispose que tout membre du Conseil municipal, qui sans excuse valable, a refusé de remplir une des fonctions qui lui sont dévolues par les lois, est déclaré démissionnaire d'office par le Tribunal administratif. Le refus résulte soit d'une déclaration expresse adressée à qui de droit ou rendue publique par son auteur, soit de l'abstention persistante après avertissement de l'autorité chargée de la convocation. Le membre ainsi démissionnaire ne peut être réélu avant le délai d'un an.

L'article L. 2541-9 du CGCT dispose que tout.e conseiller.e municipal.e qui, sans excuse suffisante, a manqué trois séances successives du Conseil, ou qui a troublé l'ordre à plusieurs reprises sans tenir compte des avertissements du.de la Président.e, peut, par décision de l'assemblée, être exclu.e du Conseil municipal pour un temps déterminé ou pour toute la durée de son mandat.

L'article L. 2541-10 du CGCT dispose que tout membre du Conseil municipal qui, sans excuse, a manqué cinq séances consécutives cesse d'être membre du Conseil municipal. Le fait qu'un membre a manqué sans excuse cinq séances consécutives est constaté par une mention sur le registre destiné à recevoir les procès-verbaux du Conseil municipal.

L'article L. 2123-24-1 du CGCT souligne que dans les communes de moins de 100 000 habitants, il peut être versé une indemnité pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller.e municipal.e dans les limites prévues par le II de l'article L. 2123-24. Cette indemnité est au maximum égale à 6 % du terme de référence mentionné au I de l'article L. 2123-20.

## Article 39 : Retrait d'une délégation à un.e Adjoint.e

Article L. 2122-18 alinéa 4 du CGCT : « *Lorsque le Maire a retiré les délégations qu'il avait données à un Adjoint, le Conseil municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions ».*

Un.e Adjoint.e, privé.e de délégation par la Maire et non maintenu.e dans ses fonctions d'Adjoint.e (officier d'état civil et officier de police judiciaire) par le Conseil municipal, redevient simple

conseiller.e municipal.e.

Le Conseil municipal peut décider que l'Adjoint.e nouvellement élu.e occupera la même place que son.sa prédécesseur.e dans l'ordre du tableau.

## Article 40 : Formation des élus

Les membres du Conseil municipal peuvent bénéficier de formation d'élu.e.s, selon les dispositions légales auprès d'organismes agréés. Les formations sont choisies par l'élu.e.

En cas de limitation budgétaire, c'est une répartition équitable des frais de formation pour l'ensemble des élu.e.s qui sera privilégiée.

## Article 41 : Charte éthique des élus

Chaque membre du Conseil Municipal est invité à respecter la charte éthique, qui a été adoptée par délibération du 17 mai 2022, et à signer la déclaration sur l'honneur en annexe de celle-ci.

Cette charte retrace les engagements pris par les membres du Conseil municipal en faveur d'une plus grande transparence des actions menées.

Le décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 prévoit la mise en place d'un référent déontologue désigné par délibération de l'assemblée municipale. Le référent déontologue a déjà été introduit par la charte complétée par la délibération en date du 4 juillet 2023 qui désigne le collège des référents déontologues des Centres de gestion 67-68-90 ainsi que les modalités de saisine par les élus.

## Article 42 : Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition de la Maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

## Article 44 : Application du règlement

Le présent règlement est applicable au Conseil municipal qui suit celui de son adoption.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2541-5 du CGCT, il devra être adopté à chaque renouvellement du Conseil municipal dans les six mois qui suivent son installation.

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE100 - DÉMOCRATIE LOCALE ET PROXIMITÉ : LES AMBITIONS ET LA DÉMARCHE DE LA VILLE**

Rapporteur : Madame Marie-Jeanne STEFF, Adjointe

Ces dernières années ont été marquées par les crises sanitaire, sociale, énergétique et géopolitique. Dans ce contexte instable, une grande attente repose sur les services publics et leurs représentants. Le lien de confiance des citoyennes et citoyens envers les institutions de la République a été mis à l'épreuve et notre rôle collectif est de le restaurer et d'en prendre soin.

En tant que premier échelon institutionnel de terrain, la Ville de Schiltigheim doit prendre toute sa part et construire un cadre de proximité et de démocratie locale efficace, accessible et à l'écoute des schilickois et schilickoises. L'action municipale doit se faire au plus proche du terrain, des réalités quotidiennes, des besoins et aspirations des habitantes et habitants. Cela implique de donner à chacune et à chacun une véritable place dans la vie locale et dans l'élaboration des décisions qui les concernent. La démocratie locale doit ainsi permettre à toutes et tous de s'informer, de s'exprimer, de proposer et de prendre part à la construction de l'avenir de notre Ville.

Le 26 mai dernier, le Conseil municipal a approuvé la création de trois quartiers au sein de la commune, et arrêté leur dénomination ainsi que leur périmètre, reflet des territoires de vie des habitantes et habitants de la Ville de Schiltigheim. Cette délibération constituait un préalable à la création des Conseils de quartier, dans une logique de renforcement de la démocratie de proximité et de participation citoyenne, aux côtés de

l'assemblée délibérante de la commune.

Pour poursuivre cette ambition et structurer la démarche de création de ces nouvelles instances de démocratie locale, la ville a prévu les étapes suivantes :

- La création de fonctions d'adjoints de quartier, en charge d'être en proximité des habitants pour faire vivre et adapter l'action municipale au plus près des besoins du territoire ; ce point fait l'objet d'une série de délibérations spécifiques suivantes ;

- La création des conseils de quartier, autour d'une charte de fonctionnement commune et d'un appel à projets pour désigner leurs membres, objet de la présente délibération ;

La Ville souhaite en effet se doter d'une Charte fixant un cadre de fonctionnement commun à l'ensemble des Conseils de quartier, définissant leur vocation, leur composition et leurs modalités d'action, sur la base des orientations et principes suivants :

- Les Conseils de quartier sont une instance participative à vocation consultative.

À ce titre, ils auront pour mission :

- ✓ De favoriser l'expression des habitants ;
- ✓ De participer à la concertation sur les projets d'aménagement et de développement ;
- ✓ De formuler des avis et propositions sur toute question concernant leur quartier ;
- ✓ De contribuer à la cohésion sociale et au lien entre habitants et institutions.

- Les Conseils de quartier sont ouverts à toutes celles et à tous ceux qui habitent à Schiltigheim, dès l'âge de 16 ans, dans le respect de l'altérité, à l'exclusion des élus locaux et des agents de la Ville.

- Chaque Conseil de quartier sera composé d'un nombre déterminé de membres à parité femmes – hommes, sur candidature volontaire exclusivement, et par tirage au sort si nécessaire.
  Dans une volonté affirmée de représentativité des territoires prioritaires dans ces lieux de démocratie locale, un nombre de sièges sera réservé aux habitantes et habitants des Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) dans chaque Conseil de quartier.

- Les membres des Conseils de quartier s'engagent à œuvrer dans l'intérêt général, en dehors de tout intérêt particulier, partisan ou religieux.

Ces principes fondamentaux ainsi que les règles de fonctionnement élémentaires seront précisés dans le cadre d'un travail élargi avec les membres du Conseil municipal, et devront laisser les marges d'autonomie suffisantes à chaque Conseil de quartier dans ses modalités de fonctionnement opérationnel.

Ainsi, la Ville prévoit le calendrier de mise en œuvre et d'installation des Conseils de quartier suivant :

- D'octobre à novembre 2026 : Étapes de travail et de rédaction de la Charte des Conseils de quartier, associant l'ensemble des groupes du Conseil municipal

- 15/12/2026 : Délibération relative à l'adoption de la Charte des Conseils de quartier en Conseil municipal

- De janvier à mars 2027 : Appel à candidatures relatif à la constitution des Conseils de quartier

- Avril 2027 : Désignation par nomination ou le cas échéant, par tirage au sort, des membres des Conseils de quartier et installation des Conseils de quartier

Il s'agit donc de poursuivre et de concrétiser la démarche engagée au printemps 2026, dans un souci de transparence et de travail collectif, afin de permettre à ces futurs Conseils de quartier de s'installer sur des bases solides et de prendre toute leur dimension au début du deuxième trimestre de l'année 2027.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (dite loi Vaillant) ;*
*Vu l'article L2143-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;*
*Vu la délibération du 26 mai 2026 portant création et détermination des périmètres des quartiers dénommés*

*« Quartier Ouest », « Quartier Centre » et « Quartier Est » ;*
*Considérant la volonté de la Ville de Schiltigheim de promouvoir la démocratie participative et d'associer plus étroitement les habitants à la gestion de leur quartier ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Ressources » et du Bureau municipal,

**APROUVE** la démarche globale de renforcement de la démocratie locale et de proximité, ainsi que la rédaction d'une Charte des Conseils de quartier sur la base des orientations et principes énoncés, comme une étape préliminaire indispensable à leur installation ;

**ADOPTE** le calendrier de mise en œuvre et d'installation des Conseils de quartier.

**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 34 | |
| Contre | 0 | |
| Abstentions | 5 | **M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS.** |
| Ne participe pas part au vote | 0 | |

Date de télétransmission : 5 octobre 2026
Date de retour de l'acte : 5 octobre 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260929-4027-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE101 - CRÉATION DES POSTES D'ADJOINTS DE QUARTIER

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

Dans la continuité de la délibération portant création des Conseils de quartier, visant à accompagner la montée en puissance des dispositifs de participation citoyenne et à instaurer un dialogue de proximité régulier et approfondi avec les habitants, il apparaît nécessaire d'adapter l'organisation de l'exécutif municipal. À ce titre, le Code général des collectivités territoriales prévoit que le nombre d'adjoints au Maire peut être porté de 30 % à 40 % de l'effectif légal du Conseil municipal lorsque des Conseils de quartier sont institués dans les conditions prévues par la loi.

Aux termes des dispositions de l'article L. 2122-18-1 du CGCT : « *L'adjoint chargé de quartier connaît de toute question intéressant à titre principal le ou les quartiers dont il a la charge. Il veille à l'information des habitants et favorise leur participation à la vie du quartier.* ». Il peut, dans ce cadre, recevoir toute délégation de la Maire nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Les trois Adjoints de quartier seront en charge de piloter l'animation des différents Conseils de quartier (Ouest, Centre et Est), dont le périmètre géographique a été déterminé lors du Conseil municipal du 26 mai 2026, et auront également pour mission de renforcer le lien de proximité et d'entretenir un dialogue permanent avec les habitants, en coordination avec les Adjoints de droit commun en charge de thématiques spécifiques.

Pour le quartier Centre, ces fonctions seront déléguées par voie d'arrêté à Mme Marie-Jeanne STEFF, déjà

Adjointe à la Maire, en charge de la Participation citoyenne.

La présente délibération vise donc à ouvrir deux postes supplémentaires d'adjoints à la Maire.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment ses articles L2143-1, L2122-2, L2122-2-1, L2122-18-1 et L2123-14 ;*
*Vu la délibération du 26 mai portant création des quartiers "Ouest", "Centre" et "Est" ;*
*Considérant la volonté de la municipalité de renforcer la démocratie de proximité et de favoriser un lien direct entre l'administration communale et les administrés ;*
*Considérant que la création de postes d'adjoints de quartier permet d'assurer une présence politique et une coordination des projets de proximité au sein de secteurs géographiques définis ;*
*Considérant que pour la commune de Schiltigheim, l'effectif légal du Conseil municipal est de 39 membres et que le nombre d'adjoints de quartier ne peut excéder 10 % de cet effectif (soit trois postes supplémentaires d'adjoints au maximum) ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « *Ressources* » et du Bureau municipal,

**VALIDE** la création de deux postes d'adjoints de quartier,

**PRÉCISE** que l'élection des adjoints de quartier interviendra immédiatement après la présente délibération, selon les règles de l'élection des adjoints au Maire

**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 28 | |
| Contre | 9 | **Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Frédérique LAAS.** |
| Abstentions | 2 | **M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO.** |
| Ne participe pas part au vote | 0 | |

Date de télétransmission : 5 octobre 2026
Date de retour de l'acte : 5 octobre 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260929-3626-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE102 - ELECTION DES ADJOINTS DE QUARTIER**

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

Par délibération, le Conseil municipal a décidé de porter le nombre d'adjoints à 13, en créant deux postes d'adjoints de quartier, conformément aux articles L. 2122-2-1 et L. 2143 du Code général des collectivités territoriales. L'objectif est d'identifier des interlocuteurs privilégiés pour les quartiers Ouest, Centre et Est, afin de fluidifier les remontées de terrain et la gestion des services publics de proximité.

Il est proposé de recourir à un scrutin secret, conformément aux dispositions de l'article L2122-4 du Code général des collectivités.

Liste présentée par la majorité municipale :

1. M. ULU Selim, candidat au poste d'adjoint,
2. Mme HERMOSO Nadine, candidate au poste d'adjointe.

Désignation des assesseurs : Le Conseil municipal désigne deux scrutateurs : M. BAADER Marc et Mme ANDRUETTE Alyson,

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2122-4 à L2122-10 ;*
*Vu l'article L2143-1 du CGCT relatif à la création de conseils de quartier ;*
*Vu l'article L2122-2-1 du CGCT relatif aux adjoints de quartier ;*
*Vu la délibération du 28 mars 2026 portant élection des adjoints,*
*Vu la délibération du 29 septembre 2026 portant création de deux postes supplémentaires d'adjoints ;*
*Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'élection de deux nouveaux adjoints pour compléter le tableau ;*
*Considérant que dans les communes de 1 000 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel, avec respect de la parité ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la commission « Ressources » et du Bureau municipal
A scrutin secret,

**CONSTATE** les résultats du scrutin :

- Nombre de conseillers présents : 37
- Nombre de votants (procurations incluses) : 39
- Nombre de bulletins blancs ou nuls : 12
- Nombre de suffrages exprimés : 39
- Majorité absolue : 20

Ont obtenu :

- Liste : ULU Selim et HERMOSO Nadine : 27 voix.

**DÉSIGNE** comme adjoints, les candidats suivants figurant sur la liste présentée par la majorité municipale :

- M. ULU Selim : Adjoint
- Mme HERMOSO Nadine : Adjointe

**PRÉCISE** que les nouveaux adjoints prendront rang dans le tableau des adjoints après les adjoints déjà en fonction.

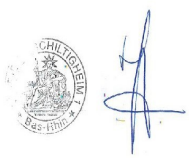
**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 27 | |
| Contre | 12 | |
| Abstention | 0 | |
| Ne participe pas part au vote | 0 | |

Date de télétransmission : 5 octobre 2026
Date de retour de l'acte : 5 octobre 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260929-3628-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE103 - INDEMNITÉS DE BASE - ADJOINTS DE QUARTIER**

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

Conformément aux dispositions des articles L. 2123-23 et suivants du Code général des collectivités territoriales, les indemnités des élus municipaux peuvent être fixées par le Conseil municipal, dans le respect des plafonds légaux et des règles relatives à la gestion des fonds publics.

Il appartient donc au Conseil municipal de délibérer sur le montant des indemnités allouées aux adjoints de quartier dans le cadre d'une enveloppe budgétaire globale.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2123-23 à L.2123-25 relatifs à la fixation des indemnités de fonction des élus locaux ;
Vu l'article L.2143-1 du CGCT prévoyant que les communes dont la population est comprise entre 20 000 et 79 999 habitants peuvent appliquer les dispositions relatives aux conseils de quartier et précise expressément que, dans ce cas, les articles L.2122-2-1 et L.2122-18-1 sont applicables ;
Vu l'article L.2122-2-1 permettant de dépasser la limite de 30 % prévue à l'article L. 2122-2 pour créer des postes d'adjoints chargés principalement d'un ou plusieurs quartiers, dans la limite de 10 % de l'effectif légal

du Conseil municipal
Vu la délibération du 14 avril 2026 fixant les indemnités de base des élus ;
Vu la délibération du 26 mai 2026 portant création des conseils de quartier ;
Vu la délibération du 29 septembre 2026 portant création de deux postes d'adjoints supplémentaires chargés principalement d'un ou plusieurs quartiers ;
Vu délibération du 29 septembre 2026 portant l'élection de deux adjoints supplémentaires chargés principalement d'un ou plusieurs quartiers ;
Vu le principe de l'enveloppe globale allouée aux indemnités des élus, et le respect des plafonds légaux fixés par le Code Général des Collectivités Territoriales en fonction de la population communale ;
Considérant l'enveloppe globale indemnitaire autorisée
Considérant l'article L.2123-24 du CGCT qui fixe le barème des indemnités d'adjoints selon le nombre d'habitants de la commune

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « *Ressources* » et du Bureau municipal,

**DECIDE** de fixer les indemnités de fonction des deux adjoints supplémentaires chargés principalement d'un ou plusieurs quartiers, relativement à l'indice brut terminal de la fonction publique, au taux suivant :
- Pour chaque adjoint de quartier : 19.2 % ;

**PRECISE** qu'un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal est annexé à la présente délibération en application de l'article L.2123-20-1 du Code général des collectivités territoriales ;

**ACTE** que les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice et payées mensuellement **;**

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 65 du budget communal.

**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 28 | |
| Contre | 9 | **Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Frédérique LAAS.** |
| Abstentions | 2 | **M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO.** |
| Ne participe pas part au vote | 0 | |

Date de télétransmission : 5 octobre 2026
Date de retour de l'acte : 5 octobre 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260929-3584-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Annexe : Tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée délibérante**

| Fonction | Indemnité allouée en % de l'indice brut terminal de la Fonction Publique |
|---|---|
| Maire | 77% |
| 1er adjoint | 23.5% |
| Adjoint | 19.2% |
| Conseiller municipal délégué | 9% |
| Conseiller municipal | 1.6% |

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE104 - MAJORATION DES INDEMNITÉS DES ADJOINTS DE QUARTIER

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

La commune est attributaire dans les trois derniers exercices de la DSUCS (Dotations de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale), permettant une référence à la strate supérieure, soit 110 % de l'indice brut terminal.

La qualité de chef-lieu de canton telle que définie avant la modification des limites territoriales des cantons, permettent la majoration des indemnités de fonction à hauteur de 15 %.

Conformément aux dispositions de l'article L.2123-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), l'application de majorations aux indemnités de fonction fait l'objet d'un vote distinct, sur la base des indemnités votées après répartition de l'enveloppe.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-1-2-1 et les articles L.2123-23 à L.2123-25 relatifs à la fixation des indemnités de fonction des élus locaux ;
Vu la délibération du 26 mai 2026 portant création des conseils de quartier ;
Vu la délibération du 29 septembre 2026 portant création de deux postes d'adjoints supplémentaires en charge d'un ou plusieurs quartiers ;

Vu délibération du 29 septembre 2026 portant l'élection de deux adjoints supplémentaires en charge d'un ou plusieurs quartiers ;
Vu la délibération du 29 septembre 2026 fixant les indemnités de fonction des deux adjoints supplémentaires en charge d'un ou plusieurs quartiers ;
Vu la délibération du 14 avril 2026 décidant l'application des majorations permettant d'une part à la commune attributaire dans les trois derniers exercices de la DSUCS (Dotations de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale) une référence à la strate supérieure (110 % de l'indice brut terminal) et d'autre part, permettant la majoration des indemnités de fonction à hauteur de 15 % du fait de la qualité de chef- lieu de canton telle que définie avant la modification des limites territoriales des cantons ;

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Ressources » et du Bureau municipal,

**DECIDE** d'appliquer les majorations suivantes :

- Pour chaque adjoint supplémentaire en charge d'un ou plusieurs quartiers : 28.5 % de l'indice brut terminal de la fonction publique [(44 % x 19.2 %/33 %] + (15 % x 19.2 %) *;*

**PRECISE** qu'un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du Conseil municipal, y compris les majorations, est annexé à la présente délibération en application de l'article L.2123-20-1 du Code général des collectivités territoriales ;

**ACTE** que les majorations seront automatiquement recalculées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice ;

**PRECISE** que l'application des majorations suit les dates de mise en œuvre du versement des indemnités précisées dans la délibération relative aux indemnités de base ;

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 65 du budget communal.

**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 28 | |
| Contre | 9 | **Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Frédérique LAAS.** |
| Abstentions | 2 | **M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO.** |
| Ne participe pas part au vote | 0 | |

Date de télétransmission : 5 octobre 2026
Date de retour de l'acte : 5 octobre 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260929-3588-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Annexe : Tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée délibérante, majorations comprises**

| **Fonction** | **Indemnité allouée en % de l'indice brut terminal de la Fonction Publique, majorations comprises** |
|---|---|
| Maire | 105.7% |
| 1er adjoint | 34.8% |
| Adjoint | 28.5% |
| Conseiller municipal délégué | 10.4% |

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE105 - DÉSIGNATION D'UNE REPRÉSENTANTE DE LA VILLE DE SCHILTIGHEIM AU SEIN DU COLLÈGE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA CPTS COSEN

Rapporteur : Madame Nadia KECHID, Adjointe

Convaincue de l'intérêt d'une collaboration étroite entre les collectivités territoriales et les professionnels de santé, la Ville de Schiltigheim souhaite s'investir pleinement dans la gouvernance de la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) COSEN et contribuer à ses travaux au service des habitants du territoire.

La CPTS COSEN constitue un espace de coopération entre les professionnels de santé du territoire et les acteurs locaux, visant notamment à favoriser la coordination des parcours de santé, l'accès aux soins et la mise en œuvre d'actions de prévention et de promotion de la santé.

La Ville de Schiltigheim est engagée de longue date en faveur de la santé de ses habitants. Au travers de son Atelier Santé Ville, de ses actions de prévention et de promotion de la santé, ainsi que du soutien apporté aux initiatives locales en matière d'accès aux soins, de santé mentale, de lutte contre les inégalités sociales de santé et de bien-vieillir, la collectivité contribue activement à la dynamique territoriale de santé.

Dans ce cadre, la Ville souhaite être représentée au sein du Collège des collectivités territoriales de la CPTS COSEN, qui dispose de deux sièges.

Cette représentation permettrait de renforcer les synergies entre les politiques publiques locales et les actions portées par les professionnels de santé, de favoriser le partage d'informations et de contribuer aux travaux de la CPTS dans l'intérêt du territoire et de ses habitants.

Il est ainsi proposé de désigner Madame Laurence WINTERHALTER, conseillère municipale déléguée en charge de la santé et de l'inclusion des publics fragiles, pour représenter la Ville de Schiltigheim au sein du Collège des collectivités territoriales de la CPTS COSEN.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-33,*
*Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1434-12 et suivants, relatifs aux communautés professionnelles territoriales de santé,*
*Vu l'article L.1434-12-2 du Code de la santé publique relatif aux missions des communautés professionnelles territoriales de santé,*
*Vu les statuts de la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé COSEN, notamment les dispositions relatives à sa gouvernance et au Collège des collectivités territoriales,*
*Considérant l'intérêt d'une collaboration étroite entre les collectivités territoriales et les professionnels de santé pour répondre aux enjeux de santé du territoire,*
*Considérant l'engagement de la Ville de Schiltigheim en faveur de la prévention et de la promotion de la santé, notamment au travers de son Atelier Santé Ville et de ses actions en matière d'accès aux soins, de santé mentale, de lutte contre les inégalités sociales de santé et de bien-vieillir,*
*Considérant la volonté de la Ville de Schiltigheim de contribuer aux travaux et à la gouvernance de la CPTS COSEN,*
*Considérant que le Collège des collectivités territoriales de la CPTS COSEN dispose de deux sièges,*
*Considérant qu'il convient de désigner un représentant de la Ville de Schiltigheim pour siéger au sein de ce collège,*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la commission « Ressources » et du Bureau municipal,

**DÉSIGNE** Madame Laurence WINTERHALTER, Conseillère municipale, pour représenter la Ville de Schiltigheim au sein du Collège des collectivités territoriales de la CPTS COSEN ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4042-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE106 - ADHESION DE LA VILLE AU RÉSEAU NATIONAL DES BUDGETS PARTICIPATIFS (RNBP)**

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

Le Réseau National des Budgets Participatifs (RNBP) est né en 2015 de la volonté commune de plusieurs collectivités territoriales de développer et de promouvoir les budgets participatifs. Structuré sous forme associative depuis 2022, il fédère aujourd'hui des élus, des professionnels, des habitants ainsi que des organismes engagés en faveur de la démocratie participative.

Le Réseau a pour vocation de favoriser le développement des budgets participatifs, d'accompagner les collectivités dans leurs démarches et de promouvoir une culture de la participation citoyenne. Il constitue un espace d'échanges, de coopération et de mutualisation des expériences entre les collectivités membres.

Une charte, adoptée en 2019, définit les valeurs et les principes communs qui fondent l'action du Réseau.

Les objectifs du Réseau National des Budgets Participatifs

Les principaux objectifs du RNBP sont les suivants :

- Promouvoir les valeurs et principes du budget participatif, tels que définis par la Charte du Réseau, et accompagner le développement de cette démarche ;

- Participer à la reconnaissance du budget participatif comme outil de démocratie participative auprès des institutions et des acteurs publics ;
- Favoriser les échanges de bonnes pratiques, la mutualisation des ressources, le partage d'expériences et le développement d'une base commune de ressources documentaires aux niveaux local, national et international ;
- Renforcer la place et le rôle des habitants dans les démarches de budget participatif ;
- Développer les partenariats entre les différents acteurs de la démocratie participative.

Le Réseau organise notamment les Rencontres nationales des Budgets participatifs, des webinaires thématiques et anime des groupes de travail permettant aux membres de partager leurs pratiques et de contribuer à l'évolution des démarches participatives.

Engagée depuis plusieurs années dans la mise en œuvre d'un budget participatif, dont cinq éditions ont déjà été organisées, la Ville de Schiltigheim souhaite renouveler son adhésion au Réseau National des Budgets Participatifs afin de poursuivre le partage d'expériences avec les collectivités membres, de contribuer aux travaux du réseau et de participer au développement des budgets participatifs à l'échelle nationale.

Les modalités financières de l'adhésion

Conformément à la grille tarifaire du Réseau National des Budgets Participatifs, le montant de la cotisation annuelle applicable à une commune comprise entre 10 000 et 50 000 habitants est fixé à 250 € en 2026.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-33, L. 2122-25, L. 2541-1 et L. 2541-12 ;*
*Considérant l'intérêt pour la Ville de Schiltigheim de renouveler son adhésion au Réseau National des Budgets Participatifs afin de poursuivre sa participation aux travaux du réseau et de bénéficier des échanges de bonnes pratiques ;*
*Vu les statuts de l'association Réseau National des Budgets Participatifs ;*

Après avoir délibéré,
Sur proposition de la commission *« Ressources »* et du Bureau municipal,

**DÉCIDE** de renouveler l'adhésion de la Ville de Schiltigheim au Réseau National des Budgets Participatifs (RNBP) ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à accomplir toutes les formalités nécessaires à ce renouvellement et à signer tout document s'y rapportant ;

**DÉSIGNE** Madame Marie-Jeanne STEFF, Adjointe à la Maire en charge de la participation citoyenne et de la qualité de vie des séniors, pour représenter la Ville au sein du Réseau National des Budgets Participatifs et participer à ses instances et réunions ;

**AUTORISE** le versement de la cotisation annuelle, conformément au barème en vigueur du Réseau National des Budgets Participatifs ;

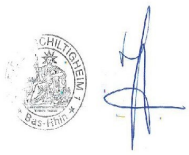
**PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2026 – Fonction 62 / Nature 6281.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4017-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE107 - AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

Les emplois des collectivités et de leurs établissements publics sont créés par l'organe délibérant, conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au bon fonctionnement des services et de modifier le tableau des effectifs.

Il est proposé ci-après d'adapter les postes aux compétences et missions qui évoluent selon les besoins des services.

Compte tenu des réorganisations et des besoins identifiés par les services à l'occasion de la rentrée, il est nécessaire de créer les emplois suivants :

- 1 emploi d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe d'une durée hebdomadaire de 8h45 discipline danse classique,
- 1 emploi d'agent social principal de 1ère classe d'une durée hebdomadaire de 3h00,
- 1 emploi d'agent social d'une durée hebdomadaire de 7h15,
- 1 emploi d'ATSEM principal de 2ème classe d'une durée hebdomadaire de 28h00,
- 1 emploi d'ATSEM principal de 2ème classe d'une durée hebdomadaire de 20h00,
- 1 emploi d'éducateur de jeunes enfants d'une durée hebdomadaire de 21h00,
- 1 emploi d'adjoint d'animation d'une durée hebdomadaire de 24h30.

Dans le cadre de recrutements en cours sur des postes déjà existants de la collectivité, il est nécessaire de créer les emplois suivants :

- 1 emploi d'attaché à temps complet,
- 1 emploi de rédacteur principal de 1ère classe à temps complet,
- 2 emplois de rédacteur principal de 2ème classe à temps complet,
- 3 emplois de rédacteur à temps complet.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil Municipal,

*Vu le code général de la fonction publique,*

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Ressources » et du Bureau municipal,

**DECIDE** de créer les emplois ci-dessus,

**MODIFIE** en conséquence le tableau des effectifs du personnel,

**PRECISE** que les crédits budgétaires afférents à ces emplois sont inscrits au budget,

**CHARGE** Madame la Maire de procéder à la nomination sur les emplois créés, et éventuellement, de recruter des agents contractuels en tant que de besoin.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4054-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE108 - RAPPORT RELATIF AU DÉBAT SUR LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE DES AGENTS TERRITORIAUX PRÉSENTÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

## 1. Objet du rapport

Le présent rapport a pour objet de présenter à l'assemblée délibérante la situation de la Ville de Schiltigheim en matière de **protection sociale complémentaire (PSC)** de ses agents et de permettre la tenue du débat relatif à cette protection.
La protection sociale complémentaire constitue un élément important de la politique de ressources humaines de la collectivité. Elle vise à permettre aux agents de bénéficier d'une couverture complémentaire aux régimes obligatoires de protection sociale, tant en matière de **santé** que de **prévoyance**.

La situation de la collectivité est aujourd'hui différenciée selon les deux volets de la protection sociale complémentaire :

- en matière de **santé**, une nouvelle convention de participation est en vigueur depuis le 1er janvier 2026 ;
- en matière de **prévoyance**, la Ville bénéficie actuellement du dispositif collectif mis en place par le Centre de gestion, dont la convention arrive à échéance le 31 décembre 2026 et fait actuellement l'objet d'un renouvellement pour la période 2027-2032.

## 2. La protection sociale complémentaire : deux volets distincts

La protection sociale complémentaire des agents territoriaux comprend deux domaines :

**La complémentaire santé**
Elle permet de compléter les remboursements de la Sécurité sociale pour les dépenses liées notamment :
- aux consultations et soins courants ;
- à l'hospitalisation ;
- aux frais dentaires ;
- à l'optique ;
- aux aides auditives ;
- à certaines dépenses de prévention et de médecine complémentaire.

**La prévoyance**
Elle vise à protéger l'agent et sa famille contre les conséquences financières liées notamment :
- à une incapacité temporaire de travail ;
- à une invalidité permanente ;
- au décès ou à la perte totale et irréversible d'autonomie.

Ces deux dispositifs répondent ainsi à des risques différents mais complémentaires et constituent ensemble un élément de sécurisation du parcours professionnel et de la situation personnelle des agents.

### 3. La complémentaire santé

#### 3.1. Un nouveau dispositif en vigueur depuis le 1er janvier 2026

Depuis le **1er janvier 2026**, la Ville dispose d'un nouveau dispositif de complémentaire santé destiné à ses agents.
Le contrat propose trois niveaux de garanties :
- **Base** ;
- **Renforcée** ;
- **Supérieure**.

Les garanties couvrent notamment l'hospitalisation, les soins courants, les soins dentaires, l'optique, les aides auditives ainsi que différents dispositifs de prévention et services d'accompagnement.
Le dispositif comprend également un ensemble de services, notamment l'assistance, la téléconsultation, le deuxième avis médical et la protection juridique santé, ainsi que l'accès au réseau de soins ITELIS.

#### 3.2. La participation financière de la Ville en vigueur

La Ville a fait le choix de mettre en place une participation financière tenant compte des revenus des agents et de leur situation familiale, afin de favoriser l'accès du plus grand nombre à une complémentaire santé.

Pour les agents relevant de la CNRACL, la participation mensuelle de la Ville est fixée à :

| Situation familiale | Participation mensuelle de la Ville |
|---|---|
| Isolé | 72 € |
| Couple / Duo | 127 € |
| Famille | 141 € |

Pour les agents relevant de l'IRCANTEC, les agents non titulaires et les agents de droit privé relevant du régime local, la participation est fixée à :

| Situation familiale | Participation mensuelle de la Ville |
|---|---|
| Isolé | 46 € |
| Couple / Duo | 83 € |
| Famille | 92 € |

Cette participation est versée quel que soit le niveau de garantie choisi par l'agent.

#### 3.3. Les niveaux de cotisation

Pour les agents concernés par le régime général, les cotisations mensuelles 2026, avant participation de la collectivité, sont les suivantes :

| Couverture | Base | Renforcée | Supérieure |
|---|---|---|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| Isolé | 105,20 € | 126,30 € | 135,00 € |
| Duo | 188,40 € | 226,00 € | 241,70 € |
| Famille | 209,40 € | 251,30 € | 268,70 € |

Le dispositif permet ainsi aux agents d'adapter leur niveau de couverture à leurs besoins, tout en bénéficiant d'une participation financière de la collectivité.

**4. La prévoyance**

**4.1. Le dispositif actuellement en vigueur**

En matière de prévoyance, la Ville adhère actuellement au dispositif proposé par le **Centre de gestion**.
La convention actuellement en vigueur prévoit :

- un **régime de base** ;
- complété par **trois options facultatives et cumulables**.

Le taux du régime de base est actuellement fixé à **2,15 %**.

Le régime de base assure notamment :

**Incapacité de travail**
Le dispositif prévoit le maintien du salaire à hauteur de **95 % du traitement de référence mensuel net**, à compter du passage à demi-traitement.

**Invalidité permanente**
Il prévoit le versement d'une rente à hauteur de **95 % du traitement de référence mensuel net**.

**Décès / PTIA**
En cas de décès ou de perte totale et irréversible d'autonomie, un capital correspondant à **100 % du traitement ou salaire de référence annuel net** est prévu.

**4.2. Les options facultatives**
La convention actuelle prévoit également trois options facultatives et cumulables :

**Option 1 – Perte de retraite**
Cette option couvre le risque de perte de retraite consécutive à une invalidité permanente. Elle est réservée aux agents relevant de la CNRACL.

**Option 2 – Double capital décès**
Cette option permet le doublement du capital décès versé aux ayants droit.

**Option 3 – Rente éducation**
Cette option prévoit le versement d'une rente à chaque enfant à charge, jusqu'à l'âge maximal de 25 ans.

**5. Le renouvellement du dispositif de prévoyance pour 2027-2032**

**5.1. Une nouvelle convention en préparation**

La convention de prévoyance actuellement en vigueur arrive à échéance le **31 décembre 2026**.
Le Centre de gestion a donc engagé une procédure de renouvellement pour la période **2027-2032**.
La Ville s'est inscrite dans cette démarche et a adressé au Centre de gestion sa **déclaration d'intention le 22 mai 2026**.

À la date du présent rapport :

- la consultation est en cours ;
- l'analyse des offres est en cours ;
- la phase de négociation avec les organisations syndicales est en cours.

Les modalités définitives du futur dispositif ne sont donc pas encore arrêtées à la date du présent débat.

**5.2. La mutualisation portée par le Centre de gestion**

Le renouvellement du dispositif s'inscrit dans le cadre de la mutualisation de la couverture assurantielle de la protection sociale complémentaire au niveau du ressort territorial du Centre de gestion.

Cette mutualisation a notamment pour objectif de permettre une solidarité entre les collectivités et une meilleure couverture des risques.
Le recours au dispositif mutualisé proposé par le Centre de gestion permet ainsi à la Ville de bénéficier d'une démarche collective, tout en participant à une logique de mutualisation des risques.

**6. Les évolutions annoncées pour la nouvelle convention**

La présentation relative à la convention 2027-2032 fait état de plusieurs évolutions résultant de la **loi du 22 décembre 2025**.

Trois évolutions structurantes sont notamment présentées.

**6.1. Un contrat collectif à adhésion obligatoire**

Le nouveau cadre prévoit, selon les éléments présentés, la généralisation du dispositif sous la forme d'un **contrat collectif à adhésion obligatoire**.
La présentation indique ainsi la fin de l'adhésion facultative et une couverture automatique des agents dans le cadre du dispositif.
Cette évolution constitue un changement important par rapport au fonctionnement de la convention actuelle et devra faire l'objet d'un accompagnement et d'une information des agents.

**6.2. Une participation minimale de l'employeur portée à 50 %**

La présentation indique également une évolution significative de la participation de l'employeur.
La participation minimale passerait de **7 € à 50 % de la cotisation correspondant aux garanties de base**.
Cette évolution aura nécessairement un impact sur la participation financière de la Ville et devra être appréciée au regard des conditions financières définitives du futur contrat.

**6.3. La prise en charge des suites d'états pathologiques**

Le futur dispositif prévoit également une extension de la couverture aux conséquences de maladies préexistantes, avec une prise en charge des suites d'états pathologiques.
Cette évolution est susceptible de renforcer la protection apportée aux agents et constitue un élément important à prendre en compte dans l'appréciation du futur dispositif.

**7. Une période de transition entre les deux conventions**

L'année 2026 constitue ainsi une année de transition pour la prévoyance.
Le dispositif actuel demeure applicable jusqu'au **31 décembre 2026**.
Parallèlement, le Centre de gestion conduit la procédure permettant de déterminer les conditions de la future convention applicable à compter du **1er janvier 2027**.
Le calendrier actuellement prévu conduit à une présentation du dossier devant le conseil municipal en **décembre 2026**.

Il conviendra donc, une fois les résultats de la consultation et de la négociation connus, de permettre à la Ville de se prononcer sur les modalités de son adhésion au nouveau dispositif et sur les conséquences financières correspondantes.

**8. Les enjeux pour la Ville de Schiltigheim**

La protection sociale complémentaire représente un enjeu important de la politique de ressources humaines de la Ville.
Elle répond notamment à quatre objectifs.

**8.1. Protéger les agents**

La PSC permet de limiter les conséquences financières d'événements pouvant affecter fortement la situation personnelle et familiale des agents.
La prévoyance présente à cet égard un intérêt particulier puisqu'elle intervient lorsque l'agent connaît une diminution importante de ses revenus consécutive à une incapacité de travail ou à une invalidité.

**8.2. Renforcer l'attractivité de la collectivité**

La participation de la Ville à la protection sociale complémentaire constitue un élément de la politique sociale de l'employeur et participe à l'attractivité de la collectivité.

### 8.3. Favoriser l'équité entre les agents

Le dispositif santé mis en œuvre en 2026 repose sur une participation différenciée selon la situation des agents et leur situation familiale.
Le futur dispositif de prévoyance devra également être apprécié au regard de son accessibilité financière pour les agents.

### 8.4. Maîtriser l'impact budgétaire

La mise en œuvre de la PSC représente également un engagement financier pour la collectivité.
Le renouvellement de la convention de prévoyance devra donc être apprécié en prenant en compte simultanément :

- le niveau de protection proposé aux agents ;
- le coût des garanties ;
- le niveau de participation de la Ville ;
- les conséquences budgétaires pour la collectivité ;
- les conditions d'adhésion au futur dispositif.

## 9. Synthèse de la situation

| | **Santé** | **Prévoyance** |
|---|---|---|
| Dispositif | Nouveau contrat | Convention Centre de gestion |
| Situation en 2026 | En vigueur depuis le 1er janvier 2026 | En vigueur jusqu'au 31 décembre 2026 |
| Niveau de couverture | 3 niveaux : Base / Renforcée / Supérieure | Régime de base + 3 options facultatives et cumulables |
| Participation Ville | Participation différenciée selon situation familiale et régime | Dispositif actuel à échéance au 31/12/2026 |
| Évolution | Suivi du dispositif | Nouvelle convention 2027-2032 |
| Procédure | Dispositif opérationnel | Consultation, analyse et négociation en cours |
| Échéance | — | 31 décembre 2026 |
| Perspective | Poursuite du dispositif | Nouveau dispositif à compter du 1er janvier 2027 |

## 10. Conclusion du rapport

La Ville de Schiltigheim a engagé une politique active en matière de protection sociale complémentaire de ses agents.

En matière de **santé**, un nouveau dispositif est opérationnel depuis le 1er janvier 2026. Il offre trois niveaux de garanties et s'accompagne d'une participation financière de la Ville adaptée à la situation familiale des agents.

En matière de **prévoyance**, la Ville bénéficie actuellement du dispositif collectif proposé par le Centre de gestion. La convention actuelle, fondée sur un régime de base complété de trois options facultatives et cumulables, arrive à échéance le 31 décembre 2026.
Le Centre de gestion conduit actuellement la procédure de renouvellement pour la période **2027-2032**. La consultation et l'analyse des offres sont en cours et la négociation avec les organisations syndicales se poursuit.

Le présent débat constitue ainsi un temps d'information de l'assemblée délibérante sur la politique de protection sociale complémentaire de la Ville et sur les évolutions à venir.

**Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de la présentation du présent rapport et de la tenue du débat relatif à la protection sociale complémentaire des agents de la Ville.**

**PREND ACTE** de la communication du rapport relatif au débat sur la protection sociale complémentaire des

agents territoriaux.

**Prend acte**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4148-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE109 - REVISION REGIME INDEMNITAIRE DES EMPLOIS FONCTIONNELS SUITE A LA REFORME DU 10 JUIN 2026**

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

La réforme de l'encadrement supérieur territorial est entrée pleinement en vigueur le **1er juillet 2026**. Elle repose sur trois textes majeurs :
- la modification du statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux,
- la refonte des règles applicables aux emplois fonctionnels de direction des collectivités territoriales,
- la création d'un nouveau régime indemnitaire, propre aux emplois fonctionnels de direction, harmonisé avec celui des emplois supérieurs de l'État.

Cette réforme transpose dans la fonction publique territoriale les principes adoptés pour la haute fonction publique de l'État en 2023 et en harmonise les structures indiciaires, les règles de carrière, les dispositifs de mobilité et les régimes indemnitaires.

Le RIFSEEP se compose règlementairement d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) versée mensuellement et d'un complément indemnitaire annuel (CIA). La collectivité a fait le choix d'attribuer 100 % du régime indemnitaire au titre de l'IFSE. Tel que précisé dans les délibérations citées ci-dessous, il est rappelé que le RIFSEEP est attribué aux fonctionnaires (stagiaires et titulaires) et aux agents contractuels de droit public. Il suit le sort du traitement perçu par l'agent (temps partiel, demi-traitement).

Sur la base des équivalences du régime indemnitaire de la fonction publique d'Etat et du classement des emplois supérieurs territoriaux (arrêté du 3 juillet 2026), le tableau ci-dessous définit les deux niveaux correspondant au DGS des communes de 40 000 à 150 000 habitants et aux DGAS des communes de 40 000 à 150 000 habitants

La réforme sus-citée supprime les emplois de DGA 40 000/150 000 et de DGS 40 000/80 000, ainsi que les NBI afférentes et la prime de responsabilité, ces éléments étant désormais intégrés au régime indemnitaire.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil Municipal,

*Vu l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2024 portant surclassement de la commune de Schiltigheim dans la catégorie démographique des communes de 40 000 à 80 000 habitants,*
*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*
*Vu le Code Général de la Fonction Publique notamment les articles L. 712-1, L. 714-1, L.714-4 à 13,*
*Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,*
*Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,*
*Vu le décret n° 2026-484 du 10 juin 2026 portant dispositions statutaires applicables aux emplois fonctionnels administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés,*
*Vu le décret n° 2026-487 du 10 juin 2026 relatif au régime indemnitaire des agents nommés ou recrutés dans certains emplois administratifs supérieurs de la fonction publique territoriale,*
*Vu l'arrêté ministériel (NOR : ATDB2517727A) du 3 juillet 2026 fixant la liste, le niveau et le nombre des emplois administratifs supérieurs de la fonction publique territoriale,*
*Vu la circulaire (NOR : RDFF1427139C) du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,*
*Vu la délibération du 19 décembre 2017 instaurant le RIFSEEP à compter du 1er janvier 2018*
*Vu la délibération du 2 juillet 2019, mettant à jour les montants plafonds annuels ainsi que les cadres d'emplois éligibles au RIFSEEP*
*Vu la délibération du 7 juillet 2020 mettant à jour les cadres d'emplois éligible au RIFSEEP conformément au décret du 27 février 2020*
*Vu la délibération du 15 décembre 2020 portant création des groupes de fonctions et mise à jour des montants.*
*Considérant la réforme entrée en vigueur au 1er juillet 2026 qui instaure un régime indemnitaire propre aux emplois administratifs supérieurs de direction des collectivités et des établissements publics locaux assimilés de plus de 40 000 habitants, harmonisé avec celui appliqué aux emplois supérieurs de l'État,*
*Considérant que ce régime indemnitaire repose sur deux parts, l'une tenant compte des fonctions, des sujétions et de l'expertise (IFSE), l'autre liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir (CIA), mais que la collectivité a fait le choix d'attribuer 100% du régime indemnitaire au titre de l'IFSE.*
*Considérant que la réforme supprime le bénéfice de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) et de la prime de responsabilité aux agents concernés par ce nouveau régime indemnitaire,*
*Considérant l'instruction commune de la DGCL et de la DGFIP du 31 juillet 2026 accordant un délai raisonnable aux organes délibérants des collectivités territoriales pour fixer les nouveaux plafonds associés au RIFSEEP.*
*Vu le comité social territorial du 25 septembre 2026*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Ressources » et du Bureau municipal,

**DECIDE** d'adopter le régime indemnitaire présenté ci-dessous :

Suppression du groupe de fonctions des « Directeurs généraux », remplacé par « Emplois du 3ème niveau » et « Emplois du 4ème niveau ».

| Groupes de fonctions | Emplois administratifs supérieurs territoriaux | Montants annuels, plafond global RIFSEEP comme indiqué dans la réforme |
|---|---|---|
| **Emplois du 3ème niveau** | **DGS des communes de 40 000 à 150 000 habitants** | **110 000€** |

| | | |
|---|---|---|
| **Emplois du 4ème niveau** | **DGAS des communes de 40 000 à 150 000 habitants** | **90 000€** |

**ACTE** la suppression de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) ainsi que la prime de responsabilité pour les emplois administratifs supérieurs de direction ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à fixer le montant perçu par agent au titre de l'IFSE ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer les arrêtés individuels d'attribution ;

**PRECISE** que les crédits seront prélevés sur le compte 64118 « autres indemnités agents titulaires » du chapitre 012 « charges de personnel ».

**Adopté, à l'unanimité**

Date de télétransmission : 5 octobre 2026
Date de retour de l'acte : 5 octobre 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260929-4094-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE110 - DÉCISION MODIFICATIVE N°1 DE 2026**

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

L'assemblée délibérante a le pouvoir d'ajuster le budget par le biais de décisions modificatives (DM). Elles peuvent intervenir à tout moment, entre la date de vote du budget primitif et la fin de l'exercice.

La décision budgétaire modificative n°1 a pour objet d'ajuster les prévisions budgétaires 2026.

Il vous est donc proposé d'adopter la décision modificative n° 1 comme suit, des explications figurant à la suite des modifications qu'ils vous sont proposés de valider :

**Section de fonctionnement**

**Dépenses :**

| | |
|---|---|
| Chapitre 011 Charges à caractère général,<br>compte 615221 Entretien et réparation des bâtiments | **- 10 000,00 €** |

| | |
|---|---|
| Chapitre 014 Atténuations de produits,<br>compte 7391118 Autres restitutions au titre des dégrèv. sur contributions directes | **+ 10 000,00 €** |
| **TOTAL** | **0,00 €** |

**Section d'investissement**

**Dépenses :**

| | |
|---|---|
| **Autorisations de programmes et crédits de paiement** | |
| 201903 Projets numériques | **+ 20 000,00 €** |
| **Hors AP** | |
| Chapitre 21 Immobilisations corporelles, compte 21351 Bâtiments publics | **- 20 000,00 €** |
| T**OTAL** | **0,00 €** |

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « *Ressources* » et du Bureau municipal,

**ADOPTE,** par nature, la décision modificative n° 1 de la Ville de Schiltigheim pour l'exercice 2026, telle que figurant ci-dessus.

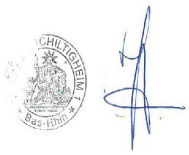
**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 30 | |
| Contre | 9 | **Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Frédérique LAAS.** |
| Abstention | 0 | |
| Ne participe pas part au vote | 0 | |

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4070-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE111 - RÉVISION N°2 DES CRÉDITS DE PAIEMENT : DÉCISION MODIFICATIVE N°1 DE 2026**

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

Par délibération, le Conseil Municipal a approuvé la création d'Autorisation de Programme (AP) et de Crédits de Paiement (CP). Aussi une nouvelle répartition budgétaire, présentée ci-dessous ainsi qu'au tableau joint à la délibération de ce jour, a pour objet de tenir compte de l'avancement des réalisations.

1. **201903 – Projets numériques (Montant : 1 687 252€)**

Révision des crédits de paiement :

| | |
|---|---|
| 2026 | + 20 000,00 € |
| 2027 | - 20 000,00 € |

Commentaire : besoins supplémentaires apparus en cours d'année, liés aux équipements informatiques ainsi qu'à la mise en œuvre du logiciel de gestion du temps, dont le marché a été attribué en cours d'année.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil Municipal,

*Vu l'article L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code général des collectivités territoriales ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « *Ressources* » et du Bureau municipal,

**APPROUVE** la nouvelle répartition annuelle des crédits de paiements (CP) telle que proposée ci-après pour les années 2026 et suivantes.

**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 30 | |
| Contre | 9 | **Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Frédérique LAAS.** |
| Abstention | 0 | |
| Ne participe pas part au vote | 0 | |

Date de télétransmission : 5 octobre 2026
Date de retour de l'acte : 5 octobre 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260929-4072-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



schilick

| N° AP | Intitule de l'AP | Suivi de l'AP, des CP et des mandatements | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Suivi de l'AP, des CP et des mandatements | | | | | | | | | | |
| | | Planning des CP | CP 2020 | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP 2024 | CP 2025 | CP 2026 | CP 2027 | CP 2028 | AP Totale | Variation d'AP |
| | | BP2019 | 150 000,00 | 150 000,00 | | | | | | | | *547 670,00* | 547 670,00 |
| | | BS2019 | 150 000,00 | 150 000,00 | | | | | | | | *547 670,00* | - |
| | | DM2 Oct2019 | 330 000,00 | 150 000,00 | | | | | | | | *727 670,00* | 180 000,00 |
| | | BS2020 | 330 000,00 | 164 056,61 | | | | | | | | *727 670,00* | - |
| | | DM1 nov 20 | 330 000,00 | 171 000,00 | 171 000,00 | 171 000,00 | 171 000,00 | 171 000,00 | 168 638,61 | | | *1 587 252,00* | 859 582,00 |
| 201903 | Projets numériques | BS2021 | 314 585,81 | 186 414,19 | 171 000,00 | 171 000,00 | 171 000,00 | 171 000,00 | 168 638,61 | | | *1 587 252,00* | - |
| | | BS2022 | 314 585,81 | 170 071,54 | 187 342,65 | 171 000,00 | 171 000,00 | 171 000,00 | 168 638,61 | | | *1 587 252,00* | - |
| | | BP 2023 | 314 585,81 | 170 071,54 | 152 214,33 | 206 128,32 | 171 000,00 | 171 000,00 | 168 638,61 | | | *1 587 252,00* | - |
| | | BP2024 | 314 585,81 | 170 071,54 | 152 214,33 | 156 618,63 | 320 509,69 | 171 000,00 | 168 638,61 | | | *1 687 252,00* | 100 000,00 |
| | | BP 2025 | 314 585,81 | 170 071,54 | 152 214,33 | 156 618,63 | 240 176,36 | 251 333,33 | 168 638,61 | | | *1 687 252,00* | - |
| | | BP 2026 | 314 585,81 | 170 071,54 | 152 214,33 | 156 618,63 | 240 176,36 | 147 988,54 | 200 000,00 | 71 983,40 | | *1 687 252,00* | - |
| | | DM 1 2026 | 314 585,81 | 170 071,54 | 152 214,33 | 156 618,63 | 240 176,36 | 147 988,54 | 220 000,00 | 51 983,40 | | *1 687 252,00* | - |
| | | **Consommations au 31/12** | **314 585,81** | **170 071,54** | **152 214,33** | **156 618,63** | **240 176,36** | **147 988,54** | | | | **1 415 268,60** | **83,88%** |

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE112 - STATIONNEMENT PAYANT - CRÉATION D'UNE TARIFICATION SOLIDAIRE POUR L'ABONNEMENT RÉSIDENT**

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

De la pandémie de COVID-19 à la crise énergétique, les crises successives ont entrainé une hausse de la pauvreté et un creusement des inégalités sociales dans notre pays. La ville de Schiltigheim n'échappe pas à cette évolution inquiétante avec un taux de pauvreté qui atteint désormais les 28%. En tant que collectivité publique au contact direct des habitantes et habitants, notre rôle est de soulager le quotidien et préparer l'avenir en menant une politique forte de justice sociale.

La réforme de la politique de stationnement a été indispensable pour un meilleur partage de l'espace public, elle doit désormais prendre en compte la réalité sociale, les besoins et les capacités financières des ménages. Une même dépense ne représente pas le même effort pour chacune et chacun. Ce qui demeure supportable pour certains ménages peut constituer une charge importante pour les foyers les plus modestes, alors même que l'usage d'un véhicule peut répondre à des contraintes réelles.

Aujourd'hui, le tarif de l'abonnement résident à 19 euros par mois à Schiltigheim s'applique de manière uniforme, sans prise en compte des revenus ni de la composition du foyer.

Dans un contexte durablement marqué par la hausse du coût de la vie, la Ville de Schiltigheim fait donc le choix de faire évoluer son dispositif d'abonnement résident vers une tarification sociale plus juste, plus lisible

et davantage adaptée aux capacités contributives des foyers.

À travers cette réforme, la Ville affirme que la politique de stationnement ne doit pas seulement organiser et réguler l'espace public, elle doit également contribuer à préserver le pouvoir d'achat des Schilickoises et des Schilickois.

Cette évolution poursuit une double ambition :
- renforcer la justice sociale en adaptant le coût de l'abonnement résident aux ressources et à la composition des foyers ;
- maintenir les objectifs de rotation des véhicules, de disponibilité des places et de régulation d'un espace public rare et partagé.

Ses modalités de mise en œuvre ont été préparées à la fois à partir de l'analyse des politiques de tarification solidaire déjà mises en place dans d'autres communes à l'échelle nationale, et en tenant compte de la composition sociale de notre population et de ses besoins propres.

**CREATION DE QUATRE PALIERS ET TARIFS DIFFERENCIES EN FONCTION DES RESSOURCES**

À compter du 1er janvier 2027, les différentes formules d'abonnement résident seront remplacées par un dispositif unique de tarification solidaire organisé autour de **quatre paliers progressifs** permettant de coller au plus près à la réalité quotidienne des ménages.

Les orientations tarifaires prévues sont les suivantes :
- palier 1 : 5 euros par mois ;
- palier 2 : 10 euros par mois ;
- palier 3 : 15 euros par mois ;
- palier 4 : 20 euros par mois.

Le choix de quatre paliers permettra d'assurer une progression tarifaire régulière, adaptant réellement le tarif payé au niveau de revenu des abonnés, et de limiter les effets de seuil. Une évolution de la situation financière d'un ménage ne se traduira ainsi pas par une augmentation trop brutale du montant de son abonnement.

Cette évolution tarifaire correspond aussi globalement à une diminution du coût du stationnement pour les abonnés, et à une restitution de pouvoir d'achat pour la majorité des habitants concernés.

Le rattachement à chacun des paliers sera déterminé à partir de deux informations figurant sur le dernier avis d'imposition :
- le revenu fiscal de référence du foyer ;
- le nombre de parts fiscales.

Ces deux critères permettront de prendre en compte à la fois le niveau de ressources et la composition du foyer, sur la base d'éléments officiels, objectifs et vérifiables.

Afin de bénéficier du palier correspondant à sa situation, l'usager devra transmettre son dernier avis d'imposition lors de la création ou du renouvellement de son droit au stationnement résident. À défaut de production de ce justificatif, le tarif correspondant au palier le plus élevé lui sera appliqué.

Le montant des revenus correspondant à ces différents paliers est défini de la façon suivante :

| Parts fiscales | Palier 1 | Palier 2 | Palier 3 | Palier 4 |
|---|---|---|---|---|
| **1 à 1,75 part** | ≤ 15 000 € | 15 001 – 21 000 € | 21 001 – 27 000 € | > 27 000 € |
| **2 à 2,25 parts** | ≤ 21 000 € | 21 001 – 29 400 € | 29 401 – 37 800 € | > 37 800 € |
| **2,5 à 2,75 parts** | ≤ 25 000 € | 25 001 – 35 000 € | 35 001 – 45 000 € | > 45 000 € |
| **3 parts et +** | ≤ 29 000 € | 29 001 – 40 600 € | 40 601 – 52 200 € | > 52 200 € |

Le montant des paliers a été établi en prenant en compte les données sur la composition sociale de la population de la commune (revenus, source INSEE), et en tendant vers une répartition proportionnée des ménages parmi ces paliers.

Ces montants seront formellement fixés par décision de la Maire, dans le cadre de la délégation consentie par le Conseil municipal,

Pour la mise en œuvre, une attention particulière sera portée à l'accompagnement des habitantes et habitants, notamment de celles et ceux qui rencontrent des difficultés avec les démarches dématérialisées. Ainsi, la permanence mensuelle assurée en mairie par notre prestataire PARCUS, chargé de la gestion du stationnement sera renforcée à compter de l'automne 2026, afin de préparer l'entrée en vigueur du nouveau dispositif et d'accompagner les résidentes et résidents dans la constitution de leur dossier.

**UNE PROCHAINE PHASE D'EVOLUTION DE LA TARIFICATION VISITEURS**

Cette réforme constitue la première étape dans l'évolution plus globale de la politique municipale de stationnement.

À compter de juillet 2027, cette évolution sera complétée par une révision de la tarification « visiteurs », avec en particulier :
- l'instauration de trente minutes de stationnement gratuit dans certaines rues commerçantes de Schiltigheim ; cette évolution nécessite un travail approfondi en lien avec les commerçants locaux dans les prochains mois.
- une révision de la grille tarifaire applicable aux visiteurs.

Ces différentes mesures poursuivent un objectif commun : adapter la politique de stationnement aux différents usages de la ville, soutenir l'activité et l commerce de proximité, favoriser la rotation des véhicules et répartir plus équitablement l'effort demandé aux habitants.

Par cette réforme, la Ville de Schiltigheim fait le choix de concilier l'efficacité de la politique de stationnement avec une plus grande justice sociale.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-22 et L. 2333-87 ;*
*Vu la délibération du Conseil municipal du 28 mars 2026 portant délégation d'attributions à Madame la Maire, notamment en matière de fixation des tarifs des droits de stationnement ;*
*Vu les délibérations et décisions en vigueur relatives au stationnement payant sur voirie et aux abonnements au stationnement résident ;*
*Considérant que le dispositif actuel d'abonnement résident ne prend en compte ni le niveau de ressources ni la composition du foyer ; et la volonté de la Ville de Schiltigheim de rendre la tarification du stationnement résident plus juste, plus lisible et mieux adaptée aux capacités contributives des ménages ;*
*Considérant la nécessité de concilier cette ambition de justice sociale avec les objectifs de rotation des véhicules, de disponibilité des places et de régulation de l'espace public ;*
*Considérant que l'article L. 2333-87 du Code général des collectivités territoriales permet de prévoir une tarification spécifique pour les résidents et de moduler le tarif en fonction du niveau de revenu des usagers ou du nombre de personnes composant leur foyer ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « *Aménagement du territoire* » et du Bureau municipal,

**APPROUVE** la mise en place, à compter du 1er janvier 2027, de quatre paliers d'usagers pour l'application d'une tarification solidaire de l'abonnement au stationnement « résident », déterminés en fonction du revenu fiscal de référence et du nombre de parts fiscales du foyer, conformément à la grille suivante :

| Parts fiscales | Palier 1 | Palier 2 | Palier 3 | Palier 4 |
|---|---|---|---|---|
| **1 à 1,75 part** | ≤ 15 000 € | 15 001 – 21 000 € | 21 001 – 27 000 € | > 27 000 € |
| **2 à 2,25 parts** | ≤ 21 000 € | 21 001 – 29 400 € | 29 401 – 37 800 € | > 37 800 € |
| **2,5 à 2,75 parts** | ≤ 25 000 € | 25 001 – 35 000 € | 35 001 – 45 000 € | > 45 000 € |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **3 parts et +** | ≤ 29 000 € | 29 001 – 40 600 € | 40 601 – 52 200 € | > 52 200 € |

**DÉCIDE** que le rattachement à l'un de ces paliers sera effectué sur la base du dernier avis d'imposition disponible et qu'à défaut de transmission de ce justificatif, l'usager sera rattaché au palier 4 ;

**PRÉCISE** que les tarifs correspondant à chacun de ces paliers seront fixés par décision de Madame la Maire, conformément à la délégation qui lui a été consentie par le Conseil municipal.

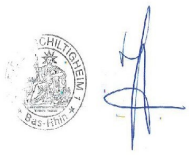
**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 30 | |
| Contre | 9 | **Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Frédérique LAAS.** |
| Abstention | 0 | |
| Ne participe pas part au vote | 0 | |

Date de télétransmission : 5 octobre 2026
Date de retour de l'acte : 5 octobre 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260929-4020-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE113 - DEMANDE DU FONDS DE CONCOURS ANNUEL MÉTROPOLITAIN POUR LES SALLES DE SPECTACLE

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

Chaque année, l'Eurométropole de Strasbourg participe au financement des salles de spectacle des communes bénéficiaires via le versement d'un fonds de concours.

Ce fonds est versé après délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, sous réserve de la disponibilité des crédits dans le budget de l'Eurométropole de Strasbourg et sous réserve que le fonds de concours ne dépasse pas le financement que les communes accordent elles-mêmes au fonctionnement de leurs salles de spectacle.

En 2026, le fonds de concours aux salles de spectacle s'élève à 80 000 € pour la commune.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu les articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales permettant à une métropole de financer le fonctionnement et la réalisation d'un équipement par le versement d'un fonds de concours aux communes membres ;*

*Vu les statuts de l'Eurométropole de Strasbourg, notamment les dispositions incluant la commune de Schiltigheim comme l'une de ses communes membres ;*
*Considérant que la commune de Schiltigheim possède trois salles de spectacle « le Cheval Blanc, le Brassin et la Briqueterie » pour lesquelles elle sollicite un fonds de concours auprès de l'Eurométropole ;*
*Considérant que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement, hors subventions, pris en charge par le bénéficiaire ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « *Animation locale* » et du Bureau municipal,

**SOLLICITE** un fonds de concours à l'Eurométropole de Strasbourg en vue de participer au financement des salles de spectacle « *le Cheval Blanc, le Brassin et la Briqueterie* » à hauteur de 80 000 € ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout acte afférant à cette demande ;

**CHARGE** Madame la Maire de transmettre la présente délibération à Madame la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-3897-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



# CONTRIBUTION EUROMETROPOLITAINE AU FONCTIONNEMENT DES SALLES DE SPECTACLE DE L'EUROMETROPOLE

## CONVENTION FINANCIERE 2026

Entre l'Eurométropole de Strasbourg, d'une part,
représentée par Madame Catherine TRAUTMANN, sa Présidente,

et

la commune de **SCHILTIGHEIM**, d'autre part,
représentée par Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, sa Maire,

Vu l'article 5215-26 du code général des collectivités territoriales relatif au versement de fonds de concours,
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026,

il a été convenu ce qui suit :

## PRÉAMBULE

L'Eurométropole de Strasbourg participe au financement du fonctionnement des salles de spectacles gérées en régie par les communes membres qui favorisent le développement culturel du territoire.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**Article 1**
L'Eurométropole de Strasbourg a mis en place un fonds de concours annuel forfaitaire destiné aux salles de spectacles métropolitaines gérées en régie par les communes membres.

**Article 2**
La contribution est versée par l'Eurométropole de Strasbourg pour l'année 2026 après vérification de l'état des dépenses d'entretien et de maintenance de la salle de spectacle.

Après exécution, cette contribution peut être soumises à un contrôle administratif et financier de l'Eurométropole de Strasbourg.

**Article 3**
Pour l'année 2026, la participation de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à un montant de 80 000 € au titre des salles de spectacle "La Briqueterie, le Brassin et le Cheval Blanc" à Schiltigheim.

**Article 4**
Elle sera créditée, sur le compte de :
N° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056
Ouvert auprès de : BANQUE DE France

après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

**Article 5**
La commune s'engage à :

a. utiliser les fonds communautaires exclusivement pour le fonctionnement de sa salle de spectacle ;

b. faciliter le contrôle, par les services de l'Eurométropole de Strasbourg, notamment par le libre accès aux documents administratifs et comptables.

**Article 6**
En cas d'irrespect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

**Article 7**
La présente convention est signée pour l'année civile 2026.

**Article 8**
Le comptable assignataire de la dépense est le Responsable du service de gestion comptable de Strasbourg et de l'Eurométropole – CS 71022 – 67076 Strasbourg Cedex.

**Article 9**
Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

Fait à Strasbourg le 12 AOUT 2026

Pour l'Eurométropole

Catherine TRAUTMANN
Présidente

Pour la commune de Schiltigheim

Nathalie JAMPOC-BERTRAND
Maire

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE114 - DEMANDE DU FONDS DE CONCOURS ANNUEL MÉTROPOLITAIN POUR LES ÉCOLES DE MUSIQUE DE L'AGGLOMÉRATION

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

Chaque année, l'Eurométropole de Strasbourg participe au financement des écoles de musique de l'agglomération via le versement d'un fonds de concours.

Ce fonds est versé après délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, quel que soit le statut juridique de l'école de musique : associatif ou municipal.

Il est versé sous réserve de la disponibilité des crédits dans le budget de l'Eurométropole, sous réserve que le fonds de ne soit pas supérieur à 50% des dépenses d'entretien et de maintenance de la commune afférentes au fonctionnement de l'école de musique.

En 2026, le fonds de concours pour les Ecoles de Musique s'élève à 21 771,58 € pour la commune.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu les articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales permettant à une métropole de financer le fonctionnement et la réalisation d'un équipement par le versement d'un fonds de concours aux communes membres ;*

*Vu les statuts de l'Eurométropole de Strasbourg, notamment les dispositions incluant la commune de Schiltigheim comme l'une de ses communes membres ;*

*Considérant que la commune de Schiltigheim possède un Pôle Musique au sein de l'Ecole des Arts ;*

*Considérant que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement, hors subventions, pris en charge par le bénéficiaire ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission de l'Animation locale et du Bureau municipal,

**SOLLICITE** fonds de concours à l'Eurométropole de Strasbourg en vue de participer au financement du pôle Musique de l'École des Arts à hauteur de 21 771,58 € ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante, à signer tout acte afférant à cette demande ;

**CHARGE** Madame la Maire de transmettre la présente délibération à Madame la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-3895-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE115 - MISE A DISPOSITION GRATUITE DE LA SALLE DU BRASSIN AU PROFIT DE L'AMICALE DU PERSONNEL DE LA VILLE DE SCHILTIGHEIM POUR L'ORGANISATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

L'Amicale du Personnel de la Ville de Schiltigheim a pour objectif depuis plus de 60 ans de proposer des avantages et des moments conviviaux à ses membres. Elle est un dispositif de l'action sociale de la ville en direction de ses personnels.

Elle organise une assemblée extraordinaire le 30 septembre 2026 au Brassin.

La Ville de Schiltigheim souhaitant montrer son entière solidarité avec l'Amicale propose donc la gratuité des prestations suivantes, représentant un montant de 1076,69 HT, soit 1292,03 € TTC.

Ce montant correspond à :

- Location de la salle pour l'après-midi et la soirée : 416,67 € HT ;
- Location de la sono portable et de 1 à 3 micros : 110,83 € HT ;
- Location des lumières en type conférence : 116,67 € HT ;

- Location du vidéoprojecteur : 125 € HT ;
- Location des gradins : 192,50 € HT
- Présence d'un 1 SSIAP 1 de 16h à 22h : 115,02 € HT

soit 1076,69 € HT et 1292,03 € TTC.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du conseil municipal pour régler par ses délibérations les affaires de la commune ;*
*Considérant que la salle du Brassin est adaptée à l'organisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Amicale du Personnel de la Ville de Schiltigheim ;*
*Considérant que la Ville de Schiltigheim souhaite soutenir l'Amicale du Personnel qui est un dispositif de l'action sociale en direction de ses personnels ;*

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission de l'Animation locale et du Bureau municipal,

**DECIDE** de mettre gratuitement à disposition de l'Amicale du Personnel de la Ville de Schiltigheim le Brassin, en configuration conférence et avec les prestations de sécurité incluses, le 30 septembre 2026, dans le cadre de l'organisation de son Assemblée Générale Extraordinaire pour un montant de 1292,03 € TTC ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout document relatif à la mise en œuvre de cette mise à disposition notamment le contrat de location de la salle.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-3924-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE116 - RENONCIATION DE L'APPLICATION DE TARIFS DE LOCATION DU BRASSIN AU PROFIT DE L'ASSOCIATION DU THÉÂTRE ALSACIEN DE SCHILTIGHEIM

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

L'Association du Théâtre Alsacien de Schiltigheim (ATAS) située 38 rue de Vendenheim, 67300 Schiltigheim organise une série de représentations théâtrales du 19 octobre au 2 novembre 2026 au Brassin.

Cet évènement, organisé par une association schilickoise, est un évènement culturel d'envergure participant au rayonnement du territoire, à l'attractivité de la commune ainsi qu'à la dynamisation culturelle et sociale locale. Elle participe à la transmission du dialecte et de la culture alsacienne sur le territoire.

L'ATAS est une association bénéficiaire du bail emphytéotique du Brassin. Elle a droit, à ce titre, à la mise à disposition gratuite de la salle les 23, 24, 25, 30, 31 octobre et 1er novembre.

La Ville de Schiltigheim souhaitant montrer son entière solidarité avec l'ATAS, propose au surplus, de renoncer à appliquer les tarifs suivants pour un montant de 11 399,81 € HT soit 13 679,77 € TTC :
- Location de la salle pour la journée du 19 octobre : 284,17 € HT ;
- Location de la salle pour la journée et la soirée des 20,21 et 22 octobre : 1970,01 € HT
- Location de la salle pour l'après-midi et la soirée du 29 octobre : 416,67 € HT ;
- Location de la salle pour la matinée du 2 novembre : 124,17 €
- Location de l'espace bar / buvette pour les journées des 24,25,26, 29, 30 et 31 octobre et 1er novembre :

87,50 € HT ;
- Location du son type chorale pendant 13 jours : 2916,65 € HT ;
- Location de la lumière type spectacle pendant 13 jours : 3033,29 € HT ;
- Location du gradin : 192,50 € HT ;
- Location du vidéoprojecteur : 125 € HT ;
- Location de la lumière type conférence pour les journées du 19, 20, 21, 22 et 29 octobre : 583,35 € HT ;
- Présence de deux régisseurs pendant 25 heures chacun en journée en semaine : 1666,50 € HT.

L'ATAS s'acquitterait donc d'un montant de 4303,20 € HT soit 5163,84 € TTC pour la location du Brassin correspondant aux montants suivants :
- Présence de deux régisseurs pendant 24 heures chacun en journée en semaine : 1599,84 € HT ;
- Présence de deux régisseurs pendant 11 heures chacun après 22 heures en semaine et/ou les dimanches : 1466,74 € ;
- Présence de trois SSIAP pendant l'exploitation du spectacle : 1236,62 €.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du conseil municipal pour régler par ses délibérations les affaires de la commune ;*
*Considérant que la salle du Brassin est adaptée à l'organisation des sept représentations théâtrales de l'Association du Théâtre Alsacien de Schiltigheim ;*
*Considérant que la Ville de Schiltigheim souhaite soutenir cet évènement culturel local d'envergure sur le territoire et aider à la promotion de la langue et de la culture régionale.*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission de l'Animation locale et du Bureau municipal,

**DECIDE** au bénéfice de l'ASSOCIATION DU THEATRE ALSACIEN DE SCHILTIGHEIM pour sa série de représentations théâtrales, de renoncer à appliquer une partie des tarifs de la location du Brassin pour un montant de 11 399,81 € HT, soit 13679,77 € TTC ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout document relatif à la mise en œuvre de cette mise à disposition notamment le contrat de location de la salle.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4092-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE117 - RENONCIATION DE L'APPLICATION DE TARIFS DE LA BRIQUETERIE AU PROFIT DE L'ORCHESTRE D'HARMONIE DE SCHILTIGHEIM

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

L'Orchestre d'Harmonie de Schiltigheim (OHDS) situé 38 rue de Vendenheim, 67300 Schiltigheim organise un concert le 29 novembre 2026 à la Briqueterie.

Cet évènement gratuit, organisé par une association schilickoise, est un évènement culturel d'envergure participant au rayonnement du territoire, à l'attractivité de la commune ainsi qu'à la dynamisation culturelle et sociale locale.

L'OHDS étant une association domiciliée à Schiltigheim, elle a le droit à la gratuité de la salle sèche et aux options suivantes :
- Location de la salle pour la journée du 29 novembre : 1470 € HT ;
- Location de la salle pour l'après-midi et la soirée du 28 novembre (-50% pour 2ème location dans l'année) : 387,50 € HT ;
- Location de l'espace bar : 12,50 € HT ;
- Location du percolateur : 4,17 € HT ;
- Location de la sonorisation pour 1 à 3 micros : 115,83 € HT ;

La Ville de Schiltigheim souhaitant montrer son soutien entier avec l'OHDS, propose donc de renoncer à

appliquer les tarifs suivants pour un montant de 1342,50 € HT soit 1611 € TTC :
- Location de la salle pour l'après-midi et la soirée du 28 novembre (-50% pour 2ème location dans l'année) : 387,50 € HT ;
- Location de la tribune téléscopique : 196,67 € HT ;
- Location de la cuisine équipée : 108,33 € HT ;
- Location du vidéoprojecteur : 416,67 € HT ;
- Location de la lumière type spectacle : 233,33 € HT.

L'OHDS s'acquitterait d'un montant de 1307,66 € HT soit 1569,19 € TTC pour la location de la Briqueterie correspondant aux montants suivants :
- Location de vingt praticables : 64,80 € ;
- Présence d'un régisseur pour 9h le 28 novembre : 299,97 € HT ;
- Présence d'un régisseur pour 9h le 29 novembre : 599,96 € HT ;
- Présence de trois SSIAP pendant la période de location : 342,93 € HT.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du conseil municipal pour régler par ses délibérations les affaires de la commune ;*
*Considérant que la salle du Briqueterie est adaptée à l'organisation du concert de l'Orchestre d'Harmonie de Schiltigheim ;*
*Considérant que la Ville de Schiltigheim souhaite soutenir cet évènement culturel local d'envergure sur le territoire.*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Animation locale » et du Bureau municipal,

**DECIDE** au bénéfice de l'Orchestre d'Harmonie de Schiltigheim pour son concert du 29 novembre 2026, de renoncer à appliquer une partie des tarifs de la location de la Briqueterie pour un montant de 1342,50 € HT soit 1611 € TTC ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout document relatif à la mise en œuvre de cette mise à disposition notamment le contrat de location de la salle.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4091-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE118 - ACCEPTATION D'UN MÉCÉNAT DE LA FONDATION DU CRÉDIT MUTUEL POUR LA LECTURE

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

La Ville de Schiltigheim, à travers la Direction de la Culture organise depuis 2012 le salon du livre et de l'illustration jeunesse « Schilick on Carnet ». La quatorzième édition se déroulera du 13 au 15 novembre 2026.

Depuis 2012, le salon poursuit son développement auprès des publics et des jeunes lecteurs du territoire en multipliant les actions de médiations culturelles auprès des écoles, de l'école des arts et de la maison du jeune citoyen. Elle coordonne tout un réseau de lectrices et lecteurs avec les établissements scolaires, l'Association Livres et la médiathèque Frida Kahlo.

Depuis 2025, un prix du livre ados a été créé avec les collégiennes et collégiens de Schiltigheim et Bischheim, les élues et élus du Conseil municipal des Jeunes et les lectrices et lecteurs de l'Association Livres.

Le budget total du salon du livre et de l'illustration jeunesse « Schilick on Carnet » est de 63 019,54 €.

Afin de participer au financement de ce projet de territoire, et notamment au développement des interventions d'illustrateurs et d'illustratrices auprès des jeunes lecteurs et lectrices du territoire, la Direction

de la Culture de la Ville de Schiltigheim a déposé une demande d'aide financière auprès de la Fondation du Crédit Mutuel pour la lecture. La Fondation a proposé de faire un don monétaire de 2 900 € au titre du mécénat pour Schilick on Carnet.

La Fondation Crédit Mutuel pour la lecture a été créée en 2009 et est abritée par la Fondation de France. Elle a pour objet de soutenir des projets et organismes contribuant à l'accès à la lecture en langue française, comme outil d'inclusion culturelle, économique et sociale en France métropolitaine, aux Antilles et en Guyane. Elle accompagne plus particulièrement les projets en faveur des enfants et des adolescents.

Ce mécénat s'inscrit dans les dispositions de la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations et notamment dans les dispositions codifiées à l'article 238 bis du Code général des impôts. Conformément à l'article précité, le don est affecté à un projet exercé dans l'un des domaines concernés, en l'occurrence le domaine culturel, il est réalisé en France et il a un caractère non lucratif.

Attendu que le don concerné est destiné spécifiquement au Salon du livre et de l'illustration jeunesse, qu'il suppose que mention soit faite du donateur dans la communication réalisée autour de l'événement, qu'il devra être fait usage de l'identité visuelle du donateur et lui permettre de mentionner son action dans sa propre communication, il ne peut être considéré qu'il s'agit d'une libéralité dénuée de condition ou de charge. Dès lors, la délégation donnée à la Maire dans le cadre de l'article L 2122-22 ne saurait trouver à s'appliquer et il convient de se tourner vers l'article L 2242-1 du Code général des collectivités territoriales disposant que « le Conseil municipal statue sur l'acceptation des dons et legs faits à la commune. ».

Par conséquent, il est donc demandé désormais au Conseil municipal de prendre la délibération jointe qui accepterait le don d'un montant de 2 900 € proposé par la Fondation du Crédit Mutuel pour la lecture pour soutenir le salon du livre et de l'illustration jeunesse « Schilick on Carnet ».

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu les articles L.2242-1 et 2541-12 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du conseil municipal pour accepter les dons et legs ;*
*Vu la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, qui a renforcé les dispositions fiscales et juridiques applicables au mécénat.*
*Considérant que la Fondation du Crédit Mutuel pour la lecture souhaite accorder à la Commune un don d'un montant de 2 900 € destiné à soutenir le projet le Salon du Livre et de l'Illustration Jeunesse « Schilick on Carnet » ;*
*Considérant que ce mécénat s'inscrit pleinement dans le cadre légal et contribue à la promotion de la culture sur le territoire, en cohérence avec les missions d'intérêt général portées par la commune.*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Animation Locale » et du Bureau municipal,

**ACCEPTE** le don d'un montant de 2 900 € proposé par la Fondation du Crédit Mutuel pour la lecture en faveur du salon du livre et de l'illustration jeunesse « Schilick on Carnet » ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout document relatif à la mise en œuvre de ce mécénat, notamment les contreparties en image telles que la mention du mécène sur les supports de communication du salon ;

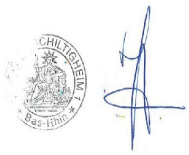
**AUTORISE** l'inscription de la recette correspondante au budget de la ville, chapitre : 75 – gestionnaire : culture – fonction : 311 – nature : 756.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4160-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE119 - ACCEPTATION D'UN MÉCÉNAT DE LA FÉDÉRATION DU CRÉDIT MUTUEL DU CENTRE EST EUROPE

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

La Ville de Schiltigheim, à travers la Direction de la Culture organise depuis 2012 le salon du livre et de l'illustration jeunesse « Schilick on Carnet ». La quatorzième édition se déroulera du 13 au 15 novembre 2026.

Depuis 2012 le salon poursuit son développement auprès des publics et des jeunes lecteurs du territoire en multipliant les actions de médiations culturelles auprès des écoles, de l'école des arts et de la maison du jeune citoyen. Elle coordonne tout un réseau de lectrices et lecteurs avec les établissements scolaires, l'Association Livres et la médiathèque Frida Kahlo.

Depuis 2025, un prix du livre ados a été créé avec les collégiennes et collégiens de Schiltigheim et Bischheim, les élues et élus du Conseil municipal des Jeunes et les lectrices et lecteurs de l'Association Livres.

Le budget total du salon du livre et de l'illustration jeunesse « Schilick on Carnet » est de 63 019,54 €.

Afin de participer au financement de ce projet de territoire et notamment au développement des interventions d'illustratrices et d'illustrateurs auprès des jeunes lectrices et lecteurs du territoire, la Direction de la Culture

de la Ville de Schiltigheim a déposé une demande d'aide financière auprès de la Fondation du Crédit Mutuel pour la lecture. La Fondation a de son côté proposé de faire un don monétaire de 2 900 € au titre du mécénat pour Schilick on Carnet pour lequel une délibération est présenté au même Conseil municipal.

Cette délibération encadre le don monétaire de 100€ de la Fédération du Credit Mutuel Centre Est Europe, transmis au titre du mécénat pour SOC à travers la Caisse du Credit Mutuel de Schiltigheim et qui complète le don monétaire de la Fondation du Crédit Mutuel pour la lecture.

Ce mécénat s'inscrit dans les dispositions de la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations et notamment dans les dispositions codifiées à l'article 238 bis du Code général des impôts. Conformément à l'article précité, le don est affecté à un projet exercé dans l'un des domaines concernés, en l'occurrence le domaine culturel, il est réalisé en France et il a un caractère non lucratif.

Attendu que le don concerné est destiné spécifiquement au Salon du livre et de l'illustration jeunesse, qu'il suppose que mention soit faite du donateur dans la communication réalisée autour de l'événement, qu'il devra être fait usage de l'identité visuelle du donateur et lui permettre de mentionner son action dans sa propre communication, il ne peut être considéré qu'il s'agit d'une libéralité dénuée de condition ou de charge. Dès lors, la délégation donnée à la Maire dans le cadre de l'article L 2122-22 ne saurait trouver à s'appliquer et il convient de se tourner vers l'article L 2242-1 du Code général des collectivités territoriales disposant que « le Conseil municipal statue sur l'acceptation des dons et legs faits à la commune. ».

Par conséquent, il est donc demandé désormais au Conseil municipal de prendre la délibération jointe qui accepterait le don d'un montant de 2 900 € proposé par la Fédération du Crédit Mutuel du Centre Est Europe pour soutenir le salon du livre et de l'illustration jeunesse « Schilick on Carnet ».

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu les articles L.2242-1 et 2541-12 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du conseil municipal pour accepter les dons et legs ;*

*Vu la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, qui a renforcé les dispositions fiscales et juridiques applicables au mécénat.*

*Considérant que la Fédération du Crédit Mutuel du Centre Est Europe souhaite accorder à la Commune un don financier d'un montant de 100 € destiné à soutenir le projet le Salon du Livre et de l'Illustration Jeunesse « Schilick on Carnet » ;*

*Considérant que ce mécénat s'inscrit pleinement dans le cadre légal et contribue à la promotion de la culture sur le territoire, en cohérence avec les missions d'intérêt général portées par la commune.*

**ACCEPTE** le don d'un montant de 100 € proposé par la Fédération du Crédit Mutuel du Centre Est Europe en faveur du salon du livre et de l'illustration jeunesse « Schilick on Carnet » ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer tout document relatif à la mise en œuvre de ce mécénat, notamment les contreparties en image telles que la mention du mécène sur les supports de communication du salon ;

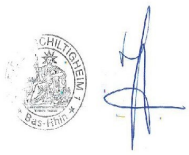
**AUTORISE** l'inscription de la recette correspondante au budget de la ville, chapitre : 75 – gestionnaire : culture – fonction : 311 – nature : 756.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4119-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE120 - ADHESION A L'ASSOCIATION INTERBIBLY

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

Centre de ressources du livre et du patrimoine écrit en Grand Est, Interbibly est une association interprofessionnelle œuvrant pour le développement de la lecture et du livre.

Soutenue activement par la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) du Grand Est et la Région Grand Est, Interbibly mène des actions en faveur de la lecture, du livre et du patrimoine écrit comme des opérations de médiation littéraire en direction des publics éloignés de la lecture, l'organisation de temps d'échanges et d'information autour du développement du livre ou l'animation d'un réseau des manifestations littéraires en Grand Est.

L'adhésion permet donc à la Ville de Schiltigheim, à travers la direction de la Culture, de bénéficier d'un réseau important d'acteurs de la lecture et du livre, d'être accompagnée pour la mise en place de projets culturels et de territoire autour de ces thématiques et de continuer à développer et à inscrire le salon de l'illustration et du livre jeunesse « Schilick on Carnet » comme un rendez-vous incontournable de la lecture et du livre en Grand Est.

Ainsi, pour l'année 2026, l'adhésion de la Direction de la Culture de la Ville de Schiltigheim à l'association s'élève à 100 €.

Cette adhésion à l'association Interbibly sera reconduite d'année en année, sauf dissolution ou perte d'intérêt quant aux missions de cette dernière.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission de l'Animation locale et du Bureau municipal,

**APPROUVE** l'adhésion de la Ville de Schiltigheim à l'Association Interbibly ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer le bulletin d'adhésion.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-3931-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Interbibly**
Centre de ressources du livre
et du patrimoine écrit en Grand Est

03 26 65 02 08
contact@interbibly.fr

# Bulletin d'adhésion 2026

## Adhésion individuelle

Nom

Prénom

Fonction

Adresse

CP Ville

Tel Courriel

## TARIFS 2026

☐ Etudiant 10€

☐ Professionnel (auteur, bibliothécaire, archiviste, chercheur...) 15€

## REGLEMENT DE L'ADHÉSION

☐ Par chèque à l'ordre d'Interbibly, à joindre à ce bulletin.

☐ À réception d'une facture par mandat ou virement.

Crédit Mutuel
IBAN : FR76 1027 8088 5000 0219 8400 154 - Code BIC : CMCIFR2A

Fait à

Le

Signature

☐ *Je coche cette case si je ne souhaite pas m'abonner à la newsletter. Dans le cas contraire, je serais abonné(e) par défaut.*

**Interbibly**
contact@interbibly.fr
Pôle Dunant Education - 1 rue du Dr Calmette
51 000 Châlons-en-Champagne

**Interbibly**
Centre de ressources du livre
et du patrimoine écrit en Grand Est

03 26 65 02 08
contact@interbibly.fr

# Bulletin d'adhésion 2026

## Adhésion structure

### Établissement / structure

Ville de Schiltigheim

Adresse: 110 route de Bischwiller

CP: 67300 Ville: Schiltigheim

Tel: 0388838485 Courriel: culture@ville-schiltigheim.fr

### Adresse de facturation *(si différent de l'établissement adhérant)*

Établissement / structure:

Adresse:

CP: Ville:

Tel: Courriel:

### Représentant de l'établissement / structure

Nom: JAMPOC-BERTRAND Prénom: Nathalie

Tel: Courriel:

### Responsable du suivi administratif *(si différent du représentant)*

Nom: DELGRANGE Prénom: Margaux

Tel: 0388838461 Courriel: margaux.delgrange@ville-schiltigheim.fr

## TARIFS 2026

### Collectivité et EPCI

| | | |
|---|---|---|
| ☐ Moins de 2000 hab. | 15€ | |
| ☐ Entre 2000 et 5000 hab. | 30€ | |
| ☐ Entre 5000 et 10 000 hab. | 50 | |
| | 1er service coopérant | 2e service coopérant et plus |
| ☐ Entre 10 000 et 20 000 hab. | 80€ | 40€ |
| ☒ Entre 20 000 et 50 000 hab. | 100€ | 50€ |
| ☐ Entre 50 000 et 100 000 hab. | 150€ | 75€ |
| ☐ Plus de 100 000 hab. | 200€ | 100€ |

### Bibliothécaire universitaire et centre de documentation de l'enseignement supérieur

| | |
|---|---|
| ☐ Moins de 20 000 étudiants | 100€ |
| ☐ Plus de 20 000 étudiants | 200€ |

**Centre de documentation de l'enseignement secondaire.....** ☐ 15€

**Association et manifestation littéraire .....** ☐ 40€

## REGLEMENT DE L'ADHÉSION

☐ Par chèque à l'ordre d'Interbibly, à joindre à ce bulletin.

☒ À réception d'une facture par mandat ou virement.

Crédit Mutuel
IBAN : FR76 1027 8088 5000 0219 8400 154 - Code BIC : CMCIFR2A

Fait à _____ Signature

Le _____ ☒ *Je coche cette case si je ne souhaite pas m'abonner à la newsletter. Dans le cas contraire, je serais abonné(e) par défaut.*

**Interbibly**
contact@interbibly.fr
Pôle Dunant Education - 1 rue du Dr Calmette
51 000 Châlons-en-Champagne

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE121 - MISE EN PLACE DU DISPOSITIF ' CARTE CEZAM ' POUR LA SAISON CULTURELLE

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

La Ville de Schiltigheim, à travers la Direction de la Culture, propose une saison culturelle.

Afin de pouvoir continuer à développer sa saison et à attirer de nouveaux publics, elle souhaite mettre en place un partenariat avec le dispositif carte Cézam.

Le Réseau Cézam a pour objectif d'aider les élus dans leurs actions afin de favoriser le développement d'activités sociales, culturelles et de loisirs à destination des agents de leurs collectivités. Il permet donc aux adhérents de bénéficier d'une offre la plus complète possible et un accès facilité à ces activités.

Ce dispositif permet donc à la Ville de Schiltigheim d'intégrer les partenaires du réseau « Carte Cézam » et d'accentuer sa visibilité.

Il permet également aux porteurs d'accéder à l'offre culturelle de la Ville de Schiltigheim à un tarif préférentiel et permet d'élargir le public touché.

La convention avec le dispositif « Carte Cézam » sera reconduite d'année en année, sauf dissolution ou perte d'intérêt.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L. 2122-21 du Code général des collectivités territoriales définissant les attributions du Maire en matière de gestion communale ;*

*Vu la délibération du Conseil municipal du 28 mars 2026 relative aux délégations du Conseil municipal à la Maire ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Animation locale » et du Bureau municipal,

**APPROUVE** la convention concernant le dispositif « Carte Cézam » ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer la convention de partenariat relatif.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-3934-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



# CONVENTION de **PARTENARIAT**

## Carte Cezam 2026/2027

Entre l'association Cezam Grand Est, représentée par son président Nicolas WACKER et le partenaire désigné ci-après :

*(Veuillez remplir en majuscule SVP)*

**Raison sociale :** Ville de Schiltigheim
Représenté par : Nathalie JAMPOC-BERTRAND
Adresse : 110 route de Bischwiller
Code postal : 67300 Ville : Schiltigheim Pays : France
Téléphone (standard) : 0388838485 E-mail : culture@ville-schiltigheim.fr

**Contact principal :** Perrine Morgenthaler
Fonction : Responsable Billetterie
Téléphone : 03 88 83 84 64
E-mail : perrine.morgenthaler@ville-schiltigheim.fr

**Autre contact :** Margaux Delgrange
Fonction : Responsable administrative et financière
Téléphone : 03 88 83 84 61
E-mail : margaux.delgrange@ville-schiltgheim.fr

## ❍ Présentation du lieu ou de l'activité *Ces informations sont visibles sur www.cezam.fr*

**Titre** *(si différent de la raison sociale)* **:**
Adresse *(si différent de la raison sociale)* :
Code postal : Ville : Pays :
Téléphone : Site Internet :
Descriptif ***(600 signes* max. / Visible uniquement sur Internet)*** : La Ville de Schiltigheim propose une saison culturelle pluridisciplinaire dans ses trois salles de spectacle : Le Brassin, la Briqueterie et le Cheval Blanc. Cette saison culturelle s'articule autour de concerts : jazz, musiques actuelles, musique du monde..., du théâtre, de la danse et de spectacles jeunes publics.

*(* 1 signe = un caractère, un espace ou une ponctuation / Le texte de présentation peut également être envoyé par e-mail avec un logo ou un visuel)*

## ☑ Avantages consentis au titulaire de la carte Cezam *(possibilité de joindre une annexe)*

| **Prix Cezam en € ou en % de remise :** | | **Prix public en € :** |
|---|---|---|
| accès au tarif réduit pour chaque spectacle | / | |
| | / | |
| | / | |

☐ Cumulable avec les promotions ☐ Non cumulable avec les promotions

## ☑ Accès à l'avantage Carte Cezam

☑ Sur présentation de la carte Cezam à la caisse ☐ Avec un code de réservation par téléphone ou sur Internet
Précisez le téléphone / URL : https://billetterie.ville-schiltigheim.fr/
Code de réservation :

### Cezam Grand Est s'engage :

- A diffuser la carte Cezam permettant aux salariés (et leur familles) des entreprises adhérentes d'obtenir une réduction auprès des partenaires référencés dans les supports de communication de Cezam Grand Est et sur les sites Internet Cezam.
- A référencer le partenaire **gratuitement** sur ses différents supports de communication annuels (moteur de recherche des sites Internet Cezam...).
- La présente convention est valable dès sa signature et est renouvelée par tacite reconduction. Elle peut être dénoncée sur simple courrier ou par e-mail.

### Le partenaire s'engage :

- A accorder la remise ou l'avantage défini ci-contre et/ou en annexe au titulaire de la carte Cezam et à en informer son personnel d'accueil.
- A intégrer dans ses outils de communication un logo Cezam et à apposer en caisse la vitrophanie Cezam fournie gratuitement par Cezam Grand Est.
- A informer Cezam Grand Est de tout changement de tarifs, de ses actualités et à éventuellement proposer des offres spéciales Cezam.
- La présente convention est valable dès sa signature et est renouvelée par tacite reconduction. Elle peut être dénoncée sur simple courrier ou par e-mail.

**Pour Cezam :**
Fait à : Le :
**Signature et cachet :**

**Pour le partenaire :**
Fait à : Le :
**Signature et cachet du partenaire :**

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE122 - MISE EN PLACE DU DISPOSITIF "CARTE ACCÈS CULTURE" POUR LA SAISON CULTURELLE**

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

La Ville de Schiltigheim, à travers la Direction de la Culture, propose une saison culturelle.

Afin de pouvoir continuer à développer sa saison et à attirer de nouveaux publics, elle souhaite mettre en place un partenariat avec le dispositif carte Accès Culture.

L'association Accès Culture est un réseau de comités d'entreprises qui a pour objectif d'aider les comités d'entreprise et CSE dans leurs actions afin de favoriser le développement d'activités sociales, culturelles et de loisirs à destination des employés. Il permet donc aux adhérents de bénéficier d'une offre la plus complète possible et un accès facilité à ces activités.

Ce dispositif permet donc à la Ville de Schiltigheim d'intégrer les partenaires du réseau « Accès Culture » et d'accentuer sa visibilité.

Il permet également aux porteurs d'accéder à l'offre culturelle de la Ville de Schiltigheim à un tarif préférentiel et permet d'élargir le public touché.

La convention avec le dispositif « Accès Culture » sera reconduite d'année en année, sauf dissolution ou

perte d'intérêt.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L. 2122-21 du Code général des collectivités territoriales définissant les attributions du Maire en matière de gestion communale ;*
*Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du conseil municipal pour régler par ses délibérations les affaires de la commune ;*
*Vu la délibération du Conseil municipal du 28 mars 2026 relative aux délégations du Conseil municipal à la Maire ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Animation locale » et du Bureau municipal,

**APPROUVE** la convention concernant le dispositif « Carte Accès Culture » ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante, à signer la convention de partenariat relative à ce dispositif telle qu'annexée à la présente délibération.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-3937-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



# CONVENTION DE PARTENARIAT

*CARTE ACCES CULTURE*

Entre
**ACCES CULTURE**
**Siret : 351 777 438 00034**
**Représenté par Mme GRIFFON Joëlle,**
**Responsable Fournisseurs**
**230 Avenue de Colmar**
**67100 STRASBOURG**
***03 88 25 39 51***
***j.griffon@acces-culture.fr***

et
**VILLE DE SCHILTIGHEIM**
**Représentée par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND en sa qualité de Maire de Schiltigheim**
**110 route de Bischwiller**
**67300 SCHILTIGHEIM**
***03 88 83 84 64***
***culture@ville-schiltigheim.fr***
Ci-après dénommée « le prestataire »

Il a été convenu ce qui suit :

- **La Carte Accès Culture justifie de l'appartenance d'un adhérent à l'association ACCES CULTURE.**
- Le prestataire s'engage à accorder **des tarifs réduits** sur présentation de la Carte Accès Culture
- Les avantages réduits sont consentis au titulaire de la Carte Accès Culture
- Le prestataire s'engage à nous communiquer les réductions en vigueur dès qu'un changement intervient pour que nous en informions nos Adhérents
- Ce contrat est valable dès la date de signature.
- **Le prestataire s'engage à nous référencer sur ses brochures et sur son site internet si d'autres partenaires y sont référencés**
- Accès Culture s'engage à diffuser les tarifs
- **La Carte Accès Culture est valable par année civile.**
  Aucune carte ne devra être acceptée si la date de validité est dépassée

Ce présent accord est conclu par année civile, il a été conclu pour la saison 2026/2027.
À l'expiration de cette période, le prêt est renouvelé automatiquement pour une nouvelle période de 12 mois par accord tacite entre les parties.
Chacune des parties a la possibilité de résilier le présent contrat en respectant un préavis de 3 mois et ce par courrier recommandé avec Accusé de Réception

Signature suivie de la mention **« Lu et Approuvé »**

Fait à Strasbourg, le ……..

Le Prestataire
Nathalie JAMPOC-BERTRAND
Maire de Schiltigheim

ACCES CULTURE
Mme GRIFFON Joëlle
Responsable Fournisseurs

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE123 - MISE EN PLACE DU DISPOSITIF "VYV AVANTAGE" POUR LA SAISON CULTURELLE**

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

La Ville de Schiltigheim, à travers la Direction de la Culture, propose une saison culturelle.

Afin de pouvoir continuer à développer sa saison et à attirer de nouveaux publics, elle souhaite mettre en place un partenariat avec le dispositif carte Vyv Avantages.

Le réseau Vyv Avantages permet à ses adhérents de bénéficier d'un accès à une large palette d'activités, notamment culturelles et de loisirs à des tarifs préférentiels.

Ce dispositif permet donc à la Ville de Schiltigheim d'intégrer le réseau « Vyv Avantages » et d'accentuer sa visibilité auprès de ses adhérents.

Il permet également aux porteurs d'accéder à l'offre culturelle de la Ville de Schiltigheim à un tarif préférentiel et permet d'élargir le public touché.

La convention avec le dispositif « Vyv Avantages » sera reconduite d'année en année, sauf dissolution ou perte d'intérêt.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L. 2122-21 du Code général des collectivités territoriales définissant les attributions du Maire en matière de gestion communale ;*
*Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du Conseil municipal pour régler par ses délibérations les affaires de la commune ;*
*Vu la délibération du Conseil municipal du 28 mars 2026 relative aux délégations du Conseil municipal à la Maire ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Animation locale » et du Bureau municipal,

**APPROUVE** la convention concernant le dispositif « Vyv Avantages » telle qu'annexée à la présente délibération ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante, à signer la convention de partenariat relative à ce partenariat.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-3940-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**CONVENTION DE PARTENARIAT**
**VYV Ecoute & Solutions / Ville de Schiltigheim**

Entre :

**VYV Ecoute & Solutions**
Société par actions simplifiée au capital de 50.000 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés (RCS) de Nantes sous le numéro 808 130 140, dont le siège social est sis 46 rue du moulin - 44120 Vertou,
Représentée par Monsieur Romain ROUQUETTE, Directeur Général, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée **« VYV Ecoute & Solutions »,**

D'une part,

Et :

VILLE DE SCHILTIGHEIM
110 ROUTE DE BISCHWILLER
67300 SCHILTIGHEIM
N° Siret : 219 704 478 00017
Représenté(e) par Madame Nathalie Jampoc-Bertrand dûment habilitée à l'effet des présentes,

Ci-après désigné(e) le « Partenaire » ;

D'autre part,

Ci-après dénommée(s) individuellement « la Partie » ou collectivement les « Parties » ;

En présence de :

**Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN)**,
Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire SIRENE sous le numéro Siren 775 685 399, ayant son siège social sis 3, square Max Hymans - 75748 Paris Cedex 15,

Représentée par Fabrice HEYRIES, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes,

**PREAMBULE :**

VYV Ecoute & Solutions a mis en œuvre un programme de soutien au pouvoir d'achat (ci-après dénommé « le Programme »). Ce Programme donne droit à des tarifs préférentiels consentis par les sociétés partenaires de cette opération.

Le Programme est mis à disposition des adhérents ou clients et leurs ayants droit ainsi que des salariés de/des sociétés ayant adhéré au programme ci-après désignés les « Abonnés » dont principalement :
a) l'UMG « Groupe VYV » et ses Membres affiliés, lesquels sont à la date des présentes : Harmonie Mutuelle (HM), Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN), Mutuelle Nationale Territoriale (MNT), Mutuelle Mare-Gaillard (MMG), SMACL Assurances (SMACL) ;
b) L'Union de Livre III VYV 3 et ses membres ;
c) La société VYV INVEST;
d) La société Groupe Arcade-VYV;
e) Les entités contrôlées au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce par les entités visées au a), b), c) et d) de la présente définition ;
f) Les entités entrant dans le périmètre de combinaison du Groupe VYV au sens de l'article L.212- 7 du Code de la mutualité.

Le Partenaire, Ville de Schiltigheim propose la vente de billetterie dans le cadre de sa saison culturelle.

Pour permettre aux adhérents ou clients et leurs ayants droit ainsi qu'aux salariés des Abonnés de profiter des tarifs préférentiels sur les produits du Partenaire dans le cadre du Programme, les Parties se sont rapprochées et ont défini les modalités de leur partenariat dans la présente convention (ci-après dénommée « la Convention »).

**CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT**

**ARTICLE 1. DEFINITIONS**

Dans la présente Convention, les termes énumérés ci-dessous auront la signification suivante :

**Abonné** : désigne toute structure ayant adhéré au programme de soutien au pouvoir d'achat de VYV Ecoute & Solutions

**Ayant droit** : désigne l'adhérent, le client ou le bénéficiaire des Abonnés, leur conjoint et enfants à charge ainsi que le salarié des Abonnés, leur conjoint et enfants à charge

**Site** : Désigne le site internet dédié du programme de soutien au pouvoir d'achat de VYV Ecoute & Solutions proposant des avantages aux Ayants droit.

**ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION**

La présente Convention a pour objet de définir les relations entre les Parties et les modalités de mise en œuvre de leurs actions réciproques et communes, dans le but de promouvoir leur image et faciliter l'accès aux offres du Partenaire par les Ayants droit dans le cadre du Programme.

Il est précisé que le Partenaire ne bénéficie d'aucune exclusivité.

**ARTICLE 3. ENGAGEMENTS DE VYV ECOUTE & SOLUTIONS**

VYV Ecoute & Solutions s'engage à relayer les avantages du Partenaire et assurer régulièrement la promotion des offres et des produits du Partenaire auprès des Ayants droit dans le cadre du Programme, et plus précisément à :
-présenter le partenariat avec le Partenaire sur le Site par le biais d'une vignette et d'une à plusieurs pages dédiées à ses offres. Dans ces pages, selon les informations fournies par le Partenaire dans les conditions définies à l'article 4 ci-après, seront détaillées les conditions de l'offre, les modalités pour en profiter, les conditions de livraison et garanties s'il en est, ainsi que les conditions pour formuler une réclamation ;
- mettre en place un lien sur le Site du Programme, associé à une présentation des offres du Partenaire, permettant une redirection vers le site internet du Partenaire ;
- communiquer auprès des Ayants droit dans le cadre des newsletters périodiques qui leur sont adressées.

Le Partenaire sera tenu responsable des indications incluses dans les supports élaborés par VYV Ecoute & Solutions sous réserve qu'un bon à tirer lui ait été soumis avant l'édition des dits supports.

Toute autre action concertée de communication/marketing pourra être organisée soit à l'initiative du Partenaire, soit à l'initiative de VYV Ecoute & Solutions, toujours en parfaite harmonie et en accord entre les deux Parties.

**ARTICLE 4. ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE**

Le Partenaire s'engage à :

- Faire bénéficier d'une réduction les Ayants droit, des réductions spécifiques, encore plus avantageuses pourront être proposées et s'ajouter à la réduction initiale. Les avantages consentis, les conditions d'accès à l'avantage ainsi que les conditions de commercialisation et, le cas échéant, de réservation des produits du Partenaire sont décrits en annexe 1.
- Fournir à VYV Ecoute & Solutions les informations relatives aux offres qu'il souhaite promouvoir sur le Site ainsi que le visuel sous forme de fichier informatique, en respectant les Conditions Générales d'Utilisation du site, qui lui seront communiquées.
- Faire parvenir régulièrement à VYV Ecoute & Solutions, et notamment à la personne désignée comme référent, les informations, actualités, promotions par mail,
- Faire ses meilleurs efforts afin de mentionner le présent partenariat et notamment faire figurer le ou les logo(s)précisé(s) en annexe 2, sur ses supports de communication selon la charte graphique.
- Soutenir techniquement l'ensemble des projets de communication convenus avec VYV Ecoute & Solutions (créations, graphiques, fourniture de visuels, etc.),
- Autoriser VYV Ecoute & Solutions et les Abonnés à reproduire ses signes distinctifs précisés en annexe, pour la promotion du présent partenariat.

- Justifier sur demande de VYV Ecoute & Solutions la conclusion d'un contrat de responsabilité civile couvrant tout éventuel dommage qui pourrait être causé, dans le cadre de la présente Convention, aux Ayants droit.
- Offrir aux Ayants droit, un service de première qualité et à assurer une prise en charge de ceux rencontrant une difficulté ou souhaitant des informations complémentaires dans un délai de 2 jours ;
- Respecter en toutes circonstances l'image de marque de VYV Ecoute & Solutions et des Abonnées listées en préambule.

Le Partenaire est responsable de son offre commerciale, de ses outils de promotion commerciale et en supporte les coûts.

**ARTICLE 5. OBLIGATIONS COMMUNES**

Les Parties s'engagent, pendant toute la durée du partenariat, à exécuter la présente Convention de manière loyale et dans le but d'accroître au mieux de leurs possibilités tant la satisfaction des Ayants droit que la promotion des offres.

Chaque Partie prendra à sa charge les frais de développement informatique et d'hébergement liés à la mise en place du partenariat.

Dans tous les cas, si l'une des Parties a connaissance d'un événement ou d'un fait quelconque susceptible d'entraver le bon fonctionnement du partenariat, elle doit, dès qu'elle en a connaissance, en aviser l'autre Partie par tous moyens qu'elle jugera appropriés, notamment en cas de modification substantielle des offres faites aux Ayants droit. Les Parties pourront alors se concerter sur les moyens à mettre en œuvre pour limiter ou éviter le problème annoncé.

**ARTICLE 6. CONDITIONS FINANCIÈRES**

La présente Convention est conclue à titre gratuit.

**ARTICLE 7. SUIVI DE LA CONVENTION ET REPORTING**

Pour la bonne exécution de la présente Convention, les Parties en effectueront un suivi.

A ce titre, elles devront désigner chacune un référent qui sera le représentant de ladite Partie dans le comité de suivi mentionné ci-dessous.

Représentant du Partenaire :
ELIA Maité
culture@ville-schiltigheim.fr
03 88 83 84 85

Représentant de VYV Ecoute & Solutions :

| | |
|---|---|
| Nom prénom | Julie SERET |
| Mail | julie.seret@groupe-vyv.fr |

Téléphone 02 41 96 81 81

Chacune des Parties aura la faculté de changer de référent sous réserve d'en informer au préalable l'autre Partie.

Le comité de suivi se réunira une fois par an en gestion courante et en tant que de besoin, sur demande de l'une ou l'autre des Parties pour suivre le déroulement du partenariat.

Le comité de suivi aura notamment pour objectif de faire le point sur le suivi des actions mises en place, le fonctionnement du Programme, les offres pouvant être mises en avant dans les prochaines communications, l'animation du Programme et du partenariat, la qualité et les transactions réalisées, la direction stratégique et la coopération entre les Parties, le recensement et traitement des éventuels problèmes opérationnels, le traitement des problèmes en suspens, ainsi que l'étude de toute évolution de la Convention.

Les référents seront libres de demander, avant la tenue de ce comité, toutes les pièces nécessaires pour son bon déroulement.

Afin de s'assurer du bon fonctionnement du partenariat, le Prestataire adressera au référent VYV Ecoute & Solutions tous les 15 de chaque mois, les résultats de l'activité enregistrée sur le mois précédent (Chiffre d'affaires, réservations/ventes).

**ARTICLE 8. DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente Convention prend effet à compter du 29 septembre 2026 et court jusqu'au 31 décembre de l'année de la prise d'effet. Elle est ensuite tacitement reconduite au 1er janvier de chaque année pour une période d'un (1) an, sauf résiliation adressée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre Partie sous réserve du respect d'un préavis de trois (3) mois avant l'échéance.

**ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ**

Chaque Partie reconnaît, le caractère strictement confidentiel de l'ensemble des informations, sans exception, quels qu'en soient la nature et leur support, qu'elle sera amenée à recueillir auprès de l'autre Partie pour la réalisation de l'objet du présent partenariat (ci-après dénommées les « Informations Confidentielles »).

La Partie réceptrice s'engage à ne pas utiliser, vendre, transférer, exploiter commercialement, dupliquer, copier, transmettre ou diffuser de toute autre manière, divulguer ni laisser divulguer, directement ou par personne interposée, en totalité ou en partie, les Informations Confidentielles dont elle aurait ainsi eu connaissance, à l'exception des membres de son personnel ayant besoin des informations dans le cadre du présent partenariat.

Cet engagement de confidentialité restera valable durant 5 ans après la cessation, pour quelle que raison que ce soit, du partenariat.

Chaque Partie est autorisée à citer l'autre Partie à titre de référence commerciale.

Par ailleurs, le Partenaire autorise le Groupe VYV à communiquer la présente Convention au prestataire technique du site Web.

**ARTICLE 10. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Chacune des Parties s'engage à exécuter la présente Convention dans le respect des dispositions de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel en vigueur et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le RGPD »), ainsi que la loi dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chacune des Parties s'engage à ne collecter et traiter que les données nécessaires à l'exécution de la présente Convention.

De même chacune des Parties s'engage à :

- Fournir l'information nécessaire et adéquate aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données conformément aux articles 13 et 14 du RGPD ;
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel traitées et notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, consultées par ou communiquées à des personnes non autorisées, pour ce faire elles mettent en place des mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel soient soumises à une obligation de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut et procéder aux analyses d'impact relative à la protection des données nécessaires conformément aux articles 35 et 36 du RGPD ;
- Ne pas procéder à un quelconque transfert de données vers un pays tiers à l'Union Européenne sans assurer un niveau de protection adéquat et fournir des garanties appropriées à propos du transfert.

Les Parties s'engagent à mettre en place un dispositif de traitement des demandes d'exercice des droits par les personnes concernées. Dans ce cadre, les Parties s'informeront mutuellement des demandes d'exercice reçues afférentes à la Convention et s'assisteront afin d'y répondre dans les délais prévus par la réglementation.

Les Parties s'engagent encore à mettre en place un dispositif de prévention, d'identification et de notification d'éventuelle violation de données à caractère personnel conformément aux article 33 et 34 du RGPD et à tenir un registre écrit des activités de traitement conformément à l'article 30 du RGPD.

A cet effet, le Partenaire s'engage à informer l'autre Partie de toute violation de données afférente à l'objet de la Convention, dans un délai de quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance.

Les Parties entendent coopérer, dans la mesure du possible et dans des conditions raisonnables de réalisation, pour mettre en place toute mesure corrective de sécurité et décider d'une éventuelle notification de la violation de données à l'autorité compétente, et aux personnes concernées le cas échéant.

Dans le cas où le Partenaire entend recourir à la sous-traitance pour mener des activités de traitement spécifiques, celui-ci s'engage à ce que ses sous-traitants présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de sorte à ce que le traitement de données personnelles réponde aux exigences de la réglementation en vigueur. Un accord portant sur la sous-traitance de données à caractère personnel sera alors formellement conclu en conformité avec l'article 28 du RGPD.

Chaque Partie engage sa responsabilité à l'égard de l'autre en cas d'infraction à la réglementation précitée pour des traitements découlant de la présente convention.

**ARTICLE 11. RESPECT DES ÉLÉMENTS GRAPHIQUES – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Pour toutes utilisations prévues par la présente Convention, chacune des Parties s'engage à respecter la charte et les éléments graphiques qui lui seront communiqués par l'autre Partie.

La présente Convention ne confère aux Parties aucun droit de propriété sur la marque et les logos de l'autre Partie.

Les Parties concèdent, pendant la durée et dans le cadre strict de la convention, l'autorisation d'utiliser, à titre exclusif et pour le monde entier, le nom et le logo de l'autre Partie par voie de citation, mention, reproduction et représentation sur tout support approprié de communication relatif à, objet de la présente Convention.

**ARTICLE 12. GARANTIES**

Chaque Partie garantit la jouissance paisible des droits les marques et appellations qui lui sont concédés contre tous troubles, revendications ou évictions quelconques et garantit que la Partie licenciée pourra exercer ses droits, sous réserve de respecter les dispositions des présentes.

A cet égard, la Partie licenciée sera seule responsable de toutes atteintes et tous dommages causés à des tiers qui pourraient résulter de ses propres obligations et garantit la Partie licencieur contre tout recours, action ou revendication de tiers, et leurs conséquences financières, y compris les frais d'avocats liés à ses activités.

Chaque Partie s'engage expressément à respecter la réglementation applicable à ses propres activités sur le territoire français.

Chacune des Parties informera l'autre de toute contrefaçon ou utilisation non autorisée, par des tiers, des marques concédées aux présentes et plus généralement des propriétés intellectuelles appartenant à l'autre Partie. Chaque Partie pourra apporter son concours à une éventuelle action en contrefaçon ou en parasitisme intentée par la Partie subissant le préjudice lié à ladite contrefaçon ou à l'utilisation indue de la marque ou de l'appellation considérée.

**ARTICLE 13. RÉSILIATION POUR MANQUEMENT**

En cas de manquement par l'une des Parties à l'une quelconque des obligations prévues par la Convention, auquel il n'aurait pas été remédié dans un délai de quinze jours ouvrés à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant le manquement en cause, la Partie lésée pourra, par courrier recommandé avec accusé de réception, prononcer la résiliation de plein droit de la Convention, avec effet immédiat, sans préjudice des dommages intérêts auxquels elle pourrait prétendre.

Dans tous les cas, la résiliation de la convention annule, à l'échéance, les droits d'utilisation par VYV Ecoute & Solutions et les Abonnés de la marque du Partenaire ainsi que le bénéfice des avantages décrits à l'annexe 1.

Le Partenaire sera tenu à l'égard des Ayants droits de la bonne exécution de ses obligations au titre des produits dont le prix aurait été effectivement acquitté.

**ARTICLE 14. CESSION**

La présente convention n'engage que les Parties et ne peut pas être cédée ou transférée par l'une des Parties sans le consentement préalable de l'autre Partie. Toutefois, VYV Ecoute & Solutions peut transférer la présente Convention, moyennant information préalable du Partenaire, à une entité figurant parmi les Abonnés, listée en préambule, que ce soit par fusion, réorganisation ou par la vente de l'intégralité ou de la quasi-intégralité de ses actifs ou autrement.

**ARTICLE 15 – DISPOSITIONS DIVERSES**

Chaque Partie s'interdit de prendre un engagement au nom et/ou pour le compte de l'autre.

Chacune des Parties demeure seule responsable de ses actes, allégations, engagements, missions, produits et personnels.

Les titres n'étant insérés que pour des raisons de commodité, en cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et la teneur de l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistants.

La Convention exprime l'intégralité des obligations des Parties quant à son objet. Aucune renonciation, modification ou annulation se rapportant à l'une quelconque des stipulations de la présente Convention ne sera opposable à moins d'être formalisée dans un avenant écrit signé par les Parties.

Le fait pour une Partie de ne pas exiger en toutes circonstances l'exécution de l'une quelconque des stipulations des présentes ne compromettra nullement son droit d'en obtenir le respect ultérieurement.

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention dans son intégralité ni altérer la validité de ses autres stipulations.

**ARTICLE 16. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

La présente Convention remplace et annule tout engagement oral ou écrit antérieur relatif à son objet.

Elle est formée des documents contractuels suivants présentés par ordre hiérarchique de valeur juridique décroissante :
- le présent document,
- l'annexe 1 : Avantages consentis par le Partenaire -Conditions d'accès et de commercialisation
- l'annexe 2 : logos et marques

Il est précisé qu'en cas de contradiction entre ces documents, celui de niveau supérieur prévaudra pour l'obligation en cause.

**ARTICLE 17. DROIT APPLICABLE ET RÈGLEMENT DES LITIGES**

La Convention est composée des présentes dispositions, de ses annexes et avenants éventuels.

Elle est dans sa globalité soumise à la loi française.

En cas de différend lié à l'interprétation, l'exécution ou la résiliation du présent contrat, les Parties s'engagent, avant toute action en justice, à tenter de parvenir à un règlement à l'amiable. La Partie souhaitant mettre en œuvre ce processus de règlement amiable, en informera l'autre partie, par lettre recommandée avec avis de réception, précisant les éléments du litige. Chacune des Parties s'engage à mener les discussions dans un esprit de loyauté et de bonne foi.

Les parties conservent la possibilité, durant ce processus, de solliciter par voie judiciaire toute mesure urgente ou conservatoire, en référé ou par requête.

A défaut de solution amiable, acceptée par les Parties, dans un délai de deux mois, le différend pourra être porté devant la juridiction compétente.

**ARTICLE 18. CONVENTION DE PREUVE**

Les Parties acceptent expressément la signature électronique de la présente Convention, conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil.

Les Parties conviennent que la signature électronique de la Convention est équivalente à une signature manuscrite et exprime leur accord pour se conformer aux termes et conditions de la Convention.

| | |
|---|---|
| **Pour VYV Ecoute & Solutions** | **Pour le Partenaire** |
| **Pour MGEN** | |

**Annexe 1 : Avantages consentis par le Partenaire - conditions d'accès et de commercialisation**

| Avantage proposé | Applicabilité sur les offres | Eligibilité à l'avantage | Conditions d'accès à l'avantage et de réservation |
|---|---|---|---|
| ▪ *Accès au tarif réduit* | ▪ *Sur les spectacles proposants un tarif réduit* | ▪ *Posséder la carte du programme Vyv Avantages* | ▪ *Présentation de la carte du programme Avantages sur le point de vente,*<br>▪ *Réservation par téléphone ou email en présentant la carte au contrôle le soir du spectacle*<br>▪ *Réservation en ligne avec un code promo à préciser en présentant la carte au contrôle le soir du spectacle* |
| | | | |
| | | | |

Le Partenaire a la possibilité de compléter la liste des offres de la présente convention.

Il est convenu que les tarifs et réductions consentis par le Partenaire peuvent être revus chaque année. La présente annexe sera actualisée par voie d'avenant.

Les conditions générales et particulières de vente du Partenaire s'appliqueront aux produits vendus aux Ayants droit.

**Annexe 2 : Logos et Marques**

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE124 - ATTRIBUTION DE BOURSES BAFA

Rapporteur : Monsieur Julien HÉLARY, Adjoint

Le service Enfance Jeunesse propose, depuis 2012, un appui financier pour la réalisation du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) ou du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD), sous la forme d'une aide forfaitaire de quatre-vingts euros (80 €), sous couvert des critères d'éligibilité suivants :

- Être Schilikois âgé de 16 à 25 ans,
- Avoir suivi le cycle complet de la formation,
- Avoir déposé sa demande dans un délai maximum de 2 ans à compter de la date du premier stage,
- Ne pas avoir déjà bénéficié de cette aide ou d'une aide financière complète par l'un ou l'autres organismes.

L'attribution de cette aide n'est pas subordonnée à l'obtention du brevet. Toutefois une demande ne peut être sollicitée qu'une seule fois par brevet. Le dossier complet est instruit et validé par le service Enfance Jeunesse de la Ville de Schiltigheim.

Une demande de subvention a été faite par :

- XXXXXX, née le XXXXXX
- XXXXXX, né le XXXXXX
- XXXXXX, née le XXXXXX

- XXXXXX, née le XXXXXX
- XXXXXX, né le XXXXXX
- XXXXXX, née le XXXXXX
- XXXXXX, né le XXXXXX
- XXXXXX, né le XXXXXX
- XXXXXX, née le XXXXXX
- XXXXXX, née le XXXXXX

Au regard des éléments ci-dessus, cette demande répond à tous les critères et à toutes les conditions d'attribution d'une bourse BAFA.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil Municipal,

*Vu l'article L.2541-12 10 du Code général des collectivités territoriales,*
*Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 9-1,*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Continuum éducatif » et du Bureau municipal,

**APPROUVE** l'attribution d'une subvention d'un montant de 80 € à XXXXXX, XXXXXX, XXXXXX, XXXXXX, XXXXXX, XXXXXX, XXXXXX, XXXXXX, XXXXXX, XXXXXX,

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2026 – Fonction 348 / Nature 65741.

**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 38 | |
| Contre | 0 | |
| Abstention | 0 | |
| Ne participe pas part au vote | 1 | **M. Dera RATSIAJETSINIMARO.** |

Date de télétransmission : 5 octobre 2026
Date de retour de l'acte : 5 octobre 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260929-3991-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE125 - ACTUALISATION ET MODIFICATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES OUVERT ET PÉRENNE GOP)**

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

Poursuivant des objectifs de mutualisation des achats, d'optimisation des ressources, de sécurisation juridique et de mise en commun des expertises, la convention constitutive du groupement de commandes ouvert et pérenne (GOP), adoptée en 2017, regroupe diverses entités publiques du territoire alsacien parmi lesquelles :

- ✓ L'Eurométropole de Strasbourg ainsi que l'ensemble de ses communes membres ;
- ✓ La Collectivité européenne d'Alsace ;
- ✓ Le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement d'Alsace-Moselle ;
- ✓ Le SIS du Bas-Rhin ;
- ✓ Le SIS du Haut-Rhin ;
- ✓ L'Œuvre Notre Dame ;
- ✓ Le Centre Communal d'Action Sociale de Strasbourg ;
- ✓ L'Orchestre Philharmonique de Strasbourg ;
- ✓ L'École Européenne de Strasbourg ;
- ✓ La Maison des personnes handicapées de la Collectivité européenne d'Alsace.
- ✓ Office public de la langue alsacienne

Depuis sa création, le GOP a permis la mise en œuvre de nombreuses procédures d'achat mutualisées, générant des gains économiques significatifs, une professionnalisation des pratiques d'achat et un renforcement de la coopération entre ses membres.

Après neuf années de fonctionnement, une actualisation de la convention s'avère nécessaire, afin d'adapter certaines dispositions incomplètes ou devenues inadaptées mais aussi afin de mettre en cohérence la convention avec les pratiques réellement mises en œuvre.

Les modifications proposées ne remettent pas en cause les principes fondateurs du groupement mais portent principalement sur les points suivants :

- ✓ Précision des rôles du groupe de coordination et du coordonnateur de chaque achat ;
- ✓ Redéfinition des missions de secrétariat ;
- ✓ Modalités d'adhésion de nouveaux membres ;
- ✓ Réorganisation générale des articles composant la convention afin d'en améliorer la lisibilité ;
- ✓ Rédaction d'une nouvelle annexe 1 relative aux familles d'achat couvertes par le groupement.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code général des collectivités territoriales ;*
*Vu le Code de la commande publique et notamment ses article L2113-6 à L2113-8 relatif aux groupements de commandes ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Ressources » et du Bureau municipal,

**APPROUVE** l'actualisation de la convention de groupement de commandes ouvert et pérenne (GOP) telle qu'annexée à la présente délibération ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer la nouvelle version de la convention de groupement de commandes ouvert et pérenne jointe en annexe.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4028-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



# Convention constitutive d'un groupement de commandes ouvert et pérenne

Vu le Code général des collectivités territoriales

Vu le Code de la commande publique et notamment ses article L2113-6 à L2113-8 relatif aux groupements de commandes ;
Il a été convenu ce qui suit :

## Article I. Préambule

La mutualisation des achats constitue l'un des leviers d'action pour améliorer l'achat des entités publiques en recherchant plus particulièrement, au travers d'une massification et d'une standardisation des achats, la satisfaction du juste besoin en vue d'obtenir les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères d'attribution.

Ainsi, la démarche d'une mutualisation des achats vise notamment à :
- réduire les coûts ;
- générer des gains ;
- limiter le risque juridique ;
- renforcer les pratiques en créant un réseau d'acheteurs ;
- susciter la concurrence ;
- développer des expertises ;
- intégrer des principes de développement durable.

Sur la base de ces objectifs communs et partagés, différentes entités bas-rhinoises et haut-rhinoises ont décidé de se regrouper au travers d'un groupement de commandes.

Le groupement de commandes est constitué en vue de la passation de marchés et d'accords-cadres portant sur les familles d'achats prévues en annexe 1.

## Article II. Composition du groupement de commandes

Le présent groupement de commandes est ouvert, sous réserve des délibérations concordantes des différentes entités à :
- L'Eurométropole de Strasbourg ainsi que l'ensemble de ses communes membres, notamment la Ville de Strasbourg ;
- La Collectivité européenne d'Alsace ;
- Le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement d'Alsace-Moselle ;
- Le SIS du Bas-Rhin ;
- Le SIS du Haut-Rhin ;
- L'Œuvre Notre Dame ;
- Le Centre Communal d'Action Sociale de Strasbourg ;
- L'Orchestre Philharmonique de Strasbourg ;
- L'École Européenne de Strasbourg ;
- La Maison des personnes handicapées de la Collectivité européenne d'Alsace.
- Office public de la langue alsacienne

L'entrée éventuelle d'autres structures au sein du groupement pourra avoir lieu selon les modalités prévues à l'Article VIII, à l'exception des établissements publics locaux d'enseignement des collèges de la Collectivité européenne d'Alsace intéressés par la démarche d'achat mutualisé objet de la présente convention. Ces derniers pourront adhérer

au groupement de commandes ouvert et pérenne sans conditions particulières mais sous réserve d'une délibération de leur conseil d'administration respectif prise en ce sens.

## Article III. Objet du groupement de commandes

Les achats portés par le présent groupement de commandes concerneront les familles d'achats listées en annexe 1. Cette liste de familles est adossée d'exemples qui ne sont ni limitatifs ni exhaustifs.

Il convient de préciser que chaque membre du groupement est libre de participer ou non aux consultations mises en œuvre en application du présent groupement de commandes permanent, en fonction de ses besoins, et dans les conditions décrites par l'Article VI de la présente convention. Il notifie sa décision de participer ou non à la consultation au coordonnateur de cette dernière par courrier simple.

## Article IV. Durée du groupement de commandes

Le groupement de commandes prend effet à compter du 1er janvier 2027 et abroge la précédente convention.
Le présent groupement de commandes prendra fin automatiquement si, du fait des décisions de retrait des entités membres, il ne subsiste plus qu'un seul membre.

## Article V. Missions de secrétariat du groupement de commandes

Le secrétariat du groupement de commandes est assuré conjointement par les membres désignés à l'Article VIII.
Les actes, comptes-rendus et documents relatifs au fonctionnement du groupement sont centralisés et conservés sur une plateforme dématérialisée commune.
La gestion dématérialisée ainsi organisée se substitue à la désignation d'un secrétariat unique.

## Article VI. Coordination du groupement de commandes

### Section 6.01 Groupe de coordination

Il est institué un groupe de coordination composé des collectivités à l'initiative du présent groupement de commandes, tel que mentionné à l'Article VIII, et associant des représentants des services des différentes entités membres.

Le groupe de coordination se réunit a minima trois à quatre fois par an, dans le cadre de réunions de pilotage organisées selon un principe de rotation entre les membres.

Les réunions de pilotages ont notamment pour objet :

– d'identifier et de recenser les opportunités de mutualisation ;

– de désigner l'un des membres pour assumer la fonction de coordonnateur ;

– de définir les calendriers de mise en œuvre des marchés mutualisés, en tenant compte des contraintes et objectifs propres à chaque membre ;

– de proposer les modalités organisationnelles et méthodologiques les plus adaptées à l'objet

des achats concernés.

## Section 6.02 Désignation du coordonnateur

Le coordonnateur désigné après les travaux du groupe de coordination, sollicitera les membres du groupement pour l'adhésion au marché qu'il coordonnera. Cette adhésion est formalisée par courrier simple des membres participant à la consultation. En cas de défaut de réponse de leur part dans les délais prescrits par le coordonnateur, le membre en question est réputé ne pas participer à la consultation.
Les membres intéressés par la mise en œuvre d'un marché commun apporteront leur concours tant dans la définition du besoin que dans les travaux d'élaboration du dossier de consultation.

Ainsi, les membres pourront être plus particulièrement amenés à :

- communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins préalablement à l'engagement de toute consultation ;
- communiquer et faire part de leurs remarques au projet de dossier de consultation et tout ce qu'il recouvre ;
- participer à l'analyse des candidatures et des offres en formulant des avis aux travaux menés par le coordonnateur.

## Section 6.03 Missions du coordonnateur

Le coordonnateur est chargé de procéder à l'organisation de l'ensemble de la procédure de passation.

A ce titre, il :

- élabore l'ensemble des dossiers de consultation des entreprises en fonction des besoins qui ont été définis de façon concertée par les membres du groupement ;
- signe, notifie et transmet au contrôle de légalité les marchés et accords-cadres, et met en œuvre les obligations règlementaires après la notification (avis d'attribution…) ;
- met à disposition des membres participants l'ensemble des documents de consultation (procès-verbal d'attribution, tableau d'analyse, etc…) et pièces contractuelles sur l'espace d'échange dématérialisé.

La mission du coordonnateur s'achèvera après notification des marchés dont il a la charge.
Sous réserve de l'accord écrit des membres concernés dans leur courrier d'adhésion, le coordonnateur pourra se voir confier des actes d'exécution, notamment des modifications de contrat qui affecteront l'ensemble des membres adhérant au marché. Dans cette hypothèse, sa mission court jusqu'à la fin du marché.

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à indemnisation.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informés les membres du groupement sur les conditions de déroulement de la procédure de passation du marché, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

## Section 6.04 Attribution des marchés mutualisés

Les marchés mutualisés passés en procédures formalisées feront l'objet d'une attribution par la commission d'appel d'offres du coordonnateur.
Le président de la commission pourra, conformément aux dispositions règlementaires en vigueur, demander la participation de juristes, techniciens, experts des membres du groupement concernés par la consultation.
Les marchés passés en procédure adaptée seront attribués conformément aux règles applicables au coordonnateur. A l'instar des procédures formalisées, la participation de juristes, techniciens, experts des membres du groupement concernés par la consultation pourra être sollicitée.

### Section 6.05 Capacité à ester en justice

En cas de contentieux relatif à la passation du marché, le coordonnateur pourra ester en justice pour le compte de l'ensemble des membres participants. Les frais de justice pourront être supportés et répartis à parts égales entre les différents membres participants au marché mutualisé.

Concernant le contentieux relatif à l'exécution, chaque membre participant pourra ester en justice pour son propre compte et supportera les frais de justice inhérents. Dans ce cas, le coordonnateur viendra apporter gracieusement son concours au travers des conseils et de l'assistance qu'il sera en mesure d'apporter au regard de sa connaissance du marché concerné.

À titre dérogatoire, le coordonnateur, avec l'accord unanime des membres participants, pourra ester en justice pour le compte de l'ensemble des membres participants s'agissant d'un contentieux relatif à l'exécution du marché.

### Section 6.06 Frais de fonctionnement

Le coordonnateur assume et prend en charge les frais et les dépenses (frais de publication…) inhérents à la consultation.
Le coordonnateur fait siennes les dépenses et charges, notamment de personnel, relatives à la mise en œuvre des procédures mutualisées.

## Article VII. Exécution des marchés mutualisés

L'exécution des marchés interviendra comme suit, ainsi, chaque membre :

- exécute techniquement et financièrement la partie du marché le concernant ;
- est en charge de la conclusion des marchés subséquents sauf à ce que le courrier de désignation du coordonnateur confie ce rôle à ce dernier au vu de la structure économique et des objectifs à atteindre en matière de mutualisation ;
- met en œuvre les dispositifs de sanction financière (pénalités de retard…) ;
- effectue les modifications de contrats, Dans cette situation, les membres veilleront à tenir informé le coordonnateur et transmettre une copie des modifications contractualisées.

Afin de permettre au coordonnateur de jouer pleinement son rôle de conseil et d'assistance, les membres s'engagent à lui communiquer toutes les difficultés relatives à l'exécution du marché et le cas échéant, lui transmettent une copie de toutes les réclamations, mises en demeure et pénalités adressées au titulaire d'un marché durant son exécution.

Sous réserve des dispositions prévues au sein du cahier des clauses administratives particulières et des obligations contractuelles souscrites, chaque membre pourra, pour la part du marché le concernant :

- décider de ne pas reconduire le marché ;
- décider de résilier le marché, notamment en cas de manquements du prestataire retenu à ses obligations.

Il en informe le coordonnateur dans les meilleurs délais.

Conformément à la section 6.03, le coordonnateur pourra se voir confier ces actes d'exécution.

## Article VIII. Modalités d'adhésion de nouveaux membres

L'adhésion de nouveaux membres est possible sous réserve des conditions suivantes :

- Le nouveau membre notifie sa volonté d'adhésion aux membres du groupe de coordination qui disposent de 2 mois pour s'opposer. En l'absence de réponse d'un membre, l'acceptation de celui-ci est tacite à l'issue du délai.
- Le nouveau membre signe la présente convention après délibération de son assemblée délibérante ;
- Il transmet la délibération et la convention signée à un ou plusieurs membres du groupe de coordination ;

Le groupe de coordination est composé des membres fondateurs suivants :

- Eurométropole de Strasbourg ;
- Ville de Strasbourg ;
- Collectivité européenne d'Alsace ;
- Service d'incendie et de secours du Haut-Rhin ;
- Service d'incendie et de secours du Bas-Rhin ;
- Syndicat des eaux et de l'assainissement d'Alsace-Moselle.

## Article IX. Modalités de sortie d'un des membres du groupement

Les membres du groupement peuvent se retirer de celui-ci par courrier simple adressé aux collectivités à l'initiative du présent groupement de commandes.
Cette décision n'a aucune incidence sur les marchés en cours d'exécution conclus dans le cadre de la présente convention.

## Article X. Litiges résultant de la présente convention

Les litiges susceptibles de naître entre les membres à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable, préalable à toute procédure contentieuse.
En cas de différend survenant lors de l'exécution de la présente convention, les membres du groupement sont tenus d'organiser dans les meilleurs délais une réunion de médiation.
Au cours de cette réunion, un arrangement amiable est convenu, ou il peut être décidé de faire appel à une mission de médiation désignée par le tribunal administratif de Strasbourg, par application des articles L 213-1 à L.213-6 du Code de justice administrative. Toute action contentieuse postérieure devra être introduite devant le tribunal administratif de Strasbourg.

## Article XI. Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs.

## Annexe 1 : Familles d’achats

Confère annexe jointe

# Groupement de commandes ouvert et pérenne

## ANNEXE 1 : Familles d'achats

| Familles | Exemples (liste non limitative et non exhaustive) |
|---|---|
| **Fournitures générales** | Fournitures de bureau : papier reprographie, enveloppes imprimées, consommables informatiques |
| | Mobilier administratif, scolaire, technique |
| **Fourniture d'énergie, de carburants et prestations associées** | Fourniture d'énergie : électricité, gaz, fioul |
| | Carburants : gazole, essence, éthanol, cuves, cartes accréditives, GNV, hydrogène |
| | Bornes électriques : fourniture, gestion et entretien |
| **Prestations de service et fournitures relatives aux domaines de l'hygiène, de la propreté et de l'entretien des locaux** | Nettoyage : locaux, surfaces vitrées, gaines de ventilation |
| | Produits d'entretien : produits et consommables d'hygiène |
| | Désinfection : dératisation, désinfection |
| **Travaux, fournitures et maintenance relatifs au bâti, à la voirie, aux infrastructures et aux espaces naturels** | Travaux spécifiques : désamiantage, dépollution, déconstruction |
| | Tous travaux y compris maintenance sur le bâti |
| | Tous travaux y compris maintenance sur la voirie, les espaces naturels et les ouvrages |
| | Viabilité hivernale (prestations et fourniture de sels de déneigement) |
| | Fourniture de matériaux de construction / voirie |
| | Signalétique, signalisation et marquage : conception, pose, entretien de panneaux |
| **Prestations de service et fournitures relatives aux espaces verts et à l'environnement urbain** | Entretien des espaces verts et du patrimoine non bâti : tonte, arrosage |
| | Arboriculture : élagage, abattage, diagnostics |
| | Équipements publics et de loisirs, mobilier urbain, mobilier de propreté |
| | Propreté urbaine : enlèvement de graffiti, nettoyage de monuments, de rues |
| | Déchets : conteneurs, évacuation, traitement |
| **Prestations de service et fournitures relatives au domaine de la sécurité et de la prévention** | Sécurité : gardiennage, télésurveillance |
| | Équipements de protection pour les agents |
| | Incendie : extincteurs, trappes de désenfumage, DAE |
| | Maintenance préventive et corrective de tous types d'équipements |
| | Contrôles : vérifications réglementaires de tous types d'équipements |
| **Fourniture d'équipements techniques et maintenance associée** | Éclairage public : maintenance, performance |
| | Matériel technique : outillages, machines, équipements divers, fils, câbles, matériels électriques |
| | Produits chimiques |
| | Matières premières : bois brut, métaux, autres matériaux |
| | Fournitures spécialisées : câbles, quincaillerie, peintures, produits chimiques |
| **Fourniture, maintenance et prestations de service dans le domaine de l'informatique et des télécommunications** | Matériels : ordinateurs, serveurs, maintenance |
| | Réseaux : VDI, télécoms, vidéoprotection, radio TETRA |
| | Acquisition et développement d'applications ou de plateformes numériques |
| | Ressources numériques : médiathèques, logiciels, infogérance, télégestion |
| **Prestations de service, fournitures et maintenance relatives au domaine du transport, des véhicules et de la mobilité** | Entretien véhicules : réparation, pneumatiques, pièces détachées, contrôle technique |
| | Acquisition et/ou location : engins, véhicules, plateformes élévatrices |
| | Aménagement de véhicules |
| | Prestation de dépannage/remorquage |
| | Stationnement : équipements de gestion, contrôle d'accès |
| | Services de transport de personnes ou de marchandises |
| **Prestations de service et fournitures relatives au domaine de la santé et de la sécurité médicale** | Fournitures médicales : trousses de secours, vaccins, DAE, masques |
| | Laboratoires : réactifs, analyses biologiques |
| | Médecine du travail : examens médicaux |
| **Prestations de services et fournitures relatives au domaine de la communication et de l'événementiel** | Conception et impression de supports, vidéos, enregistrements |
| | Événementiel (chapiteaux, écrans géants, sonorisation, prestation de scénographie…) |
| | Publicité : diffusion, logistique, régie publicitaire, prestations publicitaires, objets promotionnels |
| **Prestations de service et fournitures dédiées aux agents** | Formations |
| | Déplacements : agences de voyage, déplacements professionnels |
| | Hygiène, sécurité et vêtements de travail |
| | Services annexes : chèques-restaurant, transport de plis, mutuelle, prévoyance |
| **Prestations de service et fournitures relatives au domaine de la restauration** | Fournitures alimentaires |
| | Restauration : services traiteur, restauration collective, |
| **Prestations d'études et d'ingénierie, service d'assistance et d'accompagnement** | AMO & conseil juridique, financier, technique, administratif, environnemental… |
| | Ingénierie : SPS, structure, environnement, contrôle technique |
| | Services de vente aux enchères |
| | Études techniques, diagnostics et comptages, suivi-animation |
| **Prestations de service et fournitures relatives au domaine culturel, sportif et éducatif** | Services documentaires, de scénographie, patrimoniaux et de conservation |
| | Fourniture de matériels et équipements sportifs et de loisirs (notamment instruments de musique …) |
| | Fourniture pour l'équipement des collections (livres scolaires ou non, jeux, abonnements, périodiques…) |
| **Assurances** | Assurances : tous types de risques (RC, bâtiments, véhicules, etc.) |

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE126 - CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIF A LA COORGANISATION DE SPECTACLES ENTRE LES SAISONS CULTURELLES DES VILLES DE BISCHHEIM ET DE SCHILTIGHEIM**

Rapporteur : Madame Maïté ELIA, Adjointe

Les villes de Bischheim et de Schiltigheim souhaitent renforcer leur coopération en matière de programmation artistique par la mise en œuvre d'une co-organisation de certains spectacles inscrits à leurs saisons culturelles respectives.

Cette démarche vise à favoriser une mutualisation des moyens financiers, permettant d'optimiser les conditions d'accueil des équipes artistiques et de maîtriser les coûts liés à l'organisation des spectacles en partageant les coûts de programmation, les frais techniques et logistiques et en mutualisant les moyens de communication.
Elle contribue également à enrichir l'offre culturelle proposée aux habitants des deux communes, à élargir les publics et à renforcer l'attractivité des équipements culturels du territoire.

Cette coopération s'inscrit dans une démarche de complémentarité entre les deux saisons culturelles et participe au développement d'une offre artistique de qualité, accessible au plus grand nombre. Elle s'appuie sur une sélection commune de spectacles entre les deux directions de la culture, répondant à des orientations artistiques communes. Elle constitue un levier de développement culturel fondé sur la complémentarité et le rayonnement partagé des politiques culturelles des deux villes tout en renforçant

l’efficience des moyens mis en œuvre et en permettant des économies d’échelle.

Pour chaque spectacle concerné, les jauges et les recettes de billetterie sont partagées de manière égale entre les deux collectivités.

Les prises en charge financières sont spécifiques à chaque spectacle et seront précisées dans la convention jointe à la présente délibération ainsi que dans le contrat de cession de chaque spectacle.

Les spectacles achetés dans le cadre de ce groupement sont détaillés dans la convention jointe à la présente délibération. Les montants d’achats sont inférieurs aux seuils des marchés publics.

La Ville de Schiltigheim remplira la mission de coordonnateur pour la signature des contrats de spectacles. Cette mission ne donnera lieu à aucune rémunération.

La durée du groupement est valable pour la saison culturelle 26/27.

La constitution du groupement et son fonctionnement sont formalisés par une convention dont le projet est joint en annexe.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu les articles L. 2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique (CCP) et l'article L. 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) disposent que des groupements de commandes entre plusieurs entités publiques peuvent être constitués ;*

*Vu le projet de convention de groupement de commande joint à la présente délibération,*

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission de l’Animation locale et du Bureau municipal,

**APPROUVE** la constitution d’un groupement de commandes pour l’achat de spectacles avec la ville de Bischheim ;

**AUTORISE** l’adhésion de la Ville de Schiltigheim au groupement de commandes porté par la Ville de Schiltigheim ;

**ACCEPTE** que la Ville de Schiltigheim assume les fonctions de coordinatrice du groupement ainsi formé ;

**ACCEPTE** les termes de la convention constitutive du groupement de commandes pour l’achat de spectacles dans le cadre de la saison culturelle 2026/2027 annexée à la présente délibération ;

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à signer la convention constitutive du groupement de commandes et tous les documents s’y rapportant.

**Adopté, à l'unanimité**


| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4000-DE-1-1 |


***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



**Annexe**

Ville de Bischheim

Ville de Schiltigheim

**Convention constitutive**
**de groupement de commandes entre**
**la ville de Bischheim et la ville de Schiltigheim**

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

**Achat de spectacles en co-organisation pour la saison culturelle 26/27**

Vu le Code de la Commande Publique,

**Entre**

**La ville de Bischheim**, représentée par Monsieur Jean-Louis HOERLE, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du XXX

**et**

**La ville de Schiltigheim**, représentée par Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2026.

Il est constitué un groupement de commandes pour l'achat de spectacles en coorganisation pour les saisons culturelles 26/27 des villes de Bischheim et de Schiltigheim.

**SOMMAIRE**


| | |
|---|---|
| Préambule | 3 |
| Article 1 : Constitution du groupement | 3 |
| Article 2 : Objet du groupement | 3 |
| Article 3 : Spectacles concernés | 3 |
| Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur | 4 |
| Article 5 : Fin du groupement | 4 |
| Article 6 : Règlement des différends entre les parties | 4 |

**Préambule**

**PRESENTATION DU MARCHE ET DU CONTEXTE**

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la ville de Bischheim et de la ville de Schiltigheim. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de la ville de Schiltigheim et a pour triple objectif :

- la mutualisation des moyens financiers et des économies d'échelle ;

- l'optimisation des conditions d'accueil des équipes artistiques ;

- le renforcement de l'attractivité des équipements culturels du territoire.

Le code de la commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes.

**Article 1 : Constitution du groupement**

Il est constitué entre la ville de Bischheim et la ville de Schiltigheim un groupement de commandes régi par le code de la commande publique.

**Article 2 : Objet du groupement**

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, du code de la commande publique ci-après désignés "le groupement" a pour objet l'achats de spectacles en co-organisation dans le cadre de la saison culturelle 26/27 de chacune des villes.

Les achats des différents spectacles ne font pas l'objet de mise en concurrence. Il n'y a pas lieu de mettre en place de commission d'appel d'offres (CAO)

**Article 3 : Spectacles concernés**

Les directions de la culture de Bischheim et de Schiltigheim se sont concertées pour l'achat et la co-organisation des spectacles suivants selon le partage financier décrit pour les dépenses.

- Vendredi 27 novembre 2026 : David Walters au Cheval Blanc à Bischheim.

Coût du spectacle 3800 € pris en charge à 50 % par chaque ville. Les repas et hébergements pris en charge par la Ville de Bischheim

- Jeudi 3 décembre 2026 : HK « Le Jour où j'ai rencontré Jacques Brel » au Cheval Blanc à Schiltigheim.

Coût du spectacle 3000 € pris en charge à 50% par chaque ville. Les repas et hébergements sont pris en charge par la ville de Schiltigheim.

- Jeudi 17 et vendredi 18 décembre 2026 : Trajectoire(s) au Brassin à Schiltigheim.

Coût du spectacle 3550 € pris en charge à 50% par chaque ville. Les frais de transports, de repas et d'hébergements sont pris en charge à 50% par chaque ville.

- Mercredi 3 et jeudi 4 février 2027 : Victor Hugoat n°1 du rap français au Cheval Blanc à Bischheim

Coût du spectacle 5900 € pris en charge à 50% par chaque ville. Les frais de transports, de repas et d'hébergements sont pris en charge à 50% par chaque ville.

Les jauges et les recettes de billetterie sont partagées de manière égale à 50 % entre les deux villes pour tous les spectacles.
Dans le cadre des représentations scolaires pour *Trajectoire(s)* et *Victor Hugoat n°1 du rap français* cela se matérialise par deux représentations scolaires, chaque ville ayant la responsabilité d'une billetterie pour une des deux représentations.

**Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur**

De manière générale, le coordonnateur est chargé des contrats d'achats des spectacles mentionnés à l'article 3 au nom des membres du groupement.

**Article 5 : Fin du groupement**

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin à la fin de la saison culturelle.

La présente convention ne peut être résiliée qu'en cas de force majeur, dûment justifiée.

**Article 6 : Règlement des différends entre les parties**

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Schiltigheim, ……..

| Le maire de la ville de Bischheim | La maire de la ville de Schiltigheim |
|---|---|
| Jean-Louis HOERLE | Nathalie JAMPOC-BERTRAND |

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE127 - REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET DROITS DE PLACE - MODIFICATION DU RÈGLEMENT

Rapporteur : Monsieur Julien RATCLIFFE, Adjoint

La Ville de Schiltigheim a mis en œuvre un règlement d'installation et d'exploitation de terrasses sur le domaine public par arrêté en date du 1er mars 2022.

Afin de soutenir l'économie locale et le dynamisme des commerçants implantés dans la ville et bénéficiant d'un droit de terrasse, il est proposé de modifier le règlement d'installation et d'exploitation de terrasses sur Schiltigheim en y incluant la mention suivante :

*« En cas de sinistre privé de l'établissement, empêchant matériellement l'exploitation de la totalité de la terrasse devant le commerce, le titulaire de l'autorisation pourra bénéficier d'une exonération totale de ses droits de place. L'exploitant devra introduire une demande écrite auprès de la collectivité en y joignant tout document permettant d'attester la gêne occasionnée. Aucune exonération ne sera accordée pour une période inférieure à 6 mois ».*

Les conditions seront les suivantes :

- Justifier d'un sinistre sur une période supérieure à 6 mois, empêchant matériellement l'exploitation de la totalité de la terrasse,

- Justifier de la non prise en charge dudit droit de place par l'assurance en charge du sinistre.

Si ces conditions cumulatives sont remplies, une exonération totale des droits de terrasses sera appliquée.

Toute demande d'exonération devra intervenir dans les 12 mois suivant la date de réalisation du sinistre.

La Ville ayant été sollicitée dans le cas d'un préjudice intervenu en 2025, pour l'établissement Debus avec la fermeture complète de l'établissement suite à incendie, précédemment à la présente délibération, il est proposé de procéder à une remise gracieuse concernant ce commerçant.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'arrêté du 1er mars 2022 qui approuve la mise en œuvre d'un règlement d'installation et d'exploitation de terrasses sur les dépendances du domaine public de la ville ;*
*Considérant les pertes d'exploitation subies par certains commerces bénéficiant d'un droit de terrasse durant la période de travaux suite à un sinistre d'ordre privé ;*
*Considérant la volonté de la commune de Schiltigheim d'accentuer sa politique de soutien en faveur des commerces bénéficiant d'un droit de terrasse ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « *Ressources* » et du Bureau municipal,

**APPROUVE** la modification du règlement d'installation et d'exploitation de terrasses sur Schiltigheim tel que décrit précédemment annexé à la présente ;

**DÉCIDE** de la remise gracieuse de la dette de la S.A.R.L LA STUB d'un montant de 5 160,00 € au titre de la redevance d'occupation du Domaine Public pour la terrasse de l'établissement BRASSERIE DEBUS, du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, suite à la demande de Madame Jade DEBUS et Monsieur Mael PEREZ, co-gérants, en date du 18 février 2025.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-3974-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE
SCHILTIGHEIM

# RÈGLEMENT D'INSTALLATION ET D'EXPLOITATION DE TERRASSES SUR LE DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DE SCHILTIGHEIM

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-24, L 2212-1 et suivants,
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-4, L 2125-3, l 2125-4,
Vu la Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45,
Vu le Code Pénal,
Vu le règlement sanitaire départemental,
Vu le règlement de voirie en vigueur,
Vu l'arrêté municipal régissant les bruits de voisinage du 22 décembre 1998
Vu le règlement intercommunal de la publicité sur le territoire de la ville de Schiltigheim du 28 juin 2019,
Vu le règlement portant règlement d'installation et d'exploitation des terrasses en date du 28 février 2022,

Vu la nécessité de règlementer et de définir les conditions d'implantation, de délivrance et de fonctionnement des dépendances du domaine public pour les exploitants de débits de boissons, restaurants et autre établissement similaire.

**Disposition générale : champ d'application du règlement**

Le présent règlement fixe les règles administratives et techniques régissant l'installation des terrasses sur les dépendances du domaine public routier géré par la Ville de Schiltigheim.

## TITRE 1 : LES TERRASSES

### Article 1er / Objet : réglementation des terrasses sur le domaine public

Le présent règlement précise les conditions d'octroi d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public à l'usage de terrasse liée à un établissement dont l'activité principale est la restauration (consommation d'aliments préparés), et/ou la vente de boissons à consommer sur place et titulaire d'une licence s'il s'agit de vente d'alcool.

**Article 2 / Définition**

Il existe actuellement trois grands types de terrasses

- Les terrasses simples (tables et chaises)
- Les terrasses végétalisées (bacs à fleurs, pots)
- Les terrasses « clôturées » (podiums, garde-corps, portiques, etc)

**Article 3 / Durée des autorisations d'occupation**

- Terrasse d'été : du 1er mars au 31 octobre
- Terrasse d'hiver : du 1er novembre au 28 ou 29 février
- Terrasse à l'année du 1er janvier au 31 décembre

**Article 4 / Nature de l'autorisation**

**a)** Toute occupation de la voie publique, en vue d'une exploitation commerciale, doit faire l'objet d'une demande d'autorisation écrite préalable, auprès du Maire, et donne lieu à une autorisation précaire et révocable délivrée par l'autorité municipale et au paiement d'une redevance fixée selon les tarifs en vigueur et à la condition que le demandeur et son dossier satisfassent aux conditions énumérées dans le présent arrêté.

**b)** L'autorisation délivrée est par nature une autorisation d'occupation du domaine public qui ne peut qu'être temporaire.

**c)** L'autorisation est délivrée pour la durée de l'année civile. Dans le cas d'un désistement en cours d'année, le titulaire s'acquittera de la redevance annuelle dans sa totalité.

**d)** Seules pourront être autorisées les terrasses conformes au présent arrêté.

**Article 5 / Bénéficiaire de l'autorisation**

**a)** Une personne physique peut être titulaire d'une autorisation de terrasse. L'autorisation d'exploitation d'une terrasse est délivrée à titre individuel. Elle doit être présentée à tout contrôle exercé par les autorités compétentes.

**b)** Au cas particulier des sociétés, le représentant légal de la société (président pour les sociétés anonymes, gérant pour toutes les autres) est le seul interlocuteur de la société auprès de la Ville.

**c)** L'autorisation est établie à titre rigoureusement personnel, pour les besoins exclusifs de l'activité commerciale exercée dans l'établissement concerné. Elle ne constitue en aucun cas un droit de propriété commerciale et ne peut être concédée ou faire l'objet d'une promesse à l'occasion d'une transaction. La sous-location est également interdite.

**d)** En outre, lors d'une cession de fonds de commerce ou d'une mutation commerciale, il appartient au titulaire de l'autorisation initiale d'aviser la Ville – Service des Domaines et d'informer le nouvel exploitant de la réglementation. L'autorisation initiale devient alors caduque et une nouvelle autorisation est nécessaire à tout autre exploitant. Enfin, lors d'un changement d'enseigne le titulaire de l'autorisation est tenu d'en informer par écrit la Ville – Service des Domaines.

**Article 6 / Conditions de délivrance de l'autorisation**

Seuls les établissements répondant aux conditions ci-après citées pourront prétendre au bénéfice d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

**a)** L'exploitant devra présenter un K-bis ou un extrait d'immatriculation au Répertoire des Métiers justifiant une activité de vente pour consommer sur place.

**b)** Chaque commerçant devra en outre fournir :

- le formulaire de demande dûment complété et signé,
- une photo du secteur concerné, qui doit permettre d'appréhender tout l'environnement de la future terrasse,
- un plan côté et suffisamment large pour montrer l'insertion de la terrasse dans son environnement,
- la description précise de tous les éléments de mobilier de la terrasse.

**Article 7 / Situation des terrasses**

Pour toute mutation de commerce dont l'activité principale deviendrait la restauration et/ou la vente de boissons à consommer sur place avec la détention d'une licence, le nouvel établissement en question qui pourrait alors prétendre au bénéfice d'une autorisation temporaire d'occupation du domaine public, pourrait se voir refuser l'occupation du domaine public pour des motifs notamment liés à la densité des flux piétons et véhicules constituant ainsi une gêne pour la circulation, à des troubles à l'ordre public ou à la tranquillité publique ou pour tous autres motifs d'intérêt général en particulier liés à l'animation commerciale et à sa diversité.

Ces motifs pourront aussi être invoqués pour abroger ou retirer une autorisation de terrasse existante, ou ne pas renouveler une telle autorisation, ou pour toute demande de création de terrasse.

Les terrasses ouvertes peuvent d'une manière générale, être autorisées partout où le domaine public est réservé à l'usage piétonnier (trottoirs, voies piétonnes…), sous réserve des contraintes du lieu, de la sécurité, de la libre circulation et de la tranquillité publique.

**a)** Sur les trottoirs, les terrasses ouvertes peuvent être autorisées si elles sont localisées :
- contre les façades,
- contre la bordure du trottoir avec un cheminement piéton entre la façade et la terrasse d'une largeur de 1,40 m (un mètre quarante) minimum,
- contre la façade et la bordure du trottoir avec un cheminement piéton d'une largeur minimale de 1,40 m (un mètre quarante) entre les deux.

**b)** Sur les voies piétonnes ou les espaces aménagés, les terrasses ouvertes peuvent être autorisées sous réserve des contraintes des lieux, de la sécurité, de la libre circulation et de la tranquillité publique.
L'emplacement pouvant être attribué pour l'exploitation des terrasses est réglementé en fonction de la largeur du passage réservé aux véhicules d'interventions et de lutte contre l'incendie (3 m minimum), du mobilier urbain et des contraintes de lieu, bouches contre l'incendie, installations réglementaires diverses.

**c)** Sur les principales places de la ville, la superficie totale des terrasses autorisées tiendra compte de l'espace qui doit être réservé à la déambulation piétonne, à la préservation des perspectives sur les monuments historiques, de la proximité d'édifices religieux ou protégés, du bon équilibre entre l'activité commerciale et la tranquillité des riverains de manière générale ou de toute spécificité du lieu en particulier.
Toute nouvelle demande de terrasse sur une place pourra donner lieu à un réexamen de l'ensemble des autorisations de celle-ci.

**d)** Lorsque la configuration des lieux le permet, une terrasse hors-façade peut être autorisée mais sera alors considérée comme une extension.
L'extension ne pourra être supérieure à la longueur de la façade commerciale de l'établissement, ni supérieure à la surface de la terrasse située au droit de l'établissement. L'extension devra être conforme aux prescriptions de l'article 7.
L'installation d'une extension ne sera autorisée le cas échéant qu'après avis de l'exploitant du commerce au droit duquel est envisagée cette extension.
Une extension en franchissement de voie de circulation routière ne sera pas autorisée. Toutefois, dans une voie piétonne ou zone de rencontre, une telle demande d'extension est possible sous réserve des conclusions d'une étude spécifique.
Dans le cas d'une extension, une majoration de la redevance, établie par délibération votée par le Conseil Municipal, est appliquée à la surface étendue.

**e)** Dans tous les autres cas, il sera tenu compte de la spécificité des lieux et de leur usage sans toutefois pouvoir déroger aux contraintes minimales prévues dans le présent arrêté.

**f)** Pour toute demande de terrasse concernant un établissement situé en périmètre de co-visibilité avec un monument historique, l'avis préalable de l'Architecte des bâtiments de France devra être requis.

**Article 8 / Définition du cheminement piéton**

Il est entendu par cheminement piéton, le passage minimum nécessaire à la libre circulation des piétons, poussettes, fauteuils roulants, chariot de course, etc… C'est le réel espace utilisable pour les piétons, libre de tout obstacle. L'emplacement du cheminement piéton est défini suivant la géométrie des lieux. Dans tous les cas, il sera obligatoire et devra être le plus rectiligne possible et respecter le règlement de voirie métropolitain.

**Article 9 / Largeur du cheminement piéton**

**a)** Le cheminement piéton devra mesurer entre 1 m et 1 m 40.

**b)** Sur certaines voies ou places, le cheminement piéton pourra être élargi au regard de la configuration des lieux et des nécessaires contraintes liées à l'accessibilité et à la sécurité.

**c)** Sur certaines voies ou places aucune autorisation de terrasse ne sera délivrée.

**d)** Sur certaines voies le cheminement piéton pourra être confondu avec la voie de circulation.

L'accès des véhicules d'interventions (3 m de largeur minimum) devra être impérativement préservé.

**Article 10 / Surface de l'autorisation**

L'autorisation peut porter sur une largeur comprenant une ou plusieurs façades d'un même établissement. Elle peut aussi être réduite à une partie de façade seulement. Elle ne doit présenter ni division, ni interruption le long de la façade sauf pour respecter les entrées privatives et les zones de sécurité.

L'autorisation ne peut en aucune manière faire obstacle au libre accès des immeubles riverains ou à leur fonctionnement normal au regard de leur destination. Les accès seront en permanence et totalement dégagés sous peine d'entraîner un retrait de l'autorisation.

Le débordement de la terrasse du fait de la clientèle faisant obstacle au libre accès des riverains sera une cause de sanction.

L'autorisation peut être limitée, à ses extrémités, par marquages au sol nécessités par les besoins de la circulation ou de l'usage de l'espace public.

**Article 11 / Platelages existants**

Dans le cas des platelages existants en abords de monuments historiques et dans le cas de travaux d'aménagement et de requalification de la voie ou de la place, ou à la cession du fonds de commerce de l'établissement, l'autorisation ne sera pas renouvelée. Ne sont ainsi pas concernées par cette mesure les situations de platelages hors abords de monuments historiques ni les situations de changement d'enseigne.

**Article 12 / Obligations du titulaire**

Les exploitants sont tenus de maintenir leurs tables, sièges, jardinières, parasols, écrans, porte menus, etc, dans les limites de leur autorisation.

Rien ne doit subsister de ces dépôts, les jours de non ouverture ainsi qu'après la fermeture des établissements.

À l'extérieur, aucune animation ou sonorisation n'est autorisée sur les emplacements attribués par l'autorité municipale, sauf dérogation expresse.

**Article 13 / Horaires d'exploitation**

L'installation de la terrasse ne peut avoir lieu avant 7 h.

La terrasse doit être rangée à l'heure de fermeture réglementaire.

**Article 14 / Responsabilité**

Les exploitants de terrasses sont responsables, tant envers la Ville de Schiltigheim qu'envers les tiers, de tout accident, dégât ou dommage de quelque nature que ce soit pouvant résulter de leurs installations. La Ville ne les garantit en aucun cas des dommages causés à leurs mobiliers et accessoires du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

**Article 15 / Agencement de la terrasse**

L'agencement du mobilier et autres composants de la terrasse doivent s'intégrer parfaitement à l'esthétique des lieux et tout particulièrement dans les secteurs patrimoniaux remarquable (voir plan en annexe).

Une harmonie d'ensemble doit être recherchée pour les terrasses qui se succèdent, s'agissant notamment de la taille des parasols, du type et de la qualité du mobilier.

Le mobilier doit être de bonne qualité et réalisé dans des matériaux nobles (exemples : bois, rotin, résine, aluminium, acier et fonte). Il sera limité à un seul modèle. En cas de co-visibilité avec un monument historique, le mobilier devra être monochrome et non porteur de publicité.

Tous les composants de la terrasse sont soumis à autorisation préalable de la Ville.

Les appareils d'éclairage ou de cuisson fonctionnant au gaz font l'objet d'une autorisation spécifique et ne doivent pas être scellés au sol. Les raccordements électriques devront répondre aux normes en vigueur, notamment concernant la sécurité et l'accessibilité.

Des jardinières, pots ou vasques peuvent être autorisés dans l'emprise de la terrasse. Les dimensions sont limitées à 0,50 m x 1,20 m x 0,60 m de hauteur. La hauteur totale, végétation comprise, ne pouvant excéder 1,50 m. Ils doivent lestés et être rentrés à la fermeture de l'établissement.

Les jardinières, pots ou vasques ne devront pas comporter de coupelles emplies d'eau stagnante.

Les mobiliers de délimitation ou écrans sont autorisés. Ils ont une hauteur maximale de 0,80 m pour les écrans pleins et peuvent atteindre une hauteur de 1,40 m pour les écrans transparents.

Les mobiliers de délimitation et les jardinières doivent être installés dans le périmètre de l'emprise autorisée et ne peuvent masquer la terrasse pour en faire une occupation privative.

Les émergences de réseaux devront rester accessibles (chambres, vannes, etc.).

L'ensemble des composants de la terrasse doit être rentré à la fermeture de l'établissement, sauf autorisation expresse et préalable pour certains équipements.

**Article 16 / Nettoyage de la terrasse**

La partie du domaine public sur laquelle est installée la terrasse doit être maintenue en permanence dans un bon état de propreté et son nettoyage quotidien assuré par l'exploitant, en particulier lors de la fermeture de l'établissement.

Les exploitants doivent en particulier enlever tous papiers, détritus, emballages ou mégots qui viendraient à être laissés par leur clientèle. Des cendriers doivent être mis à la disposition de la clientèle sur les terrasses ouvertes.

**Article 17 / Maintien en état du domaine public**

Les mobiliers posés au sol ne devront pas endommager l'état de surface du domaine public ou sa structure support. Les activités pratiquées sur le domaine public ne devront pas provoquer de salissures persistantes du revêtement du domaine public ou de son environnement proche.

À défaut, le constat de dégradation ou salissures permanentes donnera lieu à réparation effectuée sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité territoriale compétente, aux frais exclusifs du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation du domaine public.

## TITRE 2 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

**Article 18 / Principe**

L'occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance à la Ville, conformément à l'article L. 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le règlement de la redevance se fera lors de la réception de l'avis des sommes à payer émanant de la trésorerie principale.

En cas de non - paiement de cette redevance, le débiteur ne pourra prétendre au renouvellement de son autorisation.

**Article 19 / Fixation des tarifs**

Les tarifs des droits de voirie sont fixés annuellement par décision du Maire sur délégation du Conseil Municipal.

Les redevances sont payables, pour la période autorisée, sans remboursement pour non utilisation de l'autorisation ainsi délivrée.

**Article 20 / Exonérations du droit de place**

Conformément à la délibération en date du 29 septembre 2026, en cas de sinistre privé de l'établissement, empêchant matériellement l'exploitation de la totalité de la terrasse devant le commerce, le titulaire de l'autorisation pourra demander à bénéficier d'une exonération totale de ses droits de place. L'exploitant devra introduire une demande écrite auprès de la collectivité en y joignant tout document permettant d'attester la gêne occasionnée. Aucune exonération ne sera accordée pour une période inférieure à 6 mois. La demande d'exonération devra intervenir dans les 12 mois suivant la date de réalisation du sinistre."

## TITRE 3 CONTRÔLES, SANCTIONS ET EXÉCUTION

**Article 21 / Obligation de présentation**

Les arrêtés ainsi que les plans d'implantation devront être tenus à disposition de toutes personnes habilitées à effectuer d'éventuels contrôles

**Article 22 / Sanctions**

L'autorisation délivrée est précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment, notamment :

- pour tout motif d'ordre public ou d'intérêt général,
- pour le non - respect des limites et obligations mentionnées dans l'arrêté individuel,
- pour non - paiement de la redevance,
- pour non - respect du présent arrêté ou non observation de toute disposition législative ou réglementaire,
- en cas de mauvais entretien préjudiciable au bon aspect de la voie publique.

L'autorisation pourra être suspendue, à tout moment et sur notification avec accusé de réception, pour faciliter l'exécution de travaux publics ainsi qu'à l'occasion de manifestations organisées ou autorisées par la Ville.

- Pour les infractions lourdes telles qu'une agression physique ou défaut de production de licence de débits de boisson, l'autorisation d'occupation sera retirée sans délai.
- Pour les autres infractions telles que le non - respect de l'autorisation, le non - respect des horaires, la propreté ou les nuisances sonores, l'agent assermenté remettra un avertissement écrit au contrevenant pour une intervention sous 48 heures. En cas de récidive, l'autorisation d'occupation sera retirée sans délai.

**Article 23 / Sanctions pénales**

Le cas échéant, des procès - verbaux seront dressés et transmis au Procureur de la République.

**Article 24 / Exécution**

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et Monsieur l'Administrateur des Finances Publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'une publication et d'un affichage conformément à l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le présent règlement sera transmis pour ampliation à Monsieur le Préfet du Bas-Rhin, affiché en Mairie, et notifié à l'intéressé au moment de sa demande. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement de la dernière des formalités de publicité.

Schiltigheim, le

La Maire,

Nathalie JAMPOC-BERTRAND

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE128 - CRÉATION D'UNE MISSION DE GARDE PARTICULIER SUR LE BAN COMMUNAL DE LA VILLE DE SCHILTIGHEIM

Rapporteur : Madame Alice RENAULT, Adjointe

Vivre dans un cadre agréable, végétalisé où les espaces sont propices aux liens de quartier est un facteur majeur du bien-être et du bien-vivre en ville. Pouvoir fréquenter les lieux de fraicheur tels que les parcs et espaces dans les périodes de canicules devient une nécessité pour la population et notamment pour les personnes vivant dans des bouilloires thermiques. Chacun et chacune doit pouvoir trouver toute sa place dans l'espace public dans le respect des autres et contribuer collectivement à améliorer nos lieux de vie communs.

La Ville de Schiltigheim, comme la plupart des communes de l'Eurométropole de Strasbourg, est confrontée au phénomène récurrent et grandissant de dégradation de la biodiversité et des espaces de nature, des dépôts sauvages de déchets dans ses espaces publics et naturels. Ces comportements portent fortement atteinte à la qualité du cadre de vie, c'est pourquoi la Ville entend poursuivre, renforcer et mieux structurer son action de prévention en faveur de la propreté urbaine et du cadre de vie.

Dans la continuité de l'arrêté municipal n° 2025ENAR001 du 1er juillet 2025 instaurant une procédure d'amende administrative applicable aux auteurs de dépôts illégaux de déchets, la Ville souhaite compléter ses moyens d'action par le recours à la fonction de garde particulier. Tout citoyen agréé et assermenté conformément aux dispositions en vigueur peut être commissionné par la commune pour remplir cette

fonction bénévole.

En complément de la surveillance de proximité assurée par la police municipale et de l'intervention des services municipaux, cette démarche permettra de renforcer la présence pédagogique et le lien sur le terrain, la sensibilisation des usagers et le signalement des désordres ainsi que, dans le champ strict des compétences confiées au garde, la constatation de certaines infractions.

**Le périmètre de mission du garde particulier**

Les gardes particuliers sont commissionnés par la commune pour assurer la surveillance du territoire et constater les infractions entrant dans le champ des compétences qui leur sont légalement reconnues. Leur périmètre d'intervention et la nature des infractions qu'ils sont habilités à constater sont précisés dans l'acte de commissionnement et dans l'agrément délivré par le Préfet. En l'occurrence, les domaines suivants sont concernés :

- Garde particulier du domaine public routier ;
- Garde des bois et forêts ;
- Garde-pêche particulier.

Après agrément et prestation de serment devant le tribunal judiciaire territorialement compétent, les gardes particuliers peuvent exercer des attributions de police judiciaire et constater par procès-verbal les infractions qu'ils sont légalement habilités à relever.

Dans l'exercice de leurs seules attributions de police judiciaire, ils agissent sous la direction du Procureur de la République, auquel les procès-verbaux sont transmis dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale. Ils ne disposent d'aucun pouvoir général de police et ne se substituent ni aux pouvoirs de police de la Maire ni aux missions de la police municipale et des autres services compétents. Ils sont en relation étroite avec les services municipaux, qu'ils informent de leurs actions et de leurs constatations pour la cohérence de l'action publique locale.

La mission de garde particulier sur le ban communal de Schiltigheim sera prioritairement orientée vers la prévention, la pédagogie et la sensibilisation des usagers au respect de l'environnement et du cadre de vie. Ils interviendront principalement dans les espaces naturels, les parcs, les jardins et les forêts, avec une attention particulière portée à la zone naturelle de la Vogelau.

Lorsque la situation le justifiera, les gardes particuliers pourront également constater par procès-verbal les infractions portant atteinte au domaine public et à l'environnement, notamment celles relatives à la biodiversité, aux plantations et espaces verts de la Ville ainsi qu'aux dépôts illégaux de déchets.

La commune souhaite commissionner Monsieur Jean-Marie VOGT qui a suivi auprès de la Fédération nationale des gardes particuliers assermentés les formations correspondant aux fonctions de garde particulier du domaine public routier, de garde des bois et forêts et de garde-pêche particulier. Il bénéficie également de l'agrément préfectoral pour l'exercice des fonctions de garde particulier du domaine public routier, de garde des bois et forêts et de garde-pêche particulier, délivré par arrêté préfectoral du 3 août 2026, pour une durée de cinq ans. Son exercice effectif sur le ban communal de Schiltigheim demeure subordonné à sa prestation de serment dans les conditions prévues par la réglementation.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code général des collectivités territoriales ;*
*Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 428.21, L. 437-13 et R. 322-15 ;*
*Vu le Code forestier, notamment les articles L. 231.1 et R. 224-1 ;*
*Vu le Code de l'organisation judiciaire ;*
*Vu le Code de procédure pénale, notamment les articles 29 et 29-1 ;*
*Vu le Code de la voirie routière, notamment son article L. 116-2 ;*
*Vu le décret n° 2006-1100 du 30 août 2006 relatif aux gardes particuliers assermentés ;*
*Vu l'arrêté municipal n° 2025ENAR001 du 1er juillet 2025 relatif à la mise en œuvre de la procédure d'amende administrative applicable notamment aux dépôts illégaux de déchets ;*
*Vu l'arrêté du 19 août 2025, enregistré sous le numéro 2025-DLC-BER-593, portant reconnaissance de l'aptitude technique de Monsieur Jean-Marie Vogt aux fonctions de garde particulier ;*
*Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 2026, portant agrément de Monsieur Jean-Marie Vogt en qualité de garde*

*particulier du domaine public routier, de garde des bois et forêts et de garde-pêche particulier, pour une durée de cinq ans ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « *Aménagement du territoire* », et du Bureau municipal,

**APPROUVE** le recours à des gardes particuliers agréés et assermentés afin de renforcer les actions de prévention, de sensibilisation, de surveillance et de protection du cadre de vie et de l'environnement sur le ban communal de Schiltigheim,

**PRÉCISE** que les missions de garde particulier ne peuvent être exercées qu'à titre bénévole,

**APPROUVE** de commissionner Monsieur Jean-Marie VOGT à ce titre,

**AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant / sa représentante à accomplir toutes les démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 30 | |
| Contre | 3 | **M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Frédérique LAAS.** |
| Abstentions | 6 | **Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE.** |
| Ne participe pas part au vote | 0 | |

Date de télétransmission : 5 octobre 2026
Date de retour de l'acte : 5 octobre 2026
Identifiant de l'acte : 067-216704478-20260929-4025-DE-1-1

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE129 - COMMUNICATION - RÉSULTATS ATLAS DE LA BIODIVERSITÉ**

Rapporteur : Madame Alice RENAULT, Adjointe

La Ville de Schiltigheim arrive aujourd'hui à une étape importante de son travail en faveur de la biodiversité, avec la restitution de son Atlas de la biodiversité communale (ABC), réalisé avec le soutien de l'Office français de la biodiversité (OFB).

Cet Atlas est le résultat de deux années d'étude, entre 2024 et 2025, associant les expertises de terrain menées par le bureau d'études ECOLOR, les données déjà disponibles à l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg et de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel, ainsi que les connaissances des associations naturalistes locales.

Le rapport public de l'ABC est aujourd'hui disponible et accessible en ligne. Il rassemble les principaux résultats, les données et les cartes produites dans le cadre de cette étude.

Cet ABC n'est pas un simple inventaire scientifique. C'est avant tout un outil pour mieux connaître notre territoire et mieux décider. Il doit nous permettre d'intégrer davantage le vivant dans nos politiques publiques et nos choix d'aménagement, dans un contexte où l'adaptation de la ville au changement climatique devient indispensable.

**Une ville dense, mais vivante**

Le premier enseignement de cet Atlas est peut-être le plus marquant : malgré sa forte urbanisation,

Schiltigheim abrite une biodiversité riche et parfois insoupçonnée.

Notre territoire accueille des milieux très différents : les forêts alluviales le long de l'Ill, les cours d'eau et plans d'eau comme l'Ill, l'Aar ou des étangs, les friches ferroviaires, quelques terres agricoles et prairies naturelles, mais aussi tous les espaces verts du quotidien : parcs, jardins, cœurs d'îlots ou cimetières.

Ces espaces, même modestes, jouent un rôle essentiel. Ils constituent autant de refuges et de relais qui permettent au vivant de circuler au cœur de la ville.

L'ABC a permis d'identifier **157 espèces patrimoniales**, rares, protégées ou menacées, ainsi que **142 espèces d'oiseaux,** 33 espèces de papillons de jour, 31 espèces de libellules, 11 espèces de chauves-souris ou encore 181 espèces de plantes sauvages.

Au-delà de ces chiffres, ce sont certaines découvertes qui donnent véritablement à voir la richesse de cette biodiversité, comme par exemple :
- **Le Castor d'Eurasie** est aujourd'hui durablement installé et se reproduit le long de l'Ill
- **La Clausilie septentrionale**, un escargot forestier rarissime, est présente dans nos friches ferroviaires : Schiltigheim accueille trois des cinq stations connues dans tout le Grand Est.
- **Des orchidées sauvages**, comme l'Épipactis helléborine sont également présentes autour du lac de l'Espace européen de l'entreprise.

Ces exemples nous montrent que la nature n'a pas disparu de la ville. Elle subsiste, parfois dans des endroits que nous ne regardons pas comme des espaces naturels.

**Une biodiversité riche, mais fragile**

Cette richesse ne doit cependant pas masquer sa fragilité.
L'Atlas met en évidence plusieurs signaux préoccupants. Le cas des amphibiens est particulièrement révélateur : alors que quatre espèces de tritons vivent à moins d'un kilomètre du ban communal, aucun triton n'a été observé à Schiltigheim. La Grenouille rousse est devenue extrêmement rare et le Crapaud commun a disparu.

D'autres espèces connaissent également un fort recul, comme le Moineau friquet, qui subsiste encore à l'Espace européen de l'entreprise.

Ces constats ne doivent pas seulement nous alerter. Ils doivent surtout nous permettre de mieux cibler notre action.

Car protéger la biodiversité ne consiste pas uniquement à préserver quelques espaces remarquables. Il faut aussi permettre aux espèces de circuler entre ces différents refuges.
C'est tout l'enjeu des trames verte, bleue et noire : les cours d'eau, les espaces végétalisés, les haies, les jardins, les voies ferrées ou encore les secteurs préservés de l'éclairage nocturne forment ensemble un véritable réseau écologique.

Les cartes produites dans le cadre de l'ABC permettent aujourd'hui de mieux localiser ces secteurs à enjeux et ces continuités. Nous disposons donc non seulement d'une photographie de la biodiversité schilikoise, mais aussi d'une boussole pour orienter nos décisions.

**De la connaissance à l'action**

L'ABC n'est pas l'aboutissement de la démarche. Il ouvre au contraire une nouvelle étape : celle de la construction d'une véritable stratégie de protection et de développement de la biodiversité à Schiltigheim.

Pour autant, nous ne partons pas de rien. La Ville a déjà engagé plusieurs actions concrètes : 36 agents municipaux sont formés à la gestion différenciée des espaces verts ; dans certains espaces boisés, nous faisons déjà le choix de la libre évolution et du maintien du bois mort, favorables à de nombreuses espèces ; une nouvelle mare a été créée à la Vogelau ; et l'évolution de l'éclairage dans certaines rues contribue déjà à mieux préserver la vie nocturne.

L'Atlas va désormais nous permettre de donner davantage de cohérence à ces actions, de mieux les cibler et de définir nos priorités pour les années à venir.

Les recommandations du bureau d'études constituent pour cela une base de travail. Plusieurs orientations se dégagent déjà : poursuivre la gestion écologique des espaces verts, préserver les milieux les plus

sensibles, restaurer certains habitats, développer les mares et les prairies, renforcer la végétalisation, favoriser l'accueil de la faune dans le bâti ou encore conforter les continuités écologiques, notamment la trame noire.

L'enjeu est donc désormais de passer d'actions déjà engagées à une politique plus structurée, guidée par la connaissance acquise grâce à l'ABC.

**Une démarche collective**

Enfin, cette démarche n'aurait pas la même portée sans la mobilisation des acteurs du territoire.
Aux côtés du bureau d'étude et des services municipaux, les associations réunies autour de SINE, Alsace Nature, la LPO, BUFO, le GEPMA et ODONAT Grand Est, ont contribué à enrichir nos connaissances et à mobiliser les habitantes et habitants.

Les « Rendez-vous de la biodiversité » ou encore les inventaires citoyens ont permis de faire découvrir ce patrimoine naturel, mais aussi d'associer directement les habitantes et habitants à sa connaissance.

Cette dimension collective devra se poursuivre. La préservation de la biodiversité ne peut pas reposer uniquement sur la collectivité : elle suppose de mobiliser dans la durée les élu·es, les services, les associations, les acteurs locaux et les habitantes et habitants.

Cet Atlas est désormais un outil à faire vivre. Je vous invite donc à le consulter et à le partager : au-delà de son intérêt scientifique, il offre aussi une manière très concrète de mieux connaître Schiltigheim, ses milieux, ses espèces et les équilibres parfois discrets qui existent sur notre territoire.
Il doit également devenir un support de sensibilisation, pour mieux faire connaître la biodiversité locale et permettre à chacun et chacune de comprendre les enjeux qui y sont liés.

Je souhaite enfin remercier l'Office français de la biodiversité pour son soutien, ainsi que l'ensemble des services municipaux, partenaires et associations qui ont contribué à ce travail.

Et je tiens également à saluer l'initiative de la précédente mandature, qui a permis d'engager cette démarche et dont nous pouvons aujourd'hui poursuivre la mise en œuvre.

L'ABC est maintenant entre nos mains : à nous d'en faire un outil utile, partagé et vivant.

**Le Conseil municipal prend connaissance de ce conséquent travail comme de ses implications essentielles pour la promotion et la préservation de la biodiversité communale.**

**PREND ACTE** de la communication du rapport sur les résultats de la biodiversité.

**Prend acte**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4059B-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire





Les résultats de deux ans d'enquête

schilick

# ATLAS DE LA BIODIVERSITÉ COMMUNALE

schilick.fr

# CONNAITRE ET PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ A SCHILTIGHEIM



L'Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) de Schiltigheim s'inscrit dans une démarche nationale portée par l'Office français de la biodiversité (OFB), visant à mieux connaître, préserver et valoriser la biodiversité à l'échelle locale. Face aux enjeux croissants liés à l'érosion du vivant, les collectivités territoriales jouent un rôle central dans la protection des espèces et des milieux naturels.

Située au cœur de l'Eurométropole de Strasbourg, la commune de Schiltigheim présente un territoire fortement urbanisé, mais également riche en biodiversité souvent méconnue. Parcs, jardins, arbres d'alignement, berges des cours d'eau, friches ferroviaires ou encore espaces de proximité constituent autant de lieux de vie pour de nombreuses espèces. Cette nature du quotidien, parfois discrète, participe pleinement à la qualité de vie des habitants·es et au fonctionnement des écosystèmes urbains.

La réalisation de cet atlas repose sur une démarche collective, associant partenaires institutionnels, experts·es naturalistes, associations locales et habitants·es. Les contributions de chacun, qu'elles soient scientifiques ou participatives, permettent de mieux révéler et comprendre la biodiversité présente sur le territoire communal.

Dans ce contexte, l'ABC constitue une opportunité stratégique pour acquérir une connaissance fine du patrimoine naturel local et intégrer pleinement les enjeux de biodiversité, en cohérence avec les démarches engagées à l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg, en apportant une vision plus précise et opérationnelle à l'échelle de la commune.

Ce document de synthèse a pour objectif de restituer de manière accessible les principaux enseignements issus de la démarche, en complément du rapport technique détaillé. Il s'adresse à l'ensemble des acteurs et actrices du territoire : élus·es, services municipaux, habitants·es, associations et partenaires, afin de favoriser une meilleure appropriation des enjeux et encourager l'action collective en faveur de la biodiversité.

Comprendre pour mieux agir : tel est l'objectif de cet atlas, au service d'un territoire plus résilient et plus respectueux du vivant.

# SOMMAIRE


| | |
|---|---|
| L'Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) de Schiltigheim : mieux comprendre pour mieux agir | 4 |
| L'ABC de Schiltigheim en chiffres | 7 |
| Nos espèces emblématiques | 8 |
| Les sciences participatives à Schiltigheim | 12 |
| Les habitats de Schiltigheim : une nature à découvrir pas à pas | 16 |
| La faune : une biodiversité riche et souvent invisible | 22 |
| La flore de Schiltigheim : une diversité plus riche qu'on ne l'imagine | 26 |
| Des enjeux écologiques et dynamiques | 30 |
| La gestion des espaces verts et naturels schilikois | 34 |
| Les espèces envahissantes : des faux amis à surveiller | 38 |
| Agir en faveur de la biodiversité, l'affaire de toutes et tous | 40 |
| Dans les coulisses de l'Atlas : comment observe-t-on la nature ? | 44 |
| Conclusion | 45 |

# L'ATLAS DE LA BIODIVERSITÉ COMMUNALE (ABC) DE SCHILTIGHEIM : MIEUX COMPRENDRE POUR MIEUX AGIR

## La biodiversité, de quoi parle-t-on ?

La biodiversité est souvent associée à des images d'animaux ou de paysages lointains, que l'on découvre lors de documentaires ou de voyages. Pourtant, elle est partout autour de nous : dans un jardin, une rue, un parc ou même sur un trottoir. Il suffit parfois de prendre le temps d'observer pour découvrir la richesse du vivant qui nous entoure et les nombreuses espèces locales qui participent à notre quotidien.

Mais qu'entend-on exactement par biodiversité ? Elle désigne l'ensemble des êtres vivants, des milieux naturels dans lesquels ils vivent, ainsi que les relations qu'ils entretiennent entre eux. Les scientifiques distinguent trois niveaux de biodiversité :

- **La diversité des espèces**
  Animaux (faune), plantes (flore), champignons, micro-organismes
- **La diversité des milieux (écosystèmes)**
  Forêts, prairies, zones humides, espaces urbains...
- **La diversité génétique**
  Les différences entre individus au sein d'une même espèce

Aujourd'hui, la biodiversité dans le monde est immense et compte des millions d'espèces. Bien que très riche, elle est aujourd'hui fragile sous l'effet des activités humaines : artificialisation des sols, fragmentation des habitats, pollution, changement climatique, etc. Elle joue pourtant un rôle essentiel pour les sociétés humaines : régulation du climat et de la qualité de l'air, pollinisation des cultures, gestion de la ressource en eau, contribution au bien-être et à la qualité du cadre de vie.

Ce constat souligne la nécessité d'agir à toutes les échelles, du global au local. Préserver et renforcer la biodiversité sur le territoire schilikois constitue un enjeu majeur d'aménagement durable, de résilience face au changement climatique et d'amélioration de la qualité de vie des habitants·es.

## Un ABC à Schiltigheim, pourquoi ?

Pendant longtemps, les villes ont été considérées comme des lieux où la biodiversité était pauvre. Pourtant, de nombreuses études démontrent aujourd'hui que les milieux urbains peuvent devenir de véritables refuges pour la faune et la flore, notamment face à l'intensification des pratiques agricoles en périphérie.

Schiltigheim, malgré son visage de ville dense et minérale, ne fait pas exception à cette règle et abrite une richesse insoupçonnée au sein de ses cours d'eau, de ses forêts et prairies, de ses parcs, de ses jardins privés, de ses alignements d'arbres et de ses espaces ferroviaires. Cette nature du quotidien, souvent discrète, est un patrimoine fragile, menacé par l'artificialisation et la fragmentation des habitats. L'ABC constitue alors une opportunité stratégique pour la Ville : il s'agit de changer de regard sur notre territoire pour mieux le comprendre et mieux le protéger.

## Que contient-il ?

L'Atlas de la Biodiversité Communale est une synthèse du patrimoine naturel de Schiltigheim. Conçu comme un véritable outil d'aide à la décision, il restitue les enseignements majeurs de deux années d'études pour permettre à chacun de s'approprier les enjeux du territoire. Il compile et analyse :

- **Le résultat de deux années de recherches intensives (2024–2025)**
  Menées par les naturalistes experts·es du bureau d'études ECOLOR, ces prospections représentent 26 jours d'inventaires de terrain. Cette étude exceptionnelle a permis de porter un regard neuf et précis sur notre ban communal.
- **Une expertise scientifique croisée**
  L'atlas fusionne ces nouvelles découvertes avec les données historiques de l'Eurométropole (Atlas de la Biodiversité Intercommunale – ABIC), de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) et les inventaires collectés au fil des ans par les associations naturalistes locales (LPO, Alsace Nature, BUFO, GEPMA, Odonat...).
- **Une analyse de nos « corridors écologiques »**
  Il identifie précisément les réservoirs de biodiversité et les liaisons indispensables à la circulation des espèces (trames verte, bleue et noire), comme les friches ferroviaires ou le corridor de l'Ill.
- **Une exploration des « poches de nature » urbaines**
  L'étude cible des secteurs souvent méconnus des scientifiques (cœurs d'îlots, jardins privés, emprises ferroviaires et cimetières) révélant une richesse naturelle nichée au plus près des habitants·es.
- **Un outil cartographique opérationnel**
  L'ABC fournit une quarantaine de cartes thématiques détaillées (habitats, faune, flore, enjeux). Ces données constituent une base solide pour orienter la gestion de nos espaces verts et enrichir par exemple le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).
- **Un ensemble de préconisations et de conseils**
  Pour chaque type de milieu (parcs, berges, friches) et pour chaque groupe d'espèces, l'étude propose des actions concrètes à mettre en œuvre. Ces recommandations techniques visent notamment à adapter la gestion des espaces verts dans une logique écologique, à restaurer des milieux dégradés (par exemple par la création de mares ou la reconquête de prairies) et à favoriser l'accueil de la faune au sein du bâti (installation de nichoirs, végétalisation).

Cette étude n'a pas vocation à dresser une liste exhaustive de chaque insecte ou plante de la commune, ce qui nécessiterait des décennies de prospection. L'effort de recherche a été ciblé sur des groupes indicateurs et des sites prioritaires pour offrir un panel représentatif de notre territoire. Elle constitue donc une base de connaissance solide et validée destinée à s'enrichir au fil du temps, notamment grâce à la dynamique de sciences participatives lancée avec les Schilikois·es.

## Quels sont les objectifs ?

L'ABC répond à plusieurs ambitions majeures pour le territoire schilikois :

- **Approfondir la connaissance scientifique**
  Réaliser un inventaire précis (faune, flore, habitats) pour identifier les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques, indispensables à la circulation des espèces.
- **Éclairer l'action publique**
  Véritable outil d'aide à la décision, ces données permettront d'intégrer progressivement les enjeux du vivant dans les projets d'urbanisme et d'aménagement, mais aussi d'orienter la gestion des espaces verts vers des pratiques plus écologiques et favorables à la biodiversité urbaine.
- **Encourager l'implication de l'ensemble des actrices et acteurs locaux**
  *(élus·es, services municipaux, associations locales, habitants·es, bailleurs, aménageurs, entreprises ...)*
  Au-delà de l'expertise, l'atlas vise à créer une dynamique de connaissance partagée. Par les sciences participatives et la sensibilisation, chacun·e est invité·e à redécouvrir son patrimoine naturel pour devenir actrice ou acteur de sa préservation.

En identifiant les priorités d'action, cet atlas constitue un véritable plan directeur pour soutenir la vie sauvage en ville et améliorer durablement la qualité de vie des citoyens.

## De l'échelle eurométropolitaine à la précision locale

L'ABC de Schiltigheim ne part pas d'une page blanche. Il s'appuie sur l'Atlas de la Biodiversité Intercommunale (ABIC) conduit par l'Eurométropole de Strasbourg entre 2021 et 2023. Cette étude globale a permis d'identifier de nombreuses espèces et de grands secteurs remarquables sur notre ban communal, tels que les étangs de la Vogelau et le corridor alluvial de l'Ill.

Cependant, là où l'ABIC offrait une synthèse générale pour notre territoire, l'ABC de Schiltigheim apporte une connaissance granulaire et opérationnelle indispensable à l'action municipale.




En multipliant l'effort de recherche sur le terrain (26 jours d'inventaires à Schiltigheim contre 9 pour l'étude intercommunale), cet atlas permet de passer à la pratique. Il transforme les données scientifiques en outils concrets pour l'urbanisme (notamment pour enrichir le PLUi) et la gestion quotidienne de nos espaces verts et naturels, tout en impliquant directement les schilikois·es par des inventaires participatifs qui n'existaient pas à l'échelle métropolitaine.

## Pourquoi protège-t-on la nature ?

On protège souvent la nature parce qu'elle est belle, rare ou fragile, mais ce n'est pas la seule raison. **La biodiversité nous rend de nombreux services gratuits et indispensables à notre vie quotidienne** que les scientifiques appellent les « services écosystémiques ».

En ville, ces services sont nos meilleurs alliés pour relever certains défis :

- **Rafraîchir la ville**
  En remplaçant le bitume par du végétal (déminéralisation), on crée des îlots de fraîcheur. Les arbres et les plantes rafraîchissent l'air naturellement grâce à leur ombre et à l'évapotranspiration.
- **Gérer l'eau**
  Les sols naturels et les noues d'infiltration (comme à l'allée Hildegarde Von Bingen) absorbent les pluies, limitant les risques d'inondations et de ruissellement tout en rechargeant nos nappes phréatiques.
- **Améliorer la qualité de l'air**
  La végétation urbaine agit comme un filtre en captant les particules fines et les polluants atmosphériques, tout en produisant l'oxygène que nous respirons.
- **Soutenir la vie et notre alimentation**
  Les insectes pollinisateurs (abeilles, papillons) sont essentiels à la survie de nos jardins familiaux et à la production de nos fruits et légumes.
- **Améliorer le bien-être**
  Le contact avec le vivant est un « luxe nécessaire » qui a des effets prouvés sur la réduction du stress, l'amélioration de la santé physique et mentale des citadins·es.

Préserver la biodiversité, ce n'est donc pas seulement protéger « les petites bêtes ». C'est garantir pour nous toutes et tous un cadre de vie sain, plus agréable et apaisant. Une ville riche en nature, avec une biodiversité en « bonne santé », est une ville résiliente, capable de s'adapter et de mieux protéger ses habitants·es face aux changements climatiques.

# L'ABC DE SCHILTIGHEIM EN CHIFFRES

**7,63 km² de superficie (763 hectares)**
dont un quart composé d'espaces verts (parcs et jardins, boisés ou non, publics et privés)

**26 jours d'inventaires**
sur le terrain menés par le bureau d'études ECOLOR

**33 espèces de papillons de jour**
des messagers de la qualité de nos espaces verts et de la richesse de nos floraisons

**31 espèces d'Odonates**
*(libellules et demoiselles)*
qui s'épanouissent autour des zones humides de l'Ill et des étangs de la Vogelau

**38 espèces de gastéropodes**
*(limaces et toutes sortes d'escargots)*
diversité cachée au cœur de ville, c'est un des indicateurs du succès de l'inventaire !

**11 espèces de chiroptères**
*(chauves-souris)*
des alliées précieuses qui consomment une grande quantité d'insectes chaque nuit

**142 espèces d'oiseaux**
une richesse ornithologique remarquable pour une ville dense

**157 espèces patrimoniales rares ou protégées**
présentes sur la commune

**19 espèces de plantes patrimoniales**
dont 5 espèces protégées *(comme le Butome à ombelle, le Cerfeuil bulbeux ou encore la Grande Sanguisorbe)*

# NOS ESPÈCES EMBLÉMATIQUES



## Le Castor d'Eurasie *l'ingénieur des berges*

Le Castor d'Eurasie (***Castor fiber***), grand rongeur protégé, avait totalement disparu de la région. Aujourd'hui, il signe un retour remarquable le long de l'Ill, où il a progressivement reconquis les berges et les méandres.

Véritable « ingénieur », il joue un rôle essentiel en façonnant les milieux aquatiques et en contribuant à la restauration naturelle des zones humides, au bénéfice de nombreuses autres espèces. Sa présence est également un indicateur du bon fonctionnement des milieux aquatiques.




## Le Moineau friquet *un citadin en sursis*

Il est l'un des oiseaux les plus menacés de Schiltigheim. Contrairement à son cousin domestique, le moineau friquet (***Passer montanus***) connaît un déclin critique à l'échelle nationale et régionale.

L'une des dernières colonies de l'agglomération strasbourgeoise a été identifiée à l'Espace Européen de l'Entreprise, faisant de Schiltigheim un territoire refuge essentiel pour sa survie.

La raréfaction des sites de nidification et des ressources alimentaires en milieu urbain explique en grande partie ce déclin.



## La Clausilie septentrionale *un trésor caché*

Cet escargot rarissime est l'une des découvertes majeures de cet ABC. La clausilie septentrionale (***Alinda biplicata***) est le témoin de notre histoire naturelle. Il n'existe que très peu de stations connues dans le Grand Est, dont plusieurs à Schiltigheim, nichées dans les zones boisées le long des voies ferrées.

Leur présence prouve que les friches ferroviaires et les vieux murs de Schiltigheim ne sont pas des zones mortes, mais des corridors écologiques fonctionnels qu'il est crucial de préserver, où des espèces exigeantes arrivent à survivre depuis des dizaines d'années. Ces milieux discrets jouent un rôle clé dans le maintien de la biodiversité urbaine.




## Le Faucon pèlerin *un voisin de haut vol*

Ce grand rapace a choisi pour nicher l'un des plus hauts bâtiments de Schiltigheim. C'est une espèce qui a recolonisé la ville après avoir frôlé l'extinction.

Bien que les effectifs aient pendant quelques années été en hausse, le Faucon pèlerin (***Falco peregrinus***) reste une espèce vulnérable et particulièrement sensible aux dérangements. Sa reproduction fait depuis l'objet d'un suivi attentif et régulier par la LPO Alsace.



## Le Lézard des souches *le survivant discret*

C'est l'une des espèces les plus rares de la ville. Une seule observation a pu être réalisée durant toute la période d'inventaire (2024–2025), au quartier du Marais, malgré des recherches ciblées et intensives.

La présence du lézard des souches (***Lacerta agilis***) souligne l'importance de préserver des milieux secs, ensoleillés et peu perturbés.



## Le Cerfeuil bulbeux *la belle des lisières*

Cette grande plante protégée à l'échelle régionale fleurit en juin sur les berges de l'Ill. Elle peut atteindre 1 à 2 mètres de hauteur. La présence du cerfeuil bulbeux (***Chaerophyllum bulbosum***) témoigne de la qualité des lisières humides de la commune, qu'il convient de préserver par une fauche adaptée.

Elle dépend d'une gestion écologique fine des milieux, notamment du maintien de zones non fauchées en période de floraison.



## Le Hérisson d'Europe *le voyageur des jardins*

Voisin familier de nos espaces verts, le hérisson d'Europe (***Erinaceus europaeus***) est aujourd'hui en déclin dans nos villes. À Schiltigheim, il trouve encore refuge dans les jardins, les parcs ou les espaces plus naturels.

Grand consommateur de limaces, d'escargots et d'insectes comme les chenilles, il joue un rôle utile dans l'équilibre de la biodiversité urbaine. Cependant, la fragmentation des habitats et les clôtures hermétiques limitent ses déplacements. Maintenir des passages entre jardins et préserver des espaces végétalisés sont essentiels à sa survie.




## La Noctule commune *la géante de nos nuits*

Parmi les 11 espèces de chauves-souris recensées à Schiltigheim, la Noctule commune (***Nyctalus noctula***) est la plus spectaculaire. Cette « géante » aux ailes puissantes apprécie les cavités de nos vieux platanes et s'installe aussi volontiers sur les corniches des immeubles.

Très vulnérable, elle dépend de la préservation des secteurs sombres (Trame Noire) pour chasser les insectes et de la conservation des gîtes dans le bâti ancien lors des rénovations.

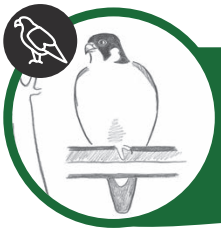
# LES HABITATS NATURELS DE SCHILTIGHEIM : UN PATRIMOINE VIVANT À PRÉSERVER



**ORCHIDÉES SAUVAGES**

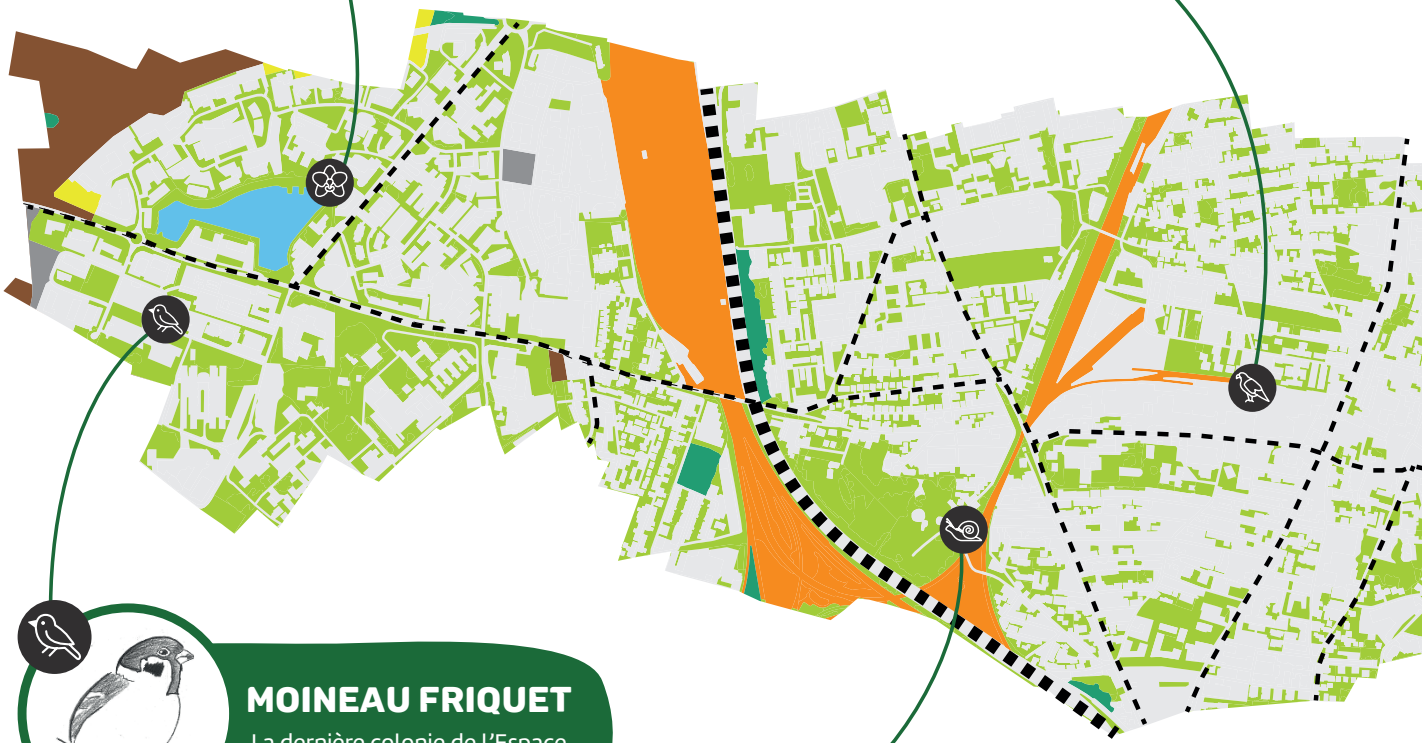
Une capacité unique à s'épanouir au cœur d'un zone d'activités





**FAUCON PELERIN**

Un couple protégé, niché en pleine ville






**MOINEAU FRIQUET**

La dernière colonie de l'Espace Européen de l'Entreprise



**CLAUSILIE SEPTENTRIONALE**

L'escargot rare, témoin du passé des friches ferroviaires



## GRENOUILLE ROUSSE

Amphibiens en danger



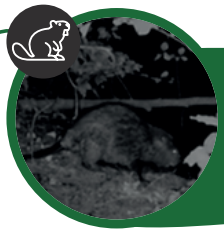
## LÉZARD DES SOUCHES

Le survivant discret



## GRANDE SANGUISORBE

La dernière fleur pour les papillons de prairies



## CASTOR D'EURASIE

L'ingénieur des berges de retour à Schiltigheim



## HÉRISSON D'EUROPE

Un voyageur de nos jardins

**MILIEUX FORESTIERS**
Le cœur sauvage de Schiltigheim

**MILIEUX AQUATIQUES**
Des espaces riches essentiels

**MILIEUX PRAIRIAUX**
Des réservoirs de fleurs sauvages

**ESPACES AGRICOLES**
Des cultures aux portes de la ville

**FRICHES FERROVIAIRES**
Des réservoirs de biodiversité insoupçonnés

**ESPACES VERTS, JARDINS**
Des îlots de nature riches et variés

**ZONES URBANISÉES**
Une ville dense et minérale

**GRANDS AXES ROUTIERS**

Cartographie 2025 T. DURR – Bureau d'études Ecolor

# LES SCIENCES PARTICIPATIVES À SCHILTIGHEIM

La richesse naturelle de Schiltigheim ne se cache pas uniquement dans ses grands parcs. Elle s'épanouit aussi derrière des clôtures, sur les balcons et au détour des rues. Parce que les scientifiques ne peuvent pas franchir les portes des jardins privés, le regard des schilikoises et schilikois est indispensable pour compléter la carte du vivant de notre commune. L'Atlas de la Biodiversité Communale est donc avant tout une aventure collective où chacun, petit ou grand, peut devenir un explorateur de la nature.

## Une démarche schilikoise en deux volets

La réalisation de cet Atlas ne repose pas sur une simple étude technique, mais sur une véritable démarche collective associant experts·es naturalistes et habitants·es. Pour obtenir une image fidèle de la vie sauvage à Schiltigheim, nous avons articulé le projet autour de deux piliers indissociables : l'expertise scientifique et la participation citoyenne.

### Le volet scientifique : la précision des experts·es

Ce volet a été confié au bureau d'études ECOLOR, dont les naturalistes professionnels ont parcouru notre territoire en 2024 et 2025. Là où les études précédentes n'avaient consacré que quelques jours à Schiltigheim, cet ABC a permis de réaliser 26 jours d'inventaires intensifs sur le terrain.

Les missions du bureau d'études ?

- **Recenser la faune et la flore**
  Des oiseaux aux chauves-souris, en passant par les insectes et les amphibiens
- **Identifier les sites à enjeux**
  Repérer les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques (comme les friches ferroviaires) indispensables à la circulation des espèces
- **Créer des outils d'aide à la décision**
  Traduire ces découvertes en données cartographiques solides pour enrichir le futur Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), accompagner les services dans la prise en compte des enjeux et guider la gestion écologique de nos espaces

### Le volet participatif : la force du collectif

Parce que la nature se cache partout, le regard et l'implication de toutes et tous sont indispensables. Ce volet participatif, coordonné par l'association SINE, avec un collectif d'associations locales, vise à faire de chaque habitant·e de Schiltigheim une actrice ou un acteur du vivant.

La science apporte la rigueur technique, tandis que votre participation apporte la richesse des observations quotidiennes. C'est de la fusion de ces deux approches que naît une connaissance fine de notre territoire, nous permettant d'agir ensemble pour une ville plus résiliente et respectueuse du vivant.

## Une démarche accompagnée par un collectif passionné

Pour mener à bien cette mission, la Ville s'est entourée d'un collectif d'associations naturalistes locales dont l'implication a permis de transformer cette étude scientifique en une aventure collective et citoyenne. Ce réseau, coordonné par l'association Strasbourg Initiation Nature Environnement (SINE), a mobilisé des experts·es aux compétences complémentaires pour couvrir l'ensemble de la biodiversité schilikoise

- **SINE *(Strasbourg Initiation Nature Environnement)***
  Partenaire de la ville notamment pour développer l'école du dehors sur le territoire, elle a été le pivot du volet participatif de l'ABC, en assurant la coordination globale du collectif associatif et en animant la sensibilisation pour faire découvrir la nature locale

- **Alsace Nature**
  L'association a réalisé dès 2019 un premier état des lieux de la trame verte et bleue pour la Ville de Schiltigheim et a mené des enquêtes citoyennes sur des espèces familières comme le hérisson d'Europe. A travers les animations et les chantiers participatifs, elle aide les habitants·es à porter un nouveau regard sur la biodiversité du quotidien

- **LPO Alsace *(Ligue pour la Protection des Oiseaux)***
  Acteur de référence pour la connaissance et la protection des oiseaux, elle contribue à la richesse de l'inventaire et apporte son expertise sur les actions prioritaires, grâce notamment à l'implication de ses bénévoles

- **BUFO**
  Experte dans l'étude et la protection des reptiles et des amphibiens en Alsace, elle contribue à améliorer la connaissance de ces espèces souvent discrètes, à mettre en lumière les milieux naturels nécessaires à leur survie et leurs fragilités

- **Le GEPMA *(Groupe d'Étude et de Protection des Mammifères d'Alsace)***
  Spécialiste des mammifères, l'association a partagé de précieuses connaissances sur ces espèces et a permis d'orienter les recherches sur la commune

- **ODONAT Grand Est *(Office des Données Naturalistes)***
  Structure de référence pour les données naturalistes, elle centralise et analyse des milliers de données pour révéler la richesse du territoire.

## Les « Rendez-vous de la biodiversité », une immersion au fil des saisons

Pour transformer l'Atlas en une véritable aventure citoyenne, la Ville et l'association SINE, en partenariat avec les associations naturalistes locales, ont instauré les « Rendez-vous de la biodiversité ». Organisés en 2025, de mars à septembre, ces temps forts ont permis aux schilikois·es de passer du statut de spectateur et spectatrice à celui d'acteur et d'actrice de l'inventaire.

Chaque rendez-vous a été conçu en lien avec les saisons, afin d'observer des espèces différentes tout au long de l'année :

- **Le réveil de la nature et l'observation des premiers oiseaux nicheurs**
  Au Parc de l'Aar – *en mars*
- **L'effervescence printanière et les pollinisateurs des herbes hautes**
  Au Parc de la Résistance et au Verger du Dinghof – *en mai*
- **La découverte de la vie nocturne au cœur du centre historique**
  Au Parc du Château – *en juillet*
- **La biodiversité de fin d'été**, au Parc des Oiseaux – *en septembre*

En partenariat avec le Club Jardin et Biodiversité de l'Eurométropole de Strasbourg, des balades nature ont permis aux participants·es de parcourir les espaces naturels de la commune accompagnés de naturalistes. Ces sorties ont donné lieu à des inventaires participatifs de la flore sauvage et ont offert l'occasion d'explorer ou de redécouvrir différents milieux humides riches en biodiversité (au bord des cours d'eau, au départ du Parc de l'Aar à l'Est, ainsi qu'autour de l'étang de l'Espace Européen de l'Entreprise à l'Ouest).



## Un nouveau protocole schilikois pour mener l'enquête !

Pour faciliter vos observations, la Ville et Alsace Nature, en partenariat avec l'ensemble des associations locales spécialisées, ont lancé une enquête citoyenne ciblée sur quatre espèces emblématiques de notre territoire, véritables indicateurs de la santé de notre environnement :

- **Le Hérisson d'Europe**, ce voyageur des jardins
- **Le Lézard des murailles**, amateur de vieux murs ensoleillés
- **Les Chauves-souris**, sentinelles de nos nuits
- **Les Hirondelles et Martinets**, fidèles occupants de nos façades

C'est simple ! Il suffit de télécharger les fiches espèces pour apprendre à les reconnaître, puis de signaler vos rencontres directement sur les plateformes en ligne. Aucune compétence particulière n'est requise, votre curiosité est votre meilleur outil.




Scannez le QR code pour participer !

## Des observatoires citoyens

L'ABC ne constitue pas une fin en soi, mais le point de départ d'une dynamique de connaissance partagée que la Ville souhaite pérenniser au-delà de l'étude initiale. Pour que cet inventaire continue de s'enrichir, des observatoires citoyens sont mis en place progressivement.

L'exemple emblématique de cette démarche au long cours est l'inventaire participatif des arbres remarquables, lancé en novembre 2025. Il permet aux habitants·es de signaler de nouveaux spécimens d'exception afin de compléter une cartographie qui reste à affiner.

Ces outils de suivi permanent, qu'il s'agisse de la flore urbaine ou d'espèces sentinelles comme le Hérisson d'Europe ou les chauves-souris, ont vocation à durer dans le temps. En devenant des observateurs réguliers, les Schilikoises et les schilikois permettent à la Ville de suivre l'évolution de sa biodiversité année après année et de mesurer l'efficacité des actions de protection engagées.

## Des actions collectives sur le terrain




### Des chantiers participatifs

La mobilisation citoyenne s'est aussi traduite par des chantiers participatifs marquants, comme la plantation de haies, refuges pour la biodiversité, au Verger du Dinghof. Ce site accueille désormais des panneaux pédagogiques expliquant la biodiversité locale, dont le contenu a été écrit par les associations locales, et sert de support d'apprentissage pour les écoles.




### La Journée nature, une célébration de la biodiversité locale

La Journée Nature constitue le point d'orgue de cette dynamique. C'est le moment privilégié pour célébrer ensemble le patrimoine naturel schilikois.

Le 15 juin 2024, la 5e édition de la Journée nature, organisée par la Ville au Parc de la Résistance, a permis de lancer officiellement la démarche de l'ABC auprès du public et de récolter les premières observations. Cette journée a été également l'occasion d'inaugurer le Verger du Dinghof et ses 3 000 m² de prairie fleurie, site dédié à la protection de l'environnement et du patrimoine.

En partenariat avec une trentaine de partenaires dont les associations naturalistes locales, la 6e édition de la Journée nature, programmée le 30 mai 2026 au Parc de l'Aar, a été l'occasion de présenter officiellement les résultats de cet Atlas et de valoriser les découvertes nées des engagements collectifs.













## Les sciences participatives à Schiltigheim
# RETOUR EN IMAGES











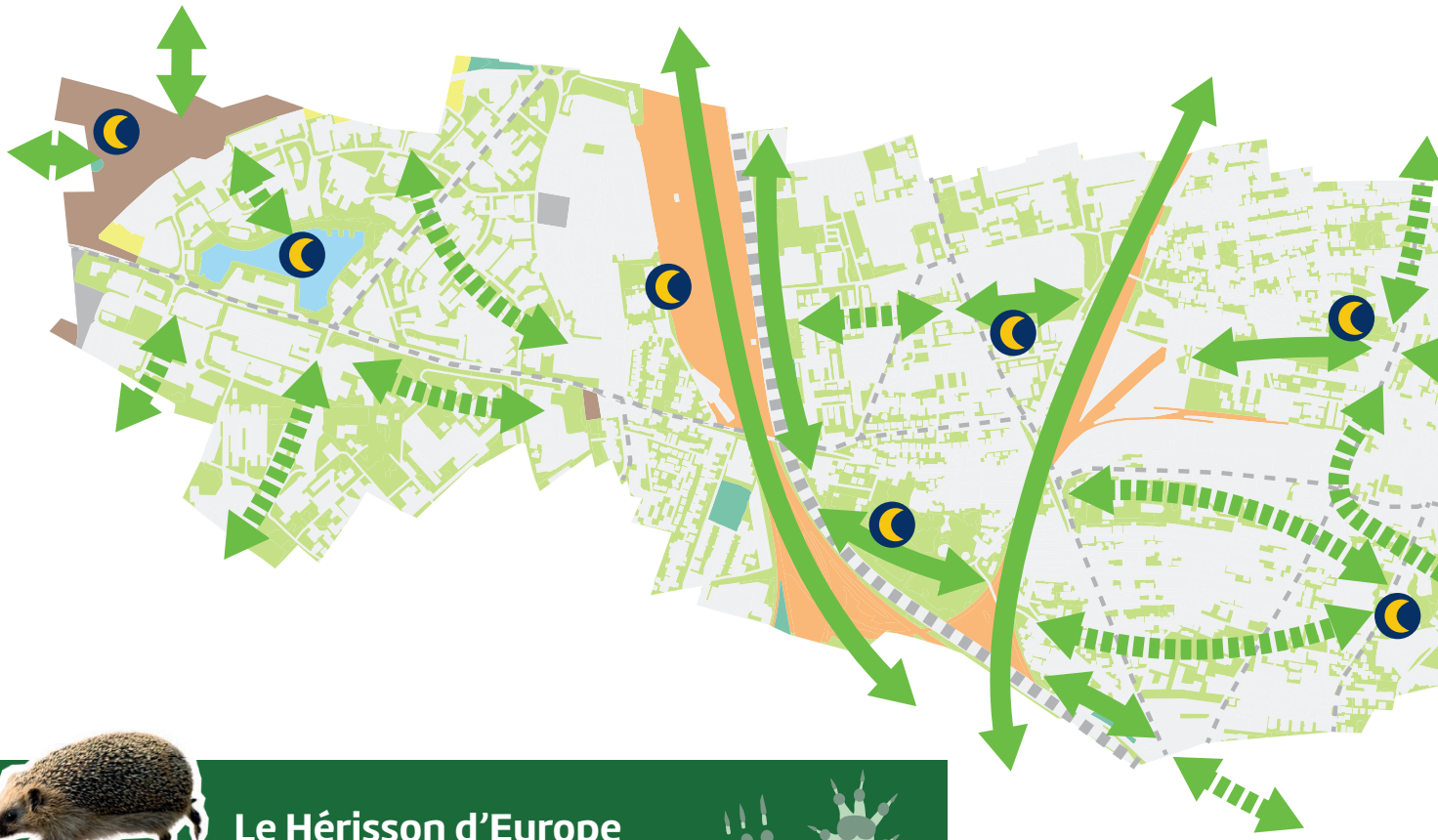


# LES HABITATS DE SCHILTIGHEIM : UNE NATURE À DÉCOUVRIR PAS À PAS

Et si on regardait Schiltigheim autrement ? Au premier regard, Schiltigheim semble dense, pourtant, derrière les façades, une nature bien vivante se faufile partout. Elle longe les rivières, s'accroche aux talus, s'installe dans les jardins, derrière une haie et reprend parfois ses droits là où on ne l'attend plus. Ici, pas de grands espaces sauvages spectaculaires, mais une mosaïque de milieux discrets et imbriqués, qu'il suffit d'apprendre à observer. Partons à la découverte de ces paysages du quotidien !

## Une nature qui circule, même en ville

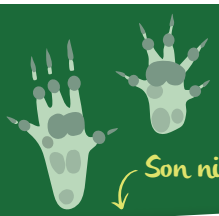
Sur les 763 hectares de la commune, près de la moitié du territoire est aujourd'hui occupée par des bâtiments et des routes. Pourtant, le vivant circule et s'organise en réseau. C'est ce qu'on appelle la Trame verte et bleue : d'un côté les milieux aquatiques (rivières, étangs) et de l'autre les espaces végétalisés (boisements, jardins, friches). Ensemble, ils forment des continuités qui permettent aux espèces de se déplacer, de se nourrir et de se reproduire. Ce réseau est parfois invisible, mais sans lui, la vie sauvage resterait piégée dans des îlots isolés.





## Le Hérisson d'Europe

Très présent dans les jardins schilikois, ce petit mammifère nocturne peut, **en une seule nuit, visiter jusqu'à 16 jardins différents et parcourir jusque 4 km** pour trouver sa nourriture (limaces, escargots) ou un partenaire. C'est ici que **le réseau de la ville devient crucial pour lui**. Les clôtures trop hermétiques le forcent à traverser des routes où les collisions sont la première cause de mortalité de l'espèce.



Son nid






**FORETS ALLUVIALES**
Le coeur sauvage de Schiltigheim

**COURS D'EAU, ETANGS**
Axes majeurs de déplacement

**PRAIRIES NATURELLES**
Maillons essentiels raréfiés

**ESPACES AGRICOLES**
Zones intermédiaires entre ville et campagne

**FRICHES FERROVIAIRES**
Passages précieux pour la faune

**ESPACES VERTS, JARDINS**
Réseau de nature indispensable

**ZONES URBANISÉES**
Un réseau de « pas japonais » à transformer

**GRANDS AXES ROUTIERS**

**CORRIDORS AQUATIQUES**
Cours d'eau et berges

**CORRIDORS AQUATIQUES**
**À RENFORCER ET/OU PROTÉGER**

**CORRIDORS TERRESTRES**
Haies, alignement d'arbes, bandes végétales...

**CORRIDORS TERRESTRES**
**À RENFORCER ET/OU PROTÉGER**

**TRAME NOIRE**
***Corridors peu éclairés, parcs urbains, cimetières, voies ferrées, forêts, cours d'eau...***

La lumière attire certaines espèces et les désoriente, d'autres l'évitent au détriment de leur habitat ou de leur chasse. Ces zones peu éclairées sont donc essentielles à leur survie.



Base de la carte : cartographie 2025 T. DURR – Bureau d'études Ecolor

# Le long de l'Ill, un cœur forestier façonné par l'eau

Les milieux boisés représentent 11 % de la surface totale du territoire (bois, forêts alluviales, arbres urbains), soit environ 84 hectares. C'est le long de l'Ill que la nature de Schiltigheim révèle toute sa richesse et l'essentiel de notre patrimoine arboré. Les deux principaux secteurs identifiés, aux caractéristiques différentes, sont la Vogelau et l'enclave de Souffelweyersheim, une forêt humide secondaire méconnue, en libre-évolution depuis des décennies.



Ce « cœur forestier » est majoritairement composé de forêts alluviales qui accompagnent la rivière (plus de 42 hectares). Elles sont des milieux anciens, hérités d'un temps où l'eau modelait librement le paysage. Même si les cours d'eau ont été rectifiés, ces boisements conservent une humidité et une fertilité exceptionnelles, alimentées par la nappe phréatique.



## Un indice précieux

Au printemps, un spectacle discret, mais révélateur se déploie à la Vogelau, sur environ 3 hectares : un tapis blanc d'ail des ours recouvre le sol. Ce n'est pas seulement esthétique ou gourmand, c'est un véritable indice scientifique. Sa présence indique une forêt ancienne, restée intacte au fil du temps.

Au cœur de ces forêts, les naturalistes ont identifié un habitat emblématique : les **dépressions forestières inondables**. Ces creux naturels, qui se remplissent d'eau lors des crues ou par remontée de la nappe, sont parmi les écosystèmes les plus anciens de la ville, restés quasiment inchangés depuis des décennies. Pourquoi sont-elles si précieuses ? Leur aspect visuel est absolument remarquable : elles offrent un paysage de « jungle tempérée » où se mêlent bois mort et eau stagnante recouverte de lentilles d'eau. Ce sont les derniers refuges d'une faune minuscule et spécialisée qui témoigne de ce qu'était Schiltigheim avant que les rivières ne soient canalisées.



## Le saviez-vous ? Schilick est née de l'eau

Les noms des quartiers gardent la mémoire du paysage d'autrefois. Le suffixe « AU », d'origine allemande, désigne les zones humides alluviales. Ainsi, Vogelau signifie « la zone humide des oiseaux ». Ces noms racontent une époque où les crues de l'Ill et du Rhin façonnaient un territoire inondable, parmi les plus riches d'Europe sur le plan écologique.

# Plans d'eau et rivières : des oasis de vie

À Schiltigheim, l'eau n'est jamais loin. Elle occupe près de 7,6 % du territoire et structure profondément les habitats.

**L'Ill et l'Aar jouent un rôle d'axes de circulation pour de nombreuses espèces**. Certains animaux, comme le castor d'Eurasie, les utilisent comme de véritables autoroutes naturelles pour traverser la ville. Ce sont des « corridors écologiques ».

Un peu en retrait, la Ballastière et les étangs de la Vogelau offrent des zones de calme indispensables. Oiseaux, libellules et toute une faune discrète y trouve refuge. La pureté de l'eau y permet **le développement d'une végétation subaquatique exceptionnelle**, invisible depuis les berges.

Cet équilibre reste fragile. La fréquentation humaine, les loisirs ou certaines pratiques peuvent perturber ces milieux sensibles. Ici, plus qu'ailleurs, l'équilibre entre usages et nature demande une attention particulière.

# Friches et prairies : la nature là où on ne l'attend pas

À Schiltigheim, certains des milieux les plus précieux sont aussi les plus discrets.

Les **voies ferrées** forment un corridor écologique au cœur de la ville. Un espace inaccessible au public, c'est justement ce qui fait sa richesse. À l'abri du dérangement, la nature y prospère librement. Dans ces paysages mêlant ballast, herbes hautes et fourrés, on trouve des espèces remarquables. Des insectes rares, des oiseaux de passage, mais aussi des habitants inattendus. La nuit, ces linéaires deviennent de véritables couloirs obscurs pour les chauves-souris, loin de l'éclairage urbain.



## 40 hectares de friches ferroviaires : un refuge protégé révélé par l'ABC

On y croise des habitants d'exception comme la Zygène transalpine, un papillon-bijou rouge et noir, et la Clausilie septentrionale, un escargot rarissime dont Schiltigheim abrite 3 des 5 seules stations connues dans tout le Grand Est. Plus surprenant, un Hibou des marais y a été observé en halte migratoire, trouvant dans ces herbes hautes un substitut idéal à ses landes habituelles.

Les **prairies** se font beaucoup plus rares et ne couvrent que 1,8% du territoire. Sur l'ensemble du territoire, seules quatre parcelles sont encore considérées comme « naturelles » (non dégradées par une agriculture intensive), soit 3,9 hectares, mais leur rôle est essentiel. Elles abritent des plantes et des insectes spécialisés, parfois dépendants les uns des autres pour survivre.



Ces rares prairies abritent la dernière station de la **Grande Sanguisorbe**, une fleur devenue extrêmement rare. Elle est pourtant vitale. Sans elle, certains papillons protégés ne peuvent pas accomplir leur cycle de reproduction.

## La friche écologique : du vide à l'oasis de vie

En urbanisme, le mot « friche » est souvent perçu comme un espace abandonné à construire. En écologie, une friche peut devenir un refuge pour la biodiversité. Moins entretenues, moins artificialisées, elles offrent de bonnes conditions pour une multitude d'espèces qui ne trouvent plus leur place ailleurs. Certaines de ces friches sont aujourd'hui des espaces urbains parmi les plus riches et aussi les plus menacés.

# Les terres agricoles de Schiltigheim

Schiltigheim compte près de **28 hectares de terres agricoles**, soit 3,6 % de son territoire. Ces espaces, souvent méconnus, sont essentiels. Ils offrent un refuge à de nombreuses espèces animales qui ne trouvent plus leur place en ville.

À l'ouest de la commune, les **champs de céréales** ouvrent le paysage vers le Kochersberg. Cet espace est précieux pour le Lièvre d'Europe, qui y trouve encore de quoi vivre, se nourrir et se reproduire. Au nord, près du canal, une zone agricole particulière forme une transition entre les champs et la forêt. Les sols y sont humides et parfois inondés, ce qui en fait un milieu rare. On peut notamment y observer la **Pie-grièche écorcheur** (***Lanius collurio***), un oiseau discret au comportement étonnant, qui accroche ses proies sur des épines.

Ces terres agricoles ne servent pas qu'à produire, elles jouent aussi un rôle clé pour la nature. Les préserver permet à une biodiversité fragile de continuer à exister aux portes de la ville.



# En ville, une nature du quotidien insoupçonnée, mais essentielle

La biodiversité ne se limite pas aux grands espaces. Elle est tout près, au coin de la rue.

**Parcs, jardins privés, cours d'immeuble, haies, arbres d'alignement et cimetières** forment un réseau d'îlots de nature. On y croise des hérissons, des oiseaux communs, mais aussi des espèces plus discrètes qui utilisent les bâtiments comme abris. Le défi n'est pas uniquement de créer de nouveaux espaces verts, mais aussi de les relier entre eux, car une nature fragmentée est une nature fragile.







## Des rencontres inattendues

À Schiltigheim, la nature sait se faire oublier jusqu'à surprendre. Il suffit parfois de ralentir pour la voir.

Un jour de 2022, lors d'un inventaire, une Mante religieuse de près de 10 cm a été observée sur le muret d'un trottoir. Des dizaines de collégiens sont passés juste à côté d'elle en chahutant, sans jamais la remarquer.

Dans un jardin privé, un autre habitant a assisté à une scène plus spectaculaire : un Épervier d'Europe en pleine action, attiré par les moineaux venus picorer à proximité d'un poulailler.



## Allée Hildegarde Von Bingen, un exemple d'aménagement durable au cœur de ville

Repensée pour mieux gérer l'eau de pluie grâce à l'installation de trois noues d'infiltration, elle illustre le changement de pratique engagé par la Ville. Plus de 760 arbustes et plantes vivaces indigènes y ont également été plantés, renforçant la place de la végétation locale en ville.

Ces aménagements favorisent les pollinisateurs, réduisent les besoins en arrosage et en entretien. Un nouvel équilibre est créé, passant d'un fleurissement décoratif à un fleurissement utile, au service de la biodiversité et du cadre de vie.

# Un équilibre fragile

L'Atlas de la biodiversité communale a permis de recenser 157 espèces dites « patrimoniales » à Schiltigheim. Ce terme désigne **des espèces protégées, menacées ou particulièrement rares**. Leur présence, dans une ville aussi dense, témoigne d'une richesse écologique remarquable.

Certaines sont emblématiques, comme le castor revenu sur les berges de l'Ill ou le Moineau friquet, petit oiseau en danger. D'autres sont beaucoup plus discrètes, comme l'escargot rarissime Clausilie septentrionale, vestige d'anciens paysages forestiers. Toutes ont un point commun. Elles dépendent directement de la qualité des milieux qui les accueillent.

**157 espèces patrimoniales**

## Qu'est-ce qu'une espèce patrimoniale ?

Pour les scientifiques, une espèce (animal ou plante) est dite « patrimoniale » lorsqu'elle répond à l'un de ces trois critères majeurs :

- **Elle est protégée par la loi**,
  Il est strictement interdit de détruire ces espèces ou leurs habitats de repos et de reproduction
- **Elle est menacée**
  Elle figure sur une « Liste Rouge » (établie par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature – UICN) car ses populations déclinent fortement. Sans action de protection, elle risque de disparaître
- **Elle est rare ou exceptionnelle**
  C'est une espèce qui ne vit que dans très peu d'endroits ou qui témoigne de l'histoire naturelle ancienne de notre territoire

## Pourquoi ce chiffre est-il important ?

Identifier 157 espèces patrimoniales sur une ville aussi dense que la nôtre est **une preuve de la valeur exceptionnelle de nos milieux naturels**. Que ce soit au creux d'une friche ferroviaire, sur les berges de l'Aar ou dans une prairie de la Vogelau, ces espèces sont les gardiennes de notre identité naturelle. Les protéger n'est pas seulement une obligation réglementaire, c'est garantir pour nous toutes et tous un cadre de vie sain et résilient face aux changements climatiques et aux mutations du territoire





## LE SAVIEZ-VOUS ? Patrimoine naturel : le fil vert de notre histoire

Les milieux naturels de Schiltigheim ne sont pas seulement des espaces vivants. Ce sont aussi des témoins du passé. Certains boisements existent depuis plus d'un siècle, sans avoir été défrichés. Ailleurs, les friches ferroviaires racontent l'histoire industrielle de la ville, devenue aujourd'hui un refuge pour la biodiversité. Même les jardins ont leur mémoire.

Rue d'Adelshoffen, en plein Schiltigheim, un cœur d'îlot historique créé par le docteur Sorgius abrite encore des arbres centenaires. Aujourd'hui, on peut apercevoir depuis la rue un Érable sycomore de plus de 23 m de haut, un Tilleul à grande feuille de plus de 24 m de haut et un Peuplier d'Italie de plus de 20 m de haut.

# LA FAUNE : UNE BIODIVERSITÉ RICHE ET SOUVENT INVISIBLE

Si la ville peut paraître minérale, elle abrite en réalité une vie animale foisonnante. Des berges de l'Ill aux friches ferroviaires, en passant par les fissures de nos bâtiments, Schiltigheim est un véritable refuge pour des espèces parfois rares à l'échelle régionale. Un inventaire record pour une ville dense.

## Des mammifères discrets et surprenants

À Schiltigheim, les mammifères sont bien présents, même s'ils restent souvent discrets comme le **chevreuil européen**, l'un des plus grands mammifères sauvages présents sur le territoire. Les inventaires de l'ABC ont confirmé sa présence régulière.

L'espèce a été captée par quatre des sept caméras installées dans les forêts de l'Ill et le secteur de la Vogelau.



Image d'une des caméras



Indice de la présence du castor

Les inventaires réalisés en 2024 et 2025 confirment une installation durable du **castor d'Eurasie** sur la commune, avec la découverte d'un nouveau terrier-hutte et l'observation de plusieurs individus, dont un jeune.

Ces indices témoignent d'une reproduction réussie et constituent un signal positif de l'amélioration de la qualité des cours d'eau et de leurs abords. Le retour du castor le long de l'Ill illustre celui d'espèces de grande taille, tandis que d'autres, plus discrètes, vivent à proximité sans être facilement observées.

L'**écureuil roux** est régulièrement présent dans les boisements et les berges de l'Ill, mais il s'aventure aussi dans les parcs urbains et les jardins privés à l'automne, attiré par les noyers et les noisetiers.

Dans les jardins, notamment au sud de la commune, le **hérisson d'Europe** est un voisin familier. Très utile aux jardinières et jardiniers, il reste toutefois fragile, la circulation routière constituant sa principale menace.




**11 espèces de chiroptères**

### Des chauves-souris qui utilisent nos rivières et nos vieux arbres comme terrains de chasse nocturnes

À la tombée de la nuit, les chauves-souris entrent en activité. Le long de l'Aar, la Noctule commune se distingue par une activité particulièrement intense, avec jusqu'à 291 contacts enregistrés en une seule nuit, ce qui témoigne d'un dynamisme remarquable. Elle est l'une des espèces les plus emblématiques à Schiltigheim et compte également parmi les plus grandes chauves-souris d'Europe.



## Le muscardin, « lutin des noisettes »

Plus discret, le Muscardin (***Muscardinus avellanarius***) vit caché dans les fourrés de la Vogelau. Ce petit rongeur dépend directement de la présence de haies et d'arbustes pour se nourrir et se protéger. Petit rongeur forestier, sa présence constitue une découverte majeure et un enjeu de conservation très important pour la commune. Les experts·es ont identifié des noisettes rongées de façon caractéristique, relevé des empreintes dans des dispositifs spécifiques et capturé l'image d'un individu grâce à un piège photographique. Mammifère nocturne, l'espèce est rare en milieu urbain dense et sa population semble isolée, ce qui rend le maintien des haies et des lisières essentiel pour assurer sa survie à long terme.

## Les oiseaux de la ville : entre adaptation et fragilité

**142 espèces d'oiseaux**

Cette diversité s'explique par la présence de milieux variés, allant des zones humides de l'Ill aux friches ferroviaires et au bâti urbain. Certaines espèces s'adaptent, tandis que d'autres déclinent fortement.

Dans ce contexte, le **Moineau friquet** illustre la fragilité de certaines populations. Il est aujourd'hui l'un des oiseaux les plus menacés de la commune. Autrefois répandu, il ne subsiste plus qu'à travers une seule colonie, localisée dans la zone de l'Espace Européen de l'Entreprise (à l'Ouest de la commune).

Cette espèce dépend étroitement de cavités pour nicher et de milieux riches en insectes pour se nourrir. L'évolution des bâtiments et la raréfaction de ces ressources expliquent en grande partie sa disparition progressive. Sa présence à Schiltigheim est donc fragile et précieuse.

Dans le ciel, **les martinets et les hirondelles**, véritables « éboueurs du ciel », jouent un rôle essentiel en consommant chaque jour de grandes quantités d'insectes (dont le moustique tigre).

Pourtant, ils peinent à trouver des lieux pour nicher. À ce jour, une seule colonie d'**Hirondelle de fenêtre** (***Delichon urbicum***) et une seule d'**hirondelles rustiques** (***Hirundo rustica***) ont été recensées.



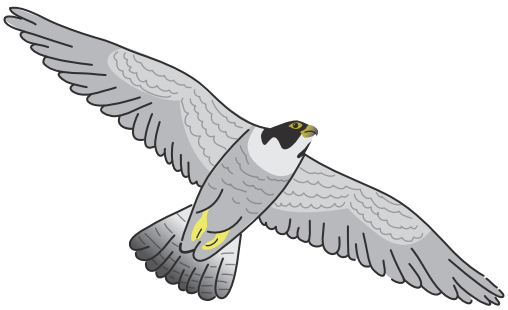



Plus discrètes, certaines espèces rares trouvent refuge dans les roselières. Elles sont les témoins de l'importance écologique des zones humides de Schiltigheim, mais leur survie reste précaire et liée à la préservation de leur habitat de roseaux.

Par exemple, la Ballastière étant un site très fréquenté pour les loisirs, cela peut perturber la tranquillité nécessaire à la nidification d'oiseaux sensibles.

Le **Faucon pèlerin** incarne un retour remarquable. Ce rapace prestigieux, autrefois menacé de disparition à cause de la chasse et de l'usage de pesticides, a pu recoloniser ses anciens territoires grâce à sa protection et à des actions de restauration.

Bien que nichant naturellement sur les falaises, il s'est parfaitement adapté au milieu urbain, où il utilise les grands bâtiments et profite d'une nourriture abondante. À Schiltigheim, il niche désormais sur l'un des plus hauts bâtiments de la ville.



# Des petites espèces, de grandes découvertes

Les espèces de petite taille réservent elles aussi de belles surprises et témoignent de la richesse de la biodiversité locale.

**33 espèces de papillons de jour**

Ce chiffre regroupe les papillons de jour classiques et les **Zygènes**, véritables messagers de la qualité de nos floraisons.

Parmi elles, la **piéride de l'Ibéride** (***Pieris mannii***), papillon urbain rare, a été observée dans une haie peu entretenue près de la piscine municipale. Elle profite des petits espaces naturels urbains comme les murets ou les rocailles, mais dépend de plantes spécifiques sur lesquelles elle pond et nourrit ses chenilles.



Grâce aux inventaires de l'ABC, un nouveau papillon a été découvert pour la première fois à Schiltigheim. C'est l'**échiquier** (***Carterocephalus palaemon***), une espèce quasi-menacée en Alsace. Ce spécialiste des forêts fraîches s'épanouit dans les boisements humides le long de l'Ill.



## Les zygènes, des « papillons-bijoux »

Le plus souvent rouge et noir, leur aspect brillant et coloré tranche nettement sur le vert des « herbes folles » des prairies et des friches. Ces couleurs ne sont pas seulement esthétiques, elles sont destinées à dissuader les prédateurs en indiquant que le papillon est toxique.

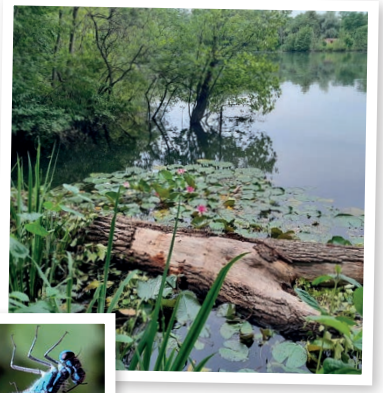
Bien qu'appartenant à la famille des papillons de nuit, les zygènes ont adopté un mode de vie diurne, ce qui permet aux Schilikois de les admirer en plein soleil sur les fleurs sauvages. Leur présence à Schiltigheim, notamment sur les friches ferroviaires, témoigne de la préservation des espaces riches en floraison, devenant rares en ville.

À Schiltigheim, l'ABC a mis en lumière trois de ces « bijoux » naturels : la **zygène de la filipendule**, la **zygène transalpine** et la **zygène de la coronille** (celle-ci reconnaissable à l'anneau rouge qui ceint son abdomen).

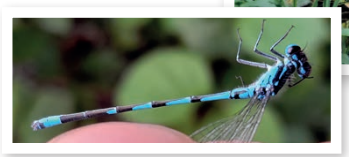
**31 espèces d'odonates**

Cela représente près de 45 % des espèces d'odonates connues en Alsace.

Cette diversité s'explique par la présence de nombreuses zones humides réparties à l'est et à l'ouest de la commune (Vogelau, Ill, Aar, étang de l'Espace Européen de l'Entreprise). Ces milieux jouent un rôle essentiel de refuges et de sites de reproduction. Ils rappellent aussi que la nature peut se maintenir en ville lorsqu'elle trouve des espaces adaptés.



Parmi elles, l'**Agrion exclamatif**, une libellule protégée et très discrète, a été observée dans les eaux calmes de la Vogelau après plus de dix ans d'absence sur le territoire.



**38 espèces de gastéropodes**

Une diversité cachée qui témoigne de la qualité des sols.

Dans certains parcs, comme le Parc de l'Érable, on peut observer de « grands escargots » faciles à trouver (escargots de Bourgogne, des jardins, des haies). Ils jouent un rôle important dans la chaîne alimentaire du Hérisson d'Europe ou par certains oiseaux.

L'ABC a également révélé une rareté exceptionnelle : la **Clausilie septentrionale**. Sur les cinq sites connus dans tout le Grand Est, trois se trouvent à Schiltigheim, le long des voies ferrées, ce qui en fait un enjeu de conservation majeur.

# Les disparitions et les alertes

Cet inventaire met en lumière des situations préoccupantes. Il est aussi un cri d'alarme pour certaines espèces qui s'effacent. Les amphibiens sont particulièrement touchés : aucun triton n'a été observé sur la commune, alors qu'ils sont présents dans les territoires voisins.

## La grenouille rousse, une espèce emblématique des zones humides en déclin



La **grenouille rousse** (***Rana temporaria***) fait l'objet d'une attention particulière dans l'ABC de Schiltigheim. Autrefois très commune, elle est aujourd'hui devenue rare sur le territoire communal. Sa première observation confirmée date de 2024, lors des inventaires dans le secteur des forêts de l'Ill.

Malgré des prospections ciblées, aucune preuve de reproduction n'a été observée (ni œufs, ni larves), y compris dans les mares forestières étudiées.

Comme tous les amphibiens, elle dépend à la fois de points d'eau de qualité pour se reproduire et d'habitats terrestres favorables (haies, boisements, prairies humides) pour le reste de son cycle de vie. La situation de la **grenouille rousse**, associée à la disparition du crapaud commun et à l'absence de tritons sur la commune, montre une dégradation globale des conditions d'accueil des amphibiens à Schiltigheim.

Très sensibles à la pollution, à la sécheresse et aux modifications de leur environnement, ces espèces rappellent l'importance des zones humides. La restauration d'un réseau de petites mares, notamment dans le secteur de la Vogelau, apparaît comme un levier essentiel pour maintenir et favoriser leur retour.

## Le lézard des souches, un « survivant discret »

Le **lézard des souches** est l'une des espèces les plus rares et les plus menacées de Schiltigheim, avec une seule observation recensée en deux ans. Le dernier noyau connu de l'espèce se situe dans un périmètre restreint entre la rue du Marais et la rive gauche de l'Ill, à proximité des jardins familiaux. C'est un reptile typique des milieux ouverts et ensoleillés.




Des actions sont possibles pour le préserver, en agissant à la fois sur l'aménagement de petits habitats favorables (tas de sable, tas de pierres ou encore muret par exemple), la gestion plus douce des espaces verts (conserver des bandes enherbées), la restauration de corridors écologiques entre les espaces de la commune et la valorisation de sites refuges comme les cimetières (ses espaces verts, souvent peu perturbés, offrent un habitat à de nombreuses espèces de plantes, d'insectes, d'oiseaux et de petits animaux).

En ville, certains aménagements peuvent involontairement gêner la faune : poteaux creux, vitres ou trottoirs trop hauts compliquent par exemple la vie des oiseaux, des hérissons ou des chauves-souris. Des actions simples permettent de protéger la biodiversité qui nous entoure.

Certaines espèces ont déjà disparu de la commune comme le **cochevis huppé** (***Galerida cristata***). Ce petit oiseau n'a plus été observé depuis 2021, en raison de la disparition progressive de ses habitats, notamment les friches et les terrains ouverts. Ce constat rappelle combien chaque espace compte. Une prairie, un talus, une zone laissée libre peuvent faire la différence.



# LA FLORE DE SCHILTIGHEIM : UNE DIVERSITÉ PLUS RICHE QU'ON NE L'IMAGINE

Discrète mais omniprésente, la flore urbaine structure l'ensemble du vivant en ville. À Schiltigheim, elle ne se limite pas à un rôle décoratif : elle constitue la base des équilibres écologiques et conditionne la présence de nombreuses espèces.

Observer les plantes, c'est aussi mieux comprendre le fonctionnement des milieux urbains. Certaines espèces témoignent d'anciens paysages, d'autres traduisent les transformations récentes de la ville ou ses contraintes. À ce titre, la flore constitue un indicateur précieux de l'état de santé et de l'évolution du territoire.



**181 espèces végétales sauvages et spontanées**

Lors des inventaires de terrain menés en 2024 et 2025, 181 espèces végétales ont été recensées sur la commune. Si l'on ajoute les données historiques (Société Botanique d'Alsace) et les plantes de nos jardins, ce chiffre pourrait grimper à plus de 600 espèces. Un chiffre qui peut surprendre dans un territoire aussi urbanisé, révélateur d'une richesse écologique insoupçonnée.

Parmi ces espèces, 19 sont considérées comme patrimoniales et 5 bénéficient d'une protection stricte en raison de leur rareté en Alsace.

## Les trésors de nos eaux et nos boisements

Véritables « jungles » et oasis de fraîcheur, nos milieux aquatiques et boisés sont les sanctuaires de nos plus grandes raretés botaniques.

Dans les eaux calmes de la Ballastière, une plante intrigue particulièrement, c'est l'**utriculaire citrine**. Derrière son apparence discrète, elle cache une stratégie étonnante et ne se contente pas de la lumière pour vivre. Grâce à de minuscules pièges, cette plante carnivore capture de très petits organismes pour compléter son alimentation.

Cette curiosité biologique est une plante protégée, sur la Liste rouge d'Alsace.



Autre curiosité botanique, dans les profondeurs de la Ballastière, les plongeurs ont découvert des herbiers exceptionnels de **pesse d'eau**. Cette plante, protégée en Alsace, forme de véritables « forêts » subaquatiques qui témoignent de la grande qualité du milieu aquatique de Schiltigheim. Elle est très difficile à observer sans s'immerger.



Sur les berges, au début de l'été, le **cerfeuil bulbeux** attire l'attention. Protégé et peu commun, il se propage le long des talus et de l'Ill, marquant l'identité du Ried Alsacien.

Il déploie ses grandes ombelles blanches en juin, une floraison discrète, mais précieuse, qui participe à l'identité végétale du territoire.

Une plante qui prouve que la biodiversité ne disparait pas toujours, elle se déplace et s'adapte.



## C'est quoi une forêt alluviale ?

C'est un milieu constitué d'arbres, d'arbustes et de plantes herbacées poussant en sous-bois, qui se développe le long des rivières et des zones régulièrement inondées. Ces forêts profitent des sols riches apportés par les crues, ce qui favorise une grande diversité de plantes.

Elles jouent un rôle essentiel en protégeant les berges contre l'érosion et en offrant un habitat précieux pour de nombreuses espèces. Dynamiques et vivantes, elles évoluent au rythme des variations du cours d'eau, ce qui en fait des écosystèmes à la fois fragiles et indispensables.

Schiltigheim, les forêts alluviales sont réparties entre l'enclave de Souffelweyersheim, la Vogelau et les bords de l'Ill. La présence de l'ail des ours en sous-bois prouve que le sol d'une partie du massif forestier de la Vogelau est resté intact et n'a jamais été défriché depuis au moins 1850.

### L'orme lisse, le géant des forêts alluviales de Schiltigheim

Le long de l'Ill, des espèces racontent une histoire ancienne. L'orme lisse, arbre rare et aujourd'hui menacé en Alsace, trouve ici l'un de ses refuges.

Sa présence rappelle les grandes forêts alluviales qui couvraient autrefois la plaine du Rhin.



## Les réservoirs de fleurs sauvages



Avec 40 hectares de nature préservée, les abords des rails sont de véritables jardins sauvages, des sanctuaires botaniques. On y trouve une abondance de fabacées (trèfles, lotiers) et la **falcaire commune**, indispensables à la survie des papillons zygènes.

Les prairies naturelles, quant à elles, sont aujourd'hui devenues extrêmement rares, alors qu'elles constituent de véritables refuges pour certaines de nos fleurs les plus fragiles et les plus précieuses.



Parmi cette flore remarquable, la **grande sanguisorbe** (***Sanguisorba officinalis***) occupe une place à part. Surnommée la « fleur des papillons », elle joue un rôle vital dans leur cycle de vie. Elle est l'unique plante nourricière dont les chenilles de plusieurs papillons protégés, comme les **azurés des paluds**, ont besoin pour se développer.

À Schiltigheim, les inventaires de terrain ont révélé qu'elle ne subsiste plus que dans deux petites stations à la Vogelau. Sa disparition entraînerait inévitablement celle des papillons qui dépendent directement d'elle pour se reproduire. Protéger cette plante, c'est donc aussi préserver toute une chaîne de vie.

D'autres espèces remarquables témoignent de cette richesse fragile. Près de l'étang du club de joute nautique , à la Vogelau, un pied isolé d'**ophrys abeille**, une orchidée aussi discrète que fascinante, a été observé. Quant au **trèfle porte-fraise**, espèce patrimoniale des pâtures, il ne se maintient plus que dans une unique station, au sein d'un pré fréquenté par des chevaux.

Ces plantes illustrent à la fois la richesse et la vulnérabilité de ces réservoirs de vie, et soulignent l'urgence de les préserver.

## Le patrimoine arboré et les géants de Schiltigheim

L'inventaire mené pour l'ABC a révélé une diversité insoupçonnée avec 119 essences ou variétés d'arbres différentes sur le ban communal.

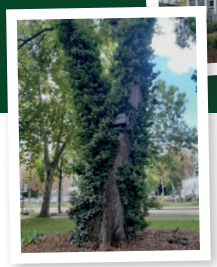
Il montre aussi que la diversité de nos arbres est plus fragile qu'il n'y paraît. Seules 27 espèces sont indigènes (originaires de notre région). La grande majorité est composée d'essences horticoles ou exotiques, souvent moins utiles pour nourrir notre faune locale.



### LE SAVIEZ-VOUS ?

La Collectivité Européenne d'Alsace reconnaît officiellement 5 arbres remarquables au cœur de notre ville*. Le Chêne pédonculé du Parc de la Résistance est le plus imposant, avec 26,7 mètres de haut pour 4,5 mètres de circonférence.

*Voir page 21 « Patrimoine naturel : le fil vert de notre histoire »







## La flore urbaine, ces herbes folles et rebelles du bitume

Face aux surfaces imperméabilisées, au manque d'espace et aux interventions humaines, la végétation doit souvent s'adapter à des conditions extrêmes et ruser pour exister.



Bryone blanche

Certaines se faufilent dans les moindres interstices, fissures, trottoir, pied de mur, entre deux dalles comme la **potentille argentée** ou la **bryone blanche** (***Bryonia alba***). Là où on ne voit qu'un peu de terre ou de poussière, elles trouvent de quoi germer, pousser et fleurir. Cette flore spontanée est souvent ignorée, voire arrachée. Elle est pourtant le symbole d'une nature résistante, capable de s'adapter à des conditions extrêmes.



À l'inverse, d'autres plantes souffrent de conditions trop « propres ». Les pelouses très tondues, uniformes, offrent peu de ressources. Derrière leur apparente verdure et propreté se cache une grande pauvreté biologique. Il a suffi de réduire la tonte sur certains gazons, comme ceux du campus du CNRS, pour voir réapparaître l'**orchis pyramidal**, une orchidée sauvage que l'on croyait disparue du cœur urbain.



L'**épipactis helléborine** (***Epipactis helleborine***) prouve que la nature sauvage peut s'épanouir au cœur même de nos zones d'activités. Elle pousse abondamment dans les haies ombragées entourant le lac de l'Espace Européen de l'Entreprise (EEE). Cette plante fascinante fleurit en été et parvient à se frayer un chemin jusque dans les trouées de peuplements denses de plantes envahissantes, comme le Solidage, démontrant une résilience remarquable.

Bien qu'elle soit tentante à observer de près, il est crucial de ne pas essayer de la transplanter dans vos jardins, car elle est incapable de survivre hors de son environnement naturel spécifique.

## Le Lierre grimpant (*Hedera helix*), un garde-manger vital

Particulièrement abondant à Schiltigheim, il est un élément fondamental des écosystèmes forestiers et urbains de la commune. Souvent mal-aimé, il joue pourtant des rôles écologiques irremplaçables.

Il offre du pollen en automne et des baies en hiver. En effet, quand la nature semble s'endormir, sa floraison très tardive (octobre-novembre) est alors une ressource alimentaire cruciale pour les insectes et les oiseaux. Il offre des sites de reproduction sécurisés pour les oiseaux et des cachettes pour les petits mammifères (chauves-souris, hérissons), les reptiles et une multitude d'invertébrés.



Par exemple, la **collète du Lierre** est une abeille sauvage de fin de saison. Elle est si spécialisée qu'elle dépend intégralement des floraisons du lierre pour nourrir ses larves et assurer sa survie.

Contrairement aux idées reçues, le lierre n'est pas un parasite. S'il utilise les arbres comme support pour s'élever vers la lumière, il possède ses propres racines au sol et ne prélève jamais la sève de son hôte. Il ne l'étouffe pas non plus. Au contraire, il peut protéger l'écorce des variations thermiques et des attaques de certains champignons.

# Les plantes de Schiltigheim, un trésor à protéger

L'équilibre de la flore schilikoise reste fragile face à l'urbanisation. Si la nature parvient à se faufiler partout, elle subit des pressions constantes qui menacent la survie des espèces les plus sensibles.

## Les espèces exotiques envahissantes sous surveillance

L'ABC a permis d'identifier 19 espèces végétales exotiques envahissantes qui progressent au détriment de la flore locale*. Parmi elles, la **renouée du Japon** et le **solidage géant** sont particulièrement présents le long des berges de l'Ill. Ils forment des massifs très denses, au point d'empêcher toute autre plante de pousser.

Le **buddleia**, souvent appelé arbre à papillons, peut sembler bénéfique à première vue, pourtant il s'agit d'un faux allié. S'il attire les papillons adultes, il ne permet pas aux chenilles de se nourrir, ce qui perturbe le cycle de vie des insectes locaux.

## Le défi de la fragmentation et de l'entretien

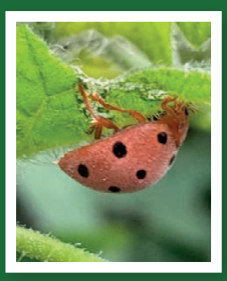
Deux obstacles majeurs freinent aujourd'hui la reconquête de la végétation.

D'une part, les espaces verts sont souvent isolés les uns des autres et fonctionnent comme des îlots. Sans continuité végétale, les graines et le pollen circulent difficilement, ce qui limite la capacité des plantes à se développer.

D'autre part, des pratiques d'entretien trop intensives, comme des fauches fréquentes, empêchent les plantes de monter en graines et de se maintenir dans le temps. Laisser davantage de place à la végétation spontanée constitue donc une clé importante pour préserver cette biodiversité.



*Voir p. 38 pour plus de détails sur d'autres espèces comme l'Ambroisie.*



## Accepter les « herbes folles », c'est rendre service à la biodiversité !

Pas besoin d'être expert·e pour aider la flore. Accepter quelques plantes spontanées au pied d'une clôture ou dans un coin de jardin, c'est offrir un refuge vital à la **coccinelle de la bryone** et à l'**andrène de la bryone**. Cette petite abeille sauvage dépend exclusivement de la **bryone blanche**, une plante grimpante très commune à Schiltigheim qui habille naturellement nos grillages.

# DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES ET DYNAMIQUES

## Reconnecter le territoire : relier les espaces naturels

L'Atlas de la biodiversité communale permet de mieux comprendre la nature présente à Schiltigheim et d'aider à orienter les futurs aménagements. Il met en évidence une biodiversité encore riche, mais fragilisée par l'urbanisation qui occupe aujourd'hui près de la moitié du territoire. L'enjeu est désormais de mieux relier les espaces de nature entre eux, afin de permettre aux espèces de circuler et de se maintenir. Pour cela, l'ABC identifie des corridors naturels qui pourront être protégées ou développées.

### La Trame Noire, redonner sa place à l'obscurité



À Schiltigheim, la nuit constitue un habitat vital pour de nombreuses espèces, mais cet équilibre est menacé par la pollution lumineuse. Les inventaires ont révélé que sur les 11 espèces de chauves-souris présentes, 5 évitent totalement la lumière. Pour ces animaux dits « lucifuges », un éclairage trop intense devient une barrière qui empêche leurs déplacements, fragmente leurs territoires de chasse et épuise les insectes dont ils se nourrissent.

La préservation des zones sombres formant une **« trame noire »**, notamment le long des berges de l'Ill, de l'Aar et des friches ferroviaires, est donc essentielle pour permettre à cette faune de circuler, de se nourrir et de se reproduire sans perturbation.

## Préserver les dernières zones humides

La gestion de l'eau représente un défi prioritaire pour stopper le déclin des espèces liées aux milieux aquatiques. La disparition historique des zones inondables et la canalisation des rivières ont fragilisé les populations d'amphibiens.

Pour favoriser la biodiversité, l'étude souligne l'intérêt de restaurer la **« trame bleue »** (réseau de milieux aquatiques), de recréer un réseau de petites mares et de zones humides urbaines, particulièrement dans le secteur de la Vogelau.

### Action phare

La Ville mène déjà des actions de renaturation et de restauration de zones humides dans certains secteurs de la commune, notamment avec la création en mars 2025 d'une mare à la Vogelau. L'équilibre écologique de cet espace naturel se construira progressivement au fil du temps et son évolution sera suivie.

Ces aménagements, en plus d'être des refuges pour la faune, participent à la capacité de la ville à faire face au changement climatique.

### Alerte sur les tritons

C'est l'un des constats les plus frappants de l'ABC. Alors que les quatre espèces de tritons alsaciens vivent à moins d'un kilomètre du ban communal, aucun individu n'a été observé à Schiltigheim.

Les tritons passent généralement le printemps et une partie de l'été dans les mares, étangs ou zones humides pour se reproduire. Le reste du temps, ils vivent sur la terre, dans des milieux frais et humides comme les haies, les bois ou les jardins. L'absence de ce petit amphibien, proche de la salamandre, témoigne d'une dégradation importante des zones humides en ville.

Pour espérer leur retour, l'enjeu prioritaire est de recréer un réseau de petites mares et de restaurer le caractère inondable des terres agricoles de la Vogelau.

## Faire cohabiter nature et ville

En ville, les espaces urbains sont aussi des lieux de cohabitation avec la nature qui peut contribuer à la qualité de vie et au bien-être. Les bâtiments anciens, avec leurs fissures et cavités, offrent encore aujourd'hui des abris à de nombreuses espèces comme les oiseaux ou les chauves-souris. Cependant, certaines rénovations énergétiques, lorsqu'elles rendent les bâtiments trop étanches, peuvent faire disparaitre ces refuges.

L'intégration de solutions favorables à la biodiversité dans les travaux de construction ou de rénovation permet de maintenir ces espèces au cœur des quartiers. Il s'agit par exemple de préserver ou recréer des espaces adaptés à la faune. Cette démarche repose sur la sensibilisation de l'ensemble des actrices et acteurs concernés, afin que jardins, façades et bâtiments puissent continuer à jouer un rôle de refuge pour la biodiversité urbaine.

### C'est quoi une ville résiliente ?

C'est une ville capable de s'adapter aux crises et aux changements, comme les événements climatiques extrêmes (canicules, inondations, sécheresses). Elle continue d'assurer son bon fonctionnement tout en protégeant ses populations, son environnement et ses ressources naturelles.

Elle limite ses vulnérabilités grâce à des aménagements durables, tels que la végétalisation des espaces urbains, une gestion durable des ressources en eau et la préservation des écosystèmes.



## Rester vigilant face aux nouvelles menaces

La surveillance des espèces exotiques envahissantes constitue un enjeu à la fois écologique et sanitaire pour Schiltigheim. L'arrivée de nouvelles espèces comme le **frelon asiatique**, la **fourmi Tapinoma** ou le **moustique tigre** perturbe les équilibres locaux et nécessite une vigilance collective.

La ville de demain doit ainsi concilier la protection de ses écosystèmes indigènes avec une adaptation nécessaire aux effets du changement climatique, en privilégiant la végétalisation et la déminéralisation des sols pour limiter les îlots de chaleur.

### C'est quoi un écosystème indigène ?

C'est un milieu naturel composé d'espèces présentes depuis longtemps dans une région, qui ont évolué ensemble et sont adaptées à leur environnement, formant un équilibre entre plantes, animaux, climat et sols. Ils sont généralement plus bénéfiques que les écosystèmes exotiques, car ils maintiennent un équilibre naturel, favorisent la biodiversité et limite les perturbations.

À l'inverse, des plantes, des animaux ou un milieu qui viennent d'une autre région du monde et qui n'étaient pas présents naturellement à cet endroit, peuvent déséquilibrer ces milieux en prenant trop de place ou en perturbant les interactions existantes.

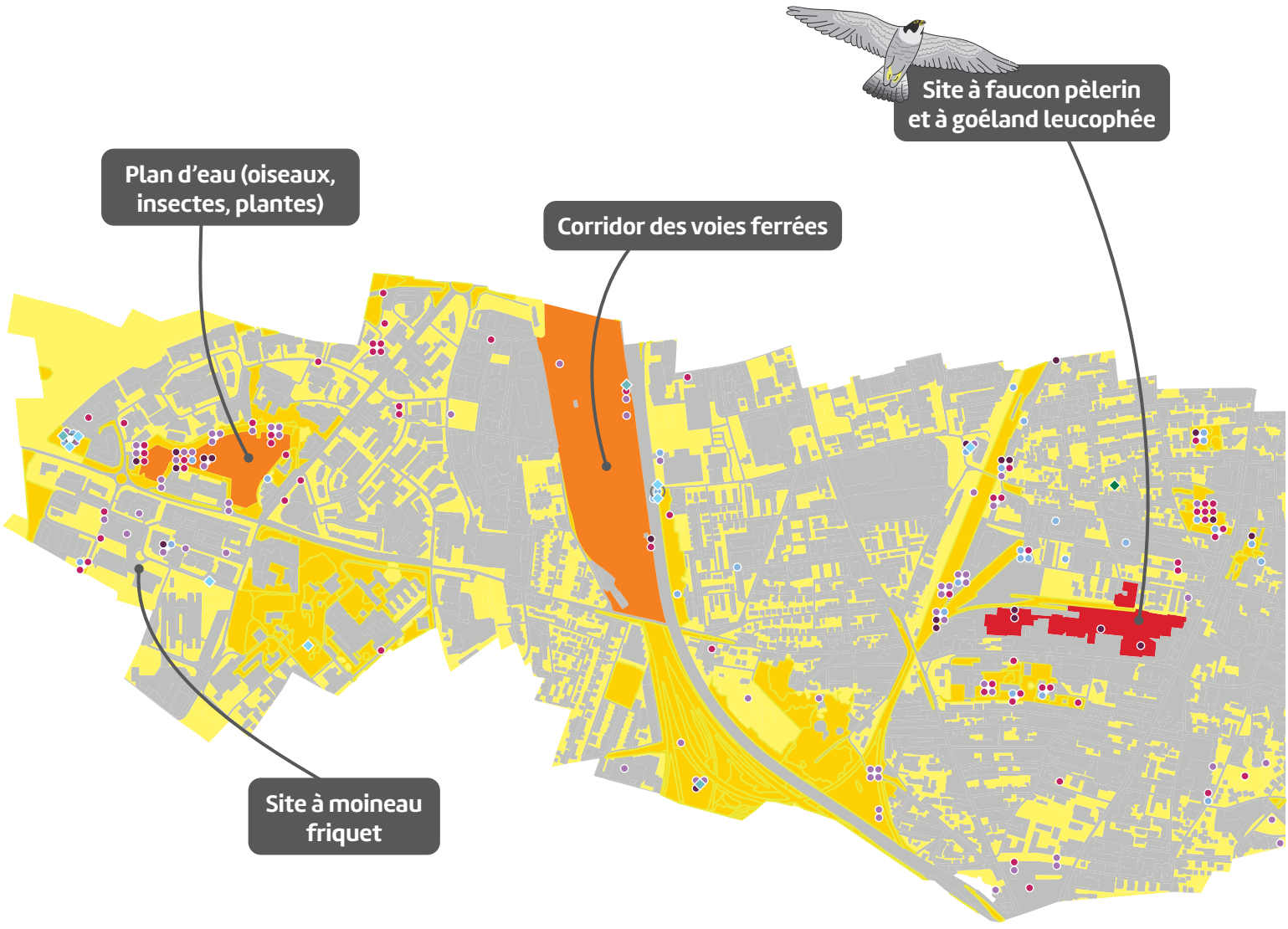


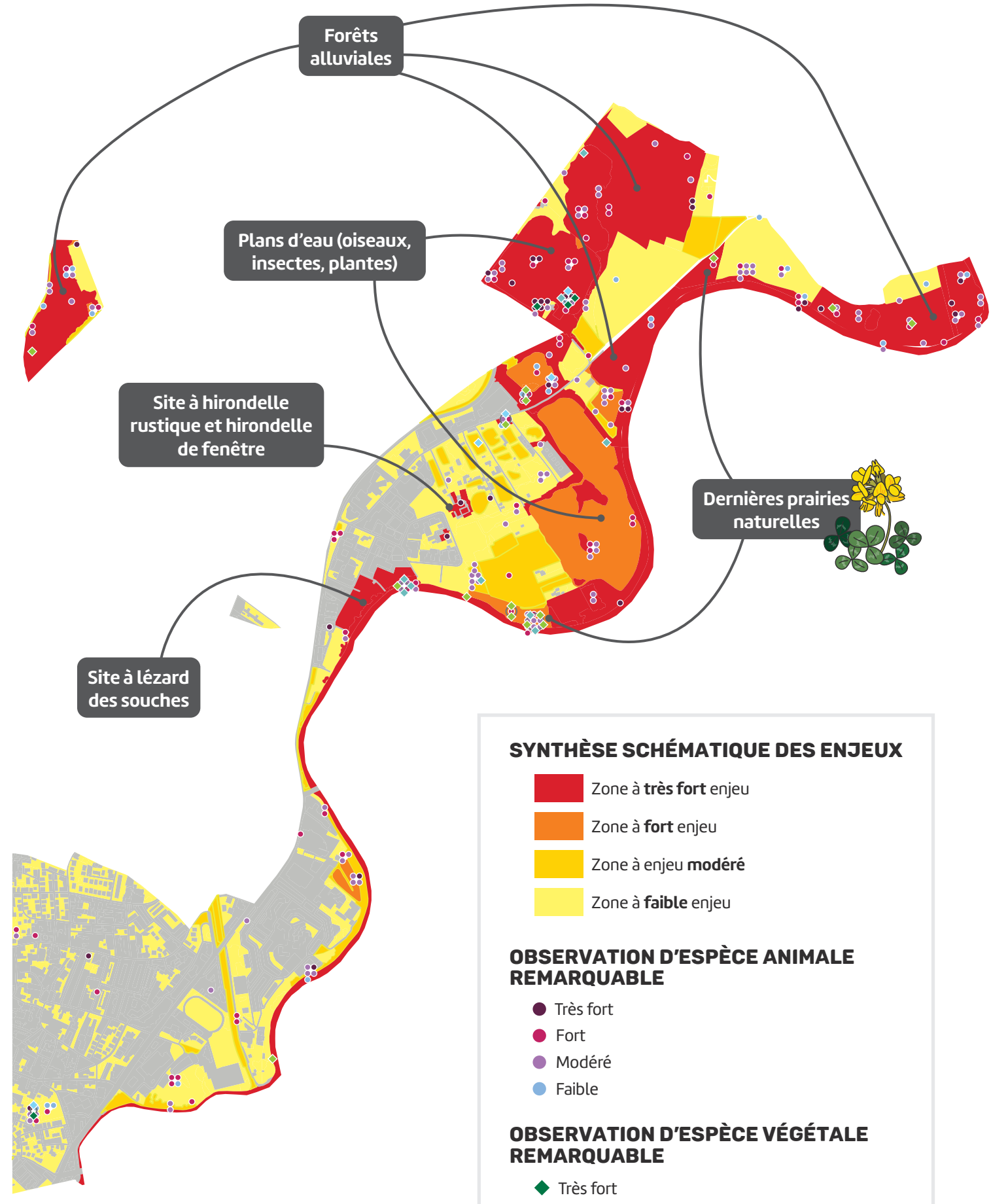
# LES PRIORITÉS POUR SCHILTIGHEIM, UNE BOUSSOLE POUR PROTÉGER NOS TRÉSORS NATURELS

**Où se cachent les trésors naturels les plus fragiles de Schiltigheim ?**

Plus qu'une image, cette carte est la synthèse de deux années de recherches intensives sur le terrain. Elle croise la qualité des milieux (habitats) avec la présence des 157 espèces d'exception recensées à Schiltigheim. Elle met en évidence les « cœurs sauvages » à préserver et les liaisons à restaurer, indispensables pour permettre aux espèces de circuler entre ces îlots de nature.

Schiltigheim présente plusieurs niveaux d'enjeux : les secteurs à **enjeu très fort** correspondent aux zones prioritaires, abritant des espèces menacées ou des milieux d'intérêt européen ; les **enjeux forts** concernent des espaces de grande qualité à l'échelle régionale ; les zones à **enjeu modéré** regroupent des espaces de nature plus ordinaire ou des zones tampons, permettant aux animaux de circuler et aux milieux naturels de rester connectés.




Forêts alluviales
Plans d'eau (oiseaux, insectes, plantes)
Site à hirondelle rustique et hirondelle de fenêtre
Dernières prairies naturelles
Site à lézard des souches
SYNTHÈSE SCHÉMATIQUE DES ENJEUX
Zone à très fort enjeu
Zone à fort enjeu
Zone à enjeu modéré
Zone à faible enjeu
OBSERVATION D'ESPÈCE ANIMALE REMARQUABLE
Très fort
Fort
Modéré
Faible
OBSERVATION D'ESPÈCE VÉGÉTALE REMARQUABLE
Très fort
Fort
Modéré
Faible
Fond : OSM – Cartographie 2025 T. DURR
Bureau d'études Ecolor

# LA GESTION DES ESPACES VERTS ET NATURELS SCHILIKOIS

À Schiltigheim, la nature n'est plus perçue comme un simple décor, mais comme une alliée essentielle pour la santé des habitants·es et l'adaptation au dérèglement climatique. Représentant près d'un quart du territoire communal, les espaces verts (parcs, jardins, friches, forêts) constituent un patrimoine vivant structurant.

Depuis plusieurs années, la Ville a engagé une transformation profonde de ses pratiques de gestion.

Déjà reconnue pour son engagement, elle se trouve aujourd'hui à un tournant stratégique.

L'Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) vient consolider ce socle en apportant une connaissance fine et opérationnelle, permettant d'orienter les choix futurs vers une trajectoire encore plus ambitieuse.

**25 % du territoire en espaces verts**

**11% du territoire en milieux boisés**

**36 agents formés à la gestion différenciée**

**Une labellisation « Commune nature » 3 libellules »**

**3 000 m² de prairie fleurie au Verger du Dinghof**

**Forêt sanctuaire de 55 arbres et 375 arbustes plantés en haies vives**

## Une équipe au service de la biodiversité

La transition écologique de la commune repose avant tout sur l'engagement et la montée en compétence des équipes municipales. Aujourd'hui, 36 agents ont été formés à la gestion différenciée des espaces verts. Concrètement, cela signifie que l'entretien est adapté aux besoins de chaque lieu. Là où la nature peut s'exprimer librement, la végétation est laissée en place, tandis que certains espaces restent entretenus pour répondre aux usages urbains, comme les espaces à proximité de l'Hôtel de ville qui restent fleuris.

Par exemple, pour certaines zones comme les boisements de la Vogelau à l'Est de la commune, la Ville fait le choix de la « libre-évolution ». On laisse la forêt vieillir naturellement pour permettre au bois mort d'abriter une multitude d'insectes et d'oiseaux forestiers.








## Schiltigheim, une « Commune nature »

Cet engagement a été reconnu en 2023 avec l'obtention de la distinction maximale « 3 Libellules » du dispositif « Commune Nature ». Aucun produit phytosanitaire n'est utilisé pour l'entretien des espaces publics, y compris dans les cimetières. Ce choix protège à la fois la santé des habitants·es et la qualité des eaux souterraines.

# Moins de béton, plus de vivant et de fraîcheur

Face au dérèglement climatique et aux enjeux de surchauffe urbaine, la municipalité multiplie les projets de déminéralisation pour favoriser l'infiltration des eaux de pluie, renforcer la présence du végétal et créer des îlots de fraîcheur en période estivale.

## Déminéraliser la ville, c'est quoi ?

La déminéralisation consiste à enlever ou remplacer les surfaces minérales et imperméables (comme le béton, l'asphalte ou les pavés) par des sols plus naturels, perméables et souvent végétalisés.

Cela permet de favoriser l'infiltration de l'eau, de réduire les températures en ville et de recréer des conditions plus proches d'un milieu naturel.



Plusieurs projets illustrent cette stratégie, comme la végétalisation de certains espaces minéralisés comme les cours de certaines écoles, les abords de la Médiathèque ou encore les espaces du projet ESPEX au quartier des Généraux (transformation des espaces publics et amélioration du cadre de vie).

Au-delà de leur fonction environnementale, ces espaces végétalisés participent à une évolution plus globale de l'espace public vers des aménagements plus sobres, plus résilients et favorables à la biodiversité. L'allée Hildegarde Von Bingen en est un exemple concret. *(voir page 20)*



D'autres projets sont révélateurs de l'engagement de la Ville pour lutter contre les dérèglements climatiques et l'appauvrissement de la biodiversité. Inaugurée en 2022 au Cimetière ouest, une **Forêt Sanctuaire** s'étend sur un demi-hectare.

Elle rassemble 55 arbres d'essences adaptées au réchauffement climatique, ainsi qu'une haie vive de 375 arbustes, favorisant la création d'un véritable écosystème où la nature évolue librement.

## Le verger communal du Dinghof : un espace de nature au cœur de ville

Créé en 2022, le **Verger du Dinghof** s'inscrit sur un site à forte valeur patrimoniale, abritant l'une des plus anciennes maisons alsaciennes de la ville. Ce projet collectif, qui aurait dû faire l'objet d'une opération immobilière, illustre une forte volonté de concilier préservation du patrimoine, biodiversité et sensibilisation.

Inauguré le 15 juin 2024 avec les associations locales engagées dans sa préservation, cet espace constitue aujourd'hui un écrin de verdure en cœur de ville, accessible à toutes et tous.

Le site a été conçu pour favoriser à la fois la biodiversité et la sensibilisation à l'environnement. Il comprend une prairie fleurie de 3 000 m², semée avec des graines labellisées « Végétal Local », adaptées aux conditions naturelles du territoire. Des arbres fruitiers d'origine alsacienne y ont été plantés, renforçant le lien avec le patrimoine régional.

Enfin, une « agora nature » pour des activités collectives et un jardin pédagogique ont été aménagés afin de servir de support à l'éducation à l'environnement, notamment pour les publics scolaires.



## La révolution du fleurissement



Consciente des enjeux écologiques et des coûts liés aux massifs floraux annuels, la Ville a engagé une transformation profonde de sa stratégie de fleurissement pour aller vers des aménagements plus durables.

Le recours aux fleurs annuelles, dont le cycle de vie ne dure qu'une saison, a été fortement réduit. Ce fleurissement éphémère est désormais concentré autour de la mairie, avec environ 5 000 plants et 13 700 bulbes, permettant de profiter d'un espace fleuri sur une grande partie de l'année tout en limitant les interventions.

La commune privilégie désormais les plantes vivaces et mellifères, mieux adaptées aux conditions locales et particulièrement favorables aux insectes pollinisateurs. Des espèces comme les sauges sont ainsi intégrées aux massifs en remplacement des compositions horticoles plus classiques.

Enfin, le végétal local est devenu une priorité. La Ville choisit désormais des essences issues du territoire, mieux adaptées au climat alsacien et plus utiles à la faune locale, renforçant ainsi l'équilibre écologique des espaces verts.



### Pourquoi réduire les plantes annuelles ?

Les fleurs qui ne poussent qu'une fois nécessitent beaucoup d'eau et d'entretien. Elles ont un intérêt écologique très limité pour la biodiversité et génèrent un coût d'entretien élevé. Les remplacer par des vivaces permet une gestion plus durable, plus économique et plus favorable à la biodiversité locale.

Afin d'offrir une seconde vie aux fleurs de la ville, des distributions de bulbes (tulipes ou narcisses par exemple) sont organisées à la fin du printemps. Les habitants·es ont juste à prévoir des contenants et un sac pour le transport.

## Accueillir la faune et préserver la nuit



La commune agit concrètement pour favoriser la présence de la faune en ville, notamment des espèces nocturnes. Entre 2019 et 2020, un réseau de gîtes a été mis en place avec l'installation de 80 nichoirs à chauves-souris sur l'ensemble du territoire communal.

La municipalité s'engage également dans la réduction de la pollution lumineuse en optimisant l'éclairage urbain. Certaines rues de l'Espace Européen de l'Entreprise sont désormais totalement éteintes la nuit, une mesure qui contribue à restaurer la « trame noire ».

Cette continuité d'obscurité est essentielle pour permettre aux animaux nocturnes de se déplacer, chasser et vivre sans perturbation.

# Un patrimoine arboré remarquable préservé

Schiltigheim dispose d'un patrimoine arboré ancien et remarquable, dont la gestion fait l'objet d'une attention particulière afin de concilier sécurité, santé des arbres et respect du vivant.

Chaque année, des contrôles sont réalisés sur l'ensemble des arbres pour repérer le bois mort et assurer la sécurité du public, tout en préservant au maximum les sujets en place. Les arbres les plus remarquables bénéficient de diagnostics spécifiques, avec des mesures précises de leur stabilité et de leur résistance au vent. Ces analyses, parfois complétées par des tests de traction, permettent d'éviter des abattages inutiles.

Les conditions de sol sont également améliorées grâce à la mise en place de paillage au pied des arbres, ce qui limite le tassement et favorise la vie biologique du sol. Enfin, dans certains secteurs, des plantations de sous-bois viennent enrichir leur environnement et soutenir le bon développement des arbres.






## Un hêtre pourpre protégé au Parc de la Résistance

Au parc de la Résistance, un hêtre pourpre remarquable a été pleinement intégré dans le réaménagement du site afin de protéger durablement ses racines. Des cheminements en bois ont été installés pour limiter le piétinement autour de l'arbre, tandis qu'une végétation de sous-étage a été mise en place pour enrichir son environnement naturel.

Une partie du site a également été confiée à une association locale afin de créer un jardin partagé, favorisant les usages collectifs et la vie de quartier. Certains murs ont été végétalisés grâce à des dispositifs adaptés permettant l'installation de plantes grimpantes, ce qui améliore à la fois l'intégration paysagère et la biodiversité en ville.

Depuis 2019, la Ville a pour objectif de développer la nature en ville sur son territoire et de planter davantage d'arbres. En partenariat avec des associations locales, elle a mené plusieurs chantiers participatifs de plantation sur les espaces verts et parcs de la ville. Dans le cadre du Budget participatif, des projets citoyens de création de forêts urbaines, selon la méthode Miyawaki, ont été soutenus comme au Parc des Oiseaux ou Place de Bourgogne dans le quartier du Marais.





## Une dynamique à consolider : L'ABC, une boussole pour aller plus loin

Forte d'une expertise déjà reconnue, Schiltigheim dispose désormais avec l'ABC d'un outil structurant pour franchir une nouvelle étape. Outil d'aide à la décision, il apporte une lecture scientifique du territoire, identifie les actions prioritaires et éclaire des stratégies de long terme en matière de biodiversité et d'aménagement.

L'enjeu est désormais de traduire ces orientations en actions concrètes afin de renforcer la résilience du territoire et d'inscrire durablement la nature au cœur du projet urbain.

### À retenir

- L'ABC n'impose pas d'actions, mais **aide à orienter et prioriser les choix publics**
- Il met en évidence **des secteurs et espèces à enjeux**
- Il permet de **mieux intégrer la biodiversité** dans la gestion et la planification des espaces

# LES ESPÈCES ENVAHISSANTES : DES FAUX AMIS À SURVEILLER

Qu'elles soient jolies, utiles ou d'aspect inoffensif, certaines espèces animales ou végétales originaires d'autres continents posent aujourd'hui de réels problèmes à Schiltigheim. Souvent introduites par les activités humaines (jardinage, transport de marchandises, animaux de compagnie...), une fois installées, ces « espèces exotiques envahissantes » prennent la place de nos espèces locales, accélèrent leur disparition et peuvent parfois impacter la santé et les activités humaines. Leur expansion est parfois favorisée par le changement climatique et, une fois installées, elles sont souvent difficiles à éliminer.

L'Inventaire national du patrimoine naturel (INPN) recensait 21 espèces envahissantes sur la commune en 2024.

Les observations menées dans le cadre de l'ABC montrent toutefois une situation en évolution. Les inventaires de terrain ont permis d'identifier **19 espèces végétales envahissantes**, tandis que de nouvelles espèces animales viennent petit à petit s'ajouter à la liste des espèces à surveiller.

### C'est quoi une espèce exotique envahissante ?

C'est une plante ou un animal introduit hors de son milieu d'origine, volontairement ou non. Dans ce nouvel environnement, l'espèce peut se développer rapidement, faute de prédateurs ou de maladies pour réguler sa population.

## Côté Flore : les conquérantes silencieuses

Certaines plantes, faute de prédateurs naturels, colonisent les milieux et étouffent la végétation d'origine. C'est le cas par exemple de :

- **La Renouée du Japon et le Solidage géant**
  Très présents sur nos délaissés et les berges de l'Ill, ils forment des massifs si denses que plus rien d'autre ne peut pousser dessous
- **Le Buddleia (Arbre aux papillons)**
  Bien qu'il attire les papillons adultes, il est un « faux ami ». Ses feuilles ne permettent pas aux chenilles de se nourrir, menaçant ainsi le cycle de reproduction de nos insectes locaux
- **L'Ambroisie**
  Cette plante colonise souvent les sols nus des chantiers. C'est un véritable enjeu de santé publique car son pollen est extrêmement allergisant pour la population





## Côté Faune : de nouveaux voisins encombrants

Certains animaux introduits perturbent l'équilibre fragile de nos écosystèmes urbains et aquatiques, par exemple :

- **Le Moustique tigre**
  Désormais bien installé en ville, il devient particulièrement nuisible en été et peut limiter les usages extérieurs. Il fait l'objet d'une surveillance accrue car il peut être vecteur de maladies
- **Le Frelon asiatique**
  Détecté à Schiltigheim en 2024, il représente une menace sérieuse pour nos abeilles domestiques et la biodiversité locale
- **Les Tortues de Floride**
  Abandonnées dans nos étangs (Ballastière, Vogelau), elles dévorent la faune aquatique locale et peuvent transmettre des maladies
- **L'Ouette d'Égypte**
  Cet oiseau coloré, de plus en plus familier dans nos parcs, entre en compétition avec nos espèces d'eau indigènes pour les sites de nidification comme le canard colvert ou la Chouette hulotte
- **La fourmi du genre Tapinoma**
  Signalée pour la première fois dans le Bas-Rhin à Schiltigheim en 2025, elle est capable de former des colonies géantes. Elle peut déloger nos fourmis indigènes et causer des désagréments aux habitants·es





## Agissons ensemble contre le moustique tigre !



Pour lutter contre le moustique tigre, il est essentiel de supprimer les eaux stagnantes autour des habitations (soucoupes, seaux, gouttières, récupérateurs d'eau non ou mal couverts), car il s'y reproduit. Une surveillance régulière et de simples gestes de prévention permettent de limiter fortement sa présence.



### Halte aux idées reçues !

Une mare en bon état écologique ne pullule pas de moustiques car elle abrite des prédateurs naturels (larves de libellules, dytiques, tritons, autres espèces...) qui s'en régalent.

## Que pouvons-nous faire ?

La lutte contre ces espèces est l'affaire de toutes et tous. Les habitants·es peuvent également contribuer en signalant certaines espèces. Quelques gestes simples permettent de limiter leur propagation :

- **Planter local**
  Préférez des essences indigènes (comme le Sureau noir ou le Prunellier) plutôt que des plantes exotiques
- **Ne rien relâcher**
  Ne libérez jamais d'animaux de compagnie (tortues, poissons tropicaux) dans les milieux naturels
- **Être vigilant au jardin**
  Supprimer les eaux stagnantes (soucoupes, pots) pour limiter la prolifération des moustiques tigres

Sureau



# AGIR EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ, L'AFFAIRE DE TOUTES ET TOUS

La préservation de la nature à Schiltigheim ne repose pas uniquement sur les parcs publics ou les forêts alluviales. Elle commence sur chaque balcon, dans chaque jardin privé et à travers les observations de chaque habitant. Protéger ce patrimoine, c'est garantir un air plus pur, des îlots de fraîcheur durant l'été et un cadre de vie apaisant. Voici comment chacun peut devenir, à son échelle, un gardien de la biodiversité schilikoise.

## Transformer son chez-soi en refuge pour le vivant



Même en ville, de petits aménagements peuvent transformer un espace minéral en une oasis de vie. Vous pouvez agir simplement en **arrêtant toute utilisation de pesticides ou d'engrais chimiques**, favorisant ainsi la santé des sols et des eaux souterraines. **Planter des essences locales**, comme l'aubépine ou le sureau, offre une nourriture de qualité aux oiseaux et insectes de notre région, avec lesquels ils ont évolué depuis des millénaires.

Ces aménagements permettent également de renforcer les continuités écologiques entre les différents espaces de nature en ville.



### Le bon geste : Moins tondre, c'est plus de vie dans nos jardins !

Pour aider la nature, l'un des gestes les plus efficaces est d'adopter la tonte tardive. En **évitant de tondre entre mars et fin août**, vous permettez aux fleurs de monter en graines et aux insectes de terminer leur cycle de vie.

Si vous devez tondre, essayez de **conserver une hauteur de 8 à 10 cm** : cela permet à de nombreux insectes de survivre au passage de la lame et préserve l'humidité du sol en période de sécheresse.

De la même manière, un **arrosage raisonné** est essentiel : arroser le matin ou le soir, au plus près des plantes, et privilégier la récupération d'eau de pluie permet de réduire la consommation d'eau potable.

La **gestion de l'eau** joue également un rôle essentiel. Limiter les surfaces imperméables, favoriser les sols végétalisés ou perméables et récupérer l'eau de pluie permettent de mieux infiltrer l'eau dans les sols, de limiter les ruissellements et de soutenir la végétation en période sèche. Ces pratiques contribuent aussi à réduire les risques d'inondation et à rafraîchir la ville lors des épisodes de forte chaleur.

### Le passage à hérisson, un petit trou pour une grande liberté

Le Hérisson d'Europe est un grand voyageur. Malheureusement, nos clôtures et grillages sont souvent des obstacles infranchissables qui le poussent vers les routes dangereuses. Un geste simple pour l'aider : **créez un petit passage de 13 cm sur 13 cm à la base de votre clôture**. Cela permet au hérisson de circuler en toute sécurité, loin des voitures, et de continuer à jouer son rôle de précieux auxiliaire pour votre jardin.

Dans un coin de jardin ou sur une terrasse, laisser un **tas de pierres** ou quelques **« herbes folles »** permet d'offrir un abri vital à une multitude d'habitants, comme les lézards, la coccinelle de la bryone, d'autres insectes et de petits mammifères. Enfin, **réduire vos éclairages extérieurs** nocturnes ou installer des détecteurs de mouvement aide à restaurer la tranquillité nécessaire aux chauves-souris et aux insectes nocturnes.

# Le bois mort : une source de vies insoupçonnée

Qu'il soit tombé au sol ou encore debout sous forme de « chandelle », le bois mort n'est pas un déchet, mais un véritable trésor pour la nature. Il fourmille de vie et constitue un maillon essentiel des équilibres écologiques de Schiltigheim. Dans certains secteurs comme les boisements de la Vogelau, la Ville fait le choix de la « libre-évolution ». On laisse la forêt vieillir naturellement et le bois mort rester sur place pour offrir un refuge aux espèces les plus spécialisées.

## Pourquoi est-ce si précieux ?

Le bois en décomposition sert à la fois de gîte et de garde-manger pour une multitude d'espèces :

- **Le bastion des insectes**
  Les insectes dits « saproxylophages » (mangeurs de bois mort) transforment cette matière pour la recycler dans le sol
- **L'hôtel des oiseaux et chauves-souris**
  Les pics y creusent leurs nids pour y trouver des larves, tandis que les chouettes et les chauves-souris profitent des cavités naturelles des vieux troncs
- **Le socle de la forêt**
  Les champignons, les mousses et les lichens s'y installent, participant à la création d'un sol riche et fertile



## Comment agir dans votre jardin ?

Vous aussi, vous pouvez devenir un allié de la biodiversité ! Au lieu de tout évacuer systématiquement : conservez un tas de branches ou de bûches dans un coin calme et ombragé. Ce micro-habitat deviendra un refuge 5 étoiles pour le Hérisson d'Europe, les coléoptères ou les crapauds.



## Ouvrir l'œil et partager ses découvertes





Observer la nature est déjà une action de protection. Les habitants·es peuvent participer activement à la connaissance de la biodiversité en partageant leurs observations. Pas besoin d'être une experte ou un expert !

Faciles à utiliser et accessibles, des outils permettent à chacun de devenir actrice et acteur de la protection de la nature, simplement en observant son environnement au quotidien :

- **Identifier en un clic**
  Des outils simples, comme les applications PlantNet ou ObsIdentify permettent d'identifier facilement les plantes, insectes ou autres espèces à partir d'une simple photo

- **Partagez vos observations toute l'année**
  Une fois l'espèce reconnue, il est possible de partager son observation sur des plateformes comme iNaturalist ou Faune Grand Est. Ces données sont ensuite utilisées par des scientifiques et des associations pour mieux connaître la biodiversité locale et suivre son évolution

### Des enquêtes locales !

La Ville et les associations locales lancent régulièrement des enquêtes ciblées sur des espèces symboliques de notre territoire. À travers des outils de sciences participatives proposés par l'Eurométropole de Strasbourg, vous pouvez aussi participer à l'observation des plantes en ville, recenser les insectes comme les bourdons, ou encore suivre la présence d'animaux tels que les oiseaux ou les chauves-souris.

*Plus d'infos sur les sciences participatives de l'Eurométropole de Strasbourg*



La plupart des données de cet ABC n'auraient pas pu être acquises sans l'aide des habitants·es, car les scientifiques n'ont pas accès aux jardins privés où se cache une grande partie de notre biodiversité. Chaque donnée compte !

## S'impliquer dans la protection de votre environnement

Agir pour la biodiversité, c'est aussi participer aux initiatives collectives qui font vivre Schiltigheim. La Ville encourage les démarches citoyennes comme la végétalisation des espaces publics ou les jardins partagés, qui renforcent les liens entre voisins tout en créant des corridors de verdure.

Vous pouvez également vous impliquer dans des projets emblématiques, comme le Verger du Dinghof, qui est à la fois un refuge pour la biodiversité et un lieu d'apprentissage autour de l'environnement et du patrimoine.





# Travaux de façade, rénover sans déloger : Attention aux espèces protégées !

Les travaux de façade, comme un ravalement ou une isolation, peuvent avoir un impact sur la faune qui utilise les bâtiments anciens comme refuge. Pour concilier rénovation et protection de la biodiversité, il est important d'anticiper les interventions et d'adopter des solutions simples permettant de préserver ces espèces tout en améliorant le bâti.

Comment réussir votre projet ?

- **Anticiper**
  Faites réaliser un diagnostic par un expert·e avant le début des travaux pour repérer d'éventuels nids
- **Choisir la bonne période**
  Évitez les travaux bruyants ou impactant les façades entre avril et août (période de nidification des oiseaux) ou en plein hiver (hibernation des chauves-souris)
- **Prévoir des alternatives**
  Intégrez des nichoirs directement dans votre nouvelle façade ou votre isolation. C'est une solution esthétique, peu coûteuse et très efficace pour maintenir la biodiversité au cœur de notre ville



## Besoin de conseils ?

Des structures spécialisées peuvent vous orienter avant vos travaux, notamment les associations naturalistes locales (LPO, GEPMA, etc.). Elles peuvent vous aider à identifier les espèces présentes et à adapter votre projet pour concilier rénovation et préservation de la biodiversité. Pour toute question réglementaire, vous pouvez également vous rapprocher des services de l'État compétents (DREAL).

## Vous souhaitez en savoir plus sur la biodiversité ou sur les gestes à adopter au quotidien ?

Rendez-vous sur ***ofb.gouv.fr*** ou encore sur ***biodiversite.grandest.fr*** ou consultez les brochures de l'Eurométropole :

**Guide de l'Eurométropole « Plantons local »**

**Guide du « Jardinage au naturel »**




**Guide « Espèces envahissantes sur le territoire de l'Eurométropole »**

# DANS LES COULISSES DE L'ATLAS

## Comment observe-t-on la nature ?

Pour recenser la biodiversité de Schiltigheim, les naturalistes ont mené 26 jours d'expertises intensives sur le terrain entre 2024 et 2025. Comme la faune est souvent discrète, nocturne ou craintive, les experts·es ont utilisé des technologies de pointe et des astuces d'enquêteurs pour ne rien manquer.

### Les pièges photographiques : l'œil invisible de la nuit



Pour déceler les mammifères les plus farouches, les scientifiques ont déployé des caméras automatiques munies de capteurs de mouvement. Placés le long de l'Ill ou dans les boisements de la Vogelau, ces boîtiers se déclenchent au passage d'un animal et prennent une série de photos ou une vidéo grâce à un éclairage infrarouge qui n'effraie pas la faune.

C'est grâce à cette méthode qu'une preuve de la reproduction du Castor d'Eurasie (un adulte filmé avec son petit) a pu être obtenue sur la commune.

### Les enregistreurs d'ultrasons : écouter l'inaudible

Les chauves-souris communiquent par ultrasons, des cris que l'oreille humaine ne peut pas entendre. Les experts ont donc posé des enregistreurs passifs sur différents sites comme les friches ferroviaires ou les parcs.

Ces appareils enregistrent en continu tous les sons émis durant la nuit. Les données sont ensuite passées au crible par un logiciel spécialisé (nommé TADARIDA) puis vérifiées manuellement par les experts·es pour identifier précisément chaque espèce.

### Les « tubes à empreintes » et indices de présence



Pour les petits animaux comme le Muscardin, les naturalistes utilisent des techniques insolites :

**Le tube à empreintes**
Un petit tunnel contenant du papier et de l'encre à base de charbon et d'huile. Attiré par un appât au beurre de cacahuète, l'animal laisse la trace de ses pattes sur le papier, signant ainsi sa présence.

**La recherche d'indices**
Souvent, il n'est pas nécessaire de voir l'animal pour savoir qu'il est là. Chercher des noisettes rongées d'une façon spécifique ou des troncs d'arbres écorcés permet de confirmer la présence du Muscardin ou du Castor.



### La prospection active : le regard du naturaliste

Enfin, rien ne remplace l'œil de l'expert·e. Les naturalistes parcourent la ville munis de jumelles pour les oiseaux, de filets d'entomologie (pour capturer, identifier puis relâcher les papillons et libellules) ou inspectent des plaques-refuges au sol pour trouver des lézards et des orvets.

# CONCLUSION

## Agir ensemble pour la biodiversité

L'Atlas de la Biodiversité Communale ne marque pas la fin d'une étude, mais le début d'une nouvelle ambition pour Schiltigheim.

Ces deux années d'inventaires ont révélé une grande diversité biologique au sein du tissu urbain. Des 157 espèces patrimoniales protégées ou menacées à la richesse de 142 espèces d'oiseaux, Schiltigheim s'affirme comme un territoire urbain à forte valeur écologique. Des friches ferroviaires méconnues aux « jungles tempérées » des forêts alluviales, ce patrimoine naturel n'est pas un simple décor, mais le socle vivant de l'identité de Schiltigheim et le garant d'une ville résiliente face au changement climatique.

La Ville de Schiltigheim s'inscrit désormais dans une démarche visant à mieux connaître son territoire pour agir de manière plus efficace et adaptée. Les résultats de l'ABC apportent des éléments concrets pour mieux adapter le territoire aux effets du changement climatique et aux enjeux écologiques. Les propositions d'actions issues du rapport technique seront étudiées et hiérarchisées afin de devenir de véritables outils opérationnels. Les données constitueront une base scientifique précieuse pour enrichir le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), et ainsi intégrer durablement la protection du vivant dans les règles d'aménagement et de construction.

La Ville agit déjà concrètement pour transformer les recommandations de l'ABC en actions sur le terrain. Une nouvelle mare a été créée à la Vogelau pour restaurer les milieux aquatiques et offrir un refuge aux amphibiens comme les tritons et les grenouilles. L'optimisation de l'éclairage urbain contribue déjà à préserver la vie nocturne et les continuités écologiques. Dès 2026, un réseau de nichoirs sera installé avec des associations locales sur les bâtiments de l'Espace Européen de l'Entreprise afin de protéger la dernière colonie de Moineaux friquets de l'agglomération, un symbole fort de la biodiversité locale. Ces actions concrètes illustrent une même ambition : mieux prendre en compte la nature dans l'aménagement du territoire et renforcer la place du vivant dans la ville.

La préservation de ce patrimoine naturel est l'affaire de toutes et tous. En restant attentifs à la nature qui vous entoure et en agissant dans vos jardins et vos quartiers, chacun·e contribue à faire de Schiltigheim une ville où nature et vie urbaine cohabitent en harmonie, pour le bien-être de toutes et tous.

## Remerciements

La réalisation de cet Atlas de la Biodiversité Communale est le fruit d'une mobilisation collective. La Ville de Schiltigheim tient à remercier chaleureusement toutes les actrices et acteurs qui ont contribué à la réussite de cette démarche :

- **L'Office Français de la Biodiversité (OFB)** pour son soutien financier et méthodologique dans le cadre de ce programme national
- **Le bureau d'études ECOLOR** pour l'expertise scientifique de ses naturalistes, la qualité des inventaires menés sur le terrain en 2024 et 2025, mais aussi l'accompagnement qu'il a pu apporter aux services municipaux
- **Les associations locales et partenaires (SINE, Alsace Nature, LPO Alsace, BUFO, GEPMA, Club Jardin et Biodiversité de l'EMS...)** pour leur partage de connaissances, leur aide précieuse dans le suivi des espèces sensibles et leur implication dans les animations
- **Les agents municipaux**, particulièrement le service Développement territorial pour le pilotage administratif, la coordination et l'animation du projet, ainsi que les équipes du service Espaces Publics et Naturels, pour leur engagement quotidien dans une gestion plus écologique de notre territoire
- **Les Schilikoises et Schilikois** qui ont participé aux sciences participatives, partagé leurs observations et ouvert les portes de leurs jardins. Leur contribution est le socle de la dynamique de connaissance partagée que nous souhaitons pérenniser

## Crédits photos

Photos et cartographies fournies par le bureau d'étude Écolor, sauf mention contraire et **couverture** : Photos ©AdobeStock • **Pages 2 & 7** : Images de fond ©A.Milloux • **Pages 8 & 9** : Moineau friquet ©Nicolas Macaire (LPO), Faucon pèlerin ©Christian Aussaguel (LPO), Hérisson d'Europe ©AdobeStock, Noctule commune ©Pascal Bellion (LPO) • **Pages 15** : ©A.Milloux et Ville de Schiltigheim • **Pages 23** : Hirondelle ©Pierre Matzke (LPO Alsace) • **Pages 38** : Renouée du Japon, buddleia et ambroisie ©Eurométropole de Strasbourg (Guide « Les espèces exotiques envahissantes »)

**Document imprimé sur papier recyclé.**


ATLAS
DE LA
BIODIVERSITÉ
COMMUNALE
schilick

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE130 - COMMUNICATION - RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PROGRAMME DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE DE L'ANNÉE 2025**

Rapporteur : Madame Sandrine LE GOUIC, Adjointe

Chaque année, la Caisse des écoles élabore un rapport d'activité sur le Programme de Réussite Educative (PRE) qui opère sur les deux communes de Schiltigheim et de Bischheim. Ce rapport annuel constitue un bilan qualitatif et quantitatif qui permet d'évaluer la mise en œuvre du dispositif.

En 2025, 304 enfants et jeunes ont bénéficié d'un parcours personnalisé adapté à leurs besoins dont 206 sur les quartiers Politique de la Ville (QPV) et 98 hors QPV. L'augmentation importante des bénéficiaires du dispositif est en lien avec son développement sur les quartiers hors Politique de la Ville, notamment sur le quartier Centre de Bischheim.

Les membres du Conseil sont invités à prendre acte de la communication du rapport d'activité du Programme de réussite éducative pour l'année 2025.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal
Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission du Continuum éducatif et du Bureau municipal,

**PREND ACTE** de la communication du rapport d'activité du PRE pour l'année 2025.

**Prend acte**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-3538-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



CAISSE DES ÉCOLES
schilick



# Rapport d'activité du Programme de réussite Éducative 2025

Caisse des écoles de la ville de Schiltigheim



schilick

Jardin des sciences
Université de Strasbourg

Fondation Ophéa
L'esprit solidaire, humain et responsable

régime local
d'assurance maladie
Alsace-Moselle

ACADÉMIE DE STRASBOURG
Liberté
Égalité
Fraternité

VILLE DE BISCHHEIM

ALSACE
Collectivité européenne

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf
du Bas-Rhin

anct
agence nationale
de la cohésion
des territoires

Foyer Moderne
de Schiltigheim

ALSACE
Habitat

# SOMMAIRE


## I. Mot de la Présidente .....02

## II. Introduction générale .....03

**A. Panorama général du Programme de Réussite Éducative (PRE).....03**

1. Le pilotage du dispositif .....03
2. L'étendue du territoire du PRE .....04
3. Les instances du PRE .....04
4. Le cadre d'intervention du PRE .....06
5. Les parcours du PRE .....07

**B. Zoom sur les chiffres de l'année 2025.....09**

1. Le Programme de Réussite Éducative en Quartier Politique de la Ville (QPV) .....09
2. Le Programme de Réussite Éducative hors Quartier Politique de la Ville (PRE Municipal) .....12

## III. Conclusion.....15




# I. Mot de la Présidente



*Sandrine Le Gouic, Adjointe à la Petite-Enfance, à la Parentalité, à l'Accès aux droits et à la Citoyenneté*

Les années passent, le Programme de Réussite Éducative de la Caisse des écoles de Schiltigheim continue de prouver son intérêt voire sa nécessité, ses avantages voire ses bienfaits.

La création du troisième Quartier Politique de la Ville a permis la prise en charge d'enfants qui bénéficiaient préalablement du PRE municipal, et ce grâce à l'aide de l'Etat, partenaire essentiel de la Ville.

Le PRE est un dispositif essentiel de soutien éducatif sur les territoires de Schiltigheim et de Bischheim : en 2025, 304 enfants ont pu être soutenus par nos 14 accompagnateurs, toujours motivés et engagés, ou ils sont pu participer à des ateliers de médiation animale, d'art-thérapie et d'autres activités qui permettent aux enfants de gagner en estime de soi, d'accéder à la culture et au sport notamment. Une nouvelle fois, je tiens à remercier chaleureusement toute l'équipe de la Caisse des écoles pour son travail riche et constant : chaque agent qu'il soit dans les bureaux ou sur le terrain a à cœur de mener à bien sa mission auprès des enfants et de leurs familles. Je salue leurs efforts quotidiens.

Je profite de ce rapport d'activités pour souligner la qualité du partenariat avec Bischheim, ville voisine et amie. Depuis plusieurs années maintenant, nous poursuivons ensemble le même dessein : celui de voir nos jeunesses grandir et s'épanouir dans les meilleures conditions.

Je rends hommage également à nos partenaires institutionnels et associatifs, essentiels et précieux, qui œuvrent à nos côtés avec les mêmes objectifs.

Enfin, je remercie tous nos financeurs : l'Etat tout d'abord qui permet le développement du PRE, la CAF, les bailleurs sociaux et la Régime local d'assurance maladie. Ce soutien sans faille et capital se traduit par trois conventions pluriannuelles d'objectifs signées avec l'Etat, la Caf et le Régime local, conventions qui garantissent la pérennité de nos actions et le bon fonctionnement du PRE schilikois.

« Il faut tout un village pour éduquer un enfant »
prône un célèbre proverbe africain.

# II. Introduction

Institué par la loi de Cohésion Sociale du 18 janvier 2005, le Programme de Réussite Éducative (PRE) est un dispositif majeur de la Politique de la Ville. Ce dispositif vise à offrir un accompagnement individualisé à des enfants de 2 à 16 ans qui ne bénéficient pas d'un environnement favorable à leur réussite. Il s'adresse à des enfants qui présentent des signes de fragilités dans les domaines scolaires, social, éducatif, culturel et sanitaire. Il concerne les enfants qui résident dans des quartiers qui relèvent de la Politique de la Ville (QPV) et/ou scolarisés dans des établissements situés en Réseau d'Éducation Prioritaire (REP).

La ville de Schiltigheim a mis en place le PRE en 2015. Le dispositif concernait à la fois des enfants de Schiltigheim et de Bischheim dans le cadre du Quartier Ouest intercommunal. Depuis sa mise en œuvre, le PRE s'est largement développé dans les deux communes et s'est élargi sur leurs quartiers hors Politique de la Ville également confrontés à des situations de grandes fragilités des enfants, des jeunes et de leurs familles.

## A. Panorama général du Programme de Réussite Éducative

### 1. Le pilotage du dispositif

#### *1) La Caisse des écoles*

Le 4 octobre 2016, par délibération du Conseil Municipal et conformément à l'article 15 de la loi du 10 avril 1867, la Ville de Schiltigheim a décidé de créer une Caisse des écoles pour porter le Programme de Réussite Éducative et le Projet éducatif local (PEL). Il s'agit d'un établissement public local. De par son statut juridique, elle est dotée d'une autonomie financière et administrative. Elle dispose ainsi de son propre budget et de sa propre instance délibérante, en l'occurrence, le Conseil d'administration.

Si à l'origine, les Caisses des écoles en France avaient pour vocation de faciliter la fréquentation des établissements scolaires, depuis la Loi de Programmation de la Cohésion Sociale du 18 janvier 2005 (Loi n° 2005-32, art. 128), les compétences des Caisses des écoles ont été étendues à des actions à caractère éducatif, culturel, social et sanitaire en faveur des enfants relevant de l'enseignement du premier et du second degré.

La Caisse des écoles est présidée par le/la Maire de la commune ou son/sa représentant(e). A Schiltigheim, Madame la Maire, Nathalie JAMPOC-BERTRAND, présidente de droit de l'établissement, a donné une délégation de fonction et de signature à Madame Sandrine LE GOUIC, adjointe à la Petite-enfance, à la Parentalité, à l'accès aux droits et à la Citoyenneté, pour présider la Caisse des écoles.

#### *2) L'équipe du Programme de Réussite Éducative*

En 2025, l'équipe du PRE se compose d'une directrice, d'une coordinatrice des dispositifs de réussite éducative et d'une assistante administrative. A cette équipe de trois administratives permanentes s'ajoutent quatorze agents sociaux mobilisés sur le terrain pour les accompagnements individuels à domicile. L'équipe des agents sociaux de la mairie est complétée par des professionnels de la Ligue de l'enseignement, l'un des prestataires de la Caisse des écoles pour le PRE. Chaque année, la Ligue de

l'enseignement met ainsi plusieurs accompagnateurs au service du PRE de Schiltigheim pour l'accompagnement de 12 enfants et jeunes.

## 2. L'étendue du territoire du PRE

Le Programme de Réussite Éducative opère sur les deux communes de Schiltigheim et de Bischheim et couvrent à la fois les quartiers relevant de la Politique de la Ville et ceux situés hors de la Politique de la Ville. L'élargissement du dispositif sur l'ensemble des quartiers des deux communes a donné naissance à deux types du PRE : le PRE du Contrat de Ville et le PRE dite « Municipal » :

| Quartiers | Date de mise en place | QPV/Hors QPV | QPV/Hors QPV |
|---|---|---|---|
| Ecrivains/ Maréchaux | 2015 | QPV | REP |
| Marais (est) | 2015 | QPV | REP |
| Centre | 2021 | QPV | Hors REP |
| Centre (PRE municipal) | 2019 | Hors QPV | Hors REP |

Schiltigheim

| Quartiers | Date de mise en place | QPV/Hors QPV | QPV/Hors QPV |
|---|---|---|---|
| Ecrivains | 2015 | QPV | REP |
| Guirbaden/Canal | 2015 | QPV | HORS REP |
| Centre (PRE Municipal) | 2021 | HORS QPV | Hors REP |

Bischheim

Depuis sa mise en place en 2015, le PRE s'est étendu sur l'ensemble des établissements scolaires des deux communes. Ce développement s'est accompagné par l'élargissement des moyens financiers pour la prise en charge individuelle des enfants via les accompagnements à domicile et la mise en place des actions collectives par le biais des ateliers. A noter que le PRE municipal (hors QPV/hors REP) est entièrement financé par les deux Villes tandis que le PRE QPV bénéficie à la fois des crédits de la Politique de la Ville (ANCT), de la participation de deux communes et d'autres financements (CAF, Régime local et Bailleurs sociaux).

## 3. Les instances du PRE

*1) L'Equipe Pluridisciplinaire de Soutien (EPS)*

Comme le PRE s'appuie sur la mise en réseau des partenaires du territoire, une Equipe Pluridisciplinaire de Soutien (EPS) est dédiée à chacun des 5 secteurs couverts par le dispositif. Son rôle consiste à traiter les demandes PRE, à définir le parcours des enfants dans le cadre du PRE ou à les orienter vers d'autres dispositifs, à décider de leur maintien ou de leur sortie du dispositif. La composition de l'EPS diffère d'un secteur à un autre. Selon le secteur, elle se compose de divers acteurs du territoire dont les champs d'interventions ont trait à tous les domaines de l'enfance et de la jeunesse : l'Education nationale, des travailleurs sociaux, des éducateurs en prévention spécialisée, des référents des centres sociaux culturels et sociaux familiaux et des chargés de l'accompagnements des familles.

**Composition des EPS selon les secteurs** :

**EPS de l'ouest (Ecrivains/ Maréchaux)**

**EPS de l'est (Marais)**

- La directrice de la Caisse des écoles
- L'Education nationale
- La Collectivité européenne d'Alsace (CEA)
- La Prévention spécialisée (JEEP)
- Le CSC Adolphe SORGUS (Marais) et le CSF Victor HUGO (Ecrivains/Maréchaux)

**EPS du Guirbaden/ Canal Bischheim**

- La directrice de la Caisse des écoles
- La chargée de l'accompagnement des familles de la ville de Bischheim
- L'éducateur sportif (Bischheim/Schiltigheim)
- L'Education nationale
- La Collectivité européenne d'Alsace (CEA)
- La Prévention spécialisée (OPI)
- Le CSC du Guirbaden

**Centre Schiltigheim (PRE QPV+PRE Municipal)**

- La coordinatrice
- L'Éducation nationale
- La Collectivité européenne d'Alsace (CEA)

**Centre Bischheim (PRE Municipal)**

- La coordinatrice
- La chargée de l'accompagnement des familles de la ville de Bischheim
- L'Éducation nationale
- La Collectivité européenne d'Alsace (CEA)

Du fait de leur connaissance du public ciblé, les partenaires participent à la définition d'un accompagnement adapté pour l'enfant et sa famille et constituent un relais pertinent à la fin de l'accompagnement PRE. L'EPS apporte un soutien à l'équipe PRE pour élaborer un diagnostic de situation et construire un parcours pour les enfants et les jeunes suivis dans le dispositif. Les situations sont traitées le plus souvent de manière anonyme ou, conformément à la charte signée par tous les participants, sur le principe du secret partagé.
Les membres de l'EPS se réunissent quatre à cinq fois pendant l'année à la fois pour traiter les nouvelles demandes et pour suivre les situations en cours d'accompagnement.  En 2025, il y a eu 21 EPS sur tous les quartiers confondus. En outre, une fois par an, l'ensemble des EPS des cinq secteurs se rencontre pour un moment de bilan qui permet d'évaluer l'année écoulée et de croiser les regards sur les thématiques communes.

*2) Le Conseil consultatif de la réussite éducative (CCRE)*

Il s'agit d'une instance qui émet un avis sur toutes les questions relatives au Programme de Réussite Éducative. Elle évalue les actions et propose au Conseil d'administration la répartition des crédits affectés au PRE. Cette instance se réunit une à deux fois par an.

**D'autres instances :**

En dehors de ces deux instances, le PRE de Schiltigheim fait partie du réseau du Grand-Est de la Réussite Educative piloté par l'Observatoire Régionale de l'Intégration et de la Ville (ORIV) et du réseau de l'Association Nationale de Acteurs de la Réussite Educative (ANARE). En outre, le PRE de Schiltigheim est membre du Réseau Français des Villes Educatrices (RFVE). L'adhésion du PRE de Schiltigheim à l'ensemble de ces réseaux permet des rencontres annuelles avec les acteurs de la réussite éducative. Ces échanges sont très riches en enseignements et permettent de faire évoluer les pratiques professionnelles en matière de réussite éducative.

## 4. Le cadre d'intervention du PRE

Le Programme de Réussite Éducative (PRE) a pour objectif de favoriser l'égalité des chances pour les enfants et les jeunes (2-16 ans) et de soutenir leurs parents dans leur rôle éducatif. Il a pour objectif de proposer une réponse personnalisée aux enfants en difficulté en tenant compte de leur environnement social et familial et en impliquant leurs parents dans toutes les étapes du parcours PRE. A ce titre, elle met en œuvre de nombreuses actions qui visent à favoriser le bien-être et l'épanouissement des enfants et de leurs familles. Le dispositif prend en charge des enfants et des jeunes qui rencontrent des difficultés dans les cinq domaines suivants :

- La réussite scolaire
- L'ouverture culturelle
- L'ouverture sportive
- La santé physique et mentale
- Le soutien à la fonction parentale

## 5. Le parcours du PRE

Le Programme de Réussite Éducative est défini comme étant un « parcours » afin de prendre en compte la notion de l'évolution de l'enfant et du jeune. Ce parcours se compose de plusieurs étapes et de différents types d'accompagnements.

### *a) Les étapes du parcours :*

**L'entrée dans le dispositif** : cette étape commence avec la signature du contrat par l'enfant/jeune et ses parents à la Mairie. Lors de cette rencontre, la coordinatrice explique le type de parcours proposé et rappelle les engagements de chaque partie.

**Le bilan de mi-parcours** : au bout de 6 à 8 mois d'accompagnement, la coordinatrice sollicite l'EPS pour un bilan sur la situation de l'enfant ou du jeune. Elle fait part à l'EPS des observations de l'équipe PRE et les compare avec le retour des professionnels en lien avec l'enfant/jeune et sa famille (enseignant, assistante sociale, éducateur spécialisé, ...).
Ce bilan permet à l'EPS de décider de :
- la poursuite de l'accompagnement, avec ou sans changement du type de suivi,
- sa mise en veille pour un certain temps, en cas de difficulté d'adhésion de la part de l'enfant et/ou des parents,
- la sortie du bénéficiaire du dispositif, si les objectifs sont atteints ou si les difficultés nécessitent d'orienter l'enfant vers un autre dispositif plus adapté.

**La fin du parcours** : si besoin, la sortie du dispositif s'accompagne par l'orientation de l'enfant/jeune et de sa famille vers un relais du droit commun.

### *b) Les types de parcours :*

Les enfants inscrits au PRE bénéficient d'un parcours individualisé qui répond à leurs besoins spécifiques. Ce parcours comprend soit un suivi individuel à domicile avec un professionnel agent de la ville, soit un suivi en atelier collectif, soit un suivi avec une psychologue. A ces deux suivis, s'ajoutent plusieurs actions d'ouverture sur le monde. A noter que le parcours proposé nécessite l'adhésion de l'enfant et de ses parents qui doivent être acteurs du suivi tout au long de la durée du contrat.

#### *1) Le suivi individuel à domicile*

Le suivi individuel à domicile se déroule une fois par semaine pendant une heure avec un professionnel désigné par la coordinatrice du PRE. L'accompagnateur propose à l'enfant/jeune une aide pour ses devoirs, son organisation du matériel et sa méthode de travail. Il/elle utilise une approche ludique par le biais du jeu pour favoriser les apprentissages. Il observe l'environnement de l'enfant, sa relation avec ses parents et sa place dans la fratrie afin de pouvoir considérer l'ensemble des éléments qui peuvent jouer un rôle dans l'évolution de l'enfant. Cet accompagnement est basé sur la confiance, élément essentiel pour le bon déroulement de suivi avec l'enfant/jeune et sa famille. Le respect de l'intimité de la famille et la discrétion sont primordiaux pour établir cette relation de confiance. Le suivi à domicile est également basé sur la souplesse des professionnels. L'emploi du temps de l'enfant/jeune étant susceptible d'évoluer au cours du parcours, les professionnels doivent savoir s'adapter pour faciliter l'organisation de la famille.

### *2) Le suivi en ateliers collectifs*

Certains enfants orientés vers le PRE ont des difficultés qui nécessitent un accompagnement en atelier collectif. En fonction des problématiques repérées lors de la demande, l'EPS peut recommander un suivi dans l'un des ateliers suivants :

1. Atelier d'aide aux devoirs pour les collégiens
2. Atelier « Lecture et écriture » pour les élémentaires
3. Atelier d'Art thérapie pour les élémentaires
4. Atelier de « Médiation par l'animal » pour les primaires
5. Atelier du chant pour les élémentaires
6. Atelier Brain Gym pour les élémentaires
7. Atelier « Sport et parentalité » pour les élémentaires et les collégiens

### *3) Les permanences avec une psychologue*

Dans le but de répondre à des problématiques en lien avec la santé mentale des enfants et des jeunes, la Caisse des écoles a développé un partenariat avec une psychologue spécialisée dans le soutien à la parentalité. La psychologue reçoit de façon individuelle des parents dont les enfants présentent des difficultés qui relèvent de la santé mentale. Elle élabore un pré-diagnostic pour pouvoir orienter la famille vers les professionnels de santé adaptés. C'est une action préventive qui n'a pas pour vocation d'établir un diagnostic final ni de délivrer des soins. L'écoute attentive et sans jugement de la psychologue crée un climat de confiance qui libère la parole des parents et permet de dénouer des situations parfois anciennes de conflit familial, de mal-être suite à un deuil de phobie scolaire ou d'un trouble non repéré. Ce suivi se déroule tous les jeudis matin (de 9h à 12h), hors vacances scolaires. Ainsi, chaque semaine, deux à trois parents sont reçus durant cette matinée.

### *4) Les actions d'ouverture sur le monde*

L'ouverture sur le monde étant un élément essentiel à la réussite des enfants et des jeunes, les enfants suivis dans le cadre du PRE bénéficient de plusieurs actions qui visent à favoriser leur bien-être et leurs épanouissements, à savoir:

1. Sorties à la piscine de Schiltigheim
2. Séances à la Cab'Anne des créateurs
3. Bons de livres pour le Salon « Schilick on Carnet »
4. Visites au Vaisseau
5. Séances au Planétarium du Jardin des Sciences
6. Inscription à l'école de Musique et de Danse de Bischheim
7. Sorties dans les parcs et jardins de l'Eurométropole
8. Sorties aux bibliothèques, aux médiathèques et aux musées de l'Eurométropole
9. Visites des lieux culturels (ex : visite de la Cathédrale)
10. Visites des expositions artistiques (ex : exposition oursitodes, expositions au 5ème lieu)
11. Spectacles des contes (ex : spectacles des conteuses de l'association
12. « La Ruche aux mots »...)

Les enfants sont accompagnés par les agents sociaux lors de ces sorties. Les parents sont souvent associés afin de les inciter à reproduire ces activités en dehors du temps PRE. Les frais de déplacement de l'enfant inscrit au dispositif est pris en charge par la Caisse des écoles.

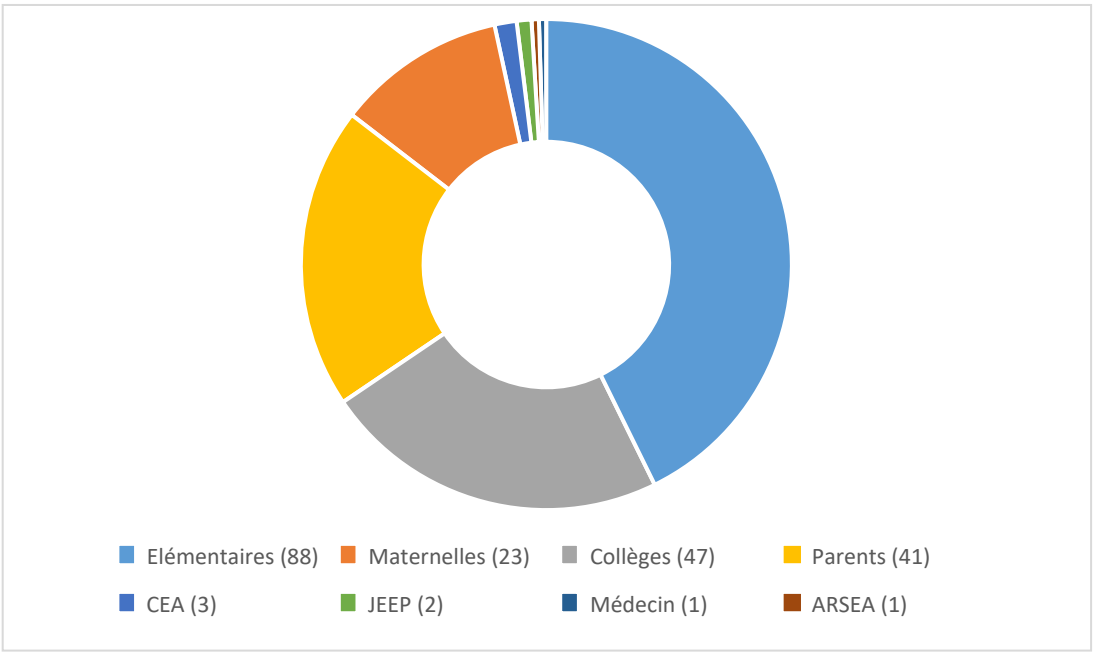
## B. Zoom sur les chiffres de l'année 2025

### 1. Le Programme de Réussite Éducative en Quartier Politique de la Ville (QPV)

*1) Actions PRE en 2025*

| Actions | Nombre de bénéficiaires |
|---|---|
| Accompagnements individuels à domicile | 91 |
| Soutien à la parentalité | 12 |
| Coordination des situations en veille | 11 |
| Suivi en médiation interculturelle | 11 |
| Atelier d'aide aux devoirs pour des collégiens | 12 |
| Atelier « Lecture et écriture » pour les élémentaires | 9 |
| Atelier d'Art thérapie pour les élémentaires | 6 |
| Atelier de « Médiation par l'animal » pour les primaires | 7 |
| Atelier de chant pour les élémentaires | 6 |
| Atelier « Sport et parentalité » élémentaires & collégiens | 5 |
| Livres à soi | 3 |
| Brain gym | 6 |

*2) Provenance des demandes*




L'Éducation nationale, notamment les écoles élémentaires, demeure le partenaire qui oriente le plus d'enfants vers le dispositif du PRE.

### 3) *Motifs d'orientation*

| Motifs | Nombre d'enfants |
|---|---|
| Difficultés d'apprentissage | 123 |
| Risque de décrochage scolaire | 3 |
| Ouverture culturelle et sportive | 50 |
| Sociabilisation | 14 |
| Santé mentale et psychologique | 35 |
| Soutien à la parentalité | 20 |
| Problèmes de comportement | 16 |
| Langue française | 39 |

À noter :
Avec l'arrivée sur les deux Villes de plusieurs familles réfugiées, il y a eu une forte demande de suivi scolaire pour la langue française et l'ouverture sur le monde.

### 4) *Nombre des bénéficiaires par EPS et par commune*

| EPS/Commune | Bénéficiaires | Nouvelles demandes | Refus | Sortie |
|---|---|---|---|---|
| EPS OUEST Schiltigheim | 67 | 35 | 2 | 26 |
| EPS OUEST Bischheim | 20 | 9 | 1 | 10 |
| EPS de l'EST/ Marais Schiltigheim | 75 | 35 | 4 | 38 |
| EPS du Centre QPV Schiltigheim | 28 | 15 | 1 | 11 |
| EPS du Guirbaden/Canal Bischheim | 13 | 8 | 1 | 5 |
| TOTAL | 206 | 102 | 9 | 90 |

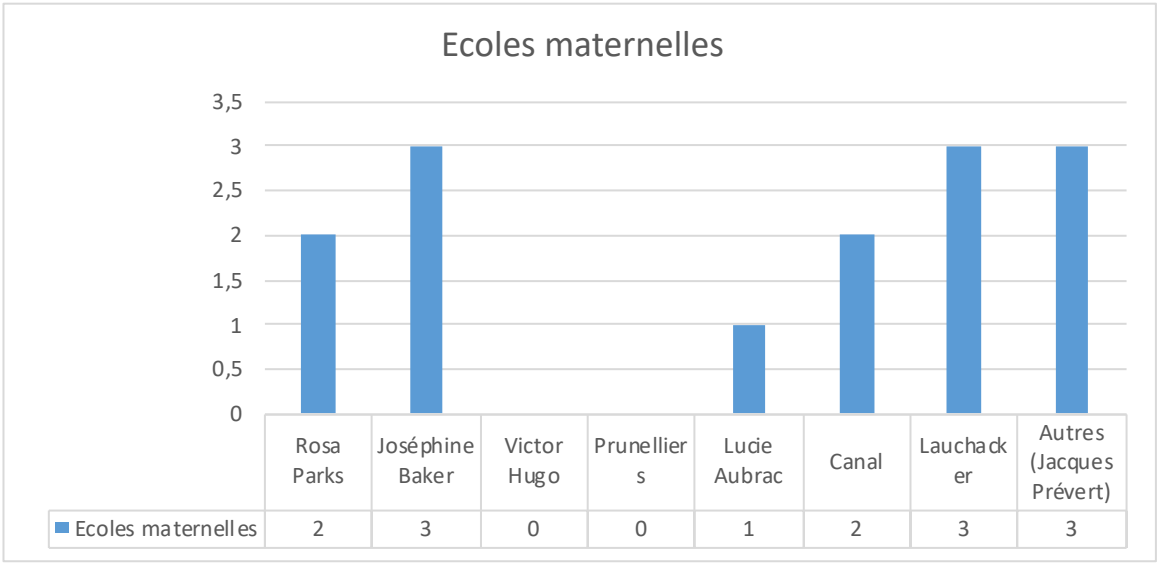
Durant l'année 2025, le nombre des bénéficiaires du PRE sur les QPV est de 206 enfants et jeunes (181 en 2024).

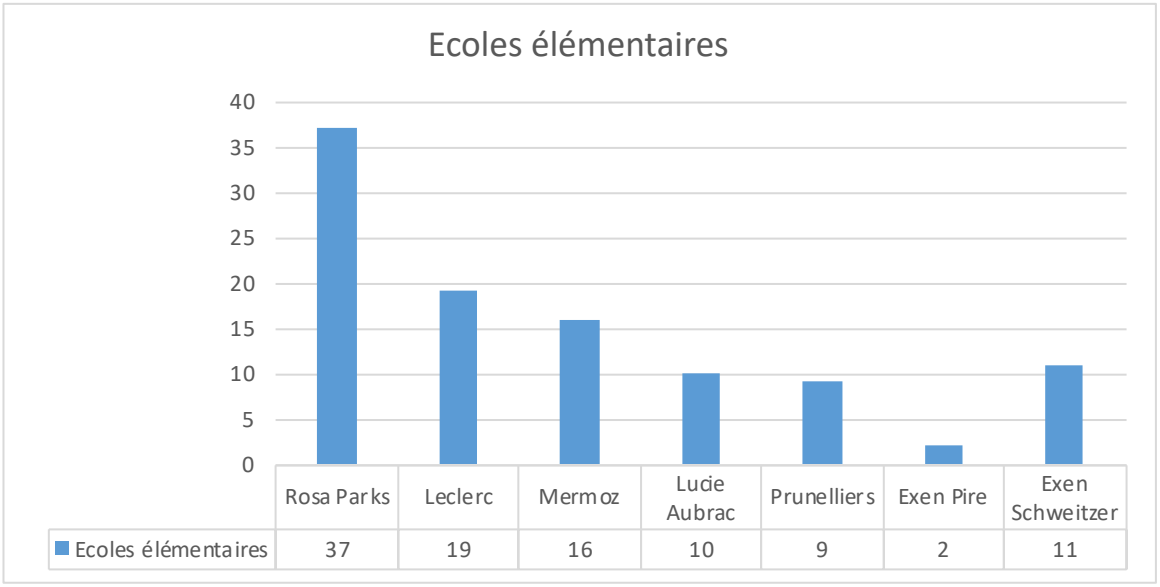
### 5) Répartion par âge et par genre

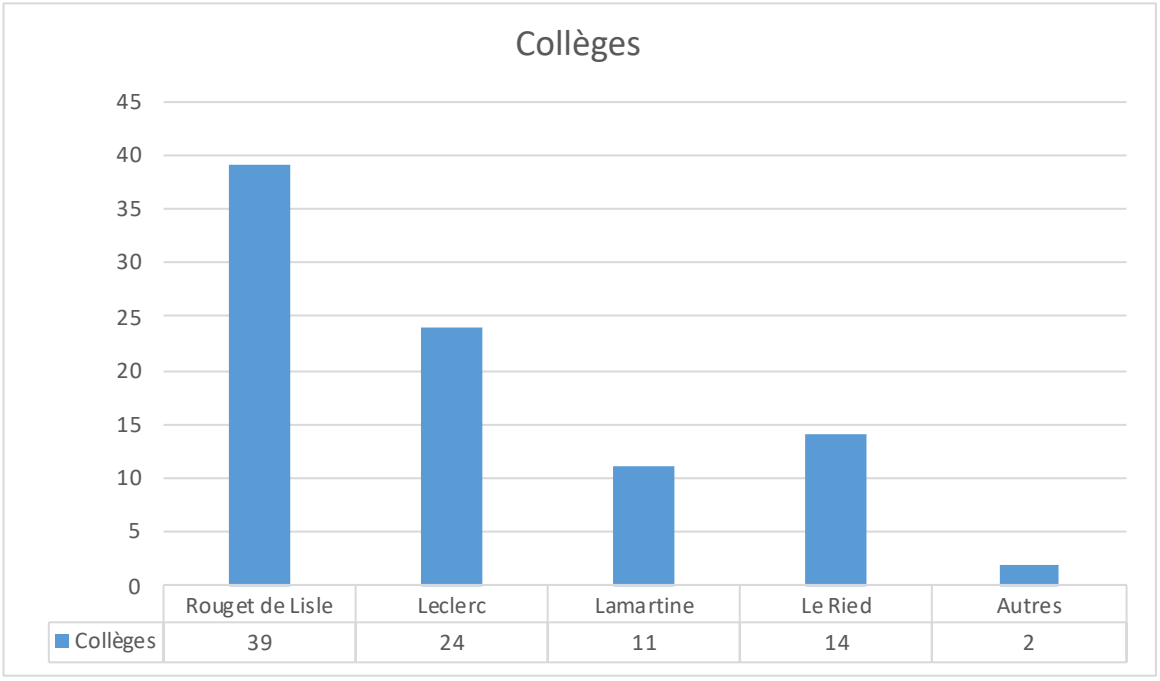
| Âge | Fille | Garçon | Total |
|---|---|---|---|
| 0-5 ans | 3 | 7 | 10 |
| 6-15 ans | 90 | 102 | 192 |
| 16-17 ans | 2 | 2 | 4 |

Comme pour les années précédentes, les garçons semblent être plus touchés par les fragilités socio-éducatives que les filles.

## 6) *Répartition des enfants par type d'établissements scolaires*



*7) Les orientations et relais*

Lorsque le suivi PRE prend fin, l'équipe pluridisciplinaire s'assure que l'enfant reste dans la dynamique impulsée par l'accompagnement.

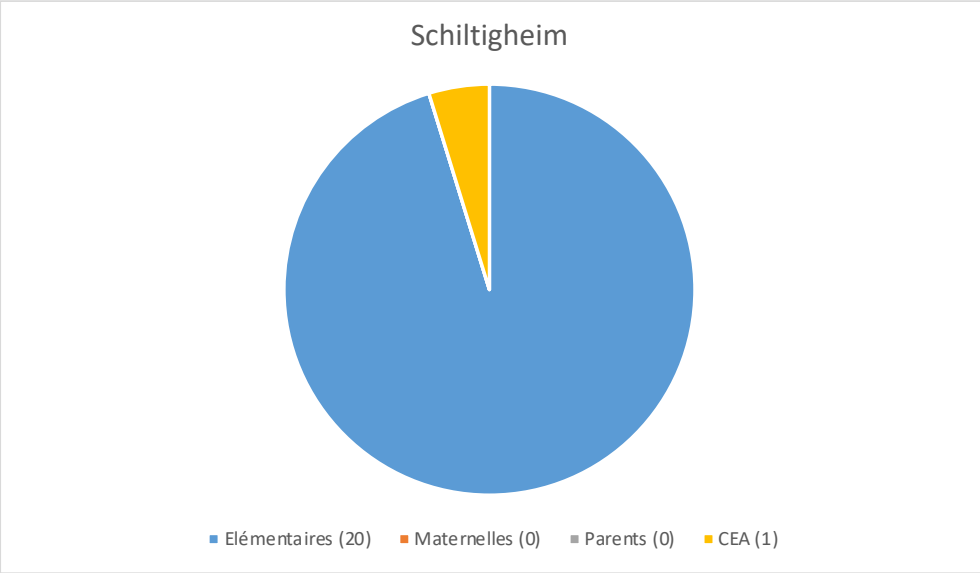
| | |
|---|---|
| AED (Aide Educative à domicile) | 4 |
| Protection de l'enfance | 1 |
| JEEP | 10 |
| CSP Victor Hugo | 1 |
| Centre socio-culturel du Marais | 4 |
| EPSAN | 1 |
| ASTU | 4 |
| Ortophoniste | 2 |
| PMI | 1 |
| CLAS | 7 |
| Cellule de veille (collège) | 3 |
| MDPH | 1 |
| IETP | 1 |
| PAEJ | 1 |
| LATI | 1 |
| PRE de Strasbourg | 1 |

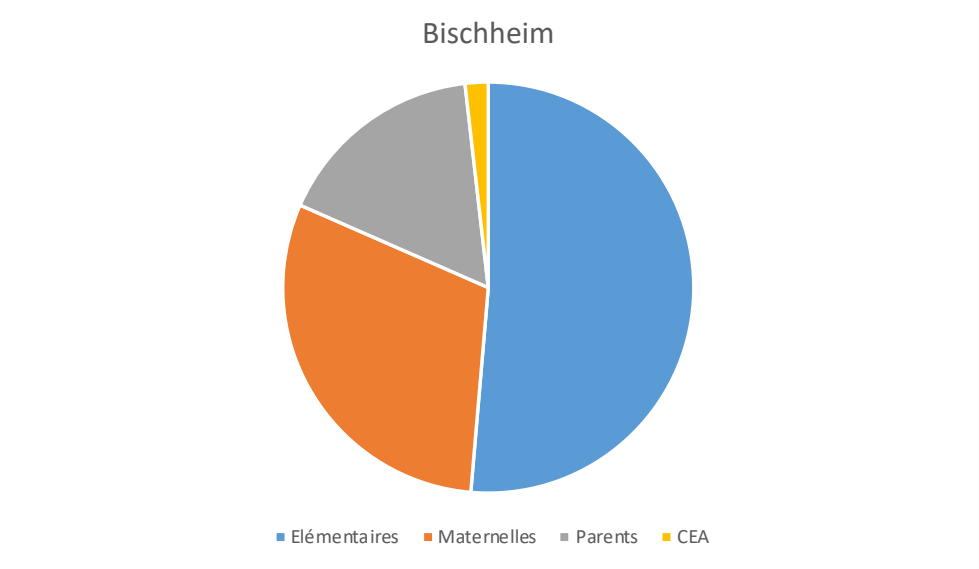
## 2. Le Programme de Réussite Éducative hors Quartiers Politique de la Ville dénommé « PRE Municipal »

*1) Actions PRE Municipal en 2025*

| Actions | Nombre des bénéficiaires |
|---|---|
| Accompagnements individuels à domicile | 35 |
| Soutien à la parentalité | 14 |
| Coordination des situations en veille | 9 |
| Suivi en médiation interculturelle | 8 |
| Atelier « Lecture et écriture » pour les élémentaires | 2 |
| Atelier d'Art thérapie pour les élémentaires | 6 |
| Atelier de « Médiation par l'animal » pour les primaires | 4 |
| Atelier de chant pour les élémentaires | 3 |
| Atelier « Brain Gym » | 2 |
| Atelier « Sport et parentalité » pour les élémentaires et les collégiens | 1 |
| Ateliers de Musique ou de danse | 5 |

*2) Provenance des demandes :*




*3) Motifs d'orientation sur les deux Villes*

| Motifs | Nombre d'enfants |
|---|---|
| Difficultés d'apprentissage | 43 |
| Ouverture culturelle et sportive | 29 |
| Sociabilisation | 6 |
| Santé mentale et psychologique | 15 |
| Soutien à la parentalité | 12 |
| Problèmes de comportement | 6 |
| Développementde la langue française | 24 |

### 4) *Nombre des bénéficiaires par EPS et par Commune*

En 2025, le nombre d'enfants suivis sur le secteur du Centre de Bischheim a augmenté considérablement passant de 37 enfants en 2024 à 69 enfants en 2025.

| EPS/Commune | Bénéficiaires | Nouvelles demandes | Refus | Sortie |
|---|---|---|---|---|
| Centre Schiltigheim | 29 | 10 | 0 | 13 |
| Centre Bischheim | 69 | 42 | 8 | 21 |
| TOTAL | 98 | 52 | 8 | 34 |

### 5) *Répartion par âge et par genre*

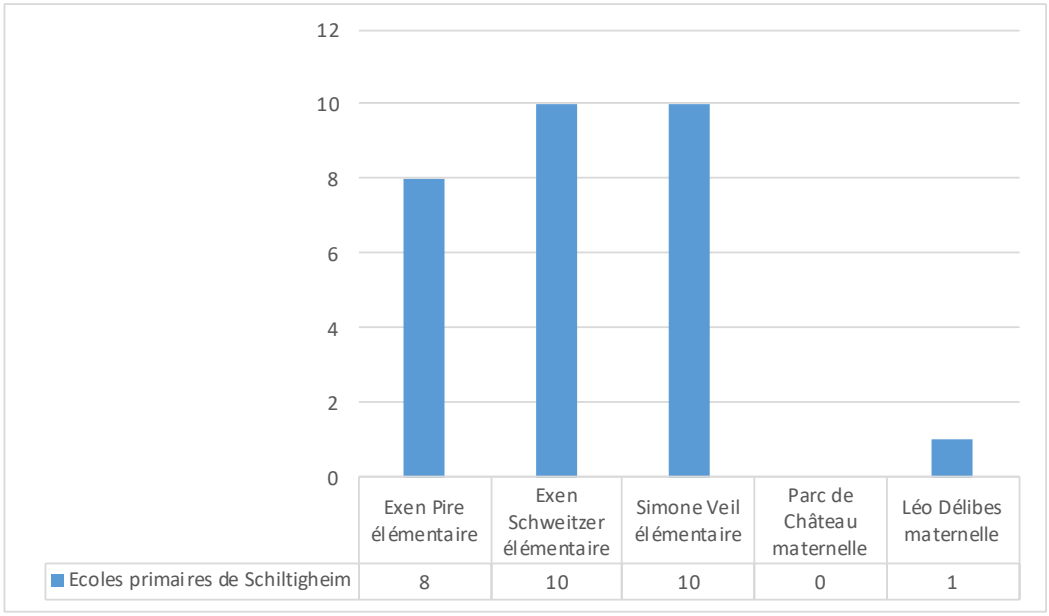
Schiltigheim

| Age | Fille | Garçon | Total |
|---|---|---|---|
| 0-5 ans | 1 | 0 | 1 |
| 6-15 ans | 11 | 17 | 28 |

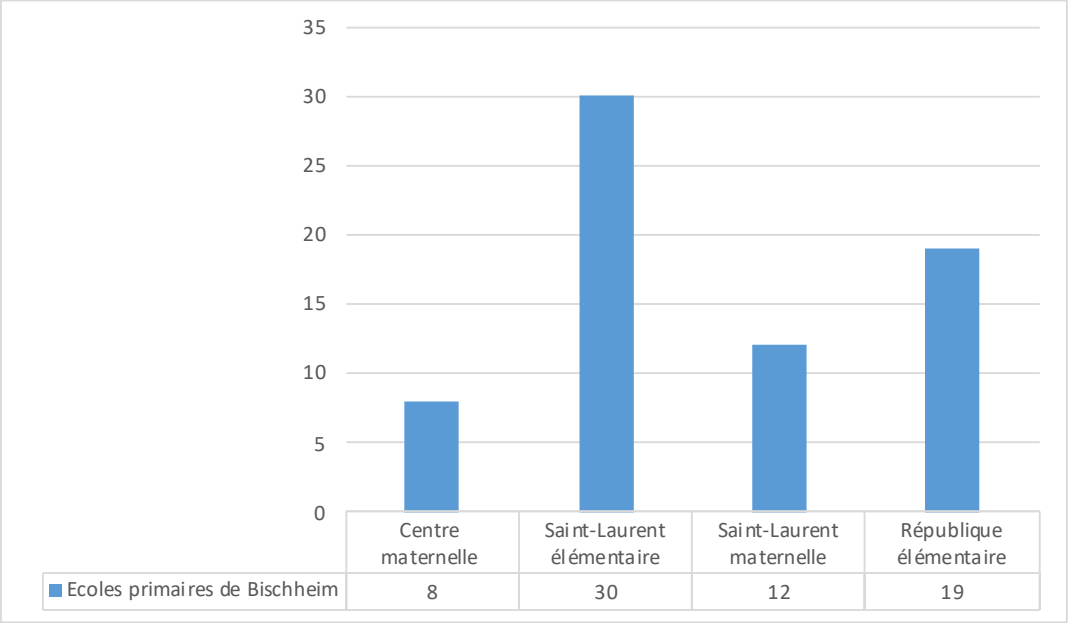
Bischheim

| Age | Fille | Garçon | Total |
|---|---|---|---|
| 0-5 ans | 4 | 16 | 20 |
| 6-15 ans | 25 | 24 | 49 |

### 6) *Répartition des enfants par établissement scolaire dans chaque Commune*




Schiltigheim




Bischheim

*6) Les orientations et relais*

Schiltigheim

| | |
|---|---|
| AED (Aide Educative à Domicile) | 2 |
| Maison du Jeune Citoyen | 4 |
| CEA | 1 |
| CLAS | 1 |
| JEEP | 1 |
| PRE de Strasbourg | 1 |

Bischheim

| | |
|---|---|
| École municipale de musique et de danse | 2 |
| CEA | 1 |
| CMPP | 1 |

# III. Conclusion

Depuis dix ans, le Programme de réussite éducative offre à plusieurs centaines d'enfants et de jeunes de Schiltigheim et de Bischheim un accompagnement personnalisé de qualité. Son efficacité en matière de réussite éducative n'est plus à démontrer. En prenant en compte à la fois les besoins spécifiques de chaque enfant et jeune ainsi que l'environnement social et familial dans lequel ils évoluent, le PRE contribue à leur épanouissement personnel, en leur offrant de meilleures chances de réussite à l'école.



# Rapport d'activité du Programme de réussite Éducative 2025

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

**N° 2026DE131 - LISTE DES DÉCISIONS PRISES EN VERTU DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LA DÉLIBÉRATION DU 28 MARS 2026**

Rapporteur : Madame Sophie MEHMANPAZIR, Première Adjointe

En vertu de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal a délégué un certain nombre de compétences à Madame la Maire par une délibération en date du 28 mars 2026.

L'article L.2122-23 du code précité dispose que Madame la Maire doit rendre compte des décisions prises sur la base de ces délégations à chaque réunion obligatoire du Conseil municipal.

Les décisions prises depuis la dernière réunion du Conseil municipal sont listées en annexe.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;*
*Vu la délibération du Conseil municipal en date du 28 mars 2026.*
*Considérant que le Conseil municipal a délégué un certain nombre de compétences à Madame la Maire ;*
*Considérant que Madame la Maire doit rendre compte des décisions prises sur la base de ces délégations à*

*chaque réunion obligatoire du conseil municipal ;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Ressources » et du Bureau municipal,

**PREND ACTE** des décisions prises par Madame la Maire en vertu des délégations consenties par le Conseil municipal et citées en annexe.

**Adopté, à l'unanimité**

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4047-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire



## Liste des décisions prises en vertu de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et de la délibération du 28 mars 2026

| N° décision | Date | Désignation |
|---|---|---|
| **2026DEC064** | 16.06.2026 | Convention information DESCLICKS (Conception et l'animation d'un atelier de programmation informatique du lundi 20 au jeudi 23 juillet 2026 dans le cadre du programme des vacances d'été 2026 de la Maison du jeune citoyen en direction des enfants |
| **2026DEC066** | 16.06.2026 | Convention Juliette BOULARD (conception et l'encadrement d'un atelier créatif du lundi 13 au vendredi 17 juillet 2026 dans le cadre du programme des vacances d'été de la Maison du jeune citoyen dédié aux enfants de 6 à 12 ans.) |
| **2026DEC067** | 16.06.2026 | Convention Marie FAILLA (préparation et animation de 2 ateliers artistiques en direction de jeunes de 12 à 17 ans, organisé par le service Enfance Jeunesse pendant les vacances d'été 2026 du lundi 27 au jeudi 30 juillet et du lundi 24 au jeudi 27 août 2026.) |
| **2026DEC068** | 16.06.2026 | Convention maison des jeux "découverte de jeux de société" du 17 au 20/08/2026 (animation d'ateliers de découverte de jeux traditionnels et contemporains du lundi 17 au jeudi 20 août 2026 en direction des 6 à 12 ans, dans le cadre du programme des vacances d'été 2026 de la Maison du jeune citoyen.) |
| **2026DEC069** | 16.06.2026 | Convention Jako CUSTOM - ateliers GRAFITTI (préparation et animation d'un atelier graffiti en direction de jeunes de 12 à 17 ans, organisé par le service Enfance Jeunesse pendant les vacances d'été 2026 du lundi 13 au vendredi 17 juillet 2026.) |
| **2026DEC070** | 11.06.2026 | Convention les petits débrouillards (conception et l'animation d'un atelier sur le foot et la science du lundi 17 au jeudi 20 août 2026 dans le cadre du programme des vacances d'été de la Maison du jeune citoyen dédié aux enfants de 6 à 12 ans.) |
| **2026DEC071** | 10.06.2026 | Convention SAINTE-LUCE Medhi (animation d'un atelier échecs en direction des enfants de 6 à 12 ans organisé par le service Enfance Jeunesse pendant les vacances d'été 2026 du lundi 6 au jeudi 9 juillet 2026.) |
| **2026DEC072** | 12.06.2026 | Convention le S.U.S Tennis de Table - à titre gracieux (préparation et animation d'un atelier de tennis de table en direction de jeunes de 12 à 17 ans organisés par le service Enfance Jeunesse pendant les vacances d'été 2026 du lundi 20 au jeudi 23 juillet.) |
| **2026DEC073** | 16.06.2026 | Convention EPSAN - conférence-temps de rencontre sur la santé mentale à titre gracieux (intervention de Lionel ROTOLO lors d'une conférence à l'attention des parents schilikois sur le thème de la santé mentale.) |
| **2026DEC074** | 12.06.2026 | Convention association Union touristique - les Amis de la Nature (location du chalet de l'association situé 33 rue Principal 67130 FRECONRUPT _ mise en place de 2 séjours organisés par le service Enfance Jeunesse durant les vacances d'été 2026. |
| **2026DEC075** | 19.06.2026 | Résidence et Coproduction - Nou&Vou - Artenréel #1 (résidence d'artistes de la compagnie Nou&Vou pour la création du spectacle « Pik-Nik » au Brassin.) |
| **2026DEC076** | 19.06.2026 | Contrat avec Compagnie En Lacets - Papier.1 - Rosa Parks (représentation du spectacle « Papier.1 » en hors les murs sur le parvis de l'école Rosa Parks.) |
| **2026DEC078** | 23.06.2026 | Cinéma plein air (prévoyant la présentation du film « Tous en scène 2 » dans le cadre d'une soirée de ciné plein Place Alfred Muller ou au Brassin en cas de mauvais temps.) |

| | | |
|---|---|---|
| **2026DEC080** | 02.07.2026 | Tenue d'une buvette pour la séance de cinéma en plein air du 17 juillet (contrat avec l'association des créateurs de la cabane.) |
| **2026DEC081** | 03.07.2026 | Contrat de spectacle - Avishai Cohen - Briqueterie - 14 octobre 2026 (contrat LOOP PRODUCTIONS.) |
| **2026DEC082** | 03.07.2026 | Contrat de spectacle - La Boule enchantée – FITHE THEATRE (six représentations du 14 au 16 novembre 2026.) |
| **2026DEC083** | 03.07.2026 | Convention CARIOCA Productions EI (animation d'ateliers de création radiophonique aboutissant à la réalisation d'un podcast participatif, « Carte postale du quartier – Été 2026 ».) |
| **2026DEC085** | 07.07.2026 | Validation du contrat avec le prestataire Mileade pour le séjour seniors 2026 à Carqueiranne (var) et participation financière de la Ville |
| **2026DEC086** | 07.07.2026 | Convention Ethosph'R - stage découverte de l'éthologie (préparation et encadrement de deux sessions d'activités ludiques et pédagogiques consacrées à la découverte de l'éthologie, organisées par le service Enfance Jeunesse pendant les vacances d'été 2026.) |
| **2026DEC087** | 03.07.02026 | Convention les cols verts - jardiner en milieu urbain (conception et animation d'ateliers de découverte du jardinage du lundi 24 au jeudi 27 août en milieu urbain organisé par le service Enfance Jeunesse pendant les vacances d'été 2026 en direction des enfants de 6 à 12 ans.) |
| **2026DEC088** | 10.07.2026 | Contrat spectacle - contrat avec LAURENT CARRIER DIFFUSION prévoyant le concert de Keyvan Chemirani au Cheval Blanc. |
| **2026DEC089** | 10.07.2026 | Contrat de spectacle - Ô - La Volubile - trois représentations du spectacle « Ô » au Brassin. |
| **2026DEC090** | 10.07.2026 | Contrat de spectacle - Sound Surveyor – concert d'Ariel Bart Trio au Cheval Blanc. |
| **2026DEC091** | 10.07.2026 | Contrat de spectacle – TOUR'SOL PROD - concert de Mathias Levy au Cheval Blanc |
| **2026DEC096** | 21.08.2026 | Ajustement des provisions pour dépréciation de créances |

## I – Marchés publics de fournitures et services passés en application des dispositions des articles R. 2122-8, L. 2123-1-1° et L. 2124-1 du Code de la commande publique

### A) Inférieurs à 60 000.00 € HT

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Nouveaux voisins** | / | / | LA POSTE<br>9 rue du Colonel Pierre Avia<br>75757 PARIS | 328,05 € | 1 an |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Maintenance et support technique des équipements informatiques HPE** | / | / | ACESI<br>8b rue Icare<br>67960 ENTZHEIM | 1 800 € | 1 an |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Prestations d'expertise comptable et d'assistance administrative** | / | / | GROUPE PEDAGOFICHE<br>8 allée de Rivassol<br>63830 NOHANENT | 168,48 € | 1 an |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Prestation de mise à disposition et maintenance d'un extranet** | / | / | JF STUDIO<br>2 rue de la Poterne<br>36150 VATAN | 324 € | 3 mois |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Support et entretien MYCMC pour des équipements de projection numérique** | / | / | CINEMECCANICA<br>222-226 rue de Rosny<br>93100 MONTREUIL | 1 650 € | 12 mois renouvelables 3 fois |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Prestations de maintenance évolutive, corrective et de sécurisation du site internet de la Ville** | / | / | OAKA<br>6 rue de l'Energie<br>67210 OBERNAI | 3 000 € | 1 an |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Installation d'un bac à graisse au Club house Stade du Canal** | / | / | SPEYSER & CIE SA<br>1 rue de l'Industrie<br>67150 GERSTHEIM | 23 992,50 € | 5 semaines |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Maintenance DuoNET** | / | / | ARS DATA<br>17 rue Hermès<br>31520 RAMONVILLE ST AGNE | 3 001,03 € | 1 an |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Abonnement et raccordement au réseau public eau potable Mistral** | / | / | EUROMETROPOLE DE STRASBOURG<br>1 parc de l'Etoile<br>67000 STRASBOURG | 10 718,20 € | / |

### B) Supérieurs à 60 000.00 € HT

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |

## II – Marchés publics de travaux passés en application des dispositions des articles R. 2122-8, L. 2123-1-1° et L. 2124-1 du Code de la commande publique

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Remplacement du système de sécurité incendie de l'Hôtel de Ville** | / | / | SCHORO ELECTRICITE SAS<br>9 rue de l'Ancien Hôpital<br>67720 HOERDT | 119 187,21 € | 21 semaines + GPA |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire du contrat | Montant du contrat (HT) par période | Durée du contrat |
|---|---|---|---|---|---|
| **Travaux d'amélioration de la ventilation à la crèche des Moussaillons** | / | / | LABEAUNE JMC SAS<br>5 rue des Artisans<br>68280 SUNDHOFFEN | 90 254,58 € | 14 semaines + GPA |

## III – Prestations modificatives & avenants :

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°24013-01/14 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Travaux divers d'impression et services de diffusion du magazine municipal** | 01 | Impression de plaquettes et documents divers | IMPRIMERIE DEPPEN SARL<br>4 rue du Tramway<br>67151 ERSTEIN | Ajout de prestations au bordereau des prix unitaires | Minimum : 15 000 €<br>Maximum : 50 000 € | / | / |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°24013-02/10 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Travaux divers d'impression et services de diffusion du magazine municipal** | 02 | Impression de grands formats | DS IMPRESSION<br>5 rue de l'Artisanat<br>67170 GEUDERTHEIM | Ajout de prestations au bordereau des prix unitaires | Minimum : 15 000 €<br>Maximum : 50 000 € | / | / |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°25018/02 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Acquisition, livraison et installation de matériels ergonomiques** | / | / | AZERGO<br>8 rue des Mûriers<br>69390 VOURLES | Ajout de prestations au bordereau des prix unitaires | Minimum : 4 000 €<br>Maximum : 35 000 € | / | / |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°24003/14 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Location, livraison et installation de matériel son, lumière et vidéo** | / | / | LAGOONA<br>13 rue Vauban<br>67450 MUNDOLSHEIM | Ajout de prestations au bordereau des prix unitaires | Minimum : 10 000 €<br>Maximum : 40 000 € | / | / |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°23037-20/04 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Construction d'un nouveau Groupe scolaire Victor Hugo** | 04 | Equipement pédagogique numérique | HIATUSS SARL<br>463 rue Pierre et Marie Curie<br>54710 LUDRES | Correction d'une erreur sur le tableau récapitulatif des montants | 82 566,04 € | / | / |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°23014-03/10 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Fourniture de vêtements de travail, chaussures de sécurité et EPI pour les agents de la Ville** | 03 | Chaussures de sécurité | RECORD SAS<br>8 rue Cerf Barr<br>67200 STRASBOURG | Ajout de prestations au bordereau des prix unitaires | Minimum :<br>5 000 €<br>Maximum :<br>15 000 € | / | / |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°23014-05/06 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Fourniture de vêtements de travail, chaussures de sécurité et EPI pour les agents de la Ville** | 05 | Equipements de protection contre les chutes de hauteur | SAFETYPACK<br>30 rue des Tuileries<br>67460<br>SOUFFELWEYERSHEIM | Ajout de prestations au bordereau des prix unitaires | Minimum :<br>2 200 €<br>Maximum :<br>6 600 € | / | / |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°23032/08 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Maintenance préventive et corrective des installations électriques et entretien des SSI** | / | / | EST MAINTENANCE SERVICE<br>10 rue du Chêne<br>67800 HOENHEIM | Ajout de prestations au bordereau des prix unitaires | Minimum :<br>45 618,31 €<br>Maximum :<br>145 618,31 € | / | / |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°24013-02/11 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Travaux divers d'impression et services de diffusion du magazine municipal** | 02 | Impression de grands formats | DS IMPRESSION<br>5 rue de l'Artisanat<br>67170 GEUDERTHEIM | Ajout de prestations au bordereau des prix unitaires | Minimum :<br>15 000 €<br>Maximum :<br>50 000 € | / | / |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°21061-02/01 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Mission de coordination des actions en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour l'opération de construction du GSVH** | 02 | / | SOCOTEC CONSTRUCTION<br>5 allée Cérès<br>67037 STRASBOURG | Dépassement de la durée initiale de la phase de suivi | 19 200 € | 7 200 € | 26 400 € |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°25016/01 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Télésurveillance des bâtiments communaux** | / | / | SAS SERENITE 24H24<br>6 rue de Rungis<br>67200 STRASBOURG | Ajout d'un site pour la télésurveillance | Partie forfaitaire : 10 320 €<br>Partie unitaire :<br>Minimum : 0 €<br>Maximum : 15 000 € | 240 € | Partie forfaitaire : 10 560 €<br>Partie unitaire :<br>Minimum : 0 €<br>Maximum : 15 000 € |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°23027-25/05 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Construction du nouveau Groupe scolaire Victor Hugo** | 25 | Voiries & réseaux divers | EUROVIA ALSACE LORRAINE | Travaux supplémentaires | 689 507,50 € | 1 248 € | 742 289,70 € |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°24028-01 / 06 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Maintenance et contrôles règlementaires des installations techniques des bâtiments communaux** | 01 | Entretien et vérifications des moyens de lutte contre l'incendie | RINGENWALD INCENDIE<br>27 RUE DE CHERBOURG<br>67100 STRASBOURG | Modification de la DPGF | 19 809,26 € | -1 165.66 € | 18 643.60 € |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°24028-01 / 07 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Maintenance et contrôles règlementaires des installations techniques des bâtiments communaux** | 01 | Entretien et vérifications des moyens de lutte contre l'incendie | RINGENWALD INCENDIE<br>27 RUE DE CHERBOURG<br>67100 STRASBOURG | Ajout de prestations au BPU | 18 643.60 € | 0 € | 18 643.60 € |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°23031-01-02 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Services d'assurances** | 01 | Dommages aux biens | HELVETIA<br>9 AVENUE PERCIER<br>75008 PARIS | Modification de la prime d'assurance et des franchises | 173 803,78 € | -5 911,26 € | 167 892.52 € |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°22005-02-08 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Achat de produits et de machines d'entretien** | 02 | Machines d'entretien | SONEST<br>2 route de Brumath<br>67350 Morschwiller | Modification n° 08 Changement de Siret, de RIB et ajout de prestations supplémentaires au BPU | Sans incidence financière | Sans incidence financière | Sans incidence financière |

| Objet du contrat | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n°22005-02-09 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des prestations modificatives | Nouveau montant HT du contrat |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Achat de produits et de machines d'entretien** | 02 | Machines d'entretien | SONEST<br>2 route de Brumath<br>67350 Morschwiller | Modification n° 09<br>Ajout de prestations supplémentaires au BPU | Sans incidence financière | Sans incidence financière | Sans incidence financière |

VILLE DE SCHILTIGHEIM

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2026**

Sous la présidence de Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire.

| Nombre de conseillers municipaux | | |
|---|---|---|
| En exercice | Présents | Votants |
| 39 | 37 | 39 |

L'an deux mille vingt six, le 29 septembre à 18h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique.

**Etaient présents :**
Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Sophie MEHMANPAZIR, M. Antoine SPLET, Mme Nadia KECHID, M. Benoît STEFFANUS, Mme Alice RENAULT, M. Julien HÉLARY, Mme Maïté ELIA, M. Hervé ROQUEPLAN, Mme Sandrine LE GOUIC, M. Julien RATCLIFFE, Mme Marie-Jeanne STEFF, Mme Laurence WINTERHALTER, Mme Sylvie ZORN, Mme Danielle DAMBACH, M. Jérôme MAI, Mme Sonia BOLI, M. Olivier LEGRAS, Mme Nadine HERMOSO, Mme Aurélie LESCOUTE-PHILIPPS, M. Selim ULU, M. Julien HOFSTETTER, M. Michaël NGUYEN, M. Mickaël SAHLING, M. Bastien BARBERIO, Mme Bénédicte MATZ, Mme Elisabeth HELLENBRAND, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, M. Marc BAADER, Mme Marie-Thérèse FRENO, Mme Frédérique LAAS, Mme Christelle KOCH AL-AHMAD.

**Etaient excusés et représentés :**
M. Jean-Christophe EBER par Mme Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Mme Shéhrazade BOUYAHIA par Mme Sonia BOLI.

**Secrétaire de séance :** Bastien BARBERIO

## N° 2026DE132 - MOTION PRÉSENTÉE PAR MONSIEUR ANTOINE SPLET - POUR PERMETTRE L'ENCADREMENT DES LOYERS DANS L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

Rapporteur : Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

À Schiltigheim comme dans l'ensemble de l'Eurométropole de Strasbourg, se loger devient de plus en plus difficile. Pour les familles, les jeunes, les étudiant·es, les salarié·es et les retraité·es, la part du logement dans le budget ne cesse de peser davantage sur le pouvoir d'achat.

Une politique active du logement est une politique sociale. Parce que la solidarité est une valeur essentielle de notre territoire et que le logement est un droit, tous les habitants de l'Eurométropole doivent pouvoir se loger dignement, quels que soient leurs revenus.

La recherche d'un logement dans le parc locatif privé est aujourd'hui difficile dans l'Eurométropole, en raison notamment du manque de logements disponibles et du niveau élevé des loyers.

Cette situation justifie de poursuivre une politique ambitieuse de construction de logements de qualité, accessibles au plus grand nombre. Mais elle nécessite également de donner aux collectivités tous les outils permettant de protéger les locataires et de garantir l'accès à un logement abordable.

L'encadrement des loyers, expérimenté depuis 2019 dans plusieurs territoires, fixe des plafonds de loyers afin de limiter les loyers excessifs. Les évaluations disponibles montrent qu'il contribue à modérer les loyers

dans les territoires où il est appliqué.

Pourtant, les communes de l'Eurométropole de Strasbourg ne peuvent aujourd'hui recourir à ce dispositif, faute d'avoir pu intégrer l'expérimentation dans les délais prévus par la loi.

Cette situation n'est plus adaptée à la réalité de notre territoire. Face à l'urgence du logement, les collectivités volontaires confrontées à un marché locatif tendu doivent pouvoir agir.

L'encadrement des loyers ne résoudra pas, à lui seul, la crise du logement. Il doit s'accompagner d'une politique ambitieuse de construction de logements, notamment sociaux, de lutte contre la vacance et l'habitat indigne, ainsi que de régulation des meublés touristiques et de lutte contre la spéculation immobilière. Mais il constitue un outil supplémentaire dont les collectivités ne doivent pas être privées.

Alors que l'expérimentation actuelle arrive à échéance en novembre 2026 et que le Sénat examinera le 21 octobre 2026 un texte relatif à son avenir, cette échéance doit permettre non seulement de pérenniser l'encadrement là où il existe, mais également d'ouvrir cette possibilité aux nouveaux territoires volontaires répondant aux critères de tension locative.

Le Conseil municipal de Schiltigheim :

**DEMANDE :**

- au Gouvernement et au Parlement de pérenniser l'encadrement des loyers au-delà de novembre 2026 ;
- que le dispositif soit ouvert aux communes et intercommunalités volontaires confrontées à un marché locatif tendu ;

**AFFIRME :**

- affirme la volonté de Schiltigheim de pouvoir recourir à l'encadrement des loyers, en articulation avec l'Eurométropole de Strasbourg, dès lors que les conditions légales seront réunies ;

**APPELLE :**

- les parlementaires, et notamment les sénatrices et sénateurs du Bas-Rhin, à permettre cette ouverture lors des prochains débats parlementaires.

**Adopté, à la majorité**

| VOTE | | VOIX |
|---|---|---|
| Pour | 30 | |
| Contre | 8 | **Mme Bénédicte MATZ, M. Nicolas WREDE, M. Dera RATSIAJETSINIMARO, M. Raphaël HYVERNAUD, Mme Alyson ANDRUETTE, M. Martin HENRY, M. Gwenaël JAOUEN, Mme Frédérique LAAS.** |
| Abstention | 0 | |
| Ne participe pas part au vote | 1 | **Mme Elisabeth HELLENBRAND.** |

| | |
|---|---|
| Date de télétransmission : | 5 octobre 2026 |
| Date de retour de l'acte : | 5 octobre 2026 |
| Identifiant de l'acte : | 067-216704478-20260929-4194-DE-1-1 |

***SCHILTIGHEIM***, le 29 septembre 2026

Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Maire

